

La tragédie éthiopienne

La tragédie éthiopienne connaît-elle jamais de fin ? Ce n'est que trois semaines après l'entrée des maquisards tigréens dans Addis-Abeba, le 28 mai, que les premiers convois d'aide humanitaire ont pu commencer à reprendre la route, afin d'approvisionner une partie au moins des quelque 7 millions de personnes menacées de famine.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés a en effet indiqué, mercredi 12 juin, à Genève, qu'une cinquantaine de camions, transportant près de 1 500 tonnes de maïs, avaient réussi à gagner les localités de Dira-Dawa et de Jijiga, dans l'est du pays. De là, les convois vont tenter de rejoindre les camps de réfugiés, où attendent plus de 300 000 Somaliens. Coupés du monde, ils n'ont reçu aucune nourriture depuis fin mai. Près d'Awara, la tragédie de ces populations, hantées d'un pays à l'autre, d'un désastre à l'autre, au fil des conflits qui déchirent la Corne, se poursuit : les trois camps de cette région, qui hébergeaient près de 180 000 réfugiés, ont été la cible de bandes armées et demeurent inaccessibles, malgré l'envoi de troupes pour tenter de restaurer un semblant de sécurité.

MISES à part les antennes Tigre et de l'Erythrée - où les réseaux de secours des fronts de libération fonctionnent, tant bien que mal, depuis de nombreuses années - une bonne partie de l'Ethiopie est aujourd'hui en passe de devenir une nouvelle « terra incognita ». C'est le cas, notamment, des territoires situés au sud et à l'ouest d'Addis-Abeba, fiefs traditionnels de la puissante ethnie oromo.

En Erythrée et dans le nord de l'Ethiopie, la porte n'est qu'à demi ouverte. On reçoit les vivres envoyés par la communauté internationale, mais les étrangers restent soumis à des itinéraires rigoureusement « guidés ». Il est difficile de savoir ce qui s'y passe vraiment.

DES rumeurs ont fait état d'échauffourées entre musulmans et chrétiens, le 6 juin, dans les rues d'Asmara. Les rares journalistes occidentaux qui ont pu séjourner dans la capitale érythréenne en avaient été « refoulés » la veille. Quant au secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, arrivé de Paris avec plusieurs dizaines de tonnes de vivres et de médicaments, il n'a pas obtenu l'autorisation de se poser à Asmara. Personne n'a été dupe de l'argument « technique » avancé par le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) pour justifier ce refus.

La langue de bois, adoptée par le gouvernement « transitoire » de l'Erythrée, est également de mise à Addis-Abeba. Les dirigeants tigréens, qui dominent le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), ne semblent pas pressés de promouvoir l'ouverture démocratique pourtant promise lors des « négociations » de Londres, sous la pression des Etats-Unis. La Coalition des forces démocratiques éthiopiennes (CFDE), qui rassemble plusieurs mouvements de l'opposition civile, s'est vu refuser sa participation à la conférence nationale, prévue pour le début de juillet, sous prétexte qu'elle avait « déclaré la guerre au FDRE ». Ce durcissement de son attitude mal de l'avenir d'un pays menacé d'implosion.

M0147 - 0614 0 - 6.00 F



Avec plus de 50 % des voix, selon les premiers résultats

M. Eltsine est assuré de remporter l'élection présidentielle en Russie

M. Boris Eltsine a revendiqué, jeudi 13 juin en fin de matinée, la victoire au premier tour de l'élection présidentielle en Russie, qui s'était déroulée la veille. Selon son porte-parole, il aurait obtenu au moins 54 % des voix au total, dépassant la barre des 60 % dans une quarantaine de villes, avec notamment 70 % à Moscou et 90 % dans son fief de Sverdlovsk.

M. Rykov, son principal adversaire, aurait battu M. Eltsine dans plusieurs circonscrip-

tions rurales, mais ces résultats devraient rester sans incidence au niveau de la république. M. Jirinovski, candidat du petit Parti libéral-démocrate, arriverait en troisième position. Par ailleurs, MM. Gavril Popov et Anatoli Sobtchak ont été élus à une large majorité respectivement maires de Moscou et de Leningrad, a annoncé l'agence Tass.

M. Gorbatchev, qui a voté à Moscou, s'était engagé à « coopérer avec le président de Russie, quel que soit l'élu ».

Un Walesa soviétique ?

par Sylvie Kauffmann et Michel Tatu

Boris Eltsine tel qu'en lui-même, costume bleu sombre, chemise blanche et cravate bordeaux, assis sur un tronc d'arbre dans la clairière ensoleillée d'une forêt de bouleaux. Le paysage est russe à souhait et Boris Nikolaevitch, pour les besoins d'un film qui lui est consacré, répond aux questions d'une voix off. Le journaliste lui fait remarquer que les gens de son signe (verseau) « n'aiment pas qu'on fasse pression sur eux ». « Montrez ça à Gorbatchev ! », rétorque Eltsine avec un rictus mi-moqueur mi-vindicatif sur le visage.

Dans le cinéma où l'on projette ce film, *Boris ou les caprices du destin*, les spectateurs sont aux anges. On se tord de

rire à la vue d'images d'archives montrant Brejnev remettant inlassablement des décorations à des brochettes de vieillards - et l'on rit plus encore lorsque, parmi les lauréats honorés de l'accolade brejnévienne, figure Mikhaïl Gorbatchev. On voit encore la maman de Boris tirer l'eau du puits de son jardin - « Rykov, il a neuf domestiques dans sa datcha », se scandalise notre voisine - puis M. Eltsine faire mine de partir à pied vers le trolleybus, dédaignant le parc des Volga noires qui attendent ses congénères. Le public, ravi, pense avoir trouvé le nouveau sauveur de la Russie.

Les ficelles sont grosses, mais nous sommes en Union soviétique, au degré quasi zéro de la culture démocratique. Et le président russe a montré pendant sa campagne son énorme supé-

rité sur les politiciens communistes classiques : le sens du contact et la spontanéité. Tous jours bien habillé, à l'occidentale, il « tombe la veste » dès que les circonstances le permettent : il sait parler à une foule sans l'endormir ni lui faire la morale, il sait se montrer chaleureux ou humain. Même ses grimaces apportent quelque chose de rafraîchissant à un public habitué aux masques gris et immobiles des membres du politburo : sa moue de dégoût, de colère ou simplement d'enfant boudoir peut être redoutable ; mais son sourire, extrêmement chaleureux, a un effet communicatif immédiat.

Cet ancien apparatchik a été baptisé, et il se montre volontiers désormais en compagnie d'ecclésiastiques.

Lire la suite page 3

Alors que la gauche tente de se rassembler

L'opposition scelle son union électorale

Le RPR et l'UDF ont signé, mercredi 12 juin, la charte de l'Union pour la France qui prévoit des candidatures communes aux prochaines élections cantonales, régionales et législatives, ainsi que l'organisation de « primaires » pour la désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle. L'opposition devait déposer, jeudi, une motion de censure, que les communistes ne voteront pas, sur les économies budgétaires du gouvernement.

A l'Assemblée nationale, M^{me} Cresson et M. Chirac se sont vivement affrontés, mercredi, à propos des banlieues et de la politique d'immigration (lire page 38).

Reconstitution historique

par Jean-Yves Lhœmeau

En nommant M^{me} Cresson à Matignon, en annonçant un débat « fracassant » et en tenant lui-même, comme il l'a fait mardi lors de sa visite en Champagne-Ardenne, un discours à tout casser, M. Mitterrand a redonné du cœur au ventre... à la droite.

La voilà requinquée, assurée de sa propre existence, dont elle doutait jusqu'à présent tant M. Rocard offrait peu de prise à une offensive frontale, rassurée sur ses chances de victoire aux élections législatives de 1993. Ses dirigeants, qui ne cessent, à l'exemple de M. Giscard d'Estaing, de mettre en doute les capacités de M^{me} Cresson, affirment que le premier ministre ne tiendra pas jusqu'aux élections

législatives de 1993. Ils se sont placés, mercredi, avec toute la solennité qui convient à ce genre d'exercice, en ordre de bataille électorale en signant leur accord, déjà conclu, sur les candidatures communes à tous les scrutins (cantonales et régionales de 1992, législatives de 1993) et sur l'organisation de « primaires » pour la désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle de 1995.

C'est, du moins, l'image que les dirigeants de l'opposition s'efforcent de donner d'eux-mêmes et de leurs troupes. La réalité est beaucoup plus compliquée et nettement moins brillante. L'opposition a l'habitude d'aller unie aux régionales et aux législatives. Son accord sur la préparation de ces scrutins n'est qu'une confirmation.

Lire la suite page 8

Les Assises de la confédération à Prague

La président Vaclav Havel critique implicitement le projet français page 4

La gestion des chaînes publiques de télévision

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est sévère pour A2, indulgent pour FR3 page 30

LIVRES ♦ IDÉES

Devenir bouddha. ■ Les avant-gardes et après. ■ Israël, de gauche à droite. ■ Hugo Pratt. Celta de Venise. ■ Le feuilleton de Michel Braudieu : « De la bonne lecture du monde ». ■ Histoires littéraires par François Bott : « Les malheurs de Julie ». ■ Contes de Galice. ■ D'autres mondes par Nicole Zand. pages 19 à 26

AFFAIRES

Spécial Salon du Bourget

■ Aérospatiale cherche à préserver son identité. ■ Airbus-bis contre Airbus. ■ Ariane sous le feu de la concurrence. pages 31 à 33

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

Des mesures pour les banlieues

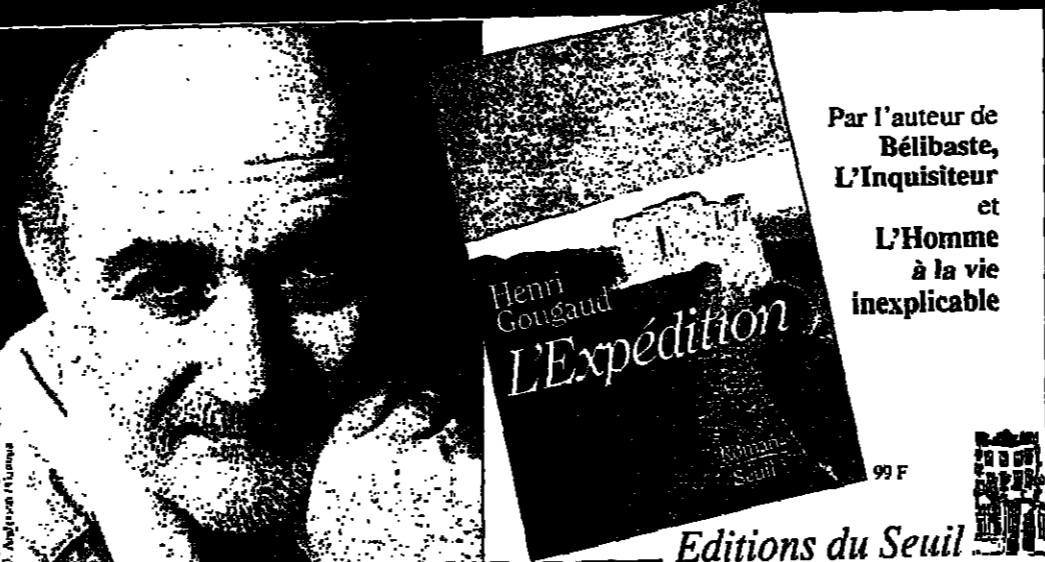
Une série de mesures destinées à prévenir un « été chaud » dans les banlieues et les quartiers en difficulté des grandes villes a été annoncée, mercredi 12 juin, à l'issue d'un comité interministériel présidé par M^{me} Edith Cresson. Près de 140 millions de francs seront débloqués pour financer des actions d'animation concernant environ 300 000 jeunes. Quelque 500 mini-terrains de sports seront aménagés au sein des cités. Des manifestations sportives et culturelles seront organisées pour ceux qui ne bénéficieront pas des séjours à la campagne proposés par les Jeunes Agriculteurs et l'Office national des forêts.

Parallèlement, le premier ministre a annoncé un renforcement des effectifs de police dans les banlieues pendant la période estivale. Enfin, les préfets seront « réunis dans les jours qui viennent » par M^{me} Cresson.

Lire page 12 l'article de MARC AMBROISE-RENDU



G O U G A U D



Par l'auteur de
Bélibaste,
L'Inquisiteur
et
L'Homme
à la vie
inexplicable

Editions du Seuil

Passions franco-américaines

Le temps des malentendus et des fantasmes a commencé il y a plus de deux cents ans

par Michel Kajman

La France pré-révolutionnaire fut divisée par un féroce débat : pour ou contre l'invention de Benjamin Franklin ? On s'empoignait à propos de l'étrange paratonnerre venu d'une terre singulière : œuvre du diable ou promesse de progrès ? Bientôt, une partie des acteurs de 1789 n'aurait d'yeux que pour la révolution-sœur, ou plutôt supposée telle, des Etats-Unis. Le temps des ambiguïtés, des malentendus et des fantasmes ne faisait que commencer.

Deux siècles plus tard, la foudre qui s'abat sur nos banlieues les plus misérables et les plus

infernales nous fait resonger aux ghettos noirs d'outre-Atlantique. Ou au fameux melting-pot américain, tantôt convaincant, tantôt passible du cimetière des grandes illusions, de l'enfer des grandes hypocrisies.

Au même moment, les confetti des parades monstres d'après-guerre du Golfe découvrent à plus d'un regard en s'envolant l'image troublante d'un Oncle Sam que l'on croyait relégué au grenier de l'Histoire : un peu ogre à force d'être gendarme. Difficile, décidément, d'échapper à l'inextricable réseau de passions contraires, à la fascination-répulsion qui lie la France et les Etats-Unis.

Lire la suite page 16

DÉBATS

Banlieues

Relever le défi

par Marie-France Marquès

DEUX objectifs au moins sont assez consensuels pour donner la direction des mesures à prendre face à la violence : réconcilier les jeunes des banlieues défavorisées avec la société dans laquelle ils sont appelés à vivre et qu'ils souhaitent actuellement détruire, pour le moins, au sens matériel du terme; leur donner le goût d'exercer un travail productif et gratifiant. Comment y parvenir? Croit-on vraiment que c'est en transformant le spatial, en occupant des façades et des cages d'ascenseurs, en fixant des normes standards de confort, bref, en améliorant le « look » des banlieues que les taggeurs auront tôt fait de dégrader à nouveau, ou encore en organisant des matches de football à Montfermeil... qu'on va réussir à calmer les jeunes et leur permettre de s'engager dans une meilleure direction? Si les jeunes des banlieues avaient eu des relations positives et suivies avec les différents intervenants sociaux de leurs quartiers : enseignants, animateurs, éducateurs, auraient-ils connu notre société sous un jour plus positif et seraient-ils plus nombreux à vouloir et avoir les moyens de s'y intégrer? Or que leur propose-t-on actuellement et quelle image leur donne-t-on de notre organisation sociale? Les classes sont encore surchargées, les programmes d'enseignement les ennuiant, les enseignants ne sont pas formés à la pédagogie et au travail de groupe et sont très vite débordés. Les professionnels du

travail social (ils sont plus de cent mille), tels qu'animateurs, éducateurs ou assistants sociaux, sont découragés eux aussi par l'absence de concordance entre, d'une part, l'ampleur et la variété des difficultés des publics rencontrés et, d'autre part, l'inadéquation des moyens de travail mis à disposition par leur employeur pour y répondre.

Sous l'effet de l'urgence et des risques permanents de « bavures », on se préoccupe depuis peu de former des policiers au contact avec les jeunes. Mais lorsque les décideurs parlent maintenant de « prévention », c'est à la police que l'on pense. Les éducateurs de rue, les éducateurs de prévention sont-ils des métiers sociaux qui existent réellement? Comme dans l'excellent film de Jacques Doillon *Le Petit Criminel*, le policier (Richard Anconina) doit-il se transformer en éducateur spécialisé?

Mobiliser les acteurs de terrain

Pourquoi pas? Mais alors que l'on dise ce que doivent faire les éducateurs de prévention, et plus largement les trente-quatre mille éducateurs spécialisés qui sont employés sur le terrain... et qui n'ont pas une vocation de policier.

Et puis à quoi bon demander aux enseignants de se transformer en éducateurs ou en assistants sociaux, ce qu'ils ne souhaitent pas, alors que des professionnels ont choisi ces métiers, sont formés pour cela et ne demanderaient pas

mieux que d'être reconnus dans leurs fonctions, et de coopérer avec les écoles, les collèges et les magistrats... Cet immense jeu de rôles dans lequel le policier ou le juge se transforme en éducateur, l'enseignant doit devenir un travailleur social, l'assistant social un guichetier, et l'élu un assistant social... est-il opérationnel?

Pour éviter le gaspillage de temps, d'énergie et d'argent du contribuable, pourquoi ne pas utiliser chaque acteur ou chaque intervenant social, en fonction de sa formation, ses qualifications et son expérience, et le reconnaître légitime dans ses fonctions?

Est-ce du « corporatisme » que de considérer qu'il faut être formé et préparé pour les fonctions que l'on exercera?

Sait-on que la formation des travailleurs sociaux, qui est en tutelle du ministère des affaires sociales, pâtit depuis plusieurs années de coupes claires dans les budgets votés annuellement par le Parlement. Pour ne parler que des crédits de l'année 1991 : 11 millions de moins sur les crédits votés à cause de la « guerre du Golfe », et bientôt, paraît-il, autant pour cause de déficit budgétaire, soit moins 5,96 par rapport aux crédits de 1990 pour la formation. Cela ne permet même plus de faire entrer en formation le nombre de jeunes suffisant pour satisfaire les demandes quantitatives en diplômés des employeurs. Les conseillers généraux qui, du fait de la décentralisation, sont les principaux

employeurs des assistants sociaux, depuis la mise en place du revenu minimum d'insertion, cherchent désespérément des diplômés assistants sociaux à recruter...

C'est à partir des réalités locales, vécues et contingentes, que doivent se construire les multiples processus de développement. Il faut partir de l'idée que chaque quartier a des ressources propres inexploitées dont il doit tirer parti au mieux, dans l'esprit et le savoir-faire de sa propre population. Cela permettra à une communauté locale d'exprimer son identité, de potentialiser ses ressources et d'améliorer ses relations avec l'environnement. Une telle politique ne se construit pas seulement dans les bureaux des ministères, des départements ou de l'hémicycle des assemblées. L'écoute des principaux intéressés et la participation de ceux qui sont leurs interlocuteurs dans la proximité et la durée, et qui seront chargés de mettre en œuvre les mesures, sont nécessaires.

Il est largement temps de reconnaître à chacun sa place au lieu de laisser s'installer le désordre. Plus que des mesures nouvelles, les jeunes des banlieues ont besoin de rencontrer, dans la continuité, des acteurs sociaux dynamiques, disponibles, compétents et bénéficiant de moyens de travail adaptés.

► Marie-France Marquès est sociologue et secrétaire générale du Comité national des écoles de service social.

Le Val-Fourré d'hier à aujourd'hui

par Daniel Behar

Le grand ensemble du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie a été présenté comme l'archétype de ces quartiers ghettos déviants : tour de Babel ethnique, logements dépréciés, populations en fuite, concentration de pauvres... tous les clichés ont été produits. Pourtant, observateurs attentifs depuis près de dix ans des mutations sociologiques de ce grand ensemble, nous récusons, chiffres à l'appui, cette image. Qu'est-il arrivé depuis juin 1980? Des cohortes de pauvres, d'immigrés, de laissés-pour-compte? Erreur. Sur les 668 ménages entrés depuis onze mois, 69 % sont des jeunes de moins de trente-cinq ans, 67 % des Français - 82 % sont originaires de Mantes et de sa région. Réceptacle de pauvres ou RMISés? Les revenus mensuels des entrants sont inférieurs au SMIC pour moins de 4 % d'entre eux, tandis que, pour 20 %, ils sont supérieurs à 10 000 F.

Grand ensemble dortoir pour les usines automobiles de Fins et de Poissy, nous dirait-on? Seulement 20 % des récents emménagés y travaillent.

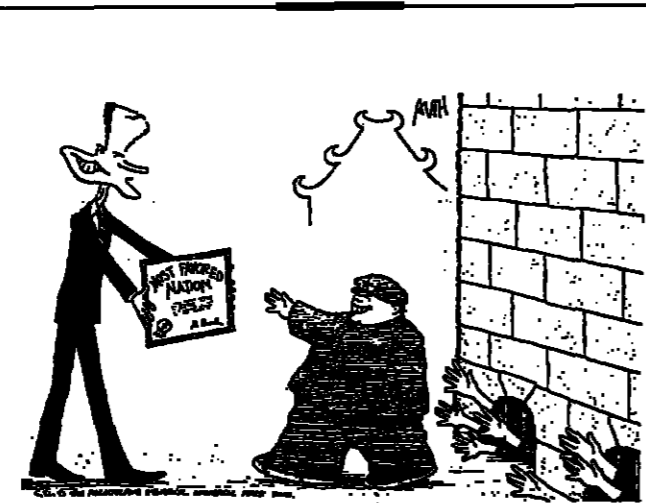
Que conclure de tous ces chiffres? Que le Val-Fourré n'est plus ce qu'il était. Sa population se diversifie à vitesse accélérée. Trois types de population y

cohabitent : la population traditionnelle, installée depuis quinze ou vingt ans, française ou immigrée, pour qui la frontière entre captivité et enracinement est floue; des ménages d'une certaine d'années, avec de jeunes enfants qui viennent à la recherche de compléter leur plan d'épargne logement, quatre ou cinq ans plus de mal à accéder à la propriété; derniers arrivés, les jeunes (25 % des nouveaux locataires ont moins de vingt-cinq ans), arrivent les enfants des pionniers du Val-Fourré, issus de toute l'agglomération mantoise (100 000 habitants) et pour qui le Val-Fourré fait office de « chambre de bonne » des débuts parisiens.

Les événements récents constituent des phénomènes graves, inquiétants. Ils montrent que les facteurs de crise ne peuvent être circonscrits à telle ou telle localité, mais sont le propre des grandes banlieues d'une ville homogène, dotée de quelques 25 000 habitants.

► Daniel Behar est membre du groupe Acadie, observatoire de l'habitat à Mantes-la-Jolie.

TRAIT LIBRE



La nation « la plus favorisée ». Paru dans le New York Herald Tribune du 12 juin.

Le discours de l'ordre

par Philippe Chaillou

NASSISTONS-NOUS pas en ce moment à un glissement des discours de la société à l'égard des jeunes? Oubliés, semble-t-il, 1989 et les droits de l'enfant. Face à ce qu'il faut quand même bien analyser comme une contestation, par les jeunes, d'une société à deux vitesses, le discours officiel semble insensiblement privilégier de plus en plus les « suites judiciaires ». Les images télévisées ont fait leur œuvre de peur et le clivage était trop facile entre les lycéens responsables et les casseurs.

Pretons garde cependant, face au manque de moyens budgétaires et devant la difficulté de résoudre les questions posées à court et moyen terme, que le seul recours adressé aux jeunes, à l'approche des périodes électorales, ne soit plus que celui de l'ordre. Sachons que, pour tout pouvoir, la tentation est grande, dans les moments de tension, de désigner des boucs émissaires aux difficultés qu'il rencontre. Souvenons-nous qu'en 1980, époque difficile sur le plan politique et social, le pourcentage des détections provisoires de mineurs avait augmenté de 40 % en une seule année.

Le droit est toujours un Janus à deux faces, soluble, à combiner, dans la réalité sociale. D'un côté, le dispositif pénal, sans anodin en ce qui concerne les jeunes, comme l'idée en circulation, le discours qui nous ramène de seize ans peut encore aujourd'hui être condamné à la réduction à perpétuité. De l'autre, le droit des gens. Pour les jeunes, la Convention internationale des droits de l'enfant, notamment son article 2 : « Les États parties se rappellent que la France a ratifié cette convention - s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, de l'origine ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation ».

Si la société cédait à la facilité de se défaire du problème des jeunes sur la seule justice, celle-ci, au-delà d'un nominalisme de la légalité, se trouverait confrontée à une impossibilité structurelle : comment faire admettre à ces jeunes que, dans une société, il y a de l'interdit, si leurs droits les plus fondamentaux ainsi que ceux de leurs pères ce sont pas respectés? Et d'une manière plus large, comment ne pas voir que les ordres de fer ne se font que dans l'effacement de ces droits : le droit à l'éducation, à un logement, à un emploi?

► Philippe Chaillou est premier juge des enfants au tribunal de grande instance de Paris.

Les limites de l'évangélisation civique

par Gérard Chevalier

LES événements qui agitent les banlieues ont frappé d'aphasie la plupart des sociologues s'intéressant aux politiques socio-préventives, qu'il s'agisse de l'insertion professionnelle des jeunes, de la prévention de la délinquance ou du développement social des quartiers. Si ce n'est pris d'angoisse de manifeste en contrepoint de la langue du « droit de la ville » et du « partenariat », c'est qu'au sein des institutions centrales, la doctrine d'intervention officielle a généré en creux le sentiment de son propre échec, à la lumière des événements de Sartrouville et d'ailleurs. Dix ans et même quinze ans d'approche « globale » ont conduit, non pas à une faillite totale, mais à une série spectaculaire de ratés, du fait de la distance qui sépare les intérêts des « jeunes en difficulté » du système de croyances qui guide les politiques publiques.

Quelles peuvent être les représentations qui dominent la vision du monde des jeunes des cités-ghettos? Vraisemblablement, à l'inverse du lamento ordinaire sur la désagrégation du « tissu social », placent-ils au premier plan des satisfactions attendues au sein du groupe de leurs pairs. Cette prédominance du groupe ou de la bande, comme médiation entre l'individu et la société, induit des rapports de forces et des hiérarchies qui conditionnent fortement les langages et les pratiques corporelles. L'insécurité, la violence, la peur, la mise à l'épreuve (1), « épreuves » de centre commercial, sont autant de traits qui traduisent des intérêts subjectifs incompréhensibles pour les pouvoirs publics. Réussir tel enchaînement de coups de pieds à la face, vu dans un téléfilm ou pratiqué par un rival, se tailler une réputation de petit « caïd » local par le racket à la sortie des écoles ou par la « dépouille » dans les transports en commun, se faire une « situation » dans le trafic d'objets volés ou de drogue, être connu et reconnu après une brève incarcération, rivaliser de courage face à la police, bref se distinguer, être le plus fort ou le plus rusé ou le plus audacieux.

Mais cette représentation perversité de l'incapacité, dont on imagine sans difficulté les référents télévisuels, ne doit pas être séparée de la dynamique collective qui la fait exister. Les bandes ont pour revendication constante l'appropriation symbolique d'un territoire, notamment manifestée par des mouvements continus de regroupement-dégroupement (2), la multiplication des « tags » et plus généralement, l'instauration d'un climat leur donnant le sentiment d'un pouvoir - d'ailleurs réel dans les cités où la police n'intervient plus, - d'une maîtrise de l'environnement urbain. Si l'on accorde quelque vraisemblance à cette image, volontairement notée pour faire ressortir les prémisses populistes des discours officiels, on mesure à quel point les interventions publiques manquent

leur cible. A Sartrouville, les partisans de la concertation instaurée par M. Delebarre, ont dressé le constat selon lequel : « La cité des Indes était exclue du dialogue social et du tissu social » (3). A l'évidence, cette constatation tirée à fait long feu. Comme l'ont démontré les événements de Sartrouville, les cités, dans divers lieux, il existe entre les jeunes des grands ensembles des solidarités fortes, qui ont sans doute trouvé le moyen de se raffermir encore. Chercher à établir un « dialogue social » constructif avec des jeunes dont le rapport au monde social est dominé par une culture de la violence et une illusion petite-bourgeoise. C'est tenter vainement l'implantation d'un système de valeurs telles que le respect d'autrui et du bien collectif, la convivialité, etc. sur un terrain miné par les contradictions entre cultures nationales, la démission ou l'absence d'autorité parentale.

Un rapport de classes

Les modes d'intervention mis en œuvre depuis les années 81-82 relèvent de la même erreur de perspective. Les formules occupationnelles proposées par les missions locales sont d'emblée identifiées comme telles par leurs destinataires et ne promettent de toute façon que des rémunérations futures sans rapport avec les profits du vol ou de la drogue. Les actions décidées par les conseils communaux de prévention concernent dans 55 % des cas l'animation, les loisirs ou l'insertion professionnelle et ne sont fréquentes par la jeunesse difficile que dans la mesure où elle peut en tirer un parti ludique ponctuel. Enfin, l'accompagnement social des opérations de DSO, principalement centré sur la recherche d'une participation des habitants à travers l'encouragement des dynamiques associatives (comités d'usagers, comités de quartier, collectifs sociaux, etc.), ne génère que des formes de régulation sociale précaires, qui s'éteignent dès que les travailleurs sociaux qui les alimentent se désengagent. Quant au changement d'image supposé découler de la réhabilitation, les événements de Mantes-la-Jolie montrent qu'on ne peut en espérer aucune modification significative des comportements.

A travers la politique de la ville se joue en fait un rapport de classes. Tous les thèmes qui émaillent la rhétorique officielle - le quartier comme creuset de la démocratie locale, les habitants comme porteurs d'une « approche globale » et/ou comme victimes, la reconquête sociale, le droit à la ville, le dialogue social, le tissu social etc. - renvoient à l'idée de l'espace résidentiel comme lieu d'identification et d'indiscipline, au modèle culturel des couches moyennes périurbaines. C'est dire à quel point la confiance tranquille dans les vertus du dialo-

gue traduit une illusion ethnocentrique. L'écrit indéchiffrable de l'infatigable verbalité qui caractérise des réponses institutionnelles (multiplication des réunions, il faut parler aux jeunes, les convaincre, etc.) et une sous-culture adolescente dominée par le geste (rap, bagarre ou stimulation) engendrent l'insatisfaction des habitants. Les discours politiques et médiatiques : de bons jeunes gens récents ainsi régulièrement à la vulgarité officielle au journal télévisé et expliquent tout naturellement leur « révolte », par l'insuffisance des équipements collectifs, le désinvestissement, l'échec scolaire, la publicité et l'insécurité permanente que constituent les grandes surfaces. Il s'agit alors de sortir collectivement de l'ombre en restant dissimulé derrière l'image de la cité-ghetto, d'accéder définitivement à la reconnaissance médiatique en s'assurant au passage le profit de quelque larcin ou de quelque fait d'arme. Il s'agit au bout du compte d'un jeu, d'un jeu amoral, que face auquel la politique de la ville rassemble de plus en plus à une entreprise d'évangélisation civique.

► Gérard Chevalier est chercheur au Centre de sociologie urbaine (CNRS).

(1) F. Godel, culture et mode de vie, de génération en génération, in coll. « Les jeunes et les autres », Centre interdisciplinaire de Vaucresson, 1986, vol. II.

(2) Ibidem.

(3) Le Monde daté 19-20 mai.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Fappert
directeur de la rédaction
Jacques Godel
directeur de la gestion
Manuel Lebeyec
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombant
Robert Solé
(signé au directeur de la rédaction)

Thérèse Farnet
Philippe Harniss
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beau-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

► VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

► VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

PAYS

► VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

► N° CB ☐

Expire à fin ☐ Signature obligatoire

► VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

URSS : la première élection présidentielle en Russie

M. Boris Eltsine a bénéficié d'une forte participation

Il pourrait bien y avoir deux vainqueurs à l'élection présidentielle russe du 12 juin, si les résultats partiels déjà disponibles jeudi matin se confirment : le véritable vainqueur, Boris Eltsine, figure de proue du mouvement démocratique, et l'outsider Vladimir Jirinovski, qui, sans être élu, semble avoir touché un électoralat beaucoup plus large que prévu avec les thèmes d'extrême droite qu'il défendait sous une prétendue étiquette «libéral-démocrate».

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Selon les premiers résultats rassemblés par l'agence officielle Interfax et l'agence russe RIA, le vote aurait été plus favorable à M. Eltsine que ne le prévoyaient ses propres supporters. Ceux-ci redoutaient une abstention importante. Or les seuls chiffres officiels déjà fournis par la Commission centrale électorale montrent que la participation a été élevée : autour de 70 %, ce qui tend à favoriser M. Eltsine puisque l'électorat de son principal concurrent, l'ancien premier ministre Nikolai Rykov, soutenu par le Parti communiste et la direction de l'armée, est par nature plus discipliné.

Il faut bien sûr attendre les résultats des zones rurales, traditionnellement plus conservatrices. Mais une tendance assez claire se dessine, confirmée par les chiffres officiels cette fois : sur les élections municipales à Moscou et à Leningrad, où les candidats proches de M. Eltsine, MM. Gavril Popov et Anatoli Sobtchak, l'emportent facilement. Autre résultat significatif : le référendum organisé parallèlement à Leningrad sur la restitution à la ville de son ancien nom de Saint-Petersbourg se solderait également par le succès des partisans du changement, qui avaient pourtant affaire en la matière à une forte opposition, notamment des anciens combattants. Même l'agence Tass avait annoncé mercredi un score de 81 % en faveur de M. Eltsine parmi les cent cinquante-cinq équipages de navires naviguant sur le Pacifique, en l'assortissant d'explications aussi embarrassées que peu convaincantes.

Rejet de l'ordre ancien

La tendance qui se dessine est donc bien celle du rejet du communisme et de l'ordre ancien, défendu par M. Rykov et un parti de plus en plus dépassé par l'inevitable dynamique du changement, comme en témoigne sa dernière initiative annoncée mercredi : ouvrir une enquête sur les propos de M. Edouard Chevardnadze (toujours membre du comité central), qui vient de réitérer à Vienne ses appels à la création d'un nouveau parti démocratique (le Monde du 13 juin).

Un triomphe de M. Eltsine au premier tour, s'il se confirme, constituerait aussi un désastre pour M. Gorbatchev, même si ses relations avec son grand rival sont en ce moment au beau fixe : M. Gorbatchev est toujours secrétaire général de ce Parti commu-

niste, en pleine débâcle, et s'il s'est gardé de participer personnellement à la campagne électorale, M. Eltsine n'était certainement pas son candidat favori.

Le succès - relatif certes, mais inattendu - de M. Jirinovski confirme les craintes de voir apparaître en Russie un « syndrome Tsiminski » (le Monde du 12 juin), du nom du candidat polono-canado-péruvien qui avait réussi à éliminer le premier ministre Tadeusz Mazowiecki au premier tour de l'élection présidentielle en Pologne en novembre dernier. Dans de nombreuses circonscriptions, M. Jirinovski, un

juriste de quarante-cinq ans qui promet tout à la fois de ramener l'ordre partout et de raser gratis, a en effet devancé non seulement M. Vadim Bakatine, conseiller de M. Gorbatchev, soutenu par l'appareil présidentiel et qui était considéré par beaucoup d'intellectuels russes comme le candidat le plus modéré, mais aussi M. Rykov.

Les témoins politiques avaient fait assaut de propos conciliants en sortant des bureaux de vote. M. Gorbatchev, accompagné de sa femme, de sa fille et d'un nombre impressionnant de gardes du corps, s'était engagé à travailler en

bonne entente avec le nouveau président de Russie, quel qu'il fût, tout en refusant jusqu'au bout de révéler pour qui il avait voté.

« L'Union [soviétique] a besoin de la Russie comme la Russie a besoin de l'Union », a-t-il dit aux journalistes. M. Eltsine, évitant soigneusement tout triomphalisme prématuré, avait assuré de son côté que son éventuelle victoire ne changerait rien à ses « bonnes relations de travail » avec le chef de l'Etat soviétique. M. Rykov, lui, s'exprimait déjà un peu comme un perdant, regrettant que la trop brève campagne électorale ne lui ait pas permis de faire connaître

son programme. Quant à M. Bakatine, il a avoué que la campagne lui avait au moins servi à une chose : à constater que « le pays était très mal gouverné ».

L'attrait du buffet

Le spectacle des Russes exerçant leur droit de vote librement était un véritable plaisir. La multiplicité des candidatures et des noms à rayer sur le même bulletin, le fait qu'on ait adjoint à Moscou deux scrutins supplémentaires - l'élection du maire et une « enquête d'opinion » sur l'opportunité ou

non de réunir en une seule entité la ville et sa grande banlieue, - ne semblaient poser de problème à personne, mercredi, dans les bureaux de vote de la capitale. Si l'on doutait, on demandait à son voisin ou à un assesseur. « C'est déjà notre troisième élection », observait le président d'un bureau de vote du quartier de Kountsevo - les scrutins d'avant 1989 n'étaient visiblement pas dignes de ce nom - « et les gens ont appris ».

L'atmosphère aussi était différente : avant, on parlait tout de suite, maintenant on reste un peu après le vote pour discuter. La vedette incontestée de cette journée électorale est restée cependant le buffet, tradition héritée du communisme lorsque, pour inciter les gens à aller voter, on les attirait avec de la nourriture. Le buffet, généralement situé dans la cantine de l'école servant de bureau de vote, était payant, bien sûr, mais les prix étaient raisonnables, et surtout on y trouvait des trésors pour lesquels en temps normal on fait des heures de queue : caviar, au fromage, au saucisson, au poisson fumé... « Ce matin, il y avait aussi du caviar rouge, on en a vu », nous jure un assesseur.

« Avant, les élections étaient peut-être moins démocratiques, mais c'était une vraie fête », regrette une opulente dame, déléguée par le Parti communiste pour observer le déroulement du scrutin dans un bureau du quartier de Sokolniki. « Le buffet était plus grand et il y avait de la musique ou un spectacle... ». « Maintenant, on commence à comprendre que les choses dépendent de nous », rectifie son alter ego du mouvement Russie démocratique, qui soutient Boris Eltsine.

Les électeurs de ce dernier disaient ouvertement en sortant pour qui ils avaient voté, et leur choix leur paraissait tellement évident qu'ils avaient du mal à l'expliquer autrement que par « il n'y a personne d'autre ». Les autres électeurs répondaient plus difficilement ou se contentaient de dire qu'ils n'avaient « pas voté pour Eltsine ».

Il reste quand même à Moscou quelques communistes qui s'assurent, comme Vladimir Ivanovitch Kravtsov, président du bureau de vote de l'école 757 de Babouchkine, membre du parti depuis trente ans et qui « ne le regrette pas ». L'instituteur de l'école, lui, est au parti depuis trente-cinq ans. Il a voté Rykov, et il est prêt à vous expliquer longuement pourquoi, en cinq points et trois verbes.

S. K.



grand patron du secrétariat à l'époque, dont il n'aime pas le « style de travail ». Plus grave encore, il s'agit de la « glorification croissante du secrétaire général » à laquelle se livrent « certains membres du bureau politique ». Aussitôt, Egor Ligatchev et ses moins de vingt autres auteurs se succèdent à la tribune pour condamner l'hérésie. Sans se prononcer sur sa demande de démission (cela aussi ne se fait pas dans l'union totalitaire), le comité central se contente de déclarer son intervention « politiquement erronée ».

Le pire est à venir, avec la session du comité de Moscou, convoquée le mois suivant. « On m'a téléphoné pour m'y convoquer un heure et demie plus tard », se souvient-il dans le film cité plus haut. Victime d'une grande tension nerveuse, Boris Eltsine était alors hospitalisé. « Mais je ne peux pas me lever », a-t-il protesté. « Qu'importe, les médecins t'aident ! » J'ai vu alors qu'Hippocrate avait un autre nom... Bourré de médicaments, il se rend donc au plénum. « De ma vie je n'avais eu autant de soins réunis en une seule fois ». De fait, tout le monde lui tombe dessus, depuis les secrétaires d'arrondissement jusqu'à des bousoules (vingt-trois sur trente-trois ont été limogés en dix-huit mois, et l'un d'eux est même suicidé), jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev lui-même, qui parle de « vanité démesurée », de discours « pseudo-révolutionnaire », de « comportement irresponsable et immoral ».

Une irrésistible remontée

Boris Eltsine a encore pendant quelque temps les réflexes du « bon communiste ». Il se dit « d'accord avec la critique », va jusqu'à admettre qu'il a été travaillé par son « ambition », rend hommage au secrétaire général, « dont l'autorité est si grande dans notre pays et dans le monde ». En juillet 1988 encore, lors de la conférence du parti, il demande humblement sa « réhabilitation », qui lui est refusée. Mais déjà son discours, dans lequel il dénonce vigoureusement les privilèges de l'appareil, est applaudi dans toute l'Union soviétique.

Boris Eltsine constate dès lors que, plus on l'attaque, mieux il se porte. Les élections qui se préparent pour le congrès des députés en mars ne seront encore que semi-libres, mais elles vont lui permettre de faire une rentrée fracassante. élu triomphalement à Moscou face au concurrent des usines ZIL, soutenu par l'appareil, il commence une remontée irrésistible face à M. Gorbatchev le mal élu. Ce dernier s'est fait désigner trois fois chef de l'Etat par un Parlement à moitié docile, mais Boris Eltsine, lui, en est à sa troisième consécration devant le corps électoral en trois ans. Autre différence avec M. Gorbatchev : tandis

que le président soviétique s'entoure de conseillers dispersés, le plus jeune des professeurs sans expérience pratique et qui parlent en tout sens, le président russe ne craint pas de recruter des gens comme lui - des gestionnaires authentiquement reconvertis aux idées modernes (ainsi de M. Silaev, le chef de son gouvernement), des assistants qui savent lui rédiger des discours bien charpentés. Il y a certes des hauts - notamment avec le triste voyage à Strasbourg cette année, mal préparé par l'entourage, - des déclarations à l'emporte-pièce pas toujours heureuses, mais ses fidèles assurent que leur patron « sait apprendre », qu'il est « déjà plus raisonnable, plus pondéré qu'auparavant ».

An total, Boris Eltsine appartient à une nouvelle race d'hommes politiques du post-communisme que l'Occident a beaucoup de mal à comprendre. Des diplomates et intellectuels étrangers disent et disent de lui qu'il est « primaire », « populiste », comme on le dit de Lech Walesa en Pologne.

De fait, et le passé communiste mis à part, il y a du Walesa dans cet homme-là, dans le don qu'il a de communiquer avec un peuple aussi désorienté aujourd'hui qu'il était méprisé auparavant. Un don que M. Gorbatchev, en dépit de tous ses efforts, n'a jamais eu à ce degré, et qui est plus que jamais nécessaire à l'heure des grands sacrifices.

SYLVIE KAUFFMANN et MICHEL TATU

[Boris Eltsine, né en février 1931 près de Sverdlovsk, a étudié à l'Institut polytechnique de cette ville, puis travaillé dans des entreprises de bâtiment de la région. Membre du PC depuis 1961, il entre en 1968 dans l'appareil du parti et devient en 1976 premier secrétaire du comité régional de Sverdlovsk. En avril 1985, aussitôt après l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, il est appelé à Moscou, pour diriger d'abord le département de la construction du comité central, puis, en décembre, le comité du parti de la capitale. Il est aussi secrétaire du comité central (juillet 1985 - février 1986), puis membre suppléant du bureau politique (février 1986 - février 1988).

Démissionnaire de ses fonctions à Moscou en novembre 1987, il se retrouve vice-ministre de la construction de l'URSS. Son retour sur la scène commence en mars 1989, avec son élection triomphale comme député de Moscou au premier congrès des députés soviétiques : il est notamment, avec Andreï Sakharov, l'un des co-fondateurs du groupe interdépartemental, qui regroupe les libéraux du Parlement. En mars 1990, il est élu à Sverdlovsk député du nouveau Parlement de Russie, lequel le porte à sa présidence lors de sa première session, en mai. En juillet de la même année, et alors que le 28^e congrès du PC de l'URSS venait de le réélire à son comité central (où il siègeait depuis 1981), il a démissionné du parti communiste.]

Un Walesa soviétique ?

Suite de la première page

« Quand je vais à l'église, a dit M. Eltsine aux Izvestia, je mets un clergé et les quatre heures de messe ne sont pas pour moi. Quand je reviens, je sens quelque chose de nouveau, de radieux en moi. » Ses goûts littéraires sont simples : Pouchkine et Tchekhov. Il a deux filles, l'une ingénieure, l'autre mathématicienne, et plusieurs petits-enfants. Mais il ne montre guère sa femme Nellya, une « payse » originaire du même caucase de Talitsa dans l'Oural, épouse de son père, à bientôt quarante ans et dont il assure qu'elle « passe, comme tous les Moscovites, trois ou quatre heures par jour à faire ses courses ».

La question des privilèges lui est souvent posée, d'autant que c'est par là qu'il a commencé à se rendre populaire, à peine nommé à la tête du parti à Moscou, à la fin de 1985, il prenait le métro et faisait la queue « comme tout le monde » au fameux magasin Eliseev de la rue Gorki - avant d'en chasser le directeur pour corruption. Encore aujourd'hui, il s'efforce, pendant ses tournées en province, de se faire transporter en minibus plutôt qu'en limousine noire. Mais il lui a été un peu plus difficile de justifier l'utilisation, pour les besoins de sa dernière campagne, du Tupolev 134 réservé au président du Parlement russe, sous simple prétexte qu'il avait baptisé sa tournée « voyage de travail ».

Un peu trop d'accidents

Autres points faibles, qui lui valent des critiques de divers côtés : l'ordre qu'il a donné (mais sur instruction du politburo béréguvien) de détruire à Sverdlovsk la maison d'Ighev, celle où le tsar Nicolas II a été assassiné en 1918 avec toute sa famille. Ou encore l'audience qu'il a accordée en mai 1987 aux représentants de l'association ultra-chauvine Pamiat, qui venaient de manifester à Moscou.

Mais ce sont surtout ses divers et un peu trop fréquents accidents de santé (et aussi de voiture ou d'avion) qui ont semé le doute, d'autant qu'ils ont été complaisamment rapportés - et parfois provoqués - par le KGB. On l'a vu passer éméché pendant sa visite

dans le Koubess ce printemps. Lors de sa première tournée aux Etats-Unis, son médecin personnel a dû expliquer son comportement par la fatigue du voyage et le décalage horaire, source d'une « certaine mollesse, de somnolence et de ralentissement des réactions ».

Cela dit, le même docteur Grigoriev atteste que son patient, joueur de volley-ball et de tennis, travaille facilement vingt heures par jour, et qu'il lui faut bien « lever un verre lors d'une rencontre officielle ou d'un dîner si la tradition l'exige ». Quant à Boris Eltsine lui-même, il reste fidèle à son image de force de la nature, voire de tête brûlée, comme dans son enfance (ne s'est-il pas fait sauter deux doigts de la main gauche en tapant à coups de marteau sur une grenade ?). « Les rumeurs sur ma mort ne sont pas encore confirmées », plaisante-t-il aujourd'hui.

Le « lynchage » de 1987

Dans un cas seulement, le président russe a eu droit à un « lynchage » : pendant et après les divers plénums de 1987, lorsque l'appareil du PC décida de lui infliger une « punition » qui allait marquer à la fois sa seconde naissance politique et le début du déclin du parti lui-même.

Quel péché avait donc commis cet apparenté apparemment sans histoire, ce 21 octobre 1987, devant ses pairs du comité central ? Rien de bien grave si l'on veut bien relire les textes - tous publiés aujourd'hui - à la lumière des débats secrets. Mais, à l'époque, c'est devenu une inconnue que de faire un discours non programmé, de troubler la belle harmonie de rigueur pour les fêtes du 70^e anniversaire de la révolution (et ici, Boris Eltsine viole une promesse faite à M. Gorbatchev, qui l'a saisi dès le mois de septembre de ses griefs, mais qui lui a demandé de les reporter jusqu'en novembre). Mais ces griefs bien anodins n'en sont pas moins prophétiques. Qui dira aujourd'hui que Boris Eltsine avait tort de demander, comme il le fit ce jour-là, plus de prudence dans la fixation du calendrier de la perestroïka, d'avertir que la situation ne serait pas améliorée dans deux ans, contrairement aux promesses du sommet ? Boris Eltsine se permet aussi de critiquer Egor Ligatchev,

YUGOSLAVIE : reprise des discussions sur l'avenir de la fédération

La Serbie serait prête à des concessions

Les présidents de Croatie, de Serbie et de Bosnie se sont rencontrés, mercredi 12 juin à Split, sur la côte dalmate. Après six heures de débats, MM. Franjo Tudjman, Slobodan Milosevic et Alija Izetbegovic ont estimé qu'il était possible de trouver une issue à la crise qui pousse à tous les peuples yougoslaves.

BELGRADE

de notre correspondant

Les trois présidents ont décidé de se rencontrer à nouveau au début de la semaine prochaine, après une série de consultations dans leurs Républiques respectives qui devraient contribuer à préciser la structure institutionnelle de la future communauté yougoslave. Ces pourparlers et la prochaine réunion devraient également per-

mettre d'accélérer les négociations au niveau de l'ensemble des Républiques, puisque l'un des principaux problèmes de la crise réside dans les relations entre Serbes et Croates. En effet, les Croates - qui se sont prononcés à une écrasante majorité, lors du référendum du 19 mai, en faveur de la souveraineté - aspirent à transformer leur République en « un Etat souverain et indépendant », qui pourrait éventuellement s'associer avec d'autres Républiques qui refuseraient cet « Etat ». Ils refusent en revanche « de demeurer dans une Yougoslavie qui serait un pays fédéral uni » et centralisé.

Les Serbes, pour leur part, estiment que ce modèle fédéral est la seule formule envisageable puisqu'elle permettrait à l'ensemble du peuple serbe (dispersé dans plusieurs Républiques) de continuer à vivre dans un seul et même Etat. Craignant, par exemple, que les six cent mille de leurs compatriotes qui vivent en Croatie (11 % de la

population) soient défavorisés et rabaissés au rang de minorité ethnique si la Croatie se constituait en un Etat indépendant, les Serbes menacent, depuis plusieurs mois, de récupérer les territoires à majorité serbe en cas de démantèlement de la Yougoslavie.

Certains indices permettent de croire, notamment depuis la réunion de Sarajevo, jeudi 16 mai, que la Serbie serait prête à faire quelques concessions et à accepter un compromis confédéral, dont les conditions ont vraisemblablement été discutées lors de la réunion de Split. La présence de M. Izetbegovic, président de la Bosnie-Herzégovine - République peuplée principalement de Serbes, de Croates et de musulmans - devrait rassurer ceux qui craignent que la Serbie et la Croatie envisagent secrètement de se partager la Bosnie.

FLORENCE HARTMANN

EUROPE

ALBANIE : dérivant à bord d'embarcations de fortune

Plusieurs centaines de réfugiés ont été accueillis en Italie

Près de six cents Albanais, repérés à bord d'une soixantaine d'embarcations de fortune dérivant au large de Brindisi, ont été transportés à terre, mercredi 12 juin, a déclaré la police italienne en précisant qu'ils ne semblaient pas avoir essuyé les tirs des gardes-côtes albanais. Dans la matinée, une trentaine de réfugiés étaient arrivés dans le port italien d'Otrante à bord d'un chalutier criblé de balles, transportant les corps de deux candidats à l'exil tués, selon des réfugiés, par les forces de l'ordre albanaises. Quatre autres personnes, légèrement blessées, avaient été transportées à l'hôpital, mais les 27 autres passagers n'avaient pas été autorisés à débarquer.

Le chef de la police de Brindisi, M. Luigi Laudadio, a déclaré que trois bâtiments de la marine italienne et quatre navires marchands s'étaient portés au secours des 600 réfugiés, parmi lesquels on comptait quelques femmes mais aucun enfant. Il a ajouté que ces embarcations - non motorisées - n'étaient pour la plupart que des radeaux de fortune constitués de barils de pétrole reliés par des planches et équipés de voiles et de rames rudimentaires. « Certains des réfugiés ont dit qu'il se construisait des embarcations tout le long de la côte albanaise », a-t-il

le font sous le nez des autorités qui ne les en empêchent pas », a-t-il ajouté, avertissant que l'afflux de réfugiés allait continuer.

Quelque 24 000 Albanais avaient fui en Italie en mars dernier à la recherche de meilleures conditions de vie. La plupart vivent toujours dans des camps de réfugiés édifiés à la hâte, et les autorités italiennes souhaitent qu'ils retournent dans leur pays. Le ministre des affaires étrangères italien, M. Gianni De Michelis, devait se rendre jeudi à Tirana pour évoquer une nouvelle fois ce dossier avec les autorités albanaises. - (Reuters, AFP)

Le Parti du travail (communiste) se transforme officiellement en « Parti socialiste albanais ». Le Parti du travail albanais (PTA), réuni en congrès à Tirana, a décidé, mercredi 12 juin, de changer de nom. Il s'appellera désormais le Parti socialiste albanais. Les congressistes n'ont toujours pas pu s'entendre sur le choix d'un nouveau premier secrétaire, les dissensions semblant s'accroître entre les conservateurs du parti, emmenés par M. Nexhmije Hoxha, la veuve du fondateur de l'Albanie socialiste, et les réformistes, qui souhaitent une remise en cause radicale de l'héritage stalinien du parti. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : la rocambolesque affaire des détonateurs et du super-canon destinés à l'Irak

Une Française et un Irakien reconnus coupables par un tribunal londonien

M^{me} Jeanne Speckman, quarante et un ans, qui a la double nationalité française et britannique, a été reconnue coupable, mercredi 12 juin, par le tribunal londonien de l'Old Bailey, d'avoir cherché à exporter illégalement de Grande-Bretagne, en mars 1990, quarante condensateurs électriques destinés à l'Irak. M. Ali Daghir, un ingénieur de quarante-neuf ans, qui a aussi la double nationalité (britannique et irakienne), a été pour sa part condamné le même jour et pour les mêmes faits à cinq ans de prison ferme. Un troisième inculpé, qui semble n'avoir été qu'un comparse, a bénéficié d'un non-lieu.

LONDRES

de notre correspondant

Toute cette affaire est extraordinairement compliquée puisqu'elle comporte un agent secret trop zélé des douanes américaines, une Française qui n'est pas M^{me} Hani, un ingénieur irakien qui a peur de Saddam Hussein, et... toutes sortes d'experts tous plus affirmatifs les uns que les autres. Le fond n'a probablement pas été révélé lors du procès qui vient de s'achever. C'est parfaitement normal. Les services secrets n'ont d'ailleurs que s'ils restent tels.

Il apparaît de plus en plus en effet que tout a été monté, fort mal, par M. Daniel Supnick, agent pas très professionnel des douanes américaines, qui a réussi au printemps 1990 à alerter la CIA et son homologue britannique sur les risques supposés d'acquisition de l'Irak à l'arme nucléaire. Il a ainsi orienté tout le monde sur une fausse piste. Les déclarations, parfois surréalistes, de l'Old Bailey ont aussi permis, pour la première fois, d'établir un lien direct entre l'affaire des quarante condensateurs-détonateurs capables de déclencher une bombe nucléaire et celle du super-canon irakien. La réalité est moins amusante que la fiction inventée par l'agent des douanes Supnick.

Il est donc préférable de commencer par raconter ce qui s'est passé aux Etats-Unis au début des années 80. Une petite firme américaine, CSI, est en délicatesse avec les douanes pour avoir cherché à exporter des condensateurs qui auraient pu servir de détonateurs à des armes chimiques. L'agent Supnick passe un « deal » avec le patron de CSI. Il le laisse tranquille à condition

que l'autre lui rende des services à l'avenir.

L'ascenseur est renvoyé en septembre 1988 quand une société britannique, Euromac, dont M. Daghir est le PDG et M^{me} Speckman la directrice à l'exportation (en fait, elle est surtout sa secrétaire particulière) reçoit une commande du gouvernement irakien pour quarante condensateurs très spéciaux, qui doivent opérer à des températures allant de -20 degrés C à +75 degrés C. Euromac s'adresse à CSI, qui produit des appareils de ce type.

Des amateurs

On apprendra par la suite que ces condensateurs, en fait des piles électriques un peu sophistiquées, pouvaient servir à peu près à n'importe quoi. La commande s'élève à 10 475 dollars (environ 60 000 F) au total.

Le patron de CSI alerte l'agent Supnick, qui prévient la CIA, laquelle met les Britanniques au courant. On tend donc un piège à M. Daghir et à M^{me} Speckman, soupçonnés des pires horreurs. Ils sont suffisamment naïfs, n'ayant aucune expérience, pour tomber dans le panneau. Ils sont fils, filles, manipulés et finalement totalement ficelés (en vue d'une éventuelle extradition sans procès) par l'agent Supnick, aidé par les services secrets britanniques.

Les douaniers anglais peuvent donc intercepter à Heathrow, le 28 mars 1990, les quarante condensateurs venus des Etats-Unis. L'ingénieur irakien et sa secrétaire française sont arrêtés. Les condensateurs auraient très bien pu servir, peut-être pour déclencher des caméras, sur les obus géants du « super-canon » fabriqué pour les Irakiens par deux firmes britanniques. Des documents, en possession des douanes britanniques mais qu'on a oublié jusqu'ici d'exhiber, le prouvent, selon la remarquable enquête effectuée par The Independent. Les premiers éléments du « super-canon » sont saisis le 11 avril 1990 dans un port du nord de l'Angleterre. D'autres allaient être retrouvés en Grèce dans un camion. Bagdad dément tout.

La morale de l'histoire est que la collaboration entre la CIA et ses « amis » britanniques n'est pas toujours au point. La seconde conclusion intéressante est que M. Daghir, qui avait le choix entre l'extradition vers l'Irak et un procès en Grande-Bretagne, a choisi la seconde solution.

D. Dh.

DIPLOMATIE

L'ouverture à Prague des Assises de la confédération

Le président Havel plaide pour une coopération européenne pragmatique et concrète

M. Vaclav Havel a inauguré mercredi 12 juin à Prague, en présence de M. Roland Dumas, les Assises internationales de la confédération européenne qui rassemblent pour trois jours plus de cent cinquante personnalités de toute l'Europe, ainsi que de l'Amérique du Nord et du Japon, à l'initiative conjointe de la France et de la Tchécoslovaquie. M. François Mitterrand est attendu vendredi à Prague pour la séance de clôture de cette manifestation.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

En consacrant l'essentiel de son discours à l'énoncé de ce que ces assises ne peuvent pas faire et de ce que la confédération ne peut pas être, M. Vaclav Havel a clairement fixé les limites au-delà desquelles il ne veut pas se laisser entraîner par la France. « Il ne s'agit pas d'une conférence officielle, nous ne pouvons décider de rien », a-t-il pris soin de rappeler, avant de faire très clairement le partage entre la « vision », l'idéal, qui avait inspiré le chef de l'Etat français lorsqu'il lança en décembre 1989 cette idée de confédération, et ce qui est d'autre part réaliste et souhaitable à ses yeux.

A l'idéal d'une Europe confédérée et unie, M. Vaclav Havel adhère. Mais il la qualifie de « futurologue » et estime que pour imaginer son avènement dans quinze ou vingt années, il faut avoir « le courage de rêver », tant sont vastes les problèmes avec lesquels l'Europe est actuellement aux prises et qui devront avoir été résolus préalablement.

Probable rencontre Kohl-Gorbachev avant le sommet du G7. - Le chancelier allemand Helmut Kohl va rencontrer le président soviétique, Mikhail Gorbatchev avant le sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) prévu à Londres du 15 au 17 juillet, a annoncé mercredi 12 juin, le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel. Toutefois, aucune date n'a encore été arrêtée pour cette rencontre qui, a précisé M. Vogel, n'aura pas lieu « dans les prochains jours ». - (AFP)

ment. C'était la première mise au point du président tchécoslovaque : ne pas mettre la charrue devant les bœufs et adopter une démarche essentiellement pragmatique.

La confédération ne peut être selon lui qu'un objectif lointain. Seule la capacité d'élaborer « sans gestes, sans fastes et sans clichés » des projets concrets d'intégration dans des domaines précis « démontrera en pratique ce que nous ne faisons que soupçonner, à savoir que l'Europe se dirige vraiment vers l'unité sur une base confédérale ».

C'est sans aucune réserve donc que M. Havel encourage ce qu'on présente désormais à Paris comme l'objet premier de la confédération, à savoir « la mise en place d'une coopération et de réseaux paneuropéens dans les domaines de l'énergie, des transports, des télécommunications, de l'environnement et de la culture ». Mais c'est avec beaucoup de prudence, pour ne pas dire de réticence, qu'il envisage en revanche

une institutionnalisation des aujourd'hui de l'idée d'une confédération, fût-elle embryonnaire.

Il y a mis en tout cas mercredi des conditions très claires : si une institution portant ce nom de confédération devait voir le jour, elle devrait, selon lui, respecter les organismes existants déjà, ne pas débiter leurs compétences, ni chercher à se substituer à eux.

Pas d'ersatz aux institutions existantes

Elle ne devrait, en particulier, pas se mêler de questions de sécurité, fonction qui revient à la CSCE et à l'OTAN, auxquels sont et doivent rester associés les Etats-Unis. « Aucune démarche vers la confédération européenne ne doit être conçue comme une tentative visant à séparer deux continents dont les civilisations s'imbriquent, à enfoncer un coin entre eux », a insisté M. Havel. Enfin cet éventuel embryon d'ins-

titution confédérale ne saurait servir d'alternative, d'ersatz, à des pays de l'Est dont la Communauté européenne ne voudrait pas. « Il serait néfaste pour la stabilité en Europe que la confédération freine le rapprochement de ces pays avec la Communauté, ou pérennise leur état de pays de deuxième catégorie », a déclaré M. Havel, en lançant un vibrant appel à l'élargissement de la Communauté.

Ce que l'on entend par confédération ayant évolué ces derniers mois, on peut désormais, du côté français, souscrire point par point à ce qu'a dit mercredi le président tchécoslovaque. Restent les divergences portant sur le degré d'institutionnalisation souhaitable, qu'on mesurera vendredi lors de la venue de M. Mitterrand. Restent aussi les arrière-pensées que M. Havel semble prêter au chef de l'Etat français, et qui justifient sa mise au point de mercredi.

CLAIRE TRÉAN

Dans un entretien à Radio-France internationale

Les pays d'Europe centrale n'adhéreront pas à la CEE avant « des dizaines d'années »

déclare M. Mitterrand

L'adhésion des pays d'Europe centrale à la CEE risque de ne pas pouvoir intervenir avant « des dizaines et des dizaines d'années », a estimé mercredi 12 juin le président François Mitterrand, en soulignant que son idée de confédération européenne constituait pour ces pays une « phase intermédiaire ».

Dans un entretien diffusé par Radio-France internationale alors, que s'ouvraient à Prague les premières Assises destinées à jeter les bases de cette confédération, M. Mitterrand a souligné que les pays de l'ancien bloc communiste, en raison de leur « délabrement inquiétant », n'étaient « pas en mesure » de rejoindre les Douze.

« Je sais, a-t-il dit, que ces pays voudraient bien entrer (...) mais ils ne sont pas en mesure de le faire. La Communauté fait déjà attendre l'Autriche, la Turquie qui sont demanderesse depuis plusieurs années, et on va recevoir la demande de la Suède, la Suède et l'Autriche sont des pays tout à fait préparés en raison de leur niveau de vie, de la réalité économique, à entrer dans l'Europe du Marché commun : peut-on en dire autant des pays anciennement communistes qui sont dans un état de délabrement tout à fait inquiétant ».

« Si la Communauté peut être élargie à tous - je ne demande pas mieux - mais cela est une

vue irréaliste. (...) La Communauté a déjà quelques peine à régler ses problèmes internes à Douze, et il y a un danger qui pèse sur elle, c'est que le grand nombre finisse par en faire simplement une zone de libre-échange (...) ce serait une déformation complète du traité de Rome ».

Il faut faire en sorte, a ajouté M. Mitterrand, que « dans une phase intermédiaire qui peut durer quand même des dizaines et des dizaines d'années, ces pays se sentent à l'aise pour discuter de leurs intérêts avec les pays de l'Ouest là où les choses sont communes : technologie, environnement, moyens de communications, autoroutes, TGV, etc. »

La visite de M. Tarek Aziz en Turquie

Bagdad veut normaliser ses relations avec Ankara

Il aura fallu deux mois aux autorités irakiennes pour convaincre le président Ozal de les recevoir en Turquie. M. Tarek Aziz, le vice-premier ministre irakien, est arrivé mercredi 12 juin à Ankara pour une visite officielle de vingt-quatre heures durant laquelle il espère convaincre le gouvernement turc de faire pression sur la communauté internationale pour lever l'embargo contre son pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Pour M. Tarek Aziz, cette première visite après la guerre du Golfe offre une occasion de normaliser ses relations avec la Turquie, qui était un des principaux partenaires commerciaux de l'Irak avant l'invasion du Koweït. Malgré l'attitude clairement pro-occidentale des Turcs durant la crise, les Irakiens avaient soigneusement évité de les critiquer, conscients de l'importance de la Turquie pour leur économie. La réouverture du double oléoduc par lequel l'Irak exportait son pétrole, et qui traverse le territoire turc, sera une priorité sur l'agenda des discussions entre M. Aziz et le président turc. M. Ozal a clairement indiqué qu'il attendait la décision des Nations unies avant d'autoriser sa réouverture, mais les ingénieurs turcs et irakiens ont déjà procédé à des contrôles pour s'assurer que l'oléoduc et les stations de pompage sont en état de fonctionner.

Lors de ses entretiens avec M. Tarek Aziz, le président Ozal s'inquiète certainement du sort des Kurdes au nord de l'Irak. Le retrait des alliés, en l'absence d'un accord de sécurité entre les rebelles et le gouvernement irakien, risquerait de causer un nouvel exode que la Tur-

quie est soucieuse d'éviter. « Je crois que les habitants de Zaho et Amadiyah partiront à nouveau vers les montagnes, et reviendront peut-être en Turquie », a déclaré M. Jalal Talabani, le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, de passage à Istanbul pour l'Internationale socialiste. M. Talabani s'est montré plutôt pessimiste quant à l'aboutissement des négociations en cours à Bagdad entre les rebelles et le gouvernement de Saddam Hussein. « Je ne pense pas que nous arriverons à un accord prochainement. Il y a encore des obstacles importants. Nous devons faire preuve de patience révolutionnaire », a-t-il déclaré.

Parmi les obstacles mentionnés figurent la Constitution irakienne - qui prévoit le monopole du parti Baas - le pouvoir personnel de Saddam Hussein, inacceptable pour les Kurdes, ainsi que le contrôle de la région de Kirkouk et de quelques villes situées près de la frontière irakienne. Les Kurdes voudraient obtenir une partie des revenus pétroliers de Kirkouk proportionnelle à leur population, ce que les autorités irakiennes ont jusqu'à présent refusé.

Dans la zone de sécurité au nord de l'Irak, la situation s'est normalisée et les alliés retirent progressivement une partie de leurs troupes. De 21 700, le nombre des soldats de la coalition est tombé à 16 139. M. Talabani affirme cependant que seuls les unités dont la tâche est terminée s'en vont. « Nous avons reçu des promesses qu'ils (les alliés) ne laisseront plus jamais les forces irakiennes écraser les Kurdes. Les Européens ont fait preuve de plus de sympathie à l'égard des Kurdes que les Américains », a déclaré M. Talabani. Il a également indiqué qu'il avait détecté « un changement d'attitude important » en Turquie vis-à-vis de la minorité kurde et a exprimé le désir de poursuivre avec les autorités turques un dialogue qui avait débuté lorsqu'il avait rencontré un conseiller personnel de M. Turgut Ozal, il y a déjà trois ans.

NICOLE POPE



L'Irak participera à la rencontre euro-arabe de Strasbourg

Le président du conseil national irakien, M. Saadi Mehdi Saleh, conduira la délégation de son pays à la rencontre parlementaire euro-arabe, prévue jeudi 12 juin à Strasbourg, a confirmé mercredi 12 juin l'hebdomadaire irakien Alif Ba. Il s'agit de la première visite d'une personnalité irakienne de ce rang dans une coalition anti-irakienne depuis l'arrêt des hostilités dans le Golfe.

La rencontre de Strasbourg, la première du genre depuis la fin de la guerre, se tiendra en marge de la session mensuelle du Parlement européen en vue de « marquer la dimension politique du dialogue euro-arabe » lancé en 1975. Organisée à l'initiative de l'ancien

ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, cette rencontre a déjà été l'objet de controverses en raison de la participation irakienne.

Les six pays arabes du Golfe ont fait savoir qu'ils n'estimaient pas opportun de s'y rendre étant donné les participations irakienne et palestinienne, selon une source parlementaire à Strasbourg. Pour sa part, le président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Pierre Cot, a vivement critiqué les modalités de la rencontre, qu'il a qualifiée de « dérapage politique » en raison du « caractère déséquilibré de la représentation des pays du Golfe dominée par une puissante délégation du Parlement irakien ».

PROCHE-ORIENT

Quatre cents victimes en deux ans dans les territoires occupés par Israël

La violence entre Palestiniens est en train de miner l'Intifada

L'Intifada est entrée en juin dans son quarante-troisième mois, et nombre de nationalistes ont saisi l'occasion pour dénoncer, avec une virulence sans précédent, un des cancers en passe de miner leur mouvement : la violence entre Palestiniens.

JERUSALEM

de notre correspondant

Habituellement, il fallait attendre le dixième café, au moins, et chez un interlocuteur particulièrement en confiance, pour entendre, côté palestinien, un début de réserve sur certains des aspects les plus brutaux de la révolte dans les territoires occupés.

L'Intifada était toubon, le doute n'était pas permis et « les nécessités de la lutte » expliquaient le reste - c'est-à-dire pas mal de grosses « bavures ». Mais le temps du silence paraît révolu ; l'heure est à l'autocritique. Depuis près de deux ans, quatre cents Palestiniens ont été tués par d'autres Palestiniens. Cette vague ininterrompue d'assassinats - souvent précédés de mutilations et tortures diverses - est menée au nom de la « lutte contre les collaborateurs » de l'administration israélienne en Cisjor-

danie et à Gaza. La dite « lutte » a bon dos et recouvre souvent les règlements de compte les plus divers : trafic de drogue, prostitution, conflits familiaux, commerciaux et autres et, plus récemment, une retentissante bataille rangée à Naplouse entre militants de l'OLP et ceux du mouvement islamiste Hamas.

Il y a longtemps déjà que cette violence palestinienne fait plus de victimes que les affrontements avec l'armée israélienne. Exemple : au cours des deux derniers mois recensés, avril et mai, quarante-cinq Palestiniens ont été tués par d'autres Palestiniens et dix-huit autres dans des affrontements avec l'armée. L'effet cumulé de l'Intifada, de la guerre du Golfe et de la répression a suscité un appauvrissement général de la population qui, à son tour, a entraîné un regain de criminalité.

Pour leur part, les services de sécurité israéliens sont passés maîtres dans l'art de manipuler les délinquants palestiniens de droit commun. Le mouvement de critiques - l'expression d'un ras-le-bol de la population - a commencé il y a quelques semaines. Il a culminé ces derniers jours avec la réunion à Jérusalem d'une conférence de presse organisée par des nationalistes palestiniens, parfois d'anciens prisonniers, dont personne ne pouvait contester le

dévolement militant. Professeurs, syndicalistes, journalistes, avocats, psychologues etc., tous ont signifié l'action des ces « groupes de choc », opérant masqués et armés et intimidant la population au nom des différents groupes de l'OLP sans que personne sache vraiment s'ils obéissent à une organisation. La nouveauté réside autant dans les critiques que dans le fait que la presse ait été conviée à les entendre.

Un rêve devenu cauchemar

La presse palestinienne est à l'unisson, sans précautions de forme. La semaine passée, dans le quotidien *El Fajr* (pro-OLP), Adnan Damiri, un homme connu pour ses opinions militantes et qui a purgé une peine de huit ans dans les prisons israéliennes, écrit : « Trop longtemps, nous avons trouvé des excuses à ces « exécutions » ou alors nous nous refusions à voir la réalité en face, nous réfugiions dans la politique de l'« autre ».

Aujourd'hui, poursuivait-il, « tout le monde a peur (des groupes masqués) ; c'est une peur qui gagne aussi bien les fonctionnaires que les paysans, les journalistes que les professeurs... » Nous avons peur que notre rêve soit en passe de se transformer en cauchemar.

La direction unifiée de l'Intifada (l'OLP) a appelé à l'arrêt de toutes les « exécutions », injonction qui aurait été confirmée dès le lendemain par une lettre de M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP. Apparemment avec un succès très relatif si l'on s'en tient aux résultats (deux jeunes femmes assassinées cette semaine), ce qui laisse songeur quant à l'emprise des organisations sur les groupes de la base.

La campagne de critiques s'accompagne d'une exhortation à renouveler les modes d'action de l'Intifada. Il y a longtemps que les manifestations de masse ont disparu et que l'arme de la grève s'est banalisée. Certes, l'Intifada a changé nombre de comportements en profondeur, chez les Palestiniens comme chez certains Israéliens, mais il s'agit là d'évolutions peu spectaculaires. Et, depuis plusieurs mois, la manifestation la plus ostensible de l'Intifada ne réside plus que dans l'action de ces « groupes masqués », menant un ersatz de « lutte armée » - essentiellement contre la population palestinienne... C'est cette dérive autodestructrice - certains Palestiniens disent « militariste » - qui est dénoncée dans la vague de critiques actuelles.

ALAIN FRACHON

ASIE

BANGLADESH

L'ancien chef de l'Etat Ershad est condamné à dix ans de prison pour détention d'armes

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Un tribunal spécial a condamné, mercredi 12 juin, l'ancien chef de l'Etat du Bangladesh à dix ans de prison pour détention illégale d'armes. Renversé en décembre dernier à la suite d'un vaste mouvement populaire, le général Hussein Mohammad Ershad possédait seize armes à son domicile, dont huit sans permis. Le verdict a été accueilli à Dacca par des manifestations de joie, mais aussi par des protestations organisées par le parti Jatiya (que dirigeait l'ex-président).

La défense a tenté d'expliquer qu'en tant que chef de l'Etat le général ne pouvait être accusé d'un tel délit. L'intéressé s'est justifié en indiquant que ces armes étaient, pour la plupart, des « cadeaux de dignitaires étrangers » et a dénoncé un verdict dicté, selon lui, par des considérations politiques. Cette condamnation pourrait être suivie d'autres, puisque l'ancien président est également poursuivi pour corruption. Le fait est que le choix d'un tel chef d'accusation paraît mince, surtout contre un homme que l'opposition avait accusé de crimes bien plus graves lorsqu'il était au pouvoir.

Le jugement intervient alors que la situation politique paraît instable. Le premier ministre, le bégum Khaleda Zia, a récemment fait état d'une « conspiration » pour renver-

ser son gouvernement, installé il y a deux mois et demi. Un double conflit a éclaté depuis lors. Le premier concerne les pouvoirs respectifs du premier ministre et du président de la République. Ce dernier a récemment démis de leurs fonctions les chefs d'état-major de l'armée de l'air et de la marine, sans même prévenir son chef du gouvernement après qu'une commission d'enquête eut estimé que les deux officiers n'avaient pas pris les précautions nécessaires pour protéger le matériel militaire lors du dernier cyclone.

L'autre conflit est celui, traditionnel, qui oppose la bégum Zia et son parti, le BNP (Parti national du Bangladesh), au chef de l'opposition, M^{me} Hasina Wajed, chef de la Ligue Awami. Après avoir longtemps hésité, la bégum Zia a décidé de faire voter une réforme constitutionnelle instaurant un régime parlementaire, en remplacement de l'actuel système présidentiel. Une telle réforme supposant une majorité des deux tiers, elle sera obligée de négocier avec son ennemi de toujours.

La nouvelle Constitution devrait notamment prévoir un mode d'élection du président de la République, qui attend avec impatience une telle réforme. En fonctions depuis six mois, M. Shahabuddin Ahmed ne cesse de demander à être relevé de ses fonctions, rappelant qu'il n'avait accepté cette charge qu'à titre intérimaire.

L. Z.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Nouvelle passe d'armes entre le président et le Congrès

M. George Bush a célébré mercredi 12 juin son soixante-septième anniversaire en compagnie de quelques sénateurs républicains, mais sans aucune cérémonie particulière.

Cet anniversaire tombe au moment où le président américain tente de répondre au principal reproche que lui font ses adversaires, et même certains de ses partisans, à savoir que sa politique intérieure ne vaut pas, et de loin, sa politique étrangère.

Dans un discours prononcé mercredi soir, M. Bush s'en est pris au Congrès, auquel il avait donné, le 6 mars dernier, cent jours pour adopter deux projets de loi : l'un renforçant la lutte contre le crime, l'autre rénovant le système des transports. « Si nos forces ont pu gagner la guerre terrestre contre l'Irak en cent heures, alors certainement le Congrès peut adopter ces lois en cent jours », avait-il dit

alors. « Je pensais que cent jours étaient un délai très raisonnable... Je suis déçu, mais franchement pas surpris », a-t-il déclaré mercredi. « Je ne puis expliquer complètement cette inaction au peuple américain », a ajouté M. Bush, affirmant avoir cependant une « solution » : « Il n'y a pas que le Congrès qui puisse résoudre les problèmes de l'Amérique ».

Avant même ce discours, l'opposition démocrate était passée à l'offensive contre M. Bush, qualifié de « président Polaroid » par le chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, M. Richard Gephardt. M. Ron Brown, président du Parti démocrate, a ajouté que M. Bush « a fait suivre les cent heures de la guerre terrestre dans le Golfe par cent jours d'ignorance des problèmes économiques de l'Amérique moyenne ». - (AFP)

SALVADOR

M. Bush exprime son « soutien » au président Cristiani

Le président américain a reçu mercredi 12 juin à la Maison Blanche son homologue salvadorien, M. Alfredo Cristiani, auquel il a exprimé son soutien total pour ses efforts en vue d'une solution à la guerre civile dans le pays et de l'établissement d'une véritable démocratie. « Nous vous soutenons. Nous soutenons les mesures courageuses que vous avez prises... Vous avez notre respect et notre soutien, qu'il n'y ait pas de doute à ce propos », a ajouté M. Bush, avant de féliciter M. Cristiani pour l'enquête menée par son gouvernement afin de faire toute la lumière sur l'assassinat en 1989 de six jésuites par des militaires salvadoriens.

La visite à Washington de M. Cristiani avait essentiellement pour objet d'obtenir une aide financière supplémentaire. - (AFP, UPI)

EN BREF

COLOMBIE : la reddition de Pablo Escobar reportée. - M. Pablo Escobar a reporté sa reddition, a indiqué mercredi 12 juin le Père Garcia Herreros, qui s'était rendu à Medellín pour en ramener le « parrain » de la drogue (le Monde du 13 juin). Il a affirmé que ce dernier se livrerait à la police « dans les prochains jours ». - (AFP, AP, UPI)

CANADA : nouveau chef pour les Indiens. - L'Assemblée des Premières Nations, qui réunit les quelque 500 000 Amérindiens du Canada, a élu mercredi 12 juin à sa tête un partisan de la « ligne dure ». M. Ovide Mercredi, un Indien Cri du Manitoba, qui remplace M. George Erasmus - qui ne se représentait pas - a battu au quatrième tour M. Phil Fontaine. - (AFP)

LIBAN

La Maison Blanche n'a aucune information sur une éventuelle libération d'otages

Les Etats-Unis ont exprimé mercredi 12 juin l'espoir que des otages américains détenus au Liban pourraient être libérés, mais ont indiqué n'avoir aucune information permettant de dire qu'une libération était imminente. Le journal iranien *Tehran Times*, proche du gouvernement, avait affirmé mercredi qu'« un ou deux otages américains détenus au Liban pourraient être libérés très prochainement ».

« Nous n'avons aucune information à ce propos. Nous espérons seulement que c'est vrai », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. M. Fitzwater a réaffirmé qu'il y avait eu, au cours des dernières semaines, certaines indications quant à une possible libération. Il a toutefois souligné qu'à plusieurs reprises dans le passé, les Etats-Unis avaient été déçus après des informations sur de possibles libérations d'otages.

M. Fitzwater a précisé que le gouvernement américain était en contact avec la Grande-Bretagne, qui a envoyé au Liban son secrétaire d'Etat au Foreign Office, M. Douglas Hogg. Ce dernier a estimé mercredi à Beyrouth qu'il n'y a pas d'indices conduisant sur une libération immédiate des otages occidentaux au Liban, mais que « les tendances sont encourageantes ». - (AFP)

Le pape annonce un synode spécial d'évêques consacré au Liban. - Jean-Paul II a convoqué, mercredi 12 juin, un synode spécial d'évêques consacré au Liban, pour une date qui reste à fixer. Lors d'un rassemblement à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, le 15 août 1989, il avait exprimé le souhait de se rendre au Liban, mais sa sécurité n'avait pu à l'époque être garantie dans le pays.

(Publicité)

ALGÉRIE - ÉLECTIONS

LE FIS JOUE SON VA-TOUT TERRITOIRES OCCUPÉS LA FAIM JUSTIFIE LES MOYENS

LIBAN

LES DIX COMMANDEMENTS AMÉRICAINS

Dans ARABIES

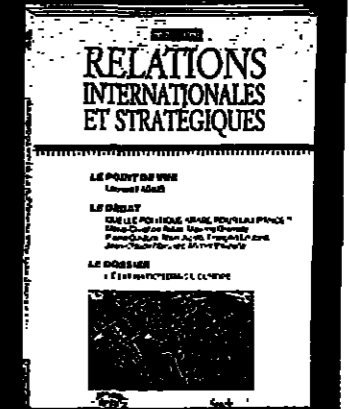
DU MOIS DE JUIN

EN KIOSQUES ET EN LIBRAIRIES

47-66-46-00

Minitel 36-17 (Arabies)

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI



DISTRIBUTION HACHETTE

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1964 PRIVÉ

SCIENCES PO PARIS

• Stages intensifs d'été du 24 juillet au 29 août

• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35

Centre Autail 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

ASIE

INDONÉSIE : sur fond d'islam et d'intérêts économiques

Aceh, une rébellion oubliée

Les premières et récentes condamnations de douze personnes, dont un universitaire, à des peines de cinq à vingt ans de prison pour rébellion, ont rappelé que la province d'Aceh, à l'extrémité occidentale de l'île de Sumatra, est le théâtre, depuis plus d'un an, d'une insurrection séparatiste.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

On en parle peu parce qu'il s'agit, à une échelle réduite il est vrai, d'une « sale guerre », avec son lot d'assassinats et d'excès sombres, de rades, de représailles et de mauvais coups des deux côtés. Des témoins ont, par exemple, rapporté des exécutions publiques de rebelles par des soldats, début mai à Sigli, une localité de la province d'Aceh (prononcer atchéh). En dix-huit mois, la rébellion et sa répression auraient déjà fait plus de 2 300 victimes.

Dans une Indonésie modérément musulmane, Aceh, avec ses trois millions d'habitants, fait figure de bastion du conservatisme religieux islamique. Les Acehnais, en outre, ont été de farouches résistants à la domination néerlandaise, qui

avait mis une trentaine d'années pour « pacifier » la province. Depuis l'indépendance de l'Indonésie, leurs relations avec le pouvoir central ont été parfois difficiles, des tendances séparatistes se manifestant régulièrement.

La rébellion actuelle, amorcée en 1990, est une coalition assez lâche, qui a rassemblé jusqu'à quelques centaines de vrais séparatistes, de criminels de droit commun et de soldats déçus faisant cause commune sous le bannière d'Aceh Merdeka, un front de libération. Les autorités ont réagi en dépêchant sur place plusieurs milliers de soldats, vite accusés de recourir à des méthodes expéditives.

De part et d'autre, les accusations pleuvent. L'armée dément tout à la fois : expéditions punitives, exécutions sur place, tortures. Elle affirme également n'avoir commandité aucun commando civil armé, du type de ceux qui avaient, au début des années 80, « nettoyé » de leurs délinquants les grandes villes de l'archipel. Elle estime que le nombre des victimes est beaucoup moins élevé qu'on le dit. Les rebelles n'hésitent pas, de leur côté, à assassiner policiers, soldats et informateurs.

En avril, plus d'une centaine d'Acehnais, pris entre deux feux, ont franchi le détroit de Malacca pour se réfugier en Malaisie. Depuis, par peur de représailles, ils refusent de regagner leur foyer en dépit du fait que les autorités malaisiennes les considèrent comme des immigrants illégaux.

L'argent du pétrole et du gaz

L'un des sujets de désaccord entre Djakarta et Aceh est la répartition des revenus, notamment gaziers, de la province, dont la production représente près du tiers des exportations indonésiennes de pétrole et de gaz, soit 600 millions de dollars sur un total de 2,3 milliards de dollars en 1989. Or, le gouvernement central n'a reversé à Aceh que 67 millions de dollars cette année-là. Autre source de ressentiment : l'appartenance d'un secteur économique moderne, l'exploitation pétrolière, ont accéléré l'immigration de Javanais dans une région profondément attachée à ses propres traditions.

Mais la rébellion actuelle aurait été provoquée par une campagne, début 1990, d'éradiation de la culture du cannabis, fréquente dans la région. Trop d'intérêts

auraient été mis en cause à cette occasion. Il est vrai qu'un mouvement indépendantiste avait déjà surgi en 1976 ; mais il avait fait long feu et son leader, Hassan Muhammad Di Tiro, avait dû se réfugier en Suède.

Depuis, seule une poignée d'Acehnais auraient suivi un entraînement militaire en Libye. Rien ne prouve, cependant, que les rebelles reçoivent des armes de l'étranger. Le mouvement n'a donc guère d'avenir à long terme, dans un pays qui compte 180 millions d'habitants. Certains observateurs pensent que si l'armée n'avait pas réagi avec tant de brutalité — on ne badine pas avec tout ce qui touche au séparatisme en Indonésie — les choses auraient pu se passer différemment.

Ce qui n'est pas le cas. Sans doute pour faire contrepoids, Djakarta vient d'annoncer que la province va bénéficier de deux nouveaux grands projets : une augmentation substantielle de la production pétrolière et un plan d'irrigation. Il a également lancé un vaste programme d'infrastructure. Mais il y a fort à parier que le ressentiment local demeurera, même si la rébellion finit par s'éteindre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE : selon le dernier rapport d'Asia Watch

La peine de mort reste applicable aux opposants politiques

Dans la silence des prisons chinoises, la peine de mort reste applicable aux « contre-révolutionnaires ». C'est ce qui ressort du dernier rapport de l'organisation humanitaire américaine Asia Watch, qui, contrairement à l'appui, les déclarations officielles de Pékin.

PÉKIN

de notre correspondant

Asia Watch vient de publier un impressionnant « bulletin » (1) de la dissidence chinoise emprisonnée depuis 1989 : plus d'un millier de noms allant d'activistes de l'Université de Pékin à des Tibétains, des chrétiens, des ressortissants de Hongkong et de Macao. Mais la « trouvaille » est un document confidentiel datant de 1983, qui prouve que les dissidents demeurent passibles de la peine capitale, comme avant l'ère des « réformes » et de l'ouverture vers le monde extérieur.

Le texte, tiré des annales juridiques d'un district du Sichuan — province natale de M. Deng Xiaoping — encourageait les tribunaux à faire exécuter sans pitié « les éléments contre-révolutionnaires actifs, auteurs de séditions, trahisons, meurtres et lettres anonymes au contenu contre-révolutionnaire ». C'était la « septième catégorie » — secrète — de « criminels » visés par une vague d'executions que les autorités, cette année-là, présentaient comme une énergique campagne de répression contre les seuls crimes de droit commun.

Ainsi que le note Asia Watch, cette directive contredit les dispositions du code pénal adopté trois ans auparavant, qui précise les cas extrêmes de « crimes contre-révolutionnaires » pouvant être punis de mort. La rédaction de textes « contre-révolutionnaires » (c'est-à-dire opposés au régime) n'y figure pas.

Le titre du texte fait référence à une « décision du comité central » du PCC, ce qui paraît exclure un dérapage local. Asia Watch, dont les informations sont généralement fiables, souligne l'implication actuelle de ce texte : qui sait combien de prisonniers politiques ont été passés par les armes au cours de la répression ayant suivi la crise de 1989, et le seraient encore aujourd'hui, à côté des châtiments de criminels de droit commun annoncés par la presse ?

Privés de soins médicaux

Depuis la mort de Mao Zedong en 1976, Pékin n'a eu qu'un condamné des prévenus pour motifs politiques. Il y a dans ce démenti un paradoxe à rebours : avant la mort du Grand Timonier, tout délit était intrinsèquement politique. Dans la Chine de M. Deng, les nécessités de l'ouverture ont contraint les dirigeants à réviser le vocabulaire juridique, mais non leur conception de la justice.

Les procès de dissidents du début de l'année montrent que la justice demeure soumise à l'arbitraire communiste. Celui qui a « payé sa dette » n'est nullement sorti d'affaire. Ainsi, plusieurs détenus, et même certains prisonniers fraîchement relâchés ont fait savoir que les autorités les pri-

vaient de soins médicaux. C'est le cas, notamment, de M. Wang Juntao, un des deux condamnés aux peines les plus lourdes pour leur participation à l'agitation de 1989. M. Wang souffrait de tuberculose.

Sur le plan administratif, l'explication est imparfaite : l'individu qui passe en jugement n'appartient plus au « dantai », son unité sociale de base, son employeur. Il est dès lors coupé de l'Etat-providence. S'il sort de camp de travail, une fois sa peine purgée, il a le choix entre se racrocher à l'univers carcéral ou se lancer, sans aucune couverture sociale, à l'aventure.

Les procès du début de l'année ont montré que les méthodes d'information traditionnelles avaient toujours cours. Les avocats de M. Wang ont été « convoqués » de se désister en appel. Les familles ont été « persuadées » de s'abstenir de parler aux journalistes étrangers. Les quelques dissidents connus qui ont été relâchés ont « disparu » de leur domicile. Très rares sont ceux qui parviennent à demeurer sur leur lieu de résidence.

Interdiction du travail des enfants

En outre, le régime continue à procéder à des interrogatoires et assignations à résidence. Aucun chiffre n'est connu car, soucieux de préserver son début de retour en grâce sur le plan international, Pékin a opté pour un silence complet. Le cas le plus récent signalé par Asia Watch date d'avril dernier (deux mois après la fermeture officielle du « Dossier Tiananmen ») avec la détention d'une dizaine d'étudiants et d'intellectuels de Shanghai, soupçonnés d'avoir formé un « Groupe d'études sur la question des droits de l'homme en Chine ».

Cependant, il est quelques points positifs dans l'évolution récente de la justice chinoise. D'une part, le fait même qu'une organisation étrangère parvienne à rassembler cette moisson d'informations précises est nouveau. De l'autre, le principe du droit à la défense n'est plus aussi bafoué qu'auparavant, si l'on en juge par le plaidoyer de l'un des avocats de M. Wang.

Pékin est également plus sensible aux critiques sur son système carcéral. Ainsi, après avoir pendant des mois nié que les prisons chinoises exportent le produit du travail forcé de leurs détenus en Occident, le ministère des Affaires étrangères a admis que cela avait pu être le cas, notamment aux Etats-Unis, en raison de « défaillances » douaniers (le Monde du 8 mai).

Autre progrès, également symbolique, le travail des enfants de moins de seize ans a été officiellement interdit le 15 avril dernier. Quarante-deux ans, six mois et quinze jours après la fondation de la République populaire.

FRANCIS DERON

(1) Two Years after Tiananmen, Political Prisoners in China, cumulative data, mai 1991, Human Rights Watch, 485 Fifth Ave., 3rd Floor, New York, NY 10017.

L'APPEL DES 150 POUR LES KURDES

Les personnalités désignées ci-dessous demandent :

- 1) Que cesse immédiatement la répression dont est victime le peuple kurde.
- 2) Que les réfugiés kurdes d'Irak puissent regagner leurs foyers en sécurité sous le contrôle d'observateurs internationaux.
- 3) Que les Kurdes soient autorisés, dans tous les Etats où ils forment des minorités nationales, à jouir de leurs droits fondamentaux, notamment celui de parler leur langue et de conserver leur culture et leurs traditions.
- 4) Que le peuple kurde d'Irak soit appelé à se prononcer démocratiquement sur son avenir par le moyen d'élections libres et internationalement contrôlées.
- 5) Que la question kurde ne soit pas une fois de plus oubliée au cours de la prochaine conférence internationale appelée à discuter des problèmes de la région du Proche-Orient afin d'y rétablir la paix et la sécurité.

Anciens chefs d'Etat :

Raul ALFONSIN, Argentine ; Valéry GISCARD D'ESTAING, France ; Julio María SANGUINETTI, Uruguay ; José SARNEY, Brésil.

Anciens chefs de gouvernement :

Andreas VAN AGT, Pays-Bas ; Raymond BARRE, France ; Jacques CHABAN-DELMAS, France ; Jacques-Yvan MORIN, Québec ; Yasuhiro NAKASONE, Japon ; René PLEVEN, France.

Ainsi que :

Yacov AGAM, peintre et sculpteur ; Hélène AHRWEILER, recteur d'Académie, ancien chancelier des Universités de Paris ; Jorge AMADO, écrivain brésilien ; Mario ANDRIONE, ancien président de la Junta Autonome de la Vallée d'Aoste ; Agathe ANTOINE, journaliste ; Gérard ANTOINE, recteur d'Académie, membre de l'Académie Royale de Belgique ; Georges-Emmanuel APOSTOLAKIS, secrétaire général du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et de la Technologie de Grèce ; Pierre ARPAILLANCE, ancien ministre, premier président de la Cour des Comptes ; Dominique ARPELS, joaillier ; Robert BADINTER, ancien ministre ; Didier BARIANI, ancien ministre ; Pierre BAS, magistrat honoraire à la Cour des Comptes, ancien député de Paris ; Dominique BAUDIS, maire de Toulouse ; Louise BAUDOUIN, ancien député général du Québec à Paris ; Gilbert BEAUX, administrateur et directeur de sociétés ; Roland BEGUELIN, journaliste ; Jean-Jacques BEINEIX, réalisateur de films ; Jean BELLIARD, ancien ambassadeur ; Bernard BILLAUD, magistrat à la Cour des Comptes ; comte Robert de BILLY ; Jane BIRKIN, comédienne ; Krys BODART, secrétaire générale de l'Académie diplomatique internationale ; Pierre de BOISDEFRE, écrivain ; Georges BONIN, inspecteur général des Finances ; Carole BOUQUET, comédienne ; Claude BOURDET, journaliste ; Yvon BOURGES, ancien ministre, président du Conseil Général de Bretagne ; Christian BRAC de la PÉRIÈRE, amiral ER, ancien inspecteur général de la Marine ; Breyten BREYTENBACH, écrivain et peintre ; Isabel de CARVALHO-KUTTLER, militante des Droits de l'Homme ; Gérard CHALIAND, écrivain ; Albert CHAMBON, ancien ambassadeur ; Jean CHARBONNEL, ancien ministre, maire de Brive ; André CHOURAQUI, écrivain, ancien maire-adjoint de Jérusalem ; René CLEMENT, membre de l'Institut ; Alain de CONDE, artiste peintre ; Michel COSSA, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ; Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, ancien membre du Conseil d'Etat ; Régis DEBRAY, écrivain ; Maurice DELAUNEY, ancien ambassadeur ; Jean-François DENIAU, ancien ministre ; Xavier DENIAU, ancien ministre ; Georges DESCHÈRES, comédien ; Georges DOMINON, magistrat à la Cour des Comptes ; Bernard DORIN, ambassadeur ; Jean DUCHÊ, écrivain ; Anne-Marie DUMAS ; Louis DUMAS, président d'Hermès ; Gérard ECONOMOS, artiste-peintre ; Michel ELBEL, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France ; Pierre FABRE, président de sociétés ; Stello FARANDIS, universitaire ; prince Louis de FAUCIGNY-LUCINGE, président d'honneur des œuvres hospitalières de l'Ordre de Malte ; Maurice FAURE, ancien ministre ; Bernard FESSARD de FOUCAULT, haut-fonctionnaire ; Jean-François FILLON, député ; Georges FLECHEUX, bâtonnier désigné de l'Ordre des Avocats ; André FONTAINE, journaliste, ancien directeur du Monde ; Jean-Pierre FOURCADE, ancien ministre, sénateur ; Jean FOURNET, chef d'orchestre ; Jean FRANÇOIS-PONCET, ancien ministre des Affaires étrangères ; Yann GAILLARD, inspecteur général des Finances ; Gilbert GANTIER, député de Paris ;

Guy GEORGY, ambassadeur de France ; Hélène GHASSEMLOU-KRULICH, universitaire ; Olivier GISCARD D'ESTAING, président de sociétés ; Alain GOURDON, magistrat à la Cour des Comptes ; Roger GOUZE, député général de l'Alliance française ; Alain GRIOTTERAY, administrateur de sociétés ; Yves GUENA, ancien ministre, sénateur ; Alain GUILLERMOU, universitaire ; Jean GUITTON, philosophe, écrivain, membre de l'Académie française ; Francis GUYARD, ambassadeur de France ; Léo HAMON, ancien ministre ; Guy HÉRAUD, universitaire, ancien candidat à la Présidence de la République ; Catherine HERMARY-VIEILLE, écrivain ; Basil Cardinal HUME, archevêque de Westminster ; Jacques JACQUET-FRANÇILLON, journaliste ; Michel JOBERT, ancien ministre des Affaires étrangères ; Alain JUPPÉ, ancien ministre, député ; Jean de KEMOLARIA, ancien ambassadeur ; Jacques KOSCIUSKO-MORIZET, ambassadeur de France ; Bernard KOUCHNER, président d'honneur de Médecins du Monde ; Maurice LAMBIOTTE, directeur de Recherche au CNRS ; Marcel LANDOWSKI, compositeur ; Jacques de LAROSIÈRE DE CHAMPEFFU, inspecteur général des Finances ; Hervé LAVENIR, économiste, fonctionnaire international ; Jacques LE CORNEC, préfet honoraire ; Pierre LELLOUTTE, conseiller ; Philippe MALAUD, ancien ministre ; Jean MALAURIE, écrivain ; Catherine MARCOTTE, ancien ministre ; Robert MALLAT, poète, ancien recteur de l'Université de Paris ; Dieudonné MANDELKERN, membre du Conseil d'Etat ; Alexandre MARC, universitaire ; Philippe MARCHAT, inspecteur général des Finances ; Jean-Claude MARTIN, directeur de sociétés ; Michel MASSENET, membre du Conseil d'Etat ; Jean MAURIAC, journaliste ; Sir Anthony MEYER, membre de la Chambre des Communes ; Jean-Claude MICHAUD, universitaire ; bailli Comte Gérard MICHEL DE PIERREDON, ambassadeur de l'Ordre Souverain de Malte ; François MISSOFFE, ancien ministre, ancien ambassadeur ; Olivier MITTERRAND, directeur de sociétés ; Robert MITTERRAND, Commandeur de la Légion d'honneur ; Yves MONOD, administrateur de sociétés ; René MONORY, ancien ministre, sénateur ; Yves MONTAND, comédien ; Claude MORIN, ancien ministre des Affaires inter-gouvernementales du Québec ; Kendal NEZAN, président de l'Institut kurde de Paris ; duc Helie de NOAILLES, diplomate ; Michel NOIR, maire de Lyon ; Pierre NOTHOMB, président du Club Richelieu-Senghor de Paris ; Erik ORSENNA, écrivain ; Philippe OLIVIER, ancien ambassadeur ; Edouard PARKER, directeur de sociétés ; Régis FELLETRAT de BORDE, architecte ; Alain PEYREFFITTE, ancien ministre, écrivain ; Bernard PLASAT, architecte d'intérieur ; Catherine PLASAT, ancien secrétaire général du Comité d'aide aux populations sinistrées du Kurdistan d'Irak ; Alain POMPIDOU, professeur de médecine, parlementaire européen ; Michel PONIATOWSKI, ancien ministre, sénateur ; Jean PRADIER, universitaire ; Pierre RACINE, conseiller d'Etat honoraire, ancien directeur de l'ENA ; Jacques RAPHAEL-LEYGUES, ancien ambassadeur ; Jean-Marie RAUSCH, maire de Metz ; Jean RAVANEL, membre du Conseil d'Etat, ancien Commissaire général au Tourisme ; Line RENAUD, chanteuse, comédienne ; Philippe RICHER, ancien ambassadeur, membre du Conseil d'Etat ; Jacques RIGAUD, conseiller d'Etat honoraire ; Philippe ROSSILLON, haut-fonctionnaire ; Edouard SABIER, journaliste ; Paul SABOURIN, universitaire ; Philippe de SAINT-ROBERT, écrivain ; Alice SAUNIER-SEITE, ancien ministre ; Paul SEBAH, professeur de médecine ; Claude SIMON, Prix Nobel de Littérature ; Jean SRIBER, inspecteur général des Finances ; Haruo SUZUKI, président de « Showa Denko » ; Eric TABARLY, officier de marine, navigateur ; Jacques TAJAN, commissaire-priseur ; Théo VIAL MASSAT, maire de Firminy, député ; Xavier de VILLEPIN, sénateur ; Linda WEIL-CURIEL, universitaire.

Soutien et signature à adresser à : Institut Kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 75010 Paris

Angola : l'ap

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ENTPE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

LE MONDE diplomatique

JUIN 1991

JEAN-PAUL II et la

"LIBÉRATION INTÉGRALE DE L'HOMME"

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

هكزان المومل

AFRIQUE

Angola : l'apprentissage de la paix

Deux semaines après la signature de l'accord qui a mis fin à la guerre civile
Luanda se prépare aux échéances électorales

LUANDA
de notre envoyé spécial

L'odeur pestilentielle qui se dégage de trois énormes poubelles métalliques n'incommodent pas les moins du monde la centaine de jeunes gens qui attendent, comme tous les matins, la sortie du très officiel *Journal de Angola*. Le camion-benne de la voirie municipale passe régulièrement, mais la chaleur humide favorise toutes les fermentations. Le manque d'eau interdit le nettoyage de la ville. Luanda est moite et crasseuse.

Chaussées défoncées, façades lézardées, la capitale de l'ancienne colonie portugaise, ravagée par plus de quinze ans de guerre civile, est aujourd'hui surpeuplée. Un quart de la population du pays estimée à plus de huit millions d'habitants - s'y entasse. Les immeubles du front de mer, construits à la hâte par les Portugais au début des années 60, sont bondés.

Les mousseques, ces bidonvilles de la périphérie, enfilés par l'exode des populations rurales, déversent chaque jour sur le centre-ville des milliers de jeunes désoeuvrés. En 1990, quatre-vingt-dix mille enfants, pourtant régulièrement inscrits, n'ont pu entrer à l'école, faute de places. Les deux tiers des Angolais ont moins de vingt-cinq ans, la moitié moins de quatorze ans.

Antonio est un adolescent sans âge. Son regard curieux s'arrête sur chacune des photographies punaisées dans les immenses vitrines du Centre d'information Anibal-de-Melo. Là, le président José Eduardo Dos Santos congratule des militaires en treillis. Mais c'est l'autre panneau qui l'intéresse. « O bandito! Bien sûr que je le connais, c'est la troisième fois que je viens voir les photos. C'est Savimbi qui serre la main du camarade Dos Santos », explique-t-il d'un air averti. « C'est la paix, maintenant ».

Séduire l'Eglise catholique

« Paz » : écrit en élégants caractères bleus, le mot éclate sur un vaste placard blanc, judicieusement posé à l'entrée de la place Kinaxizi, où trône une automitrailleuse Panhard sur son lourd piédestal de béton. Symboles guerriers et signes de paix n'ont pourtant rien d'anachronique. Place du 1^{er} Mai, deux blindés, fichés sur

leur socle, ne font-ils pas face à la « flamme de la paix », allumée le 1^{er} juin par M. Dos Santos à son retour de Lisbonne?

La paix, la population de Luanda commence sérieusement à y croire. Aucun incident majeur n'est venu rompre le cessez-le-feu, en vigueur depuis le 15 mai, contrairement à ce qui s'était passé, en 1989, après l'accord de Gbadolite, au Zaïre, conclu sous le patronage du maréchal Mobutu.

Ceux qui possèdent un téléviseur ont pu suivre la cérémonie de signature, le 31 mai, retransmise en direct du ministère portugais des affaires étrangères à Lisbonne. Mais, surtout, les Angolais, qui sont de fervents chrétiens, ont constaté l'engagement de leurs Eglises dans le processus de paix.

L'espoir d'une « troisième force »

Dimanche 2 juin, le stade de la Cidadela, habituellement dévolu au football, a vibré sous les cantiques d'actions de grâces, repris en chœur par soixante-cinq mille fidèles. Le président Dos Santos et ses ministres d'obédience marxiste assistaient à cet office, consacré par les dignitaires des différents cultes.

Le gouvernement, en prenant ainsi Dieu à témoin de sa bonne volonté, a entamé une campagne de séduction des Eglises. Soucieux de son rôle, l'épiscopat proclame qu'il ne veut pas s'engager en politique. Mais les enjeux sont importants. Les nuances aussi. « L'Eglise catholique exclut la possibilité de créer ou de soutenir un parti politique », répète Mgr Serafim Singo, un prêtre du cardinal Alexandre de Nascimeto. Toutefois, ajoute-t-il, « l'Eglise donne des orientations aux chrétiens ». Exemple : ce fascicule au titre évocateur, les *Chrétiens et la politique*, accompagné d'une lettre pastorale, et qui a été distribué à des milliers d'exemplaires, afin de « donner au peuple une conscience politique ».

Le temps du parti unique est révolu depuis le 26 mars. L'Assemblée populaire, suivant les résolutions du congrès du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), s'est prononcée pour la multipartidarité. Les textes de la nouvelle loi ont été publiés le 13 mai, et une trentaine de partis se sont déjà manifestés.

Combien pourront réunir trois mille adhésions et cent cinquante signatures dans chacune des dix-

huit provinces du pays? Combien seront encore en lice pour les premières élections libres, qui devraient se tenir, selon l'accord de Lisbonne, entre septembre et novembre 1992? Pas tous, assurément. L'intérieur du pays, dévasté, n'est que partiellement accessible. Seuls les deux ex-belligérants, le MPLA et l'Union pour la libération totale de l'Angola (UNITA), semblent suffisamment organisés pour pouvoir revendiquer une implantation nationale.

L'UNITA a des représentants dans toutes les grandes villes, mais également dans les campagnes, particulièrement dans le Sud, son fief traditionnel. Le MPLA est très présent à Luanda et dans les capitales provinciales. Le parti et l'Etat étaient confondus jusqu'à présent, et l'appareil fonctionnait à peu près. La machine demande cependant à être relancée, les communications entre villes et campagnes ayant été longtemps interrompues. On estime à plus de deux cents le nombre de ponts détruits. Quant aux routes, elles sont souvent minées.

Face aux deux mastodontes, les nouveaux partis auront du mal à faire leur place. Pour le courant social-démocrate qui semble émerger, la seule solution pourrait être la constitution d'un front commun avec d'autres groupes. Mais ce front aura-t-il un réseau suffisant qui lui permette de se faire entendre jusqu'au fond des provinces? Rien n'est moins sûr.

Voilà pourquoi chacun des protagonistes de la nouvelle donne politique regarde les Eglises avec les yeux de Chimène. Leur implantation constitue un atout primordial en période électorale. Elle pourrait devenir une carte maîtresse pour cette « troisième force » que les intellectuels de Luanda désespèrent de voir éclore.

Leurs espoirs reposaient sur l'Association civique angolaise (ACA), dirigée par l'ancien prêtre Joaquim Pinto de Andrade. Mais la décision de l'ACA, en février, de ne pas se transformer en parti politique divise le mouvement. « C'est grave », estime le journaliste car un front de partis qui réussirait à regrouper les déçus du MPLA et de l'UNITA permettrait d'échapper à la bipolarisation. Cette « troisième force » rêverait un obstacle salutaire « à la résurgence d'anciens antagonismes » et permettrait de « maintenir la violence à un niveau acceptable », fait observer un universitaire.

Pour les apparatchiks du MPLA, le compte à rebours a commencé. Le chef de l'Etat, qui cumulait les casquettes de président de la

République, de chef du gouvernement et de président du Parlement et du MPLA, va voir son « fardeau » s'alléger. Le poste de premier ministre a été réhabilité et un secrétaire général devrait diriger l'ancien parti unique.

Cependant, beaucoup reste à faire pour donner un nouveau look au parti fondé par Agostinho Neto. Il lui faut faire la preuve de son efficacité, s'il veut ne pas être balayé aux élections. D'autant que, d'ici là, le gouvernement devra avoir révisé la Constitution, mis en place un découpage électoral, recensé la population et les électeurs, démobilisé les militaires et formé une armée unifiée, chargée de veiller au bon déroulement du processus électoral.

Démobilisation délicate

Le problème du désarmement et de la démobilisation - donné comme un des plus délicats à résoudre - semble pouvoir se régler moins difficilement que prévu. Les scènes de fraternisation entre anciens maquisards de l'UNITA et soldats de Luanda, longuement montrées à la télévision, sont de bon augure.

La Commission conjointe politico-militaire (CCPM), formée de représentants du MPLA, de l'UNITA et des médiateurs portugais, américains et soviétiques, tiendra sa première réunion lundi 17 juin. Elle confiera les activités de la Commission conjointe de formation des forces armées (CCFA), constituée de membres des FALA (UNITA), des FAPLA (MPLA) et de militaires portugais, britanniques et français.

Pour l'instant, les deux armées sont en train de se répartir suivant cinquante points de regroupement : vingt-sept pour les FALA et vingt-trois pour les FAPLA. Après s'être acquittée de la première partie de leur mission, qui consistait à vérifier le bon départ des troupes cubaines, les Nations unies contrôlent les effectifs et le désarmement des soldats dans chacun de ces centres.

De prochaines réunions bipartites FALA-FAPLA décideront lesquels, parmi ces combattants, constitueront les nouvelles Forces armées angolaises (FAA), dont les effectifs ne devraient pas dépasser cinquante mille hommes : quarante mille pour l'armée de terre, six mille pour l'armée de l'air et quatre mille pour la marine.

FREDERIC FRITSCHER

TOGO

Le gouvernement et l'opposition s'entendent sur la tenue d'une conférence nationale

Des manifestations de joie ont accueilli, mercredi 12 juin, à Lomé l'annonce de l'accord entre l'opposition et le gouvernement sur la tenue d'une conférence nationale le 24 juin. Des habitants sont descendus dans les rues de la capitale, théâtre de violents affrontements mardi entre militaires et jeunes manifestants, en criant « On a gagné ». Des concerts de klaxons résonnaient en ville, et des Loméens applaudissaient ou faisaient le « V » de la victoire.

Les militaires n'étaient pas visibles dans les rues de Lomé, parlysées depuis jeudi dernier par la grève générale illimitée déclenchée

par l'opposition. Le Collectif de l'opposition démocratique (COD), qui regroupe onze partis politiques, deux syndicats et dix-neuf associations, a décidé de suspendre cette grève. L'accord intervenu avec le pouvoir fixe l'ordre du jour de la conférence nationale et prévoit notamment « la constitution d'un gouvernement de transition dirigé par un premier ministre issu de la conférence nationale », la mise en place « d'un organe législatif de transition » et « l'élaboration d'un calendrier électoral ». Aucune date n'a été encore fixée pour l'organisation d'élections générales. - (AFP)

Au tribunal de Paris

L'Etat du Maroc perd son procès contre des médias français

L'Etat du Maroc et M. Ahmed Osman, président du Parlement marocain, ont été déboutés, mercredi 12 juin, de l'instance qu'ils avaient engagée devant le tribunal civil de Paris afin d'obtenir la condamnation de Radio-France International (RFI), France-Info et Antenne 2 pour la diffusion, les 18 et 19 septembre 1990, d'entretiens avec l'écrivain Gilles Perrault, auteur du livre *Notre ami le roi*.

Selon les plaignants, les journalistes avaient commis une faute en laissant Gilles Perrault s'exprimer « sans contradiction, ni esprit critique », alors qu'ils devaient se conformer aux obligations « de pluralisme, d'objectivité, de neutralité et de réserve » (le Monde du 5 avril).

Après un délai de réflexion de plus de deux mois, la première chambre civile présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, a rendu un jugement abondamment motivé qui pourrait constituer une sorte de guide juridique du journaliste audiovisuel si, après avoir épuisé les recours, les termes de la décision étaient confirmés. Le tribunal a d'abord jugé irrecevable l'action du premier ministre marocain, de la Ligue des ulémas et de six associations qui s'étaient jointes à la procédure car, pour les juges, « seuls ont été mis en cause le Parlement et l'Etat du Maroc ».

Concernant le pluralisme garanti par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le tribunal note que cette notion « ne se confond pas avec l'exercice du contradictoire » et qu'elle doit s'apprécier « sur l'ensemble des programmes diffusés et non pas en fonction d'une seule émission prise isolément ». Mais, surtout, les juges relèvent que les éventuels manques

ments au pluralisme sont de la seule compétence du CSA « qui n'a pas estimé devoir intervenir ».

L'absence de débat contradictoire invoquée par l'Etat marocain a été rejetée par les juges qui remarquent, dans le cas de RFI, que les journalistes ont proposé aux autorités marocaines de leur donner la parole. Pour l'émission « caractères », de Bernard Rapp, le tribunal souligne que « rien n'imposait, pour la circonstance, la mise en œuvre d'une contradiction spécifique ». Quant à France-Info, les magistrats estiment que « l'objectif de l'émission et la brièveté des réponses n'impliquaient pas un débat contradictoire (...), alors que les demandeurs pouvaient exercer, ultérieurement, pleinement leur droit de réponse ».

Dans sa réponse aux arguments de l'Etat du Maroc, qui s'indignait du comportement des journalistes et des stations de radio et de télévision tout en s'abstenant de poursuivre Gilles Perrault, le jugement suggère en termes voilés que les plaignants se sont peut-être trompés de cible. Ainsi, concernant l'interview diffusée sur RFI, les magistrats déclarent : « Même si certains jugements de Gilles Perrault étaient outranciers, le présentateur et le journaliste n'avaient pas pour rôle de lui apporter une contradiction systématique ou un démenti, le public pouvant en outre se faire juge lui-même du caractère excessif et de la crédibilité des propos tenus ».

De la même manière, les juges observent, à propos de l'émission de Bernard Rapp : « Le caractère pamphlétaire de l'ouvrage, la personnalité de Gilles Perrault ainsi que l'excès des propos tenus par celui-ci sous sa responsabilité personnelle étaient de nature à permettre au public d'apprécier la valeur et la portée réelles des thèses avancées ».

MAURICE PEYROT

Le roi Hassan II accorde sa grâce aux opposants sahraouis

Le roi Hassan II a décidé, mercredi 12 juin, d'accorder sa grâce à tous les opposants sahraouis à la suite d'une intervention en leur faveur du conseil royal consultatif chargé des affaires sahariennes. Cette mesure vise aussi bien les membres du Polisario résidant à l'étranger que ceux qui ont été arrêtés au Maroc ou lors des opérations militaires. Répondant aux notables sahraouis reçus au palais, le roi a déclaré : « Si vous étiez venus me voir avant, j'aurais répondu favorablement à votre vœu ».

Je vous réaffirme que même pour leurs frères qui ont été trompés et vivent à l'étranger, les portes sont toujours ouvertes ».

Dans un communiqué, l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc se félicite de cette grâce, mais affirme que ce geste ne saurait être sérieusement crédible si les civils et les militaires, enlevés depuis 1973 et emmurés dans différents bagnes, continuent d'être « portés disparus ». - (AFP)

EN BREF

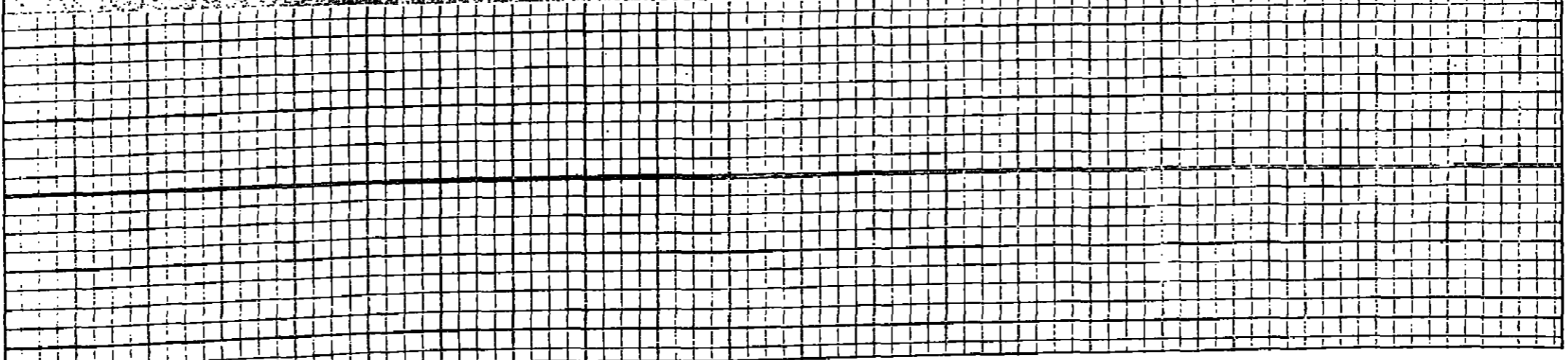
ALGERIE : L'autorité militaire demande aux jeunes impliqués dans les manifestations de se rendre. Les autorités militaires ont demandé, mercredi 12 juin, aux jeunes gens impliqués dans les manifestations islamistes de se rendre. Dans un communiqué, qui « fait appel à une première et dernière fois à la raison de chacun », l'armée a publié un certain nombre de numéros de téléphone pour permettre aux jeunes de se faire connaître. - (AFP, Reuter).

BURKINA-FASO : dissolution du gouvernement. Le président burkinabé, M. Blaise Compaoré, a dissous, mardi 11 juin, le gouvernement et annoncé la tenue d'une table ronde avec les partis politiques. Cette décision fait suite à la promulgation de la nouvelle

Constitution, approuvée par référendum il y a dix jours. Le chef de l'Etat a d'autre part rendu hommage à la mémoire de l'ancien président, Thomas Sankara, assassiné lors du coup d'Etat sanglant du 15 octobre 1987 qui avait porté Blaise Compaoré au pouvoir. - (AFP)

MADAGASCAR : nouvelle manifestation de l'opposition. Pour la troisième fois depuis le début de la semaine, une manifestation d'opposition au régime du président malgache Didier Ratsiraka a rassemblé plus de 100 000 personnes, mercredi 12 juin à Antananarivo. Les manifestants, pour la plupart des étudiants et des lycéens, se sont rassemblés place du 13-Mai, dans le centre, et ont défilé dans plusieurs avenues de la capitale, déployant des banderoles hostiles au régime. - (AFP)

DÉCIDÉMENT IL N'Y A RIEN À ATTENDRE D'UN ESPRIT CONFORMISTE.



POLITIQUE

Les accords électoraux à droite

Le RPR et l'UDF s'accordent pour présenter des candidats communs

L'UDF et le RPR ont signé, mercredi 12 juin, la charte de l'Union pour la France, qui prévoit des candidatures uniques de l'opposition aux élections législatives et l'organisation de « primaires » pour l'élection présidentielle.

Depuis dix ans, de siècle en siècle, l'opposition tente péniblement, pierre par pierre, de bâtir l'édifice de son union. Qui se souvient de l'UNM, l'Union pour la nouvelle majorité, qui ne vécut, au lendemain de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, que le temps de perdre les élections législatives de juin ? Pour celles de 1986, M. Valéry Giscard d'Estaing proposa l'URC, l'Union du rassemblement et du centre. Cette sorte de barbotage, à l'emploi mal commode, passa, à son tour, à la trappe. Vint ensuite le CCO, Comité de coordination de l'opposition, chargé entre 1988 et 1990 de jeter les fondations du nouveau chantier de l'Union. Le 26 juin 1990, naissait l'UPF, l'Union pour la France. Il lui aura fallu un an pour pouvoir se tenir droit sur ses deux jambes : un an de tractations, d'hésitations, de propositions, qui auront mis les nerfs des uns et des autres à rude épreuve.

En novembre dernier, on eut bien que le chantier serait définitivement abandonné. Ses deux principaux architectes s'embourbaient dans le débat sur l'organisation de « primaires à la française » pour la prochaine élection présidentielle. M. Giscard d'Estaing et Chirac se tournaient de nouveau le dos. La grande fête de l'Union, prévue au Zénith, tombait à l'eau. C'était un désastre. Parce que l'opinion ne leur aurait jamais pardonné qu'ils ne le fissent point, leurs lieutenants, avec obstination, se sont remis patiemment au travail. Le

10 avril dernier, la charte de la nouvelle union était présentée (le Monde du 12 avril), et deux mois se sont encore écoulés avant qu'elle ne soit, mercredi 12 juin, officiellement signée par les principaux dirigeants de l'UDF et du RPR.

« Nouvelle règle du jeu »

Faute d'une grand-messe, les deux partis ont célébré ces fiançailles par des vœux baroques, résumant parfaitement, à elles seules, l'atmosphère de tous ces derniers mois. Les parlementaires, comme s'ils attendaient encore de voir, ne se bousculaient pas. Ainsi qu'ils en ont pris l'habitude, MM. Alain Juppé, François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, les quatre artisans négociateurs de cette nouvelle charte, tenaient les propos les plus optimistes. Le premier parlait de la « nouvelle dynamique » ainsi créée ; le deuxième, « du signal simple et fort » de la volonté d'union ainsi donnée ; tandis que le troisième expliquait les avantages de cette « nouvelle règle du jeu ». « C'est accord, bien sûr, ne supprimera pas les arrière-pensées, disait-il, mais celui qui sortira de ce cadre sera celui qui sortira de la désunion. » Bien sûr, M. Giscard d'Estaing et Chirac se sont félicités, eux aussi, de l'événement, mais la manière dont ils s'y sont pris pour éviter délibérément de croiser leur verre au cours de ce curieux cocktail, amenait à atténuer sensiblement leurs propos.

Autour des buffets, on préférait se dire que ces fiançailles, venant après tant de divorces, valaient, finalement, mieux que rien et que la solidité de cette union se verrait en marchant. Parodiant le baron de Coubertin, M. François Léotard confiait que, pour l'heure, « l'important était de participer », et

M. Edouard Balladur expliquait que « ce n'était qu'un point de départ ». M. Charles Pasqua donnait une version encore plus pragmatique de l'événement, en arborant au revers de son veston un papier blanc sur lequel il avait écrit : « Investitures UPF : pour tous renseignements, s'adresser ici. » Tant il est vrai que cet accord est, avant tout, un accord électoral pour les prochaines élections législatives. Si mariage il y a véritablement, ce sera un mariage de raison plutôt qu'un mariage de cœur. L'approche des élections régionales et législatives ne pouvait, évidemment, que pousser les uns et les autres à faire des efforts.

La nouvelle charte, comme en 1981 et 1986, pose le principe d'un maximum de candidatures uniques pour les prochaines échéances. Déjà, tout le monde sait aussi que le RPR et l'UDF n'échapperont pas, aux élections législatives, à un certain nombre de « primaires ». Elle a le mérite de stipuler, dans son article 7, qu'« en toute circonstance, l'UPF n'agitera son soutien qu'à des candidats qui défendent ses valeurs politiques et morales ». On voudrait ne pas devoir en douter. Cette charte prévoit l'élaboration pour l'an prochain d'une plate-forme de gouvernement — le mot programme est banni — que les États généraux de l'opposition ont, jusqu'à présent, à peine débroussaillé.

Liberté de choix

Reste la grande nouveauté, qui a tellement fait couler d'encre : l'organisation d'élections primaires pour le choix d'un candidat commun de l'opposition à la prochaine élection présidentielle (1). M. Pasqua avait été le premier, en novembre 1988, à en proposer le schéma. Ce système se mettra-t-il un jour en place ? Beaucoup dans

l'opposition ne le parient pas. Cette charte en prévoit tous les détails, mais, en réalité, on s'aperçoit qu'il reviendra, « le moment venu », à un comité national de se pencher sur la question et de juger « de la valeur démocratique » de cette consultation, si, comme le craint par exemple M. Pierre Méhaignerie, les militants la boudaient. En cas d'élection anticipée, il revien-



draît aussi à ce comité national de choisir la procédure appropriée « pour obtenir une décision dans la légitimité démocratique ne puisse être mise en cause ».

Cette disposition laisse la porte ouverte à toutes les contestations. M. Raymond Barre a déjà mis les pieds dans le plat en disant que ce système est nul et non avenu. En privé, M. Léotard craint que « les Français, qui ne veulent pas se faire priver de leur liberté de choix », ne rejettent cette procédure. Enfin, beaucoup estiment que ce sont, en définitive, les sondages qui guideront le choix. De crainte de relancer la bataille de novembre, chacun, pour le moment, préfère mettre ses pensées dans le poché, en se disant que le seul mérite de cette proposition sera, peut-être, de pouvoir repousser plus loin le débat sur l'élection présidentielle. La préparation des élections législatives est devenue l'urgence.

DANIEL CARTON

(1) Selon le système des primaires adopté par l'UPF et dans l'hypothèse d'échéances normales, des comités départementaux seront chargés d'organiser la région par région cette consultation au plus tard sept mois avant le premier tour de l'élection présidentielle. Seront appelés à y participer « tous les Français qui se reconnaissent dans les valeurs de l'Union pour la France et qui sont régulièrement inscrits sur les listes électorales officielles » ainsi que « les élus se reconnaissant dans l'opposition ». Députés, sénateurs, députés européens, conseillers régionaux, conseillers généraux, conseillers de Paris, maires de toutes les communes, conseillers municipaux des communes de trois mille cinq cents habitants et plus, conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon, Marseille ainsi que les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger disposeront chacun de quarante mandats.

Reconstitution historique

Suite de la première page

Quant aux primaires pour l'élection présidentielle, il est permis de douter qu'elles soient vraiment organisées, tant les deux principaux protagonistes, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, pensent, chacun de son côté, qu'elles n'ont d'autre utilité que de tourner à leur avantage et qu'elles ne peuvent avoir lieu qu'à cette condition.

De surcroît, mais c'est de bonne guerre, l'UDF n'a pas attendu vingt-quatre heures pour signifier à son partenaire qu'elle entend bien, comme de coutume, rééquilibrer le rapport de forces au sein de l'op-

position et prendre enfin l'ascendant sur son allié, tentative dans laquelle elle a régulièrement échoué depuis sa création en 1978.

Outre qu'elle n'est toujours pas débarrassée de l'hypothèque que fait peser sur elle un Front national dont les élections partielles montrent qu'il faut compter plus que jamais avec lui, la droite est confrontée à une difficulté déterminante : le renouvellement de ses chefs de file. M. Giscard d'Estaing et M. Chirac en sont tellement conscients qu'ils ont réussi à éviter, mercredi, après la signature de leur accord, d'être photographiés côte à côte. Il ne sera pas dit, pour l'instant, que ces deux-là rejoignent éternellement le film désastreux du vieux couple — scènes de ménage et reconciliations de façade — qu'ils interprètent avec tant de grâce depuis plus de quinze ans.

Ils ont, semble-t-il, honte d'avoir eu un tel passé, la même honte qu'éprouve M. Mauroy. Le premier secrétaire du PS, dont la rencontre avec M. Marchais, la semaine dernière, avait été annoncée par ce dernier, qui espère en tirer le meilleur profit, a réussi, lui aussi, à éviter que ce tête-à-tête archaïque ne soit photographié. M. Mauroy assure maintenant qu'il réussira à rassembler toute la gauche, socialistes dispersés, communistes orthodoxes en voie de disparition, communistes critiques en voie de développement. L'entreprise n'est pas commode, mais elle est recommandée par les électeurs.

Les sympathisants de gauche comme de droite paraissent, en effet, fort satisfaits de la tournure prise par les événements. Ils se reclassent comme au bon vieux temps et se préparent au combat « fracassant » promis par le chef de l'Etat (1). Ce phénomène devrait convenir plus à la

JEAN-YVES LHOMEAU

(1) Selon un sondage l'Express-Louis Harris, réalisé les 6 et 7 juin et publié le 13 juin, M. Edouard Cresson progresse nettement parmi les sympathisants de gauche (+ 20 points chez les sympathisants communistes et + 11 points chez les sympathisants socialistes). Par rapport à la précédente enquête, réalisée les 23 mai et 24 mai, elle perd 35 points parmi les électeurs de l'UDF et 18 points parmi ceux du RPR.

Philippe Boucher nommé conseiller d'Etat

Philippe Boucher, éditorialiste au Monde, a été nommé conseiller d'Etat, mercredi 12 juin, par le conseil des ministres.

[Né le 26 juillet 1941 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), Philippe Boucher, licencié en droit public, était attaché à la direction de la Société française de banque quand il est entré au Monde en 1970. Chef-adjoint (1973-1976), chef (1976-1978) du service des informations générales, il est éditorialiste depuis 1978. Administrateur de l'établissement public du Grand Louvre depuis 1983, membre du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale (1984-1987), M. Boucher est l'auteur d'un essai paru en 1978, intitulé Le Ghetto judiciaire, pouvoir et justice, et coauteur en 1988 de La France des libertés. Il est également coauteur avec Daniel Karlin et Tony Linet de la série Justice en France, diffusée sur la Ciné.]

JOURNAL D'UN AMATEUR

271

A moins d'une erreur, qu'il ne sera décevant de rectifier selon un usage jusqu'alors constant, voici, sous la forme la plus brève que connut cet exercice, le 271^e et dernier exemplaire du « Journal » qui se voulait « d'un amateur » et dont le premier exemplaire remonte au 29 juin 1985.

L'introduit « Adieu ! » aurait été solennel : « Salut ! », romain mais familier ; « Au revoir ! », présomptueux ou nostalgique. La sécheresse des chiffres préserve de l'émotion.

Mais, après vingt et un ans dans cette maison, il fallait de nouveau s'écouter : être moins que jamais sûr de soi-même et des choses ; donc recommencer, c'est-à-dire partir.

Partir n'est pas oublier, encore moins abandonner. Faut-il avouer davantage ? Affectueux, merci.

Ph. B.

PROJET DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE POUR L'UTILISATION DES VIANDES HADY ET ADHAHY EXECUTE PAR LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

ANNONCE

LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID) a le plaisir de porter à la connaissance des pèlerins qu'elle a pris des dispositions avec la société Nasir Mohamed Almuksir et Associés en vue d'acheter 500.000 têtes de moutons conformes aux normes de santé et de la Charia, afin de les vendre aux pèlerins désireux d'effectuer le sacrifice par procuration. Ce dernier aura lieu aux abattoirs de Mina, mis spécialement sur pied pour servir le Projet du Royaume d'Arabie Saoudite d'utilisation de la viande Hady et Adhahy, auquel participe la BID, conjointement avec d'autres organismes spécialisés relevant des autorités saoudiennes. La viande sacrifiée sous forme de Fidyah sera distribuée aux musulmans pauvres du Haram. La BID se chargera, par ailleurs, du transport par air, mer ou terre, selon le cas, de la quantité de viande excédentaire provenant d'autres formes de sacrifices. Cet excédent sera destiné aux musulmans pauvres ou réfugiés en Jordanie, au Pakistan, au Bangladesh, au Burkina Faso, au Tchad, en Gambie, à Djibouti, au Sénégal, au Soudan, en Syrie, au Sierra Leone, en Somalie, en Guinée Bissau, en Guinée Conakry, en Égypte, en Mauritanie au Mozambique, en Tanzanie aux îles Comores, au Kenya, au Liban, au Mali et au Niger.

L'achat des bons relatifs au sacrifice par procuration se fera à LA SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI.

Le Projet découle de la détermination du Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite à prendre toutes les mesures possibles et nécessaires qui facilitent la tâche des pèlerins dans l'accomplissement du pèlerinage.

A cause de l'encombrement observé à l'abattoir pilote d'Al-Moassim au cours du pèlerinage de 1403 H, rendant impossible la réalisation des bénéfices escomptés du Projet, il a été décidé de réserver cet abattoir pilote ainsi que d'autres abattoirs à tous ceux qui désirent accomplir le sacrifice par procuration dans le cadre du Projet. La mise en pratique de cette décision fut couronnée de succès lors des pèlerinages de 1404 H, 1405 H, 1406 H, 1407 H, 1408 H, 1409 H et 1410 H.

Chaque personne mandatée par un groupe de 30 pèlerins peut, en leur nom, accéder aux abattoirs mis au service du Projet et contrôler lui-même l'opération de sacrifice par procuration.

Le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite a tenu à ce que ces abattoirs soient équipés du matériel le plus moderne afin que l'utilisation de la viande soit rendue optimale.

Toute personne désirant recourir au sacrifice par procuration doit acquitter la somme de trois cent trente 330 Riyals saoudiens comme prix du mouton. Le paiement se fait auprès de la SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI qui, en contrepartie, lui délivre un bon d'achat. Lors de l'achat du bon, le pèlerin doit s'assurer qu'il a bien choisi le type de sacrifice qu'il désire faire : Hady, Fidyah, Adhahy ou Sadaqa. La vente des bons commence à partir de la date de la parution de la présente annonce. Le montant exigé du pèlerin pour l'achat du bon comprend le prix du mouton, une partie des coûts de l'abattage, d'écorchement, des services vétérinaires et de transport de la viande aux nécessaires.

500.000 bons ont été réservés à ces types de sacrifices. La vente prendra fin avec l'épuisement des bons. Nous invitons donc nos frères pèlerins désireux de recourir aux sacrifices Hady (Tamatou et Quiran) et Adhahy d'acheter le plus tôt possible le bon correspondant pour cette année.

La vente des bons, une fois rempli le formulaire relatif à l'autorisation de procuration, aura lieu à toutes les branches de LA SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI se trouvant dans toutes les villes du Royaume et notamment à La Mecque, Mina, Médine et à Jeddah.

FRANÇOIS LÉOTARD

Adresse au Président des Républiques françaises

LETTRE OUVERTE À FRANÇOIS MITTERRAND

« Un petit livre stimulant »
Georges Siffert/Le Figaro

« La charge est belle et noble »
D. Carton/Le Monde

« François Léotard a relevé le défi... Son livre réussit de talent »
Ph. Alexandre/RTI

QUAI VOLTAIRE

مكتبة الأمل

POLITIQUE

et les relations PC-PS

« Pour rassembler la gauche, il faut la prendre comme elle est... »

déclare M. Pierre Mauroy

M. Pierre Mauroy réunira mardi 18 juin le bureau exécutif du PS pour essayer de canaliser la grogne des parlementaires socialistes que mécontentent les décisions du gouvernement relatives au financement de la Sécurité sociale. En marge des travaux de l'Internationale socialiste, à Istanbul, le premier secrétaire du PS a confirmé, à propos de sa récente rencontre avec M. Georges Marchais, sa volonté de « rassembler la gauche ». Le secrétaire général du PCF, pour sa part, précisera sa position, vendredi soir 14 juin, au cours d'un meeting à Périgueux.

M. Roland Leroy, qui tenait, mercredi 12 juin, une conférence de presse pour présenter le programme de la prochaine fête de l'Humanité, a notamment déclaré : « Les communistes ne sont pas ce qu'on voudrait souvent qu'ils soient : ils ne sont ni des stalinistes bornés, sectaires, repliés sur eux-mêmes, autoritaires, ni des sociaux-démocrates abandonnant toute idée de révolution et sombrant dans le compromis de classe. Unitaires, rassembleurs, démocrates, ils sont les révolutionnaires modernes de notre temps ».

Selon M. Pierre Mauroy, M. Georges Marchais serait pourtant le premier à se plaindre de la pression exercée actuellement, à l'intérieur du PCF, par certains jeunes « gardes rouges », adhérents de fraîche date pour la plupart, qui se montrent allergiques à toute tentative de rapprochement avec les socialistes. Le premier secrétaire du PS en a fait la confidence aux émissaires du Parti démocratique de la gauche italienne - l'ancien PCI - venus à Istanbul, au début de la semaine, pour préparer leur adhésion à l'In-

ternationale socialiste. Leur racontant son déjeuner du 6 juin avec M. Marchais, M. Mauroy a souligné qu'il comprenait d'autant mieux le souci du secrétaire général du PCF qu'il lui arrive d'être confronté à ce genre de militant communiste à l'intérieur même de son conseil municipal lillois.

Le premier secrétaire du PS a profité des contacts qu'il a eus avec la presse, au cours de cette réunion, pour préciser sa démarche : « Vingt ans après, nous devons nous inspirer d'Epinay pour parvenir à la réunion de toute la gauche. Et pour rassembler la gauche, il faut la prendre comme elle est, dans toutes ses variantes, sans poser aucun problème idéologique ».

« Marchais m'a dit : tu verras, nous avons changé, tu seras étonné », a indiqué M. Mauroy. Je lui ai dit qu'il fallait en donner des preuves, mais que, de mon côté, je voulais rencontrer aussi ses contestataires et en particulier mes anciens ministres, Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigou...

M. Mauroy, qui s'est engagé dans cette entreprise avec l'accord de M. François Mitterrand, souhaite obtenir en particulier la participation des animateurs du mouvement Refondations au « colloque de rassemblement » dont il a suggéré l'organisation à l'automne. Ceux-ci préconisant une démarche en rupture avec les mécanismes politiques traditionnels et leurs logiques électorales, il paraît peu vraisemblable que M. Fiterman et ses nouveaux compagnons de route adhèrent au schéma du secrétaire du PS, mais cela n'empêche pas leur participation, dit-on dans leur entourage, à titre personnel ou en qualité de... militants politiques.

A. R.

A l'Assemblée nationale

L'opposition estime que l'« effet Cresson » est révolu

M^{me} Edith Cresson et les membres de son gouvernement ont été encouragés par le président de la République, mercredi 12 juin, au cours de la réunion du conseil des ministres, à « éclairer l'opinion des Français avec vigueur, clarté et simplicité ». Les députés de l'opposition, le même jour, après la séance des questions au gouvernement, jugeaient que le premier ministre avait déjà perdu l'avantage que lui donnait la surprise de sa nomination.

Haro sur le premier ministre ! Le jugement des députés de l'opposition, après une séance des questions boulesse, mercredi, était lapidaire et définitif. Les consignes de modération et de retenue prodiguées par M. Valéry Giscard d'Estaing lors de la nomination de M^{me} Cresson à Matignon étaient oubliées. « Il n'y a plus de premier ministre ! Mitterrand est entré directement et personnellement dans l'arène. L'effet politique et médiatique de M^{me} Cresson s'est dilué en quelques jours », affirmait M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire). « Le fusible Cresson a déjà sauté ! » assurait M. Philippe Séguin (RPR, Vosges). « Le nouvel élan est derrière elle », ajoutait M. Christian Bergelin (RPR, Haute-Saône), en qualifiant de « nulle » la réponse de M^{me} Cresson à M. Chirac.

« La men-table ! » martelait M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines), en regrettant que le premier ministre n'ait pas cherché à « élever le débat ». Au passage, comme de nombreux députés de l'opposition, M. Pinte mettait en cause le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius, accusé d'avoir laissé s'embourber le premier ministre avant de « tenter de sauver la face » en intervenant une fois l'hémicycle totalement enflammé. « M^{me} Cresson donne l'impression de ne plus tenir la barre. Le gouvernement est devenu un bateau ivre. Dans ce climat, elle va avoir beaucoup de mal à tenir jusqu'aux législatives ».

insistait M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines). Il ajoutait toutefois, à la décharge, du premier ministre : « Il est vrai que M. Rocard lui a laissé une situation explosive ».

« Rendez-vous Rocard »

« Elle a désespéré tout le monde, y compris ses amis. Je ne comprends pas qu'on ne lui ait pas appris à faire une réponse brève, qui la mette en valeur, plutôt que de s'enfermer dans une réponse longue et pointilliste », confiait M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne), avant d'aller le dire directement au premier ministre, élue du même département que lui et qui était assise sur une des banquettes carmin des couloirs du Palais-Bourbon. « Rendez-vous Rocard ! » clamait M. André Rossi (UDF, Aisne), ajoutant : « M^{me} Cresson s'est muée en secré-

taire d'Etat à la ville, ce n'est pas son rôle ».

« Elle pédale dans la choucroute. Vraiment, elle ne domine pas la situation. Elle s'est trompée de réponse et d'enceinte », enchaînait M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle), avant d'aller assister à la 41^{ème} célébration solennelle de l'entente UDF-RPR. « C'est une atmosphère de fin de règne. Les militants socialistes déchirent leur carte à la télévision [allusion à une scène filmée lors de la manifestation des médecins, le 11 juin] et la police lui tourne le dos. Pourrait-elle tenir deux ans ? Mitterrand a sorti son joker trop tôt », estimait M. Olivier Dassault (RPR, Oise).

La vivacité des critiques faites à M^{me} Cresson serait-elle, en partie, le fruit d'un « machisme » centré ces dernières semaines ? La question a été posée à plusieurs reprises dans les couloirs de l'As-

semblée. M^{me} Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) ne le croit pas : « Elle a été traitée comme n'importe quel premier ministre. Si nous, les femmes, nous voulons l'égalité, il faut l'accepter, même si les hommes politiques, en fait, perdent leur courtoisie ». Pourtant, à la réflexion, M^{me} Bachelot observait que c'est souvent d'une « bouche gourmande » que tous les hommes qui peuplent les enceintes politiques pronostiquent « l'échec » de M^{me} Cresson. Peut-être avait-elle entendu ce propos du toujours gaillard Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), « catastrophé » par la réponse de M^{me} Cresson : « C'est une brave femme. Elle ferait mieux de rester à la maison ».

PIERRE SERVENT

Le gouvernement remet en chantier la répartition des sièges dans les conseils régionaux

Le gouvernement avait l'intention de modifier la répartition des sièges dans les conseils régionaux. Un projet de loi avait été préparé dans ce sens et le conseil des ministres du mercredi 12 juin devait l'adopter (nos premières éditions datées 13 juin). Mais, au cours du conseil, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a expliqué qu'il fallait procéder à quelques ajustements et a donc retiré son projet.

Pourtant, ce texte ne faisait qu'appliquer quelques règles mathématiques puisque le gouvernement de M. Michel Rocard avait renoncé à modifier substantiellement le mode d'élection des conseils régionaux. En effet, la loi de juillet 1985, qui avait institué l'élection de ceux-ci au scrutin proportionnel de listes départementales, avait prévu que la répartition des sièges des conseils régionaux serait revue après chaque recensement général de la population. Le texte proposé ne faisait que tirer les conséquences de cette obligation.

Le nombre de conseillers de chaque région n'était pas modifié : la règle simple, appliquée en 1985, était maintenue : chaque assemblée régionale comprend un nombre de membres égal à celui des parlementaires élus dans la région, multiplié par deux, plus un siège, afin que ce soit un nombre impair : il n'y avait eu que deux exceptions et elles étaient maintenues : le Limousin, qui aurait eu un conseil trop mégrichon et l'île-de-France, qui aurait eu un conseil trop important. La répartition entre les départements accordait à chacun un siège de base, les autres étant distribués au prorata de leur population.

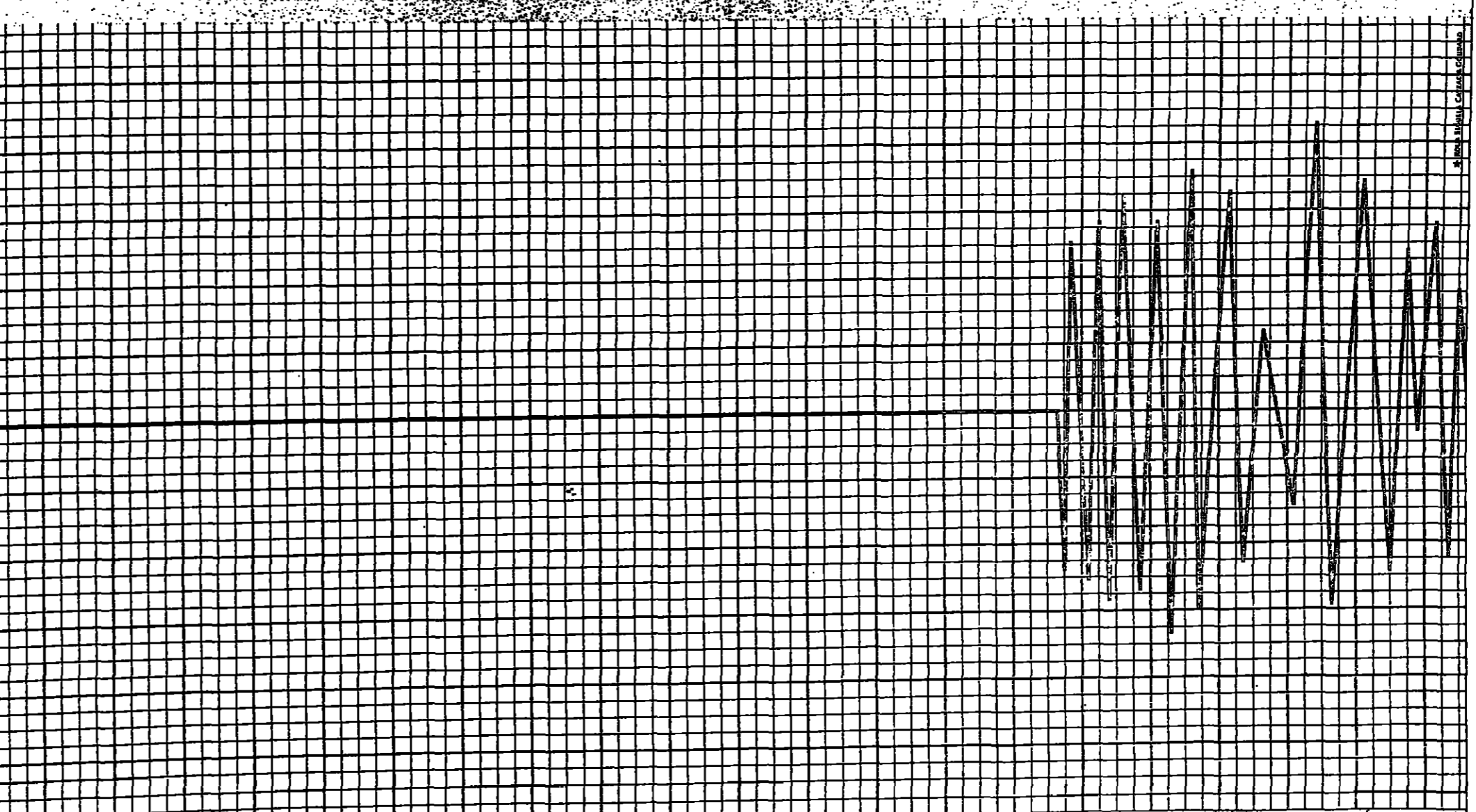
C'est cette seule répartition que l'on envisageait de modifier, afin de tenir compte du recensement de 1990. Cela ne changerait rien dans six régions (l'Alsace, l'Auvergne, la Franche-Comté, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et les Pays de la Loire). Mais ailleurs, dix-huit départements gagneraient un siège et trois bénéficieraient même de deux

places supplémentaires. En revanche, dix-neuf départements perdraient un siège, les Bouches-du-Rhône en étant même privées de deux et Paris de trois.

Cela n'avait, évidemment, pas plus aux victimes, et tout particulièrement aux Parisiens. Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, qui, longtemps, avaient dirigé la fédération du PS de la capitale, étaient particulièrement amers, d'autant que, dans le sommet de la liste mise au point par celle-ci pour les élections de mars prochain, ils avaient dû laisser les premières places à MM. Pierre Joxe (fabusien), Jean-Marie Le Guen (jospiniste) et Tony Dreyfus (rocardien), un des leurs n'arrivant qu'en quatrième position. Est-ce seulement cette difficulté locale qui a empêché l'approbation par le conseil des ministres du projet préparé par M. Marchand ?

THIERRY BRÉHIER

AVEC UN ESPRIT CRÉATIF, LES SOLUTIONS SONT AUTREMENT PLUS EXCITANTES !



L'essence d'un grand groupe industriel comme Matra, c'est de savoir marier l'ingénierie et l'intuition créative, trouver les solutions originales pour relever les défis technologiques de demain. Le choix technologique avancé est fait par Matra pour le radiotéléphone numérique pan-européen (CSM) est un exemple de cette capacité d'anticipation créative qui fonde la réussite du groupe sur les créneaux les plus porteurs. Dans nos métiers s'appuyant sur une forte base technologique commune, l'Espace, la Défense, le Transport, l'Automobile ou les Télécommunications, les réalisations de Matra témoignent dans le monde entier.



HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE



POLITIQUE

Assemblée nationale : assurée que les communistes ne voteront pas la censure

M^{me} Cresson a engagé la responsabilité de son gouvernement sur les économies budgétaires

C'est à 3 h 30, jeudi 13 juin, que, pour la première fois depuis sa nomination, il y a un mois, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a engagé la responsabilité de son gouvernement, au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre éco-

nomique et financier. Dès ce moment, l'opposition disposait d'un délai de vingt-quatre heures pour déposer, comme elle en a manifesté l'intention, une motion de censure, à laquelle le groupe communiste ne s'associera pas. « Il n'y a rien à attendre de bon des manœuvres démagogiques de la droite

autour de sa motion de censure, que les députés communistes ne voteront pas, car ils ne veulent en aucun cas cautionner ses magouilles politiciennes », a notamment affirmé M. André Lajoinie pour expliquer l'attitude de son groupe.

Au terme du débat, M^{me} Cresson a

exposé, dans une brève déclaration, la démarche du gouvernement face au ralentissement de la croissance économique : « Il n'est pas d'autre méthode que de ramener progressivement les dépenses à un niveau plus conforme à l'évolution des recettes. » Puis elle ajouta qu'il était nécessaire « que,

dans les circonstances difficiles que nous rencontrons, le Parlement sache faire taire les revendications catégorielles et résister aux groupes de pression pour ne faire prévaloir qu'une seule considération : l'intérêt général. »

Le scénario était connu d'avance. Devant l'opposition conjuguée des groupes RPR, UDF, UDC et PC, voire les réticences d'une bonne partie du groupe socialiste, le gouvernement n'avait pas de majorité pour faire adopter, en première lecture, son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). Il usait donc de la procédure du 49-3, prévue par la Constitution, à laquelle l'opposition répliquait par une motion de censure, qui, elle-même, ne serait pas votée.

Peu après la séance des questions au gouvernement, mercredi 12 juin, M. André Lajoinie a exposé, en effet, l'attitude du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « La droite, pourtant d'accord avec les directives de l'Europe de 1993 au nom des

quelles les mesures sont prises, annonce qu'elle va déposer une motion de censure. Il s'agit là d'une piètre manœuvre, témoin de son hypocrisie et de son double langage, puisqu'elle prétend s'opposer d'un côté à ce qu'elle soutient de l'autre. [...] On voit donc qu'il n'y a rien à attendre de bon des manœuvres démagogiques de la droite autour de sa motion de censure, que les députés communistes ne voteront pas, car ils ne veulent en aucun cas cautionner ses magouilles politiciennes. »

Faute de vrai suspense, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a donc imposé d'emblée la réserve du vote sur l'ensemble des quarante et un articles et des quelque cent soixante-dix amendements du projet. Et il ne restait plus, dès lors, pour la cinquantaine de

députés présents dans l'hémicycle, qu'à s'opposer sur l'heure du dépôt du 49-3 devant l'Assemblée nationale. Ce fut M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) qui, le premier, laissa percer son impatience : « Je me demande à quel jeu grotesque nous jouons ! Nous discutons de façon surréaliste, car aucun vote ne vient sanctionner nos propos. Cessons ces palinodies, car nous perdons du temps. »

Il s'ensuivit un curieux marchandage. « Je suis à la disposition de l'Assemblée », répondit M. Charasse. La discussion demeura ouverte. Je ne prendrai pas l'initiative de la clore, sauf si l'Assemblée me le demande. Le président de séance, M. Pascal Clément (UDF, Loire), sembla venir à la rescousse : « L'indique à l'Assemblée que si elle veut mener la discussion jusqu'à son terme, elle ira jusqu'au petit matin. » « Si [celle-ci] doit continuer sans vote, je préfère que le 49-3 intervienne un peu plus vite et qu'on en finisse avec ces singeries », ajouta M. Gilbert Gantier (UDF, Paris). Mais au grand dam des députés pressés d'en finir, et à la demande du PC et du RPR, le débat put finalement reprendre dans la soirée.

Soucieux de dégager un maximum de recettes, le ministre du budget n'a d'ailleurs guère fait de concessions tout au long de cette discussion. La principale devrait toutefois permettre de satisfaire bon nombre d'élus locaux : le gouvernement a accepté de ne pas abaisser les taux plafonds de la taxe locale sur l'électricité, solution qu'il avait imaginée à l'origine pour compenser l'application de la TVA à cette taxe. La suppression de cette mesure, qui était réclamée, notamment par le groupe socialiste, aura pour conséquences de ne pas épuiser les ressources des collectivités locales, mais aussi de peser sur l'indice des prix.

« Je m'en vais »

Un second amendement du gouvernement, déposé tardivement et instituant un prélèvement, au profit de l'Etat, sur les dividendes de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), provoqua un nouvel incident entre MM. Alphandéry et Charasse. Président de la commission supérieure de la CNP, le député centriste n'en avait pas été prévenu. « Je n'ai pas à rendre de comptes. Je m'en vais ! » s'est alors emporté le ministre du budget en

Victoire du PS sur la taxe d'habitation

Les députés socialistes n'ont ainsi obtenu qu'une seule vraie victoire face à celui qui fut le secrétaire général de leur groupe avant 1981. Grâce à l'intervention personnelle du premier ministre, ils ont obtenu gain de cause sur la réforme de la part départementale de la taxe d'habitation. Déjà adoptée en première lecture le 1^{er} juin 1990, puis « gelée » en raison de l'opposition du ministre des finances, cette réforme prévoit d'asseoir, dès le 1^{er} janvier prochain, la part départementale de la taxe d'habitation, non plus sur la valeur locative du logement, mais sur les revenus de ses occupants.

Dans cette affaire, chacun a pris les responsabilités qu'il croyait devoir prendre, a expliqué, de mauvaise grâce, M. Charasse. Le groupe socialiste a maintenu son idée de départ. J'espère qu'il ne laissera pas le gouvernement seul, lorsqu'il faudra bien donner les explications nécessaires aux contribuables et aux élus locaux. C'est au moment où s'achevait la discussion de cet article-dé, peu après 3 heures du matin, et en prenant bien soin de ne pas interrompre l'orateur qui s'exprimait — M. Jean Tardito (PC, Bouches-du-Rhône) — que le premier ministre a fait son entrée

dans l'hémicycle. « Contrairement à toutes les prévisions, le retournement du cycle de croissance économique dont bénéficiaient les pays occidentaux depuis 1985-1986, a été de grande ampleur, a affirmé M^{me} Cresson. Les conséquences de cette situation sur nos finances publiques sont mécaniques : un point de croissance en moins représente 12 milliards de pertes de recettes pour l'Etat. Plutôt que de « laisser filer le déficit budgétaire » et de « pénaliser l'investissement »

ou d'augmenter les impôts, le gouvernement a choisi d'ajuster sans délai les dépenses à l'évolution des recettes.

Sans craindre les réactions d'hostilité qui pourraient découler de ce choix, le premier ministre a conclu : « Le présent projet de loi est un élément de la politique d'adaptation à l'évolution de la conjoncture que mène le gouvernement. Il répond aux impératifs de l'heure. »

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales dispositions du projet

Le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier comporte, comme son nom l'indique, un ensemble de mesures hétérogènes, qui visent à promouvoir la croissance de l'Etat, à réduire les dépenses de l'Etat, à augmenter les recettes supplémentaires à l'Etat. D'autres économies, d'un montant voisin de 6 milliards de francs, doivent être prises par voie réglementaire.

Un premier train de mesures découle de l'harmonisation des législations européennes, qui entraîne une extension du champ d'application de la TVA ou l'augmentation de ses taux, notamment pour les œuvres d'art originales, les ventes aux enchères publiques de pierres précieuses ou d'objets, les droits d'auteurs, la distribution d'eau, les commissions des agences de voyage, les produits de l'horticulture et de la sylviculture, la cession de terrains à bâtir, à l'exclusion de ceux qui sont destinés à la construction

de logements sociaux. La réforme, à compter de 1992, de la part départementale de la taxe d'habitation, introduite par un amendement du groupe socialiste, aura des conséquences directes pour de nombreux ménages. Selon les simulations des services des finances, près de trois millions de contribuables, qui paient actuellement la taxe d'habitation, seront exonérés de la part départementale, dès lors que celle-ci sera calculée sur les revenus, et neuf millions de foyers, qui paient moins de 10 000 francs d'impôt sur le revenu, devraient voir leur impôt local diminuer. En revanche, la réforme pourrait pénaliser les couples qui vivent maritalement ou les jeunes gens qui demeurent chez leurs parents. Le nombre des nouveaux contribuables est évalué à plus de huit cent mille personnes.

J.-L. S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DEPUIS 1848

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 1991

L'assemblée générale des actionnaires du Comptoir des entrepreneurs a adopté à l'unanimité toutes les résolutions qui lui étaient soumises, notamment celles touchant à l'affectation des résultats et à l'option qui est offerte aux actionnaires de toucher leur dividende 1990 en actions, ainsi qu'à la nomination de trois nouveaux administrateurs et d'un censeur qui viendront renforcer une représentativité déjà forte du Conseil d'administration du fait des hautes personnalités qui le composent (nouveaux administrateurs : la Delfa Bank, banque allemande, représentée par M. Thilo Köpfer, président du directoire ; M. Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment ; M. Jean-Claude Jammes, président de la SAE ; nouveau censeur : M. Yves Mansion, directeur général des AGF). A l'occasion de l'assemblée générale, M. Jean-Jacques Piette, président du Comptoir des entrepreneurs, a rappelé les points forts de la stratégie de l'entreprise, les principales caractéristiques de l'exercice 1990 et les perspectives pour 1991.

LE NOUVEAU COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'ouverture du capital social en décembre 1990 vers des secteurs économiques porteurs — le bâtiment avec l'entrée de la SAE, de la SOE, du groupe BOUYGUES et l'international avec l'entrée de la Delfa Bank — permet désormais au Comptoir des entrepreneurs de poursuivre sa diversification tant en France qu'à l'étranger. Un nouveau plan d'entreprise, établi sur les bases d'un actionariat complètement modifié, a été mis en place pour la période 1991-1995. Il définit trois axes stratégiques majeurs pour le Comptoir : développer l'activité de financement des entreprises de l'immobilier et du BTP, revitaliser les missions publiques afin de compenser la baisse des prêts aidés par l'Etat et accroître les interventions hors de l'Hexagone. Le principe d'action du plan d'entreprise est la recherche d'une meilleure rentabilité, de manière non seulement à améliorer les résultats et la capacité d'autofinancement du Comptoir, mais également la rémunération de ses actionnaires. Le plan d'entreprise a été complété par une refonte totale de la convention collective du travail qui définit les nouvelles bases des relations sociales axées sur les performances de chacun, gage d'une forte motivation de l'ensemble du personnel à la réussite du plan. Enfin, le désir de mieux communiquer et de faire connaître les ambitions du Comptoir ont amené à adopter un nouveau logo, que souligne une devise en forme de challenge : « L'audace de l'entrepreneur, l'expérience du financier de l'immobilier. »

BILAN 1990

L'exercice 1990 n'a évidemment pas été influencé par cette « nouvelle donne », qui produira ses premiers effets dès 1991. Globalement, le bénéfice d'exploitation de 1990 a été satisfaisant (52,6 millions de francs), en dépit d'une forte réduction de l'activité et des résultats du secteur public. Cette performance a pu être réalisée grâce à l'accélération du redéploiement des activités privées vers les secteurs professionnels, à la stabilisation du coût moyen des ressources malgré l'évolution des marchés, à la maîtrise des charges générales d'exploitation et à la stabilisation du niveau des pertes et des provisions. Le montant du dividende qui a été approuvé par l'assemblée des actionnaires permet de maintenir le revenu global par action à 10,50 F, soit un dividende net de 7 F après impôt déjà payé au Trésor.

PAIEMENT DU DIVIDENDE 1990 EN ACTIONS

Pour la première fois, la possibilité d'un paiement du dividende en actions est proposée aux actionnaires du Comptoir. L'option pour le paiement en actions s'exercera du 31 mai au 1^{er} juillet 1991 inclus. Le prix d'émission des actions distribuées en paiement du dividende a été fixé à 179 F, montant qui correspond, conformément à la loi, à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'assemblée générale du 23 mai, diminué du dividende net de 7 F. Les actions nouvelles remises en paiement du dividende porteront jouissance du 1^{er} janvier 1991. Les actionnaires du Comptoir pourront exercer leur option auprès des intermédiaires agréés, gestionnaires de leurs comptes de titres. Les sommes revenant aux actionnaires qui opteront pour le versement du dividende en numéraire seront mises en paiement après l'issue de la période d'option, soit le 8 juillet 1991.

PERSPECTIVES 1991

Au vu de la situation de l'activité et des résultats du premier trimestre, l'exercice 1991 s'annonce favorablement. La baisse des conditions de refinancement sur les marchés financiers depuis le début de l'année a déjà permis un redressement significatif des marges sur les opérations nouvelles et sur les encours. Dans les secteurs professionnels où le Comptoir intervient, le rythme d'activité devrait être supérieur à celui enregistré l'exercice précédent. Comme en 1990, la politique rigoureuse mise en place pour contrôler l'évolution des risques-clientèle et des coûts de gestion sera poursuivie. Elle permettra d'atténuer significativement les effets défavorables qu'entraînera encore en 1991 la baisse d'activité du secteur public sur le niveau global des résultats. Les perspectives sont encourageantes et permettent d'envisager, dans les toutes prochaines années, une politique de distribution plus favorable.

La charge de M. Charasse contre les collecteurs du « 1 % logement »

A l'appui de sa décision de réduire de 0,65 % à 0,45 % la participation des employeurs à l'effort de construction, le « 1 % logement », le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, s'est livré à une charge vigoureuse contre les comités interprofessionnels du logement (CIL). Se référant à une enquête de l'inspection générale des finances, effectuée auprès de dix CIL — parmi lesquels ceux de Lyon, Mulhouse, Nantes et plusieurs comités de la région parisienne —, le ministre a relevé que le coût de la gestion de la collecte du 1 % avait augmenté de 38 % entre 1987 et 1989. M. Charasse a dénoncé des hausses de salaire excessives, jusqu'à 23 % en deux ans, alors que le taux de salaire moyen n'a augmenté que de 10,2 % pendant la même période.

Les CIL favorisent les grandes entreprises au détriment des PME, privilégiant la dimension commerciale et oubliant la dimension de service aux entreprises et à leurs salariés, a poursuivi le ministre. Dans tous les CIL vérifiés, il a été trouvé des dossiers de prêts accordés soit aux salariés des CIL, soit à leurs dirigeants, présentant des irrégularités. Des prêts à des conditions avantageuses ont été

consentis à des cadres supérieurs prescripteurs de la cotisation 1 % ou à des fonctionnaires de la direction départementale de l'équipement. Il a encore cité le chiffre de 785 000 francs comme salaire annuel moyen de certains cadres de ces organismes, et la souscription d'une assurance invalidité-décès, souscrite en faveur d'un président de CIL, pour un capital compris entre 5 millions et 8 millions de francs.

Ponctuant chacun de ces exemples d'un « Dormez tranquilles, mal-logés, on s'occupe de vous ! », M. Charasse a fait état de « détournements de fonds au détriment du logement des salariés ». Après avoir suggéré aux députés de réclamer eux-mêmes une enquête à la Cour des comptes sur les organismes collecteurs du 1 %, le ministre délégué au budget a affirmé qu'à titre personnel, il est prêt à proposer une réforme instituant un départementalisation du système de collecte et confiant éventuellement à l'URSAF la tâche de percevoir les cotisations des employeurs.

J.-L. S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque

OUVERTURE AU PUBLIC DE LA SICAV « NOUVELLE EUROPE »

Cette SICAV a été créée le 26 avril 1991 par LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE avec deux partenaires, la banque allemande SAL OPPENHEIM et la banque autrichienne GEBRÜD. GUTMANN.

« NOUVELLE EUROPE » investira sur les marchés boursiers européens qui offriront les meilleures opportunités dans le cadre de la création du marché unique en 1993.

La SICAV bénéficiera aussi de l'expérience de l'équipe de privatisation de LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE, classée au quatrième rang mondial dans ce secteur d'activité.

L'ouverture au public se fera le 17 juin prochain. Les souscriptions sans frais se feront du 17 juin 1991 au 28 juin 1991 inclus.

La création de cette SICAV reflète la volonté de LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE de concentrer ses efforts sur les marchés financiers européens.

Le Conseil d'Administration actuel de la SICAV est le suivant :

Président-Directeur Général : Baron Alfred Von Oppenheim, Président, Banque Sal Oppenheim (Allemagne).
Vice-Président-Directeur Général : M. Michael Stam, Directeur Adjoint, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.
Administrateurs : La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Banque Gebrü. Gutmann Nig (Autriche), Banque Sal Oppenheim (Allemagne), ACOGEBIR, CAVAMAC, LE CONTINENT ASSURANCES, GENERALI FRANCE, LA MONDIALE, Pierre Palasi - La Compagnie Financière, Daniela Da Prato - La Compagnie Financière.
Gestion de la SICAV : M^{me} Claire Rodrigue, Directeur Général.

La Continuité dans la performance (Source Micropal au 30.04.1991 sur 5 ans)

Catégorie	Nom de la SICAV	Classement
Actions Internationales	Saint-Honore Bio-Alimentaire	2 ^e sur 56 SICAV
Actions Internationales	Saint-Honore PME	6 ^e sur 56 SICAV
Actions Pacifique	Saint-Honore Pacifique	5 ^e sur 13 SICAV
Court terme sensible	Saint-Honore Rendement (depuis fin 1990)	8 ^e sur 39 SICAV
Court terme monétaire	Saint-Honore Sécurité (depuis 5 mois)	35 ^e sur 165 SICAV

Pour tous renseignements : Madame Claire Rodrigue, Tél. : 40-17-23-46/Fax : 40-17-24-27 Monsieur François des Robert : Tél. : 40-17-24-47/Fax : 40-17-24-27

Marilyn : *la nuit où Kennedy la laissa mourir.*

L'homme qui sait tout raconte les secrets de la V^e République.

Etes-vous romantique ? Test

Fait divers : Marlène F. coupable ou innocente ?

Renaud *ne veut pas laisser béton.*

L'AUTRE JOURNAL

Nouvelle formule

N°13-30F

SOCIÉTÉ

Les mesures pour prévenir un « été chaud »

Le gouvernement débloque 140 millions de francs pour les policiers et les jeunes des banlieues

Un comité interministériel s'est réuni, mercredi 12 juin autour de M^{me} Edith Cresson, pour adopter une série de mesures d'urgence concernant les banlieues. Les uns ont pour but de calmer la grogne des policiers, les autres devraient faire tomber la fièvre de certains jeunes en leur proposant des occupations pour l'été.

Au chapitre du maintien de l'ordre, le premier ministre a été sensible au désarroi des policiers se plaignant de ne pas avoir reçu de directives. M^{me} Cresson doit réunir les préfets « dans les jours qui viennent » pour leur donner des instructions claires. Elle pourra leur annoncer que 1 000 gardiens de la paix, actuellement en formation, seront affectés cet été dans les commissariats des grands ensembles et que leur encadrement sera renforcé. Le même dispositif utilisant des gendarmes auxiliaires sera mis en place dans les quartiers où la sécurité est assurée par la gendarmerie.

A plus long terme, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, s'est engagé à instaurer l'« été chaud » dans une quarantaine de quartiers chauds d'ici à fin 1992. Ces patrouilles, coûteuses en effectifs, nécessiteront la création de 700 postes supplémentaires. Une campagne sera lancée incitant les jeunes banlieusards effectuant leur service militaire à devenir policiers auxiliaires. On les encouragera ensuite à rester sous l'uniforme en leur offrant des contrats dits de « service long », l'objectif final étant de les intégrer dans la police nationale.

Il a été également convenu que non seulement les inégalités d'effectifs dont se plaignent les policiers de grande banlieue seront corrigées, mais que ces derniers bénéficieront d'avantages de carrière, comme les fonctionnaires civils, s'ils acceptent de rester en poste au moins durant trois ans.

Enfin, une dizaine de « maisons de justice », comme il en existe déjà, proches des cités difficiles, à Pontaise et à Lyon, seront ouvertes dans des espaces mis à disposition par les collectivités locales. Ces « maisons de justice » seront créées grâce à la collaboration du ministère de la ville et au soutien financier des collectivités locales. Elles sont destinées à traiter les petits conflits, et se verront adresser par les parquets certains petits délinquants. On y trouvera aussi des médiateurs, les représentants d'associations d'aide aux victimes, et on y informera les citoyens de leurs droits. Les frais entraînés seront assimilés aux frais de justice.

Activités estivales

La seconde série de mesures se donne pour objectif d'offrir aux jeunes des grands ensembles dont on redoute l'oisiveté durant les mois d'été des occasions de se dépenser autrement que dans des équipes sauvages. Les préfets des départements à problèmes qui, l'an dernier, avaient déjà reçu 25 millions de francs pour organiser des activités estivales touchant plus de 200 000 jeunes vont recevoir 10 millions de francs supplémentaires de manière à traiter cette fois 300 000 adolescents. De son côté, le ministère de la défense offrira dix-huit stages dont certains à l'École des sports de Fontainebleau. Trois cents jeunes pourront en bénéficier. Le ministère de la jeunesse et des sports lancera un concours dans les banlieues et ouvrira aux équipes les installations sportives universitaires. L'une des plus grosses opérations portera sur l'aménagement de 500 mini-terrains de sports implantés au sein même des cités.

Une centaine d'ateliers d'initiation artistique ainsi qu'un nombre équivalent de concerts et de manifestations culturelles seront financés et parrainés par le ministère de M. Jack Lang. Le Centre na-

nal des jeunes agriculteurs s'est engagé à faire recevoir près de 4 000 adolescents des grands ensembles dans des familles rurales. Trois cents jeunes pourront être pris en charge par l'Office national des forêts, qui les affectera à la surveillance de certains massifs. Des organisations non gouvernementales d'aide au tiers-monde proposent d'envoyer pour un mois, cet été, une centaine de volontaires dans les pays du Sud sahariens.

Dans les treize départements les plus difficiles, un fonds d'aide aux petits projets élaborés par les jeunes sera mis en place. Il sera géré par la Fondation de France et doté de 5 millions de francs de crédits. A plus longue échéance il est prévu d'affecter dans les quartiers « chauds » un certain nombre d'appelés du contingent, recrutés sur la base du volontariat. Au

En région parisienne

Création d'une cellule de coordination des effectifs policiers

La création d'une cellule de coordination des effectifs policiers de la région parisienne a été annoncée par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, mercredi 12 juin, aux préfets des départements de la région Ile-de-France. Cette cellule sera en permanence à la disposition des préfets, afin de mieux réagir aux événements pouvant survenir dans les banlieues. Composée de commissaires placés auprès du directeur général de la police nationale, elle autorisera l'envoi des effectifs de CRS nécessaires au maintien de l'ordre, y compris d'un département à l'autre, ainsi que le recours à des « interventions immédiates » dans le cadre des « consignes de fermeté » données aux services, a expliqué le ministre aux préfets.

nombre de plusieurs centaines, espère-t-on, ils iront renforcer les équipes de travailleurs sociaux et d'animateurs déjà en place.

Enfin, dans les semaines qui viennent, le ministère du travail devrait prendre une initiative originale pour encourager les jeunes banlieusards à effectuer des stages de formation professionnelle. Les candidats seraient conseillés et suivis par des « tuteurs » recrutés par les organisations syndicales.

La plupart de ces mesures étaient déjà à l'étude au sein de la petite équipe qui entoure M. Michel Delebarre, le ministre de la ville. Les événements de Mantes-la-Jolie ont précipité leur bouclage administratif et le déblocage des crédits qui en permettront la concrétisation sur le terrain. Au total, les sommes supplémentaires ainsi mises à la disposition des banlieues atteignent près de 140 millions de francs.

MARC AMBROISE-RENDU

Inculpation du conducteur de la voiture qui a tué la policière de Mantes-la-Jolie

Le Marocain de dix-huit ans qui conduisait la voiture volée ayant mortellement blessé une gardienne de la paix de Mantes-la-Jolie, a été inculpé d'homicide volontaire, et écroué, mercredi 12 juin en fin de journée, par M. Patrick Desmaure, juge d'instruction au tribunal de Versailles. Deux autres Marocains de Mantes ont été inculpés et écroués : Mohammed Khadi, dix-huit ans, un des passagers de la voiture, et Abdelrahman Bondarri, dix-huit ans, présent dans le véhicule à bord duquel se trouvait la jeune Algérienne de vingt-trois ans tuée par un policier, peu après la mort de sa collègue, ont été inculpés de vol et de recel de véhicule, violences sur agents de la force publique, et dégradations.

SCIENCES

Les propositions de la commission internationale de protection radiologique

De nouvelles normes d'exposition aux rayonnements ionisants

La commission internationale de protection radiologique (CIPR) vient de publier ses nouvelles « recommandations générales » en matière de radioprotection. Elle propose d'abaisser sensiblement les doses limites d'exposition aux rayonnements ionisants pour les travailleurs du nucléaire et le public, mais, en contrepartie, de les appliquer avec beaucoup plus de « souplesse » dans les situations accidentelles.

A partir de quel seuil faut-il évaluer les populations en cas d'accident nucléaire ? « Cela dépend des circonstances », répond en substance la CIPR. Ce groupe d'experts internationaux, dont l'avis fait autorité en matière de protection du public et des travailleurs du nucléaire contre les effets de la radioactivité, vient d'introduire un concept nouveau dans ses dernières recommandations : l'« approche multidimensionnelle ».

Jusqu'à présent, seul l'aspect sanitaire intervenait pour la définition des mesures à prendre. L'exemple de Tchernobyl a montré, explique le docteur Henri Jammet, vice-président de la CIPR, que les effets pervers de certaines mesures comme les transferts de population ou la destruction de récoltes peuvent parfois avoir des conséquences plus graves que les risques radiologiques réellement encourus. Il convient donc de « tenir compte plus explicitement des aspects techniques, économiques et sociaux ».

L'« approche multidimensionnelle »

La CIPR propose, par ailleurs, des limites de doses sensiblement plus basses que celles de ses dernières recommandations, datant de 1977. La « limite de dose » passe de 50 millisieverts (mSv) (1) à 20 mSv par an en moyenne pour les travailleurs du nucléaire ; l'ancien seuil annuel de 50 mSv peut être atteint si la dose totale sur cinq ans ne

dépasse pas 100 mSv. Pour le public, la limite passe de 5 à 1 mSv par an, mais peut monter jusqu'à 5 mSv « dans des circonstances particulières ».

Les experts de la CIPR basent leurs travaux sur des enquêtes épidémiologiques portant sur les survivants des explosions nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki. A partir des informations ainsi obtenues il est possible d'évaluer, par extrapolation, les effets des faibles doses de radiations sur une population quelconque. Les seuils limites sont calculés de manière que les risques ne soient pas supérieurs, pour le public, à ceux encourus dans les transports en commun et, pour les travailleurs du nucléaire, aux risques professionnels des industries dites « sûres », comme celle de l'habillement.

Ces estimations sont susceptibles d'être remises en cause par de nouvelles données. L'apparition de cancers tardifs (estomac et colon) chez les survivants d'Hiroshima et Nagasaki et une meilleure définition des doses qu'ils ont reçues (le Monde du 4 octobre 1989) ont ainsi amené la CIPR à considérer que « certains risques associés aux rayonnements ionisants sont environ trois fois plus élevés » que ceux qui ont servi de base à ses recommandations de 1977. Les limites de doses ont donc été modifiées pour en tenir compte.

Les conséquences pratiques de ce changement devraient être limitées. La dose moyenne annuelle reçue par les ouvriers et les techniciens d'EDF est en effet de 2,2 mSv et les limites de dose, même ainsi révisées, sont très rarement atteintes en situation normale (2). Dans l'esprit de la CIPR, ces limites ne doivent donc pas s'appliquer automatiquement que dans les « situations normales ». En cas d'accident, en revanche, l'« approche multidimensionnelle » exige une mise en balance des bénéfices et des inconvénients que peuvent présenter les différentes mesures de protection des populations.

La CIPR ne parle donc plus, dans ce cas, de limites impératives, mais de « niveaux d'exemption » et de « niveaux d'intervention ». Au-dessus du niveau d'exemption, « les autorités doivent examiner la situation et définir des objectifs qui pourront donner lieu à des solutions adaptées ». Quant au niveau d'intervention, « il dépend du type de mesure appliquée ». On ne saurait être moins précis. Que Tchernobyl ait démontré l'intérêt d'une « approche multidimensionnelle » telle que l'entend la CIPR, c'est incontestable. Mais une réglementation trop floue risque d'ouvrir la porte à tous les dérapages.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) L'effet biologique des rayonnements est exprimé en sieverts (Sv), ou millisieverts (mSv). Baptisé « équivalent de dose », cet effet est calculé à partir de la dose absorbée, à laquelle on applique un correctif qui tient compte du type de rayonnement (plus ou moins dangereux selon les cas) et de la localisation du radio-élément ou du rayonnement incriminé dans le corps.

(2) A condition ne pas tenir compte du rayonnement naturel, provenant surtout du sol ou des rayons cosmiques, qui, en France, correspond à un équivalent de dose de 2 mSv par an en moyenne.

REPÈRES

CATASTROPHES

Nouvelles éruptions du volcan philippin Pinatubo

Aux Philippines, deux violentes explosions ont à nouveau secoué le volcan Pinatubo, jeudi 13 juin. Des panaches de cendres épais et autres débris volcaniques ont été projetés dans la haute atmosphère, à une altitude estimée à 25 kilomètres. Des fragments de ponces gros comme des balles de ping-pong sont retombés dans un rayon de plusieurs kilomètres et des cendres se sont abattues sur des villes et villages situés à plus de 20 kilomètres du volcan. Déjà les fortes pluies tombées dans la soirée du 12 juin, en se mêlant aux cendres, ont provoqué des coulées de boue qui ont descendu les pentes du Pinatubo. L'arrivée prochaine d'une tempête tropicale est redoutée. La population devrait évacuer la région située dans un rayon de 30 kilomètres autour du volcan. Les 300 000 habitants d'Angeles, ville située à une trentaine de kilomètres du Pinatubo, regardent le volcan avec inquiétude. — (AFP, Reuters).

MÉDECINE

Un projet de loi sur la bioéthique au premier trimestre 1992

M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, a annoncé jeudi 12 juin lors d'une conférence de presse qu'un projet de loi sur la bioéthique inspiré du rapport rédigé par Mme Noëlle Lenoir (le Monde des 11 et 12 juin) serait présenté en conseil des ministres au cours du premier trimestre 1992. Évoquant une « urgence législative », M. Sapin a précisé que ce projet aurait deux objectifs : pénaliser l'utilisation com-

merciale du corps humain, notamment dans le domaine des dons d'organes et de la maternité de substitution, et éviter « la justice individuelle, voire privée » lors du recours aux techniques d'emplois génétiques. Le débat sur la procréation médicalement assistée (PMA) reste, lui, « ouvert ». « Ce problème est plus délicat et plus complexe que les autres », a noté M. Sapin. Il paraît toutefois nécessaire d'affirmer deux principes : le respect d'une finalité exclusivement thérapeutique et la protection des enfants issus de ces techniques. »

SIDA

Un « vaccin thérapeutique » aux Etats-Unis

Les premiers résultats positifs obtenus avec un vaccin anti-sida viennent d'être publiés, aux Etats-Unis, dans le New England Journal of Medicine. L'essai, mené pendant vingt-sept mois, par l'équipe du docteur Robert Riedel, de l'Institut de recherche de la Walter Reed Army, a porté sur trente volontaires séropositifs. Le vaccin développé à partir d'une protéine de l'enveloppe du virus, la GP 160, par la société MicroGeneSys, a été administré à la moitié d'entre eux à raison de six injections pendant six mois, les autres n'ayant reçu que trois injections pendant quatre mois. Le vaccin a permis de renforcer les défenses immunitaires de dix-neuf personnes sur les trente qui l'avaient reçu, et le taux de lymphocytes T4 est resté stable pendant vingt-sept mois chez 90 % des personnes ayant reçu six injections. Ce « vaccin thérapeutique », qui ne concerne que les personnes déjà infectées par le virus du sida, fait l'objet d'un essai plus large qui devrait concerner 500 personnes sélectionnées dans l'armée américaine. — (UPI).

JUSTICE

Au conseil des ministres

Un projet gouvernemental engage l'institution judiciaire dans la voie de la départementalisation

Lors d'une communication au conseil des ministres du mercredi 12 juin, MM. Nallet et Sapin ont présenté un projet de modernisation de la justice, fondée notamment sur une départementalisation de l'organisation et de la gestion des services judiciaires.

La justice est sans doute l'une des dernières administrations françaises qui ne se soucie guère du cadre départemental. Son organisation territoriale, qui n'a pas été modifiée depuis 1958, repose sur une trame de cours d'appel, de tribunaux d'instance et de grande instance qui ne correspondent pas aux schémas départementaux. Une organisation de plus en plus adaptée : la plupart des partenaires institutionnels de la justice, notamment depuis la décentralisation, sont, eux, organisés au niveau départemental. Le ministère de l'Intérieur en a d'ailleurs tiré les conclusions l'année dernière en expérimentant une territorialisation des services de police dans cinq départements. Le ministère de la justice a donc décidé lui aussi de s'engager dans la voie de la départementalisation.

Gestion déconcentrée

D'ici au mois de juin 1992, la chancellerie étudiera une réforme de l'organisation judiciaire fondée sur le département, qui sera désormais l'échelon géographique pertinent de dialogue entre l'autorité judiciaire, les administrations de l'Etat et les élus, d'analyse des besoins, et de gestion des moyens. »

Un « tribunal départemental » chargé de la gestion déconcentrée de l'ensemble des implantations judiciaires sera donc créé dans chaque département. Dirigé par un

président et un procureur, il pourra comporter plusieurs entités disséminées dans le département. Le rôle d'animation des cours d'appel sera renforcé.

Ces tribunaux départementaux gèreront les crédits de fonctionnement déconcentrés, qu'il s'agisse du fonctionnement courant, de l'entretien immobilier ou de l'infomatique d'initiative locale. Une évolution importante : actuellement, la gestion budgétaire est confiée aux préfets de département, aux juridictions du premier degré pour le fonctionnement courant et l'entretien immobilier, et aux cours d'appel pour la gestion régionale concernant la rémunération des personnels vacataires, les dépenses informatiques, et les frais de déplacement. En 1992, cet équilibre sera donc modifié : les départements bénéficieront d'une autonomie de gestion accrue.

Dès 1991, de telles structures seront créées dans une dizaine de départements français. Des schémas directeurs d'équipement seront également mis en place progressivement dans l'ensemble des départements. Cette réforme devrait également avoir des conséquences dans le domaine de la répartition des contentieux : peu à peu, certains tribunaux pourraient ainsi acquérir des « spécialisations » modifiables au gré de l'évolution des besoins.

Cette réforme de l'organisation judiciaire comporte un second volet : la redéfinition des métiers du greffe. « L'aide à la décision », c'est-à-dire la préparation des décisions juridictionnelles — qui continueront à appartenir au magistrat — sera développée et le nouveau statut consacrera certains transferts de compétences du magistrat au greffier en chef, voire au greffier.

La mise en place de cette réforme, qui nécessite un renforcement des structures de l'administration centrale de la justice, s'ac-

compagnera de la création, à la chancellerie, d'une direction générale du droit. Disparaîtront alors les deux directions traditionnelles de la place Vendôme : celle des affaires civiles et du sceau, et celle des affaires criminelles et des grâces. Le ministère de la justice souhaite ainsi devenir, selon le mot de M. Nallet, « le conseiller juridique de l'ensemble du gouvernement ».

ANNE CHEMIN

FAITS DIVERS

Un ancien directeur de la prison de Nice assassiné par un motard

NICE

de notre correspondant régional

Un ancien directeur de la maison d'arrêt de Nice, M. André Beryziat, soixante-trois ans, a été assassiné en pleine rue commerçante, mercredi 12 juin, de deux balles de pistolet automatique de gros calibre. Vers 11 h 30, M. Beryziat traversait à pied un passage protégé à l'angle des rues Boyer et Barla, dans le quartier République-Garibaldi, lorsqu'une puissante moto a ralenti à sa hauteur. Le passager de l'engin a fait feu sur lui, une première fois, sous les yeux de nombreux passants. La balle, de calibre 11,43, lui a traversé la poitrine. L'agresseur est descendu ensuite de la moto pour achever sa victime, à terre, d'un second projectile dans la tête. Des témoins avaient eu le temps de relever le numéro de la moto. Mais celle-ci portait une fausse plaque d'immatriculation dans le département des Alpes-Maritimes. Entré dans l'administration pénitentiaire

en 1946, M. Beryziat, ancien sous-officier d'active né dans l'Ain, avait occupé divers postes à Mende, Nîmes et Douai avant de diriger la maison d'arrêt de Nice de septembre 1982 à mars 1984. Il avait terminé sa carrière comme adjoint au directeur régional de l'administration pénitentiaire à Marseille. Admis à la retraite, en juillet 1985, il avait choisi de se retirer à Nice, où il avait acquis un appartement.

A la maison d'arrêt de Nice, M. Beryziat a laissé le souvenir d'un directeur à poigne, aussi rigoureux avec le personnel qu'avec les détenus, dont il avait maté un début de mutinerie, peu avant sa mutation pour Marseille, en faisant appel aux forces de l'ordre. Les enquêteurs du groupe de répression du banditisme de la PJ de Nice privilégient la thèse d'un vengeance d'un ancien détenu récemment libéré. Le scénario de l'assassinat ainsi que l'arme utilisée semblent, en tout cas, désigner comme exécutants des malfaiteurs chevronnés.

G. P.

مكتبة الامم المتحدة



L'IMAGE D2 MAC. TANDIS QUE L'EUROPE DEMANDE ENCORE A VOIR, LA FRANCE PEUT DEJA REGARDER.

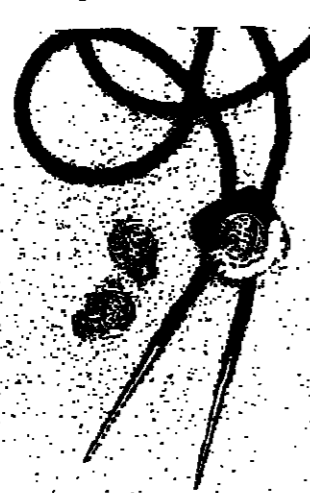
Alors Canal+ investit. Car si la norme de la télévision de demain n'est pas encore opérationnelle, qui veut se donner les moyens de l'avance technologique peut déjà profiter de ses avantages. Quand Canal+ annonce des profits, c'est pour les réinvestir dans la diffusion et la promotion de la nouvelle norme européenne. Chaîne de l'innovation, Canal+ propose dès aujourd'hui à ses abonnés le D2 Mac, étape intermédiaire vers la HDTV européenne. En effet, grâce au satellite TDF1 et au terminal DECSAT, les abonnés qui en font le choix peuvent maintenant recevoir les émissions de Canal+ en D2 Mac et profiter de l'image améliorée, de son stéréophonique et des premières émissions en format 16/9° pour ceux qui sont équipés d'un récepteur adapté.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

FÊTE DES PÈRES

JACQUES GAUTIER



Cravate-bijou « Mozart », médaille d'argent incrustée dans du cristal sur argent, boutons de manchettes : 1200 F
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-54-33

Chapo

Galerie CHAPO 3122, rue Saint-Jacques
75005 PARIS - Tél. : 49-51-06-70
34220 BORDES - Tél. : (01) 30-72-62-35
Livraison sur toute la France

Ça va être sa fête...

Costumes et vestes d'été, chemises voile suisse, chemisettes et polos 100 % coton, cravates, ceintures, etc.

Les meilleures griffes parisiennes choisies à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

du 13 au 15 juin

3 jours exceptionnels

chez

DORMEUIL

POUR LUI

Un grand choix de costumes, vestes, pantalons, réalisés dans les tissus DORMEUIL, mais aussi des chemises, chemisettes, pulls coton et cravates.

POUR ELLE

Notre collection de châles et une grande sélection de tissus féminins.

19, rue d'Uzès - Paris 2e - 40 26 52 24 - M° Bourse

Michel MULLER

DAUMESNIL

726 F
pour garder votre
FOURRURE
d'une valeur de 20 000 F
Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M° Daumesnil - ☎ : 43-43-11-98

MON père, ce héros au sourire si doux, c'est Victor Hugo qui rimait cela. Il avait raison. Un père doit être un héros et son sourire doit être doux. Héros ? Qu'il s'en charge ! Pour le sourire, c'est vous qui allez le lui donner, en cassant la tirelire du bambin, en l'aidant, s'il en manque. Pour le reste, tout est « maché » ici...

FOURRURE D'ÉTÉ !

Oui madame, c'est sûr, vous avez autre chose en tête que la fourrure en ce moment, mais il faut tout de même y penser ! Si vous en avez une qui fatigue, voici Michel Muller avec sa formation de chez Dior. Il se tient à votre entière disposition pour la transformer comme par un coup de baguette magique ! Oui, Michel Muller saura très bien lui donner une nouvelle vie, à vous faire souhaiter l'hiver ! Bien entendu, il s'occupe également de réparations et autres nettoyage qu'il veut mieux confier à un spécialiste, tout comme la garde d'été en chambre froide, indispensable, certaines d'entre vous ne l'ont pas encore comprise, et c'est dommage, car, pour quoi s'en priver ? Chez Michel Muller, une fourrure estimée à 20 000 F vous coûtera 726 F seulement en garde. 160, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98.

VIVE LA COULEUR !

La Vogue, voilà la bonne adresse pour la fête des pères, au 38, boulevard des Italiens, à deux pas de l'Opéra Garnier, à Paris. La mode masculine dans toute sa splendeur vous y attend sous les signatures de Louis Féraud, Armani, Christian Dior, Cardin, Yves Saint Laurent... Voici des cravates de prestige, en soie très lourde, à 439 F, d'autres, fleuries, à 239 F, ou encore, dans un coffret Dior, la cravate et la pochette à 539 F. Découvrez un festival de chemisettes 100 % coton dans des coloris acidulés et superbes, 219 F. L'ensemble

« Côte d'Azur » : blouson et short assortis pour 965 F ou peut-être préférez-vous le blouson en coton « Gabcice », 629 F ? Vous trouverez encore et toujours un grand choix de chemises en voile de coton suisse, des pulls classiques, des ceintures et bien d'autres choses. Vive papa !

LE COSTUME AUX DEUX PANTALONS !

David Schiff est décidément un homme qui n'est pas à court d'idées pour ses fabuleux « Club des Dix ». Ce très grand spécialiste de la « Super 100 », cette laine « froide » et infroissable, vous propose le mouton à cinq pattes, à savoir un costume à deux pantalons contre un modeste supplément à un prix déjà si avantageux ! En effet, on sait que le pantalon s'use deux fois plus vite que la veste ; ainsi, en alternant son port avec deux pantalons, vous doublez, au moins, la durée du costume ! Pour la fête des pères, voici encore un coffret contenant une cravate avec sa pochette assortie pour 395 F, et cela dans un choix énorme. On aime toujours ses pulls en cachemire et ses chemises à 395 F en moyenne, sans oublier la promotion de trois chemises contre 500 F seulement. Club des Dix, 4, rue Marbeuf et 13, rue Royale, 75008 Paris.

L'ART DU CADEAU

Un cadeau vraiment original à offrir pour la fête des pères ? Vous le trouverez, c'est sûr, dans la Galerie Gautier où le maître des lieux, Jacques Gautier, a créé une collection de bijoux pour hommes dans des émaux éblouissants, comme toujours. Voici des épingles à cravate et des boutons de manchettes en forme de cœur réalisés en cristal sur argent. 100 F l'épingle à cravate ! Pour les pères passionnés par la musique de Mozart, vous trouverez des « cravates bijoux », des boutons de manchettes frappés à l'effigie de ce grand compositeur et créés dans des émaux « saphir » et cristal sur argent et bronze vieil argent ! Mais encore des cravates peintes à la main, 380 F, et, bien sûr, les toujours magnifiques sculptures et lithographies ! 36, rue Jacob, 75006 Paris.

LE BUREAU DE BOIS !

Des bureaux comme des sculptures et, à l'opposé, des froids de design noir. C'est ce que propose l'architecte Chappo avec ses meubles de bois naturel, si chauds et si agréables, dont les angles arrondis permettent une circulation tout autour et sans « bleus » ! A partir d'un modèle de base tout est possible ! Les éléments de rangement divers, qui se rajoutent et qui se modulent, donnent la possibilité de changer la place et le volume de son bureau selon l'humour. De 12 000 F à 25 000 F, Pierre Chappo a aussi créé bien d'autres meubles, toujours en bois blond, comme la fameuse banquette transformable en lit double, grâce à son système de lattes coulissantes, ou bien l'étonnante table à géométrie variable, son chef-d'œuvre peut-être ? 303, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 40-51-06-70.

ASHFORD SIGNE L'ACCESSOIRE !

C'est y est, la fameuse chausserie Ashford se décline en une petite ligne d'accessoires : des chemises en pur coton avec une vingtaine de modèles au choix, tous cols et manches confondus, des chaussettes 100 % laine Mérinos à 50 F, en fil d'écosse, à côtes, à 60 F, sans oublier les ceintures à 300 F. Mais voici les soldes ! En effet, ces chausseries de grande qualité cousues « Good Year » et doublées cuir dans une passerie de premier choix, le « boxcaif », déjà à des prix intéressants, tournent autour de 800 F, alors que le moccasin en dentelle de couleur naturelle, à 815 F, est aujourd'hui soldé à 680 F ! Ashford, 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris, et 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

POUR UN PÈRE BRITISH !

Les vêtements de loisir et de pluie sont toujours le point fort d'Aquascutum, cette griffe britannique tellement célèbre ! C'est pourquoi il faut aller dans cette boutique si vous cherchez un duffel-coat d'été, en toile beige, 100 % coton, à 2 590 F ! Mais il ne faut pas croire que le grand classique est laissé pour compte. Vous y trouverez toujours, par exemple, un superbe costume prince-de-galles dans des tons gris et en pure laine, à 3 500 F ! Voici encore des coupe-vent, doublés ou non, et parfois réversibles. Ils sont très intelligents avec leurs ceintures élastiques, leurs poches à rabat... De beaux pulls et d'autres classiques vous attendent. Le cardigan prend de la couleur, en laine mélangée ou en coton. Aquascutum, 10, rue de Castiglione, 75001 Paris.

TROIS JOURS D'EXCEPTION !

A partir du jeudi 13, aujourd'hui donc, profitez des trois jours exceptionnels avec les prix fantastiques de chez Dormeuil, où vous trouverez, entre autres, une grande variété de costumes en laine peignée à 1 980 F, dans des coloris et aux tendances de la mode, les croisés aussi bien que les droits. Les vestes et les blazers à 1 390 F dans des tissus unis de très belle qualité, pantalons à partir de 380 F. On y trouve aussi un très grand choix de chemises de tous styles : rayées, à carreaux Vichy, unies... à 250 F l'une ou 700 F les trois, les cravates à 150 F l'une, 390 F les trois ! Ces jours d'exception, qui se terminent le samedi 15, proposent également un très grand choix de coupons pour les « femmes couturières », sans oublier les châles en étamine de laine à 290 F ! 19, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 40-26-52-24.

LES BEAUX BUREAUX

Un choix très pointu d'objets et d'accessoires de bureau dans le très élégant magasin Elysées Styles Marbeuf. Si vous êtes à la recherche d'un très beau stylo, vous n'avez, ici, que l'embarras du choix entre les magnifiques Mont-Blanc, les Parker, les Schaeffer... Autres idées de cadeaux superbes que vous y trouverez : des agendas pratiques et non moins élégants, tels Filofax, Mulberry, Agenda Moderne, sans oublier tous les accessoires de bureau les plus raffinés, 40, rue Marbeuf, 75008 Paris (ouvert tous les jours, sauf le dimanche).

ADRESSE POUR LE GOLF

Véritable caverne d'Ali Baba, cette boutique est très spécialisée en golf. Plus de 60 marques et 4 500 références sont en disposition permanente. Cette boutique est aussi spécialisée pour l'équipement des enfants (à partir de 6 ans) et des joueurs gauchers. 42 000 clients ont fréquenté American Golf depuis sa création. C'est la « bonne adresse » que les golfeurs se communiquent entre eux. Les marques et produits sélectionnés subissent en préambule l'épreuve des tests. Un atelier perfectionné répare toutes les marques de clubs. La notion de garantie et de service après-vente est prise au sérieux. Quant aux prix... leur réputation « des plus bas » est confirmée chaque jour. 14, rue du Regard, 75006 Paris. Tél. : 45-49-12-52. (Ouvert sans interruption de 10 h à 19 h, du lundi au samedi.)

SOLDES D'ÉTÉ

Notre prochain rendez-vous avec la mode

Parution le 27 daté 28 juin 1991

SOLDES MONSTRES

Chez Ashford, soldes sur toute la collection, cuir véritable, entièrement cousue « Good Year ».

DU 1^{er} AU 30 JUIN

Ashford
le pur style anglais
4, rue du Général Lanrezac - Paris 17^e
M° Bld - Tél. : 48 88 98 66
24, rue de Châteaudun - Paris 9^e
M° N.D. de Lorette
Tél. : 42 80 43 72

Aquascutum

SOLDES DE 20 à 50 %

10, rue de Castiglione - 75001 Paris

Ouvert de 10 h à 19 h

C'est la crise,

Costumes
SUPER 100'S
valeur 5500^F 1790^F

VESTES EN LAINE
OU LIN 3600^F 990^F

Robes en soie
valeur 4900^F 1590^F

ROBES ET ENSEMBLES à 790^F
JUPES ET CHEMISIERS à 190^F
et des milliers d'autres articles en solde

Profitez-en : 3 JOURS REMARQUABLES,
le Vendredi 14, le Samedi 15 et le Dimanche 16
de 10h à 18h

DAVID SHIFF

Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)

Ça vient de sortir

La Bic de collection !

On envoie désormais à une collection de la collection : après les cartes téléphoniques et les pin's, voici le briquet Bic jetable (qu'il ne faut pas jeter) et qui s'édite en série limitée à raison de deux thèmes dédiés à dix briquets chacun ! L'un représente la Californie avec un gros dessin autour de la piscine et de son ciel bleu, l'autre a pour thème la motoneuse avec des lignes abstraites souvent inspirées des fauves. 9 F et 3 000 allumettes !

C'est dans la poche !

Il leur en a fallu du temps pour y penser, mais une fois l'idée venue dans la tête, cela n'en finit plus ! En effet, les fabricants de nos jeux favoris nous les proposent dans de mini-crochets à mettre dans la poche et à sortir à tout moment : dans le train, sur la plage, dans un environnement festif, etc. Derniers-nés : Monopoly et Cluedo, 80 F.

Faites le écrire !

Les nouveaux stylos arrivent, encore plus beaux qu'avant, et le premier à nous le proposer est signé Cartier, avec sa nouvelle création, l'Amphère, dard ou loquet avec son capuchon en cuir, coiffé d'un cabochon d'onyx et de saphir, encadré par les trois anneaux que l'on ne présente plus, puis tacheté comme un fût, d'où son nom ! C'est beau, quel ! Les golfeurs ont aussi leurs stylos, et c'est Pétillon qui les propose ! Ils sont spécialisés par leur qualité et leur confort, ces petits rappels de la fête des pères sont très appréciés. De 600 F à 1 000 F.

Toujours sobres et élégants, les stylos américains Cross ont maintenant un nouvel habit. Après les métalliques, les noirs et les gris, voici le ligne bordeaux et le blanc, 610 F le style-plume.

L'expert, le stylo classique de Waterman, s'offre dans un coffret spécial Fête des pères en bois teinté et verni, qui deviendra un discret vide-papier, 450 F ou 780 F la parure !

Papa senteur !

A tous les amateurs de parfums, la vendeuse d'offres un superbe maillot bermuda en coton aux couleurs de la fragrance masculine, « Jacomo de Jacomo », que vous trouverez contre 225 F les 100 ml. Des nuances de couleurs, c'est ce qu'il faut choisir les parfums Daniel Hechter pour un disque compact : jazz, rythm'n'blues et rock'n'roll, trois styles au choix pour l'achat de l'eau de toilette en 100 ml. Pour l'achat d'un flacon de 150 ml, on vous offre une double compact avec toujours le même choix. L'achat de quoi ? De « Caractère », une eau de toilette pleine d'émotion et de sens.

Pour l'homme glamour, entre deux aéroports, Los Angeles et Paris, par exemple, voici son cadeau : l'extraordinaire eau de toilette de Giorgio « Beverly Hills » dans une bouteille de voyage contenant un mini-savon, un mini-déodorant, 30 ml d'after-shave et 30 ml d'eau de toilette, 270 F. Pour les pères grandioses, offrez un grand classique, né en 1934 et qui est bon le propre et la lavande vanillés ! Vous avez, bien sûr, deviné qu'il s'agit de « Pour un homme » de Caron, toujours présent au fil des ans et toujours fidèle au poste, le flacon de 750 ml, 660 F - il en a pour un an. Dans la jolie boutique Ebro, spécialisée dans les accessoires à impressions cachemire, on trouve un bon nombre de fragrances masculines, dont certaines simples et sans chichi, à savoir santal, patchouli, étiopie, héliotrope et autres essences pures comme l'ambre, à partir de 250 F au 66, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris.

« Jimmy » : c'est le nom de l'eau de toilette pour l'homme nocturne créée par Régis, cette eau rose de la nuit. La voici dans une bouteille à 200 F contenant l'eau de toilette et l'après-rasage dans des versions de 30 ml, plus un savon ! GUNNAR P.

Les résultats

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Les résultats du concours général

La razzia des Parisiens

10 286 candidats se sont présentés cette année au concours général. 205 ont reçu un prix ou un accessit tandis que 85 sont gratifiés d'une mention régionale. La plus jeune lauréate, en classe de terminale C au lycée du Parc, à Lyon, est tout juste âgée de quatorze ans et a rafilé le premier prix de physique et une mention régionale en mathématiques.

Paris l'emporte haut la main avec un nombre élevé de récompenses (47, soit 10 de plus que l'an dernier) suivi par l'académie de Versailles (28, soit 12 de plus que l'an dernier) et les établissements français de l'étranger (25), puis par l'académie de Lyon (21) et Nancy-Metz (15).

Les lycées parisiens Louis-le-Grand et Henri-IV confirment leur suprématie avec, respectivement 14 et 9 citations, et le lycée du Parc à Lyon (Rhône) repart pour sa part 7 récompenses. Louis-le-Grand remporte à la

fois le premier prix de géographie, celui de version grecque et de mathématiques. D'autres établissements se distinguent également. Le premier prix de philosophie (série A) est attribué à un élève du lycée Ernest-Renan de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), M. Yann Nicolas, et le second prix de composition française va à Yann Debos, du lycée Victor-Considérant de Salins-les-Bains (Jura).

Le constat de la situation

Le CNES, établissement public à caractère industriel et commercial fondé en 1961, emploie 2 400 personnes et gère un budget de 9 900 MF. Il a hissé la France au troisième rang des puissances spatiales, il a permis la promotion de l'industrie nationale et développé le pôle spatial en Midi-Pyrénées.

Il a en outre contribué au développement de l'ASE (Agence Spatiale Européenne). Malgré les succès remportés dans les programmes nationaux et les programmes en coopération bilatérale, il y a un transfert sans cesse croissant des programmes vers l'ASE dont la France est le principal contributeur. En 1991 la contribution française à l'ASE, qui est de 4 246 MF, représente 52 % de la subvention de l'Etat français au CNES, et ce pourcentage croît chaque année.

Parallèlement, la préparation des actions nationales et bilatérales a connu, ces dernières années, une baisse inquiétante qui remet en cause le rôle et la mission de l'établissement national, et plus particulièrement du centre technique de Toulouse.

En outre la préparation du futur, qui doit s'appuyer sur des activités de recherche et technologie indispensables dans un secteur de techniques avancées, est sacrifiée en raison de ressources insuffisantes et est sans cesse remise en cause (seulement 3,6 % du budget du CNES consacré à la recherche et technologie en 1991).

Enfin, la direction a pris la responsabilité d'aggraver une politique salariale, qui s'était déjà manifestée par une régression du pouvoir d'achat ces dernières années, par une mesure d'avancement sélective totalement injuste appliquée aux seuls agents du CNES travaillant sur le programme HERMES de l'ASE.

Les conséquences

Le transfert sans cesse croissant des activités vers l'ASE et la réduction des actions nationales et multilatérales futures entraîneraient une perte de la capacité du CNES à proposer, élaborer et conduire une politique spatiale autonome prenant en compte les intérêts de la communauté française, incluant les industries concernées et les laboratoires scientifiques.

Cela conduirait de plus à un affaiblissement de la compétence technique du Centre Spatial de Toulouse dont l'importance et la capacité à mener de grands programmes depuis la conception jusqu'à l'exploitation sont uniques en Europe.

Cette évolution, si elle devait continuer, amènerait pour le CNES, pour l'industrie, pour les laboratoires scientifiques et plus particulièrement pour la région toulousaine des baisses significatives du plan de charge, avec des conséquences néfastes sur l'emploi.

La cohésion de l'établissement public est mise à mal par la direction générale qui a pris l'initiative grave de mesures inacceptables d'avancement différencié suivant les projets. De plus, l'écart croissant des rémunérations entre le CNES et le tissu industriel environnant contribue à démotiver les équipes techniques.

Les revendications du personnel

Le plan à long terme des activités du CNES incluant les programmes européens et les programmes nationaux et bilatéraux doit être élaboré, négocié par la direction avec les tutelles et rendu public avant que ne se tienne la réunion du conseil de l'ASE au niveau ministériel prévue en 1991, qui doit statuer sur le programme de l'ASE et notamment sur la poursuite des programmes ARIANE 5, HERMES et COLOMBUS. Ce plan à long terme doit garantir à l'établissement public les moyens de remplir sa mission et assurer le plein emploi pour tous les agents du CNES.

L'Europe spatiale ne doit pas se développer au détriment de la France et le développement de l'ASE ne doit pas se faire au dos du CNES. Il faut arrêter la dérive des activités transférées à l'ASE. L'ASE doit utiliser au mieux les compétences existantes dans les agences nationales et plus particulièrement au CNES. Il faut négocier et obtenir des délégations de conduite de grands programmes européens à Toulouse.

Les activités de préparation du futur (recherche et technologie et préparation des programmes) doivent faire l'objet d'une relance vigoureuse en décidant de porter dès 1992 le niveau de la recherche et technologie à 500 MF au moins pour obtenir rapidement 6 % au moins du budget CNES, ceci permettant de maintenir la compétence technique de l'établissement.

Enfin la direction du CNES doit corriger sans délai les effets désastreux de la politique salariale inacceptable qu'elle a mise en place, notamment en 1990 et 1991. Elle doit d'une part rectifier les mesures propres à créer un CNES à deux vitesses en augmentant l'ensemble du personnel au même niveau que les agents CNES du projet HERMES, et d'autre part, accorder dès 1991 des augmentations salariales conséquentes, mettant en place une politique salariale dynamique pour l'ensemble du personnel.

Conclusion

L'ensemble de ces revendications a été présenté par le personnel du CNES et ses représentants à diverses occasions (6 assemblées générales, 2 journées de grève), ainsi que lors de l'Assemblée Générale que le Directeur, M. Lévi, a tenue à Toulouse le 25 avril 1991.

Constatant l'absence de réponse positive et devant cette politique qui menace l'avenir même du CNES, de ses agents et 30 ans d'investissements publics, le personnel du CNES décide d'alerter l'opinion publique et vous demande d'intervenir dans l'exercice de vos fonctions pour faire aboutir ses revendications, et en tout état de cause avant la conférence européenne de l'ASE au niveau ministériel prévue en 1991.

Soyez assurés de notre détermination à obtenir satisfaction.

Cette lettre du personnel et des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, et CGT-FO du CNES, adoptée en assemblée générale le 14 mai 1991, est adressée aux responsables politiques : autorités gouvernementales et élus.

Cette publication est financée par le personnel du CNES.

Un lauréat détonant

Il fallait bien une bonne dose de persévérance et un goût prononcé pour les formules détonantes pour en arriver à Car Stéphane Bihl, dix-neuf ans, premier prix de technologie-chimie terminale F6, élève au lycée d'Arsonval de Saint-Maur (Val-de-Marne), à derrière ses larges lunettes une foule de souvenirs explosifs : une distillation d'acides un peu trop trafiqués à ses heures perdues de quatrième par exemple, qui souffla dans la maison familiale... une porte et une fenêtre, pas moins. La mère commerçante et le père écrivain n'en pouvaient mais de l'acide versé sur la moquette depuis la plus tendre enfance : leur fils avait la chimie dans le sang et l'expérimentation au bout des doigts. « La cuisine, explique-t-il, c'est déjà de la chimie... »

Loin des profils « forts en thème » abornés au symbole distillé du système éducatif français, l'heureux lauréat du

concours général de cette filière peu connue a fréquenté les jésuites et « d'autres frères », puis redoublé sa seconde en passant au public. Au bout d'un an, on lui proposa de rejoindre la « voix royale » (première S, puis terminale C, D ou E). Il refuse et fait le choix du technique. Sans regretter l'histoire ou la géographie. Mais sans négliger d'autres matières. Il s'intéresse à la philo et aux questions éthiques.

Muni aujourd'hui de sa « carte de visite », Stéphane pense peu au bac et soupèse la classe de maths sup ainsi que la formation d'ingénieur qui lui tend les bras via l'école de chimie de Paris. Mais il rêve déjà de l'Amérique qui l'invite en stage quinze jours dès juillet à l'université de Berkeley. Y rester ? Pourquoi pas. « La recherche, c'est bien. Mais c'est si mal payé en France... »

JEAN-MICHEL DUMAY

Armand, Poitiers) ; 6 accessit : Florence De Bray (G. Guist'aux, Nantes) ; 6 accessit : Aitana Perez Gomez (Lycée français Alicante).

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES (Série B)
1^{er} prix : Sandrine Veronchi (J. Audibert, Antibes) ; 2^e prix : Gilles Rousseau (Jean Lurçat, Perpignan) ; 3^e prix : Hubert Chappotteau (Janson-de-Sailly, Paris).

SCIENCES NATURELLES (Série B)
1^{er} prix : Eva Joynville (Bertrand de Bono, Périgord) ; 2^e prix : Hélène Kowalski (Pierre d'Ailly, Compiègne) ; 3^e prix : Gwenolée Mahe (St Joseph, Lamballe) ; 4^e accessit : Sylvie Ivon (Alain, Alençon) ; 5^e accessit : Isabelle Chanu (Alençon).

TECHNOLOGIE (Technologie-électrotechnique) (Série B)
1^{er} prix : Bruno Ponroy (P. Martin, Bourges) ; 2^e prix : Thierry Nadard (Victor Hugo, Colomiers) ; 3^e prix : Marc Berbach (Lycée de Haguenau) ; 4^e accessit : Yann Mailard (Marcel Cartier, Redon) ; 5^e accessit : Jérôme Decourt (L. Armand, Nogent-sur-Marne).

ECONOMIE ET DROIT (Série C)
1^{er} prix : Florence Gilardin (Joliot-Curie, Dammarié-Les-Lys) ; 2^e prix : Loïc Lastennet (N. D. du Grandchamp, Versailles) ; 3^e prix : Frédéric Jean (G. Fauré, Foz) ; 4^e accessit : Jean-Michel Siffert (Saint-Sauveur, Redon) ; 5^e accessit : Pascal Romane (Notre-Dame, Villefranche) ; 6^e accessit : Jacky Cleeenewerk (Saint-Jude, Armentières).

CONSTRUCTION (Série E)
1^{er} prix : Stéphane Cachat (Champanne, Châteauneuf) ; 2^e prix : Noël Brunetière (Renaudeau, Cholet) ; 3^e prix : Pascal Bouron (Marie-Curie, Nogent) ; 4^e accessit : Hugues Le Cars (Jules Ferry, Versailles) ; 5^e accessit : Emmanuel Fayolle Laplanche (Talence, Talence) ; 6^e accessit : Stéphane Drissu (Les Eyrieux, Begnols-en-Chaze).

ITALIEN
1^{er} prix : Francesca Dellacasa (Lycée International, St Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Béatrice Vicozzi di Modrone (Charles-de-Gaulle, Londres) ; 3^e prix : Chiara De Salva (Lycée International, Strasbourg) ; 4^e accessit : Christophe Viatteau (Lakana, Scaun) ; 5^e accessit : Sara Balbi (St James, Neuilly-sur-Seine).

HEBREU
2^e prix : David Legold (Yabné, Paris).

ESPAGNOL
1^{er} prix : Carmen Venegas Grau (Lycée français, Valence) ; 2^e prix : Marie-Emmanuelle Brand (Emile Zola, Rennes) ; 3^e prix : Thierry Robin (Colbert, Lorient) ; 4^e accessit : Frédérique Hauville (Louis-Le-Grand) ; 5^e accessit : Sophie Davidau (Saint-Joseph, La Roche-sur-Yon) ; 6^e accessit : Isabelle Mayoral (Mas de Tasse, Mont-Mayor) ; 7^e accessit : Bénédicte Foinpelli (St Martin, Angers) ; 8^e accessit : Jean-Christophe Bouguoin (Louis

1^{er} accessit : Emmanuel Ryembault (Jean Rostand, Strasbourg) ; 2^e accessit : Anne Grandidier (G. de La Tour, Metz) ; 3^e accessit : Marie-Laure Jay (L. Armand, Chambéry) ; 4^e accessit : Tina Galla (G. de la Tour, Metz) ; 5^e accessit : Muriel Torres (Apolinaire, Clermont-Ferrand) ; 6^e accessit : Marie Fener (La Martinière D, Lyon).

CHIMIE
1^{er} prix : Stéphane Bihl (Arsonval, Saint-Maur) ; 2^e prix : Jocelyne Langlois (A. Varoqueaux, Tomblaine) ; 3^e prix : Bruno Favier (A. Varoqueaux, Tomblaine) ; 4^e accessit : Patrice Loisl (Ecole nat. de chimie, Paris).

CONSTRUCTION MECANIQUE
1^{er} prix : Anthony Barillot (Louis Armand, Poitiers) ; 2^e prix : Jean-François Meuriot (Victor Hugo, Besançon) ; 3^e prix : Gilles Coquet (G. Eiffel, Bordeaux) ; 4^e accessit : Cyril Pacot (G. Eiffel, Cachan).

ELECTRONIQUE
1^{er} prix : Gilles Bernard (H. Loritz, Nancy) ; 2^e prix : Hervé Saumade (St Joseph, Rodez) ; 3^e prix : Michel Forster (Condorcet, Forbach) ; 4^e accessit : Olivier Ruiton (Edouard Branly, Lyon) ; 5^e accessit : David Drouin (Livet, Nantes) ; 6^e accessit : Thierry Savy (St Joseph, Rodez) ; 7^e accessit : Stéphane Regnier (H. Loritz, Nancy).

Classes de première et terminale

EDUCATION MUSICALE
1^{er} prix : Julie Gaillard (Louis Barthou, Pau) ; 2^e prix : Josyane Beuste (René Cassin, Bayonne) ; 3^e prix : Paul Thomas (Carbot, Dijon) ; 4^e accessit : Michel Glasko (G. Clemenceau, Reims) ; 5^e accessit : David Pupumet (Parc, Lyon) ; 6^e accessit : Vincent Manach (A. Briand, Saint-Nazaire).

ARTS PLASTIQUES
1^{er} prix : Fabrice Mosca (Gabriel Fauré, Nancy) ; 2^e prix : Cécile Chevance (Aubagny, Brest) ; 3^e prix : Vincent Vouilleminot (Dessaigues, Blois) ; 4^e accessit : Christophe Chevallier (Loritz, Nancy) ; 5^e accessit : Constance De Gournay (d'Alzon, Nîmes) ; 6^e accessit : Erwan Le Bourdonnec (Jeanne d'Arc, Rouen) ; 7^e accessit : Pierre Baumann (Jules Javel, Champagnole) ; 8^e accessit : Renaud Lidult (Estienne d'Orves, Nice) ; 9^e accessit : Anneline Nguyen (Louis Bascan, Rambouillet) ; 10^e accessit : Remy Jacquier (Gabriel Fauré, Nancy) ; 11^e accessit : Marie Johanne (Paul Valéry, Paris) ; 12^e accessit : Catherine Lopez (d'Alzon, Nîmes).

COMPOSITION FRANÇAISE
2^e prix : Yann Debos (Victor Considérant, Salins les Bains) ; 3^e prix : Anne Malherbe (Pierre de Fermat, Toulouse) ; 4^e accessit : Antoine Poussier (François-I^{er}, Le Havre) ; 5^e accessit : Stéphane Lamy (Rive gauche, Toulouse) ; 6^e accessit : Jérôme Legrain (Ste-Marie, Antony) ; 7^e accessit : Geneviève Heileringer (Robert Schuman, Metz).

VERSION LATINE
1^{er} prix : Samuel Aucar (Henri-Poincaré, Nancy) ; 2^e prix : Alexis Bouanani (Louis-Le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Charlotte Finet (M. Damiou, Rueil-Malmaison) ; 4^e accessit : Yves Launay (La Poterie, Rennes) ; 5^e accessit : Ninou Bruguère (Henri-IV, Paris) ; 6^e accessit : Paul Huetz de Lemps (Montaigne, Bordeaux) ; 7^e accessit : Marianne Geary (Henri IV, Paris).

THEME LATIN
1^{er} prix : Alexandre Dupuyrix (Blaise Pascal, Clermont-Ferrand) ; 2^e prix : Christine Bernard (Henri IV, Paris) ; 3^e prix : Alexandre Giorgini (Stanislas, Paris) ; 4^e accessit : Christel Denis (Blaise Pascal, Clermont-Ferrand) ; 5^e accessit : Dominique Geffroy (J.-F. Millet, Ceneville) ; 6^e accessit : Joëlle Cardette (Séguin, Paris).

VERSION GRECQUE
1^{er} prix : Geoffroy Bertran (Louis-Le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Christine Bernard (Henri IV, Paris) ; 3^e prix : Emmanuel Reynaud (Thiers, Marseille) ; 4^e accessit : Sovira Tan (Louis-Le-Grand, Paris) ; 5^e accessit : Vincent Cachia (Thiers, Marseille).

GEOGRAPHIE
1^{er} prix : Brangère Michel (Louis-Le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Jean-Yves Bechler (Madame-de-Staël, Montluçon) ; 3^e prix : Laurent Pourcheron (Arthur Rimbaud, Istres) ; 4^e accessit : Virginie Gourdaila (La Providence, Dieppe) ; 5^e accessit : Olivier Butier (Saint-Louis-de-Gonzague, Paris) ; 6^e accessit : Marc Speichert (Lycée international, Saint Germain-en-Laye) ; 7^e accessit : Marina Condemine (Le Parc, Lyon).

HISTOIRE
1^{er} prix : Vincent Laugel (Kleber, Strasbourg) ; 2^e prix : Emmanuel Duqueroix (Montaigne, Bordeaux) ; 3^e accessit : Alexandre Giorgini (Stanislas, Paris) ; 4^e accessit : Boris Gilet (Louis-Le-Grand, Paris) ; 5^e accessit : Alban Gautier (Les Chartreux, Lyon).

Classe de terminale
DISSERTATION PHILOSOPHIQUE (Série A)
1^{er} prix : Yann Nicolas (E. Renan, Saint-Brieuc) ; 2^e prix : Chrystel Lapiere (Pardailhan, Auch) ; 3^e prix : Franck Kausch (Condorcet, Paris) ; 4^e accessit : Nicolas Birck (Ch. Le Chauve, Roissy-en-Brie) ; 5^e accessit : Michel Grbepinski (Henri IV, Paris) ; 6^e accessit : Jan Debusscher (Th. Autant, Avignon).

(Série B, C, D, E)
2^e prix : David Belot (Hoche, Versailles) ; 3^e prix : Yann Bienvenu (Emile Zola, Rennes) ; 4^e accessit : Jean-Philippe Narboux (Saint-Paul, Roanne) ; 5^e accessit : Boris Gilet (Bascan, Rambouillet).

ARABE
1^{er} prix : Samia Bennani (Des-cartes, Rabat) ; 2^e prix : Kaoutar Moumille (Lyautey, Casablanca) ; 3^e prix : Safia Mrabti (Voltaire, Paris) ; 4^e accessit : Nouria Bouhaleb (Paul Valéry, Meknes) ; 5^e accessit : Nada Roudies (Descartes, Rabat) ; 6^e accessit : Réda Jabri (Lyautey, Casablanca) ; 7^e accessit : Ghizaline Benjamaa (Paul Valéry, Meknes) ; 8^e accessit : Mohamed Sebt (Lyautey, Casablanca) ; 9^e accessit : Abdelkazi Bakri (Lyautey, Casablanca).

ANGLAIS
2^e prix : Marie-Cécile Vidican (Emile Zola, Chateaudun) ; 3^e prix : Julia Stewart (Marie-de-France, Montréal) ; 4^e accessit : Sophie Mace (Centre International Valbonne) ; 5^e accessit : Clarisse Brod-bonne) ; 6^e accessit : Adrian Hardwick (Ecole alsacienne, Paris) ; 7^e accessit : Gaea Village (Ch. de Gaulle, Londres) ; 8^e accessit : Carine Salvy (Louis-Le-Grand, Paris).

CULTURE

MUSIQUES

Des Pygmées dans la ville

Le festival Afrique Musique ouvre sa quatrième édition par une avant-première décriée et attendue : des Pygmées de Centrafrique

AFRIQUE MUSIQUE
à la Grande Halle de La Villette

Sur les gradins, les spectateurs s'impatientent. Trois hommes, intimidés, se dirigent d'un pas de chasseur vers les tambours disposés au pied d'une scène inutile. Les Pygmées, nos Pygmées, pourrions-nous dire, tant leur venue a été commentée par le tout-Paris de l'éthno-musicologie et du spectacle - vont-ils pouvoir enfin livrer un échantillon de cette musique qui compterait parmi les plus belles, les plus complexes de la planète? La curiosité est à son comble. À leur suite, huit hommes et cinq femmes, plus un bébé vêtu de blanc, entrent en rang d'oignons et s'agitent dans un désordre amusé.

Visiblement, ils sont contents d'être là, et du coup l'assistance prend des allures coïncées.

C'est incongru, ces femmes aux seins nus, ces hommes en pagne, les micros portables accrochés derrière l'oreille, cherchant le ton juste pour

célébrer la naissance des jumeaux ou la venue de Djiboko, le dieu des forêts, rivalisant de figures de danse, un soupçon cabotins, jetant des regards curieux sur ces étranges Parisiens alignés sur des bancs.

Le meneur lance le chant. Bientôt, les voix, celles des hommes et des femmes, s'entremêlent dans une apparente anarchie, brouillant les pistes jusqu'à créer des lignes mélodiques parfaitement superposées. Improvisant les sons sur quelques syllabes, les seize Pygmées Bayanga entrecroisent leur chant sur le fil continu du rythme donné par les tambours - un emprunt aux ethnies sédentaires des villages limitrophes de la forêt - et des battements de mains décalés. Evidemment, comparé à l'anthologie de la musique des Pygmées Aka réalisée en Centrafrique en 1978 par le musicologue Simha Arom, l'effet est neutre. Mais c'est

placé la barre très haut, tant le dieu (il) comporte de trésors et de nuances. Seize Pygmées transplantés à Paris ne peuvent pas faire le travail

de quarante semi-nomades Aka perdus en pleine nature ni l'équipe de La Villette celui du chercheur. Cette musique, remarquablement acrobatique lorsqu'il s'agit d'accorder les improvisations d'un village dans son entier, ne résiste pas tout à fait au voyage. Mais le freinage est évité. Nous sommes bien au cœur de ces polyphonies de la forêt africaine : alternance des voix de tête et de voix de poitrine, principe du *jodel*, continuité du chant qui s'installe en boucles répétitives jusqu'au signal de l'arrêt donné par le meneur. L'étonnement des Parisiens devant ces chants, multiples et usés, en dit long sur leur richesse.

Ces artistes sans le savoir sont des pionniers. La Maison des cultures du monde avait présenté il y a quatre ans, dans le cadre d'un cycle africain, Jean-Pierre Pape-Nziangui, un Pygmée du Gabon jouant de *ngombi*, une harpe à huit cordes. Une troupe de Pygmées Bayanga Khondia de Zaïre avait, en 1987, défilé la vedette de la revue Africa Oyé, produite l'année passée

au Casino de Paris par l'Américain Neil Howard et Michel Boudon, le directeur artistique d'Afrique Musique. Mais tous étaient sédentaires et habitués des scènes. Aucun « vrai » Pygmée de la forêt n'avait donc mis les pieds chez nous jusqu'à hier soir. D'abord parce que les gouvernements africains rechignent à les faire sortir. Par souci de protection des ethnies minoritaires certes, mais aussi par crainte de se faire représenter en Europe par une culture considérée par beaucoup comme inférieure. M^{me} Danielle Mitterrand et la fondation France-Libertés donneront le coup de pouce nécessaire à la venue à Paris de ces seize Pygmées originaires de Bayanga, à 900 kilomètres au sud de Bangui, découverts par Michel Boudon au hasard d'une fête de village l'année dernière.

Fallait-il les faire venir? La question est chaque fois posée lorsqu'il s'agit d'ethnies n'ayant jamais ou presque quitté leur milieu naturel. Aborigènes, Papous, Borovos, paléniens les pots cassés, une fois satisfait la curiosité, somme toute naturelle et louable, d'un public à l'affût d'exotisme? Le débat prend toute son acuité avec les Pygmées, un des derniers peuples de la forêt vivant en parfaite osmose avec la nature.

Michel Boudon appartient à l'école des pragmatiques, pour qui une survie assurée vaut mieux qu'une poésie condamnée. « Ils sont menacés par la destruction de la forêt et le mépris des ethnies majoritaires Bantous. Un voyage en Europe les valorise et les confronte à la réalité d'une civilisation qui gagne du terrain. » Les ethno-musicologues rétorquent que tout est bon pour le spectacle. Loin de ces questions d'école, nos seize Pygmées, plus le bébé, qui vivent leur vie depuis quelques jours dans la Grande Halle de La Villette, abondamment filmés par les télévisions avant le spectacle, ont séduit. En ce sens, l'initiative décriée de l'équipe d'Afrique Musique n'est pas une erreur. Elle a permis de découvrir des musiques composites dans leur pays, du Raga Band éthiopien au chanteur aveugle Ouipiana, mort cette année au Ghana - a gagné son pari. Mais il faudra un certain temps avant de mesurer les effets de cette invitation sur ces hôtes si intriguants.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Pygmées? Peintures sur écorces battues des Mbutis (haut Zaïre). Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. : 45-00-01-50. Jusqu'au 29 septembre. Soirées musicales tous les mardis et jeudis à 20 h 30.

(1) Le Primitifisme dans l'art du vingtième siècle, sous la direction de William Rubin, Flammarion éd. (2) 168 pages, 130 F.

est aussi faite, dans ces domaines et quelques autres, des chocs, des renouveau, des confrontations qu'elle a initiés, mais comme d'une peur. Pour d'un « immense espace publicitaire », « apothéose de l'utopie du mille part », ou « tout peut se matérialiser, se visualiser, sans limites ».

Un autre sociologue, Pierre Bourdieu (Collège de France), qui, apparemment, verrait sans étonnement Jean Baudrillard servir de guide à la famille Fenouillard pour un nouveau voyage, écarte le mot pour décrire la structure qu'il recouvre : « La confrontation entre deux impératifs de l'universel ». Deux impératifs, l'un qui n'invoquerait l'universalité que pour se légitimer, que ce soit dans le champ politique ou, de plus en plus aujourd'hui, dans celui des sciences. Et ce n'est pas, conclut Pierre Bourdieu, parce que le terme d'« internationalisme » est lourdement grevé qu'il faut s'interdire de songer à cette voie, « seul déplacement réel de ces jeux de stratégie ».

Bahin, l'écrivain Régis Debray, convainc que la France baigne, de nouveau, « depuis une dizaine d'années », en plein atlantisme, n'était pas non plus à écarter le qualificatif « ridicule, terrorisant » d'anti-américain, s'autorisant à être tout simplement « in-Américain », en demeurant « anti-impérialiste ». Le raisonnement de ce gaulliste de la vingt-cinquième heure l'éloigne, dans ces conditions, du « simplisme kitch, qui confond relations internationales et société civile ».

Ainsi va l'Amérique des Français : évoquée jusqu'à l'obsession, déclinée depuis toujours à tous les degrés mais plus ou moins connue, visitée, aimée, hantée ou simplement interrogée par une France lourde de son passé et de plus en plus incertaine de son avenir.

MICHEL KAJMAN

La pauvreté donne des ailes

Le Festival de Dijon ouvert par une production fûtée de « la Flûte enchantée » de Mozart

LA FLÛTE ENCHANTÉE
au Grand Théâtre

DJON

de notre envoyé spécial

Salle bleue Nattier, beige et or, parquets de chêne blond cirés, colonnes peintes en faux oryx bleu, tamberlans d'escaliers vert-de-gris, mains courantes en laiton miroitant : n'était son style XVIII^e, le Théâtre de Dijon est dans un tel état de fraîcheur qu'il semble avoir été abandonné hier par ses bêtisseurs. Son cadre de scène sa fosse pour filippiens accueillait, les 10, 11 et 12 juin, trois représentations de la *Flûte enchantée*. Un spectacle Mozart de plus? Nenni! Cette production britannique, présentée pour la première fois en France (1) par le dynamique Festival de Dijon, témoigne d'une adaptation aux moyens, à la situation, au lieu, remarquable en tout point.

Fruit des cogitations d'Opéra 80, cette lecture sans pédanterie, iconoclaste juste ce qu'il faut, ne prétend pas revisiter l'opéra le plus populaire de Mozart (c'est en tout cas ce que nous apprend le programme). Vraiment « simple », cette mise en scène, cette lecture muséale? Dès l'ouverture, notre confort d'école est pourtant bousculé, les vingt-cinq musiciens dirigés par Ivor Bolton canoent comme les musiciens de Spike Jones. Une telle vitalité joyeuse s'agitnerait si, à mesure que l'opéra de Mozart progresse vers une pensée plus élevée, elle ne se maintient peu en une interprétation de plus en plus complexe, trouvant pour chaque scène le tempo, le sentiment, la sonorité, le phrasé le plus juste.

Cette lecture musicale collée avec la mise en scène de Stephen Medcalf. En prise directe avec le livret, Medcalf et Anthony Baker, son décorateur, ont trouvé des solutions dont l'ingéniosité laisse pantois, alors même qu'un premier coup d'œil se rend compte de la « pauvreté » d'un tel spectacle. Un seul décor : un

sol, un plan incliné tourné vers la salle (carré évidé dans lequel vient s'insérer un plancher horizontal noir) cache des trappes qui s'ouvrent, se ferment au gré des situations, venant, à l'aide de symboles ou de textes explicites ce qui se passe (une idée reprise des mises en scène de l'époque de Shakespeare et des cartons du cinéma muet). Les costumes permettent de repérer immédiatement les personnages. Ils rendent compte de la féerie de la *Flûte enchantée* comme de la symbolique maçonnique.

Des oiseaux
de papier

Ce spectacle est parfois défilé (par exemple, lorsque le chœur quitte la scène, une main sous le menton, l'autre au-dessus du derrière, mimant pour moitié du rap), cruel, poétique (la scène où Papageno tente d'attraper des oiseaux en papier qui se balancent au bout de longues cannes), il touche toujours juste. D'autant que si les chanteurs ne sont pas des « pointures », ils bougent avec aisance, jouent les dialogues paillés avec un aplomb, un sentiment si vrai qu'ils ne viennent jamais rompre la dynamique d'une représentation qui passe en un éclair.

Il est simplement dommage que cette *Flûte* ne soit pas chantée en français (autre-fois, Opéra 80 la donne en anglais), ou tout du moins que les dialogues ne soient pas traduits, ce spectacle en devenant plus percutant encore.

ALAIN LOMPECH

► Cette production sera redonnée au Festival de Dijon, sur la scène du Grand Théâtre, le samedi 15 juin, à 21 heures. Locations, tél. : 05-45-28-18 (numéro vert), dans les Franc ou par Météo au 3615 Franc.

► Le 20 juin, défilant le Beaux-Arts Trio, le pianiste Menahem Pressler donne un récital Mozart, Mendelssohn, Beethoven et Chopin, dans le cadre du Festival de Dijon. 21 heures, salle de concert. Location, tél. : 80-30-61-00.

PHOTO

Un mannequin modèle

Dans les années 50, Bettina a posé devant l'objectif des plus grands photographes



HOMMAGE A BETTINA
à Marseille

Modèle fétiche de Jacques Fath et d'Hubert de Givenchy, mannequin vedette au temps où la mode était photographiquement parquée comme un art noble, Bettina a travaillé avec les plus grands photographes. Elle se coule dans tous les styles et incarne une femme heureuse et libre, sous l'objectif de Henry Clarke, Gene Fern, Horst, Harry Meerson, Willy Meywald, Gordon Parks ou Seaberg. Même Henri Cartier-Bresson a pris d'elle un triple portrait. Mais sa plus belle image fut sans doute réalisée en 1950 dans le studio d'Irving Penn (ci-dessus).

Aujourd'hui, ces photos font l'objet d'expositions, et Bettina se souvient. « Ce n'est pas si facile de réunir toutes ces photos. À l'époque, on ne gardait pas les clichés, il a fallu les

retrouver un par un dans les agences et chez les photographes. Parfois, ces derniers étaient rancuniers pour le plaisir. C'est ce qui s'est passé avec Penn après une journée de travail. Il m'a dit : « Je vais faire une photo pour vous. C'était en 1950, au studio de Vogue à Paris. Il savait exactement ce qu'il voulait. Il m'est arrivé de poser pour lui dans la même lumière, la même maquette, avec la même expression, tous une journée. Soudain, on s'arrête. Il modifie l'éclairage d'un quart de centimètre. Cela suffisait pour que tout soit complètement différent. »

P. Ro.

► Hommage à Bettina, 80 photographies présentées par Thomas-Michael Günther, Institut International de la mode, Tour du Roi-René, Marseille. Jusqu'au 28 juin.

ARTS

La peinture sur l'écorce

PYGMÉES?
à la Fondation Dapper

L'origine de ces ethnies est mal connue. Ils « peuplaient originellement la savane », nous dit Michel Lénis, et c'est sous la pression de populations plus fortes qu'ils ont été contraints de se réfugier en forêt. Généralement moralisés, ils vivent leur éternité accablés par le milieu forestier, qui rend les communications difficiles. Ils portent des noms différents selon le lieu où ils vivent, ignorent les frontières, leurs principales activités se bornent à la chasse et à la cueillette. Leurs contacts avec les Bantous - « les Grands Noirs » - sont limités mais continus. Pourtant leurs productions artistiques fort complexes commencent à se répandre largement hors du continent africain. Leurs polyphonies ont été enregistrées (voir ci-contre). Les collectionneurs, encore peu nombreux, s'attachent leurs peintures sur écorces, confectionnées essentiellement par les femmes. La plupart de ces pièces qu'on trouve sur le marché sont d'ailleurs fabriquées pour l'exportation. La Fondation Dapper nous propose une sélection de ces tapis collectés depuis le début du siècle dans la région du haut Zaïre.

Ces « tissus », parfois teints, sont ornés de dessins exécutés avec une décoction d'origine

végétale. La plupart sont géométriques avec des structures très fortes : traits parallèles, séparés par des zones elles-mêmes encadrées par un système de bandes, trames reprises sous des aspects différents. Certains espaces sont totalement décolorés et remplis de motifs changeants : pictogrammes aux allures désordonnées que l'on a presque toutes identifiées. La présence de la forêt est évoquée par des séries de points ou de hachures qui peuvent suggérer la densité du monde végétal, comme les lignes entrelacées - encore une constante - renvoient aux lianes, cordes, ficelles, filets, instruments capiteux dans la vie de ces groupes. Des ethnologues voient dans ces signes des symboles claniques, parfois peints sur le corps des enfants ou des adultes. Effectivement, des statues anthropomorphes mangaboues - d'une ethnie bantoue, voisine - au style réaliste (on en voit plusieurs à la Fondation Dapper) présentent le même système de décor. D'autres font le lien entre ces signes, la danse et les polyphonies ou les excès.

Mais il serait absurde de ne s'attacher qu'à la signification mécanique de ces signes qui sont tout sauf un alphabet. La dimension ludique et surtout esthétique n'est ici jamais absente. Elle a été relevée par de nombreux observateurs. Jean Laude note, à propos

de Paul Klee (1), que ce qui encourageait la démarche de l'artiste occidental, c'était cette confirmation par les arts primitifs de cette « capacité à créer des signes simples non imitatifs qui sont des substituts plutôt que des attractions directes d'une image ». (2) signé par Robert Farris Thompson et Serge Butcher. On doit seulement regretter, à la Fondation Dapper, l'éclairage médiocre qui dépeuple de fausses ombres et répand une lumière jaunâtre sur les œuvres exposées.

EMMANUEL DE ROUX

► Pygmées? Peintures sur écorces battues des Mbutis (haut Zaïre). Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. : 45-00-01-50. Jusqu'au 29 septembre. Soirées musicales tous les mardis et jeudis à 20 h 30.

(1) Le Primitifisme dans l'art du vingtième siècle, sous la direction de William Rubin, Flammarion éd. (2) 168 pages, 130 F.

Passions franco-américaines

Suite de la première page

La France et les États-Unis, c'est aussi l'État républicain, après tant d'efforts inégalement parvenus, et « la » démocratie capitaliste perdue de maux et d'espérance de créativité. Sur ce qui peut en être déduit, provisoirement ou définitivement, on en sait un peu plus après le défilé d'une cinquantaine d'intellectuels, d'artistes, de spécialistes divers des deux rives de l'Atlantique, réunis à la Sorbonne (devant un public souvent clairsemé), du 10 au 12 juin, par le Centre de civilisation française de l'Université de New-York, que préside Thomas Bishop.

Venant après un colloque symétrique à New-York, au mois d'avril, le second se donnait pour tâche de tracer les contours de « l'Amérique des Français ».

Comme dans les hypermarchés venus - de là-bas, on trouve tout, vraiment tout, dans cette énorme marmitte de mythes et de réalités. Pêle-mêle et sans vraie prétention à l'exhaustivité : des produits et des sous-produits télévisuels au kilomètre de feuilletons et de jeux, pas si variés que cela. Avec, en prime, une récente « guerre en direct » déjà mentionnée, chef-d'œuvre complexe de professionnalisme et de manipulation. Et, pour tout acheteur de journaux, la légende un peu simplifiée du journalisme d'investigation et l'évidence, là encore, d'un solide professionnalisme et d'un culte des faits parfois étrangement mariés aux restes ravagés d'un solide puritanisme.

L'absence, dans une telle énumération, du jazz, dont les vagues ont plus d'une fois soulevé le reste du monde, étonnerait - justement. Le legs paradoxal et infini de ces musiques enfantines par les descendants des esclaves n'en finit pas, comme le rappelle Michel Contat. Cette luxuriante matrice de sonorités inouïes s'affaiblit-elle qu'au sein de la free jazz, le *be-bop* en réactif la sève.

Simultanément, le paradigme du jazz fournissait aussi celui d'une inquiétude lancinante lorsqu'il s'agit des États-Unis : la « marchandisation » forcée de produits culturels de toutes sortes ne voue-t-elle pas toute expression artistique aux lois implacables du marché? Lois au nombre desquelles il faut bien faire figurer la standardisation et l'encadrement très strict de la créativité. Quel de plus continue à l'improvisation perpétuelle du jazz?

Toutefois, vus de France, ces petits vertiges jazziques ne sont rien à côté de l'hallucination absolue que suggère l'activité picturale d'un Warhol ou d'un Pollock. Ceux-ci et d'autres s'intègrent-ils pas jusqu'à l'absurde cette loi d'airain de l'œuvre-marchandise? Pour le musicien Marius Constant, rien n'explique mieux, du reste, la timidité qu'il croit déceler aux États-Unis lorsqu'il s'agit de divulguer telle ou telle recherche musicale d'avant-garde, plus immatérielle par essence et rarement promise au profit ou à la notoriété d'un John Cage ou d'un Phil Glass.

Danse, théâtre, architecture, peinture : la France des Français

est aussi faite, dans ces domaines et quelques autres, des chocs, des renouveau, des confrontations qu'elle a initiés, mais comme d'une peur. Pour d'un « immense espace publicitaire », « apothéose de l'utopie du mille part », ou « tout peut se matérialiser, se visualiser, sans limites ».

Un autre sociologue, Pierre Bourdieu (Collège de France), qui, apparemment, verrait sans étonnement Jean Baudrillard servir de guide à la famille Fenouillard pour un nouveau voyage, écarte le mot pour décrire la structure qu'il recouvre : « La confrontation entre deux impératifs de l'universel ». Deux impératifs, l'un qui n'invoquerait l'universalité que pour se légitimer, que ce soit dans le champ politique ou, de plus en plus aujourd'hui, dans celui des sciences. Et ce n'est pas, conclut Pierre Bourdieu, parce que le terme d'« internationalisme » est lourdement grevé qu'il faut s'interdire de songer à cette voie, « seul déplacement réel de ces jeux de stratégie ».

Bahin, l'écrivain Régis Debray, convainc que la France baigne, de nouveau, « depuis une dizaine d'années », en plein atlantisme, n'était pas non plus à écarter le qualificatif « ridicule, terrorisant » d'anti-américain, s'autorisant à être tout simplement « in-Américain », en demeurant « anti-impérialiste ». Le raisonnement de ce gaulliste de la vingt-cinquième heure l'éloigne, dans ces conditions, du « simplisme kitch, qui confond relations internationales et société civile ».

Ainsi va l'Amérique des Français : évoquée jusqu'à l'obsession, déclinée depuis toujours à tous les degrés mais plus ou moins connue, visitée, aimée, hantée ou simplement interrogée par une France lourde de son passé et de plus en plus incertaine de son avenir.

MICHEL KAJMAN

مكتبة المجلد

CULTURE

THÉÂTRE

La chance partagée

Rencontre de jeunes compagnies, Turbulences est le point d'orgue de la première saison de Claudine Gironès au Maillon

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

A la sortie de la gare de Strasbourg, au milieu des sacs ventrus, multicolores, un groupe se partage une petite liasse de billets : 2.000 F par personne, le défrayment pour la participation de chaque comédien à Turbulences. Successeur du Mai théâtral, disparu en 1989, ce festival, qui vient de se tenir à Strasbourg, est consacré aux jeunes compagnies. Plus qu'une enveloppe de défrayment, neuf troupes se partagent la chance : la seconde chance d'un spectacle - première mise en scène ou premier texte, parfois - qui n'aurait jamais franchi les frontières de leur région. Elles trouvent ici un public de professionnels, directeurs de théâtre, de CAC ou de festivals, pour le moins attentifs, et concourent pour décrocher un grand prix.

Cette première édition de Turbulences est le point d'orgue de la première saison de Claudine Gironès, qui a succédé à Bernard Jenny au Maillon. La suite logique, aussi, d'une programmation qui a pris un sacré virage. Le renouvellement des abonnements sera un véritable test. « Nous sommes passés, explique Claudine Gironès, d'une programmation dont l'épine dorsale était

constituée de titres d'affiche à une saison placée sous le signe de la création, avec Houdin, Lavandant ou Louis Ziegler. Nous ne pouvons pas ignorer notre voisin, le Théâtre national de Strasbourg, et nous sommes obligés de nous déterminer par rapport à ses orientations, plus classiques (Jean-Marie Villégier, son directeur, fait partie du jury de Turbulences). Je pense aussi que le Maillon doit être un lieu pour les compagnies qui n'ont pas de lieux. Cela a entraîné une profonde transformation du public. Il a rejoint et sa curiosité s'est élargie. Et de rappeler qu'elle accueillait l'an prochain auprès de Stéphane Braunschweig, Dominique Pitoiset ou Anne Torris, le lauréat du grand prix.

Chronique de l'enfance

Claudine Gironès n'a vu que trois des neuf spectacles à l'affiche, pour se réserver des surprises. Elle a lu beaucoup de dossiers, repéré des auteurs, interrogé ses amis pour établir la sélection. Elle n'en dégage ni une tendance ni une « représentation d'une esthétique quelconque », seulement un panorama très éclectique du jeune théâtre français : « C'est un bruissement, note-t-elle, l'ai seulement constaté qu'après une période

où elles procédaient par images, les jeunes compagnies semblent revenir aux textes ».

La compagnie marseillaise Antartik a « épuré » un poème moderne de Mishima, *Hanjo*, dans une mise en scène glacée ; les Inachevés, de Grenoble, se sont inspirés de Bertolt Brecht.

Avec sa troupe, l'inconvénient des boutures fondées en 1986, Olivier Py a mis en scène son propre texte, *Gaspacho*, un chien mort, présenté il y a quelques mois à Paris : une chronique tendre et comique de l'enfance, pleine de fragments de chansons, de ces gaffes et disputes qui font le quotidien de toutes les familles. Olivier Py, authentique conteur, a un peu de mal à boucher ses histoires.

Le public lui a réservé jeudi soir, un excellent accueil. Un public finalement assez nombreux. Claudine Gironès est un peu rassurée par ces indices, un bon signe pour la saison prochaine. Elle regarde aussi chez les voisins, dans cette région de l'Est où le théâtre se porte de mieux en mieux : à Bar-le-Duc ou à Besançon. « Nous allons tisser des liens afin qu'il y ait une véritable circulation sur cette zone frontalière », il est des troupes, de passage à Turbulences, qui ne vont pas rentrer de si tôt au pays.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Flaubert le massacreur

Une adaptation signée Jean-Luc Borg défigure le roman de Flaubert

MADAME BOVARY,
JE TEMBRASSE PARTOUT,
GUSTAVE
au Théâtre de la Tempête

« Ce qui me semble beau, ce que je voudrais faire, c'est un livre sur rien. Un livre qui n'aurait presque pas de sujet ou du moins dont le sujet serait presque invisible... Ce n'est pas une petite affaire que d'être simple. (...) La phrase la plus simple, comme « il ferma la porte », « il sortit », exige des ruses d'art incroyables... Un rythme, personnel, de l'auteur absent. Ce sera triste à lire. »

Le crépuscule, ce « livre sur rien », ce devait être *Madame Bovary*. Du moins était-ce l'espoir de Flaubert lorsque, dans ses lettres à Louise Colet, il se raconte, écrivant son roman. Et, tout à son idée fixe d'être « absent » de son livre, il s'efface lui-même en effaçant ses lignes, il explique à Louise Colet comment il coupe des phrases, parfois des pages entières. « Je rabote », dit-il.

Flaubert a « raboté » à qui mieux mieux, en effet. Si obstinément, si aveuglément, que ce roman si célèbre, *Madame Bovary*, n'était plus, lorsqu'il consentit à le publier, que le fantôme, le résidu étique de l'œuvre qu'il avait, dans un premier mouvement, conçue, et testé et bien écrite noir sur blanc (le texte complet de la première version dort, d'ailleurs, entouré de soins attentifs, à la bibliothèque de Rouen).

A l'égard des hommes et des œuvres notoire, le théâtre s'est montré parfois plus entreprenant que les éditeurs. D'où un petit mouvement d'espoir, en voyant, à l'affiche, aujourd'hui, une pièce intitulée : *Madame Bovary*. Je l'em-

brasse partout, Gustave. (Quoique cet élan ne soit pas d'un tact suprême.)

Déception : cette adaptation signée Jean-Luc Borg, adaptée, défigure le roman publié. Elle est essentiellement axée sur la « sexualité » de Madame Bovary. Elle est un condensé de phrases extraites du roman, de lettres à Louise Colet et du réquisitoire que prononce, contre *Madame Bovary*, l'avocat impérial Ernest Pinard.

Ce qui nous donne à entendre beaucoup de grossièretés, parce que Flaubert, lorsqu'il écrivait à Louise Colet, plaisantait, se détendait, s'insultait et se salissait lui-même. Beaucoup d'énigmes aussi, parce que le réquisitoire du procureur n'est fait presque que de cela. Enfin les lignes du roman lui-même qu'a retenues l'adaptation sont parmi les plus rebettues. Voici donc un spectacle assez particulier, une mesure pour rien, et le talent de Raymond Jourdan, qui joue Gustave Flaubert, ne peut tout au plus que maintenir l'attention.

Quel dommage ! C'était l'occasion rêvée (des hommes comme Jean Jourdan ou Jean-François Peyret, par exemple, l'auraient peut-être saisi) de nous faire entendre quelques-unes des pages si fortes que Flaubert avait sacrifiées et que les éditeurs se refusent à réanimer. C'est le songe à demi éveillé que fait Charles Bovary sur son cheval lorsqu'il s'en va, la nuit, soigner la première fois le père d'Emma. Ou la promenade que fait Emma Bovary, le lendemain matin du bal, dans le parc de Yabysseard et surtout dans un petit pavillon aux carreaux de toutes les couleurs.

On l'incroyable sauvagerie avec laquelle le « scénariste » de la préfecture et le maire remettent sa

médaille à la vieille Catherine, lors des comices agricoles, lui criant : « Êtes-vous sourde ? Allez-vous-en ! », et la pauvre femme, « éperonnée », qui pleure : « Je n'ai rien fait ! Je n'ai pas volé ! » Ou bien la description du panorama de Rouen vu de la diligence par Emma, et c'est une page stupéfiante à lire aujourd'hui parce que nous voyons nettement défilier une Rouen peinte par Boudin, par Cézanne, par le Douanier Rousseau, par Vieira da Silva, comme si Flaubert avait imaginé ces peintres.

Madame Bovary ou le massacre d'un livre. Après le deuxième bal, Emma se suicide, et il ne restera à Charles que d'écrire de sa tristesse, qu'il est « le fils de la douleur », et ces derniers mots eux aussi, Flaubert les a sacrifiés.

La meilleure édition, la plus saine et la plus pertinente de *Madame Bovary* actuellement en librairie, celle établie par M^{me} Claudine Gonth-Mersch, dit que « l'histoire du texte de Madame Bovary commence le jour où Flaubert remet à un copiste le manuscrit autographe de son roman ». Madame Gonth-Mersch tient en effet pour non avenues les innombrables pages que Flaubert supprima, car elle estime que Flaubert, dans ces pages, se heurtait à des « difficultés d'expression ». Elle pense que Flaubert lui « tenait compte des limites de son talent ». Cet avis est bien hasardeux.

MICHEL COURNOT
Théâtre de la Tempête. Cartoucherie de Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36.

CINÉMA

Vacances au Paradis Palace

Une fable sur la vanité de la gloire qui ne passe pas l'épreuve de l'éternité

LES AILES
DE LA RENOMMÉE
d'Otakar Votocek

La mort, ce n'est pas juste. Alors que le commun des mortels se la coule douce dans un délicieux quatre-étoiles art déco. Elus selon leurs vertus ou leurs mérites ? Pas du tout : leur gloire posthume motive seule cet Eden hôtelier. Quelques-uns, Mozart ou Einstein, y ont suite princière éternelle, la plupart montent et descendent de luxueux appartements en soupentes féodales au gré de l'état de leur renommée sur la terre. Lorsque les vivants les ont oubliés, les morts sont renvoyés au néant.

C'est une fable, donc, genre dont le cinéma n'est guère prodigue. Les héros en sont une vedette de l'écran, César Valentine, à qui Peter O'Toole prête son élégance souriante et lasse, et un jeune inconnu fort logiquement nommé Smith (Colin Firth, le Valmont de Forman). Pour d'obscurs motifs, qui seront éclaircis plus tard, Smith tue Valentine, et meurt aussitôt. La célébrité de la victime rejaillissant sur son assassin, ils se retrouvent tous deux dans le palace des morts glorieux. Otakar Votocek, réalisateur tchécoslovaque de ce film néerlandais, mais anglophone, va vite pour planter le décor du conte et y installer les personnages de son premier long-métrage. Et puis il s'arrête.

Les morts, les glorieux morts, ont de longs ennuis au bar ou près de la piscine. Un peintre s'efforce à rester d'actif-garde, un poète refusant refuse se renommée, quelques terroristes arrosent la compagnie de belles dumdum, Albert Speer fait un regrettable come-back. Smith batifole mollement avec une chanteuse amnésique (Marie Trintignant). Il ne se passe plus rien, le film est en panne comme ses personnages sont en éternelles vacances. A court de clins d'œil, le scénario tente un coup de force en inventant une sorte de jeu télévisé qui décidera du destin des immortels plaisanciers. Certains gagnent un rabot d'éternité indolente, d'autres sont renvoyés au fangeux Léthé.

JEAN-MICHEL FRODON

α RECTIFICATIF. - Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article intitulé « La première fois » (le Monde daté 9-10 juin), le film d'André Téchiné *J'embrasse pas* n'est pas inspiré d'un récit autobiographique du comédien Jacques Nolot, mais a été librement adapté d'un scénario original de M. Nolot intitulé *Le Premier Pas*.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vie s/sais. Pal. Just. Paris Jeudi 27 Juin 1991 à 14 h 30
LOCAL D'HABITATION à Paris 10^e
8, rue Jean-MOINON - au rez-de-cha. 2 corps bât. sur cour
MISE A PRIX : 30 000 F - S'adr. M^{me} LAGÈS avocat au Barreau de Paris, 1 bis, rue de Breteuilliers à Paris 4 - Tél. : 43-25-80-72

Vie s/sais. PAL. JUST. PARIS. JEUDI 27 JUIN 1991, à 14 h 30
STUDIO « 1 » à PARIS-15^e
4 A et 3 A, rue Robert-de-Fiers - 12^e ét., 3^e porte à droite - Compr. entrée - 1 Pce Ppale - Cuis.-S. de Bns avec WC - Placard
M. à Px 240 000 F - S'adr. M^{me} J.-C. ARADIE
à PARIS (45), 23, boulevard Henri-IV - Tél. 42-72-07-41 (avant 16 h)

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le 27 JUIN 1991 à 14 h
composée de 2 APPARTEMENTS de 3 pièces principales
MAISON MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
49-51 Boulevard du Colonel Fabien
S'adr. M^{me} Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES-sur-SEINE (92600), 9, rue Robert-Lavergne. Tél. : 47-98-94-14 - Et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - Et sur les lieux pour visiter le MERCREDI 19 JUIN 1991 de 14 h à 15 h et le MARDI 25 JUIN 1991 de 16 h à 17 h.

ERSKA PRODUCTIONS et AUDIOVIS
présentent en concert unique
TACHAN
OLYMPIA
MERCREDI
19 JUIN 1991
20 H 30
Réservations :
(1) 47-42-25-49
(01) 47-42-25-49
47-42-25-49

"belle famille"

de Victor HAÏM

MONTREUIL

PETIT STUDIO

13 juin - 6 juillet

TEM. 48 58 92 09

TEM

ANTOINETTE TRIPIER-COMMISSAIRE-PRISEUR
8, rue Drouot/75009 Paris-Tél. : 47.70.95.36-Fax 48.00.91.12
ANDREI OVTCHAROV né en 1926
VENTE DE LA 1^{re} PARTIE DE L'ATELIER
LUNDI 17 JUIN 1991 - 14 H 30
DROUOT-RICHELIEU-SALLE 9
Expositions : 79, rue des Archives 75003 Paris
mercredi 12, jeudi 13 de 10 h à 12 h, vendredi 14 de 10 h à 12 h
DROUOT-RICHELIEU, SALLE 9 : samedi 15 et dimanche 16 juin de 11 h à 18 h.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

DIMANCHE 16 JUIN
S. 3 - Arts d'Orient. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 5 et 6 - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.
S. 10 - Art contemporain. - M^{me} ROGEON.
S. 11 - Montres-bracelets. Bijoux. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

LUNDI 17 JUIN
S. 2 - Livres et autographes. - M^{me} LOUDMER.
S. 11 - 17 h. Broderie Suzani de Boukhara. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 12 - Affiches. - M^{me} LENORMAND, DAVEN.

MARDI 18 JUIN
S. 3 - 14 h. Ordres, décorations, médailles militaires et civiles (France, Colonie, Etranger). - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 5 et 6 - 14 h 15. Dessins. Tableaux modernes. Sculptures. Céramiques. Tableaux d'ALFRED RETH (1884-1966) (ensemble de 90 œuvres). - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. de Beyer, expert. Veuillez contacter Chantal Grandjean au (1) 42-61-80-07 poste 446. (Catalogue, veuillez contacter le poste 469).
S. 14 - Antiques. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 16 - 14 h 30. Dessins anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. de Beyer, expert. Veuillez contacter Chantal Grandjean au (1) 42-61-80-07 poste 446. (Catalogue, veuillez contacter le poste 469).

MERCREDI 19 JUIN
S. 1 et 7 - 11 h. Miniatures. Objets de vitrine. Céramiques du XVIII^e s. 14 h. Dessins et tableaux anciens. Art nouveau. Objets de bel ameublement. Mobilier XVIII^e et Empire. - M^{me} LIBERT et CASTOR.
S. 2 - Surréalisme. Livres modernes illustrés. ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 4 - Art déco. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 8 et 9 - Tableaux. Bijoux. Argenterie. Meubles et objets d'art. Art nouveau. Art déco. - M^{me} JUTHEAU.
S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. M^{me} ROGEON.
S. 16 - 16 h 30. Tapis d'Orient. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthod, expert. (Expo le 19-6, 11 h/16 h). Catalogue, veuillez contacter le poste 469.

JEUDI 20 JUIN
S. 3 - Bijoux, argenterie. PARIS AUCTION (M^{me} CARDINET-KALCK).
S. 5 et 6 - Porcelaines de Vincennes et de Sèvres du 18^e s. Dessins et tableaux anciens. Meubles et objets d'art du 18^e s. M^{me} COU-TURIER, de NICOLAY, M^{me} Lefebvre, Augier, Le Fau et de l'Espée, St-Bris, experts.
S. 14 - Meubles. M^{me} LENORMAND, DAVEN.

VENDREDI 21 JUIN
S. 1 et 7 - Collection de M. X... Importants tableaux modernes. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 4 - Tableaux modernes. Tableaux anciens. PARIS AUCTION (M^{me} CARDINET-KALCK).
S. 9 - 14 h 15. Bijoux anciens et modernes. Objets de vitrine. Miniatures. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Dechaux et Stetten, experts. (Catalogue, veuillez contacter le poste 469).
S. 10 - 8 heures de l'École de Léningrad. ARCOLE (M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
S. 15 - Tableaux, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

SAMEDI 15 JUIN, à 21 h
TABLEAUX IMPRESSIONNISTES ET MODERNES
Bonnard - Dali - Delvaux - Dubuffet - Gauguin. - M^{me} BRIEST, commissaire-priseur. (Expo le 14-6 11 h/23 h et le 15-6, 11 h/18 h.)

JEUDI 20 JUIN A 20 h
IMPORTANTES TABLEAUX DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES.
SCULPTURES. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs.
MM. André Pacitti et Amaury de Louvenecourt, Thierry Picard, experts.
(Expo le 19-6, 11 h/22 h et le 20-6, 11 h/17 h.) Veuillez contacter Thierry Picard au (1) 42-61-80-07, poste 446. Catalogue, veuillez contacter le poste 469.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-81-87.
BRIEST, 24, avenue Maignon (75008), 42-68-11-30.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-4.
JUTHEAU, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-93-22.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Labas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-82-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HOTEL GEORGE-V, SALON DE LA PAIX
31, av. George-V, 75008 Paris

SAMEDI 15 JUIN à 14 h 30
BIBLIOTHEQUE DU PROFESSEUR MILLOT
LITTÉRATURE DU XX^e SIÈCLE. SURREALISME
Manuscrits autographes de l'Étranger, de Caligula et du Mythe de Sisyphe.
CORRESPONDANCES, ÉPREUVES CORRIGÉES, ÉDITIONS ORIGINALES DE BRETON, CAMUS, CHAR, ELIARD, GIDE, SARTRE, VALÉRY, RELIURES de P. LEGRAND, P. BONET, P.-L. MARTIN, G. LEROUX. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs.
M. Castaing, Marjorie Castaing (manuscrits), M^{me} Guérin et Couvoisier (livres), experts.
(Expo. Hôtel George-V, le 14-6, de 11 h à 20 h.)

HOTEL GEORGE-V, SALON - VENDOME

MERCREDI 19 JUIN à 15 h
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT.
Provenant de collections, notamment Louis Bural, et de divers amateurs.
- M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs, M. Dillès, expert.
Expo Hôtel George-V, le 17-6, 18 h/22 h et le 18-6, 10 h/22 h.
(Catalogue : veuillez contacter le poste 469).

SPECTACLES

JEUDI 13 JUIN

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et s. mar. de 12 h à 22 h, sa. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON
Grande galerie - 5^e étage.
Jusqu'au 26 août.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHO V. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

NOUVEL ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

OBSERVATOIRES. Centre d'information Cci. Jusqu'au 23 juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

DESSINS NÉO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace audiovisuel et cinématographique. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et s. mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

DESSINS ESPAGNOLS : MAÎTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

REPRESENTATIONS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 1^{er} juillet.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et s. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PINO PASCALI, ETTORE SPALLETI. Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

Grand Palais
Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

DE COROT, LUXE IMPRESSIONNISTE, DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-89-23-13). T.J. et s. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rhénans. (42-89-54-01). T.J. et s. mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.J. et s. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 JUIN

«L'Opéra Bastille, sa salle de spectacle, son plateau et son quai», 12 h 30, sur réservation au 48-68-42-51 (R. C. Lacroix).

«L'Institut du monde arabe, œuvre de Jean Nouvel» (limité à trente personnes), 14 h 30, angle boulevard Saint-Germain-rue des Fossés-Saint-Bernard.

«Le cadre enchanteur du parc Monceau et ses hôtels particuliers», 14 h 30, sortie métro Monceau (Monuments historiques).

«Du quartier Gallien aux grands boulevards», 14 h 30, métro Quatre-Septembre (Paris pittoresque et insolite).

«Musée des Granges de Port-Royal : histoire du jansénisme», 14 h 30, entrée du musée, commune de Magny-lès-Haumières (office de tourisme de Versailles).

«Le vieux Belleville et ses jardins», 14 h 30, métro Belleville, terre-plein, milieu boulevard de la Villette (M.-E. Labadie).

«Hôtels du marais spécialement ouverts. Passage, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'itinéraire du Parisien curieux qui découvre l'intérieur des demeures de personnalités illustres», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haulier).

«L'Opéra Garnier et les festes du Second Empire», 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connaissance de Paris).

«Personnages illustres et folles architectures au Père-Lachaise», 14 h 30, métro Gambetta, sortie Théâtre de la Colline (Arts et spectacles).

«Les salons baroques de l'hôtel de Lauzun et deux hôtels méconnus de l'île Saint-Louis», 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

«Les vingt plus vieilles maisons de Paris», 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. Bennessen).

«Pour le centième anniversaire de sa mort : Henri Chapu et son époque

MUSÉES

AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROUMAINE (1865-1920). Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres à Neuilly (45-01-20-10). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h, sa. dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F, prix d'entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 8 septembre.

LA BRIQUE À PARIS. Pavillon de l'Armenie, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-87). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30.

LA COULEUR DU TEMPS, PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre.

DESSINS GERMANIQUES DE L'ALBERTINA DE VIENNE. Musée du Petit-Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et s. mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin.

BERNARD DUBUFFET. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 253, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin.

FOUJITA ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (42-06-61-11). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 juin.

NORBERT GHISLAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 septembre.

RENÉ GILOTIN, GASTON SÉBIRE. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Du 14 juin au 13 septembre.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 juillet.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 5, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

MAXIMILIEN 91. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 juin.

MENTOR. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 8 septembre.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-55-23). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

LE NOUVEAU JAPON. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-56-56). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. La dim. est réservée aux spectateurs du théâtre. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

CONFÉRENCES

VENDREDI 14 JUIN

Centre associatif Meunier-Saint-Denis (centre salle), 25, rue Meunier, 14 h 30 : «Chine : histoire tragique de la précieuse concubine Yeng», par C. Bourzat ; 16 h 30 : «Egon Schiele ou le génie écartelé», par C. Richard (Le Cavalier blanc).

30, avenue George-V, 16 heures : «Poursuite d'Arthur Rimbaud», film de G. Plagnol ; 18 heures : «Dans la mer, à midi», spectacle d'Hélène Denys (Espace Kronenbourg-Aventure).

Ministère de la recherche (salle Polaire), 1, rue Descartes, 18 h 30 : «Sens de qualité de la vie», avec J.-F. Six (Droits de l'homme et solidarité et Institut de formation à la méditation).

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : «Responsabilité individuelle et karma collectif». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

L'IL DE CHROME. PHOTOGRAPHIES

DE BERTRAND RINTZ. Halle Saint-Pierre, galerie, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (accès à toutes les expositions). Jusqu'au 26 août.

VAUGHAN OLIVER. Grande Halle de la Villette, pavillon Tusquets, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.J. et s. mar. de 13 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FLAMMÉS À TABAC CHINOIS. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-86). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

MERET OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et s. mar. et mer. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

RYANESSES. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et s. mar. et mer. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Walther-Brühl à Paris, Beaumond, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. et s. mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 8 septembre.

PUPIÈRES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'est à la donation 1957-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 août.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, 121, rue de la Harpe (47-30-11-11). T.J. et s. mar. de 13 h à 18 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleurs de la pub. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 juillet.

RENÉ-JACQUES, RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

ROIS AFRICAINS. PHOTOS DE DANIEL LAINE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.J. et s. mar. de 15 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-48). Mer. et s. mar. de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 juillet.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-48). Mer. et s. mar. de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 juillet.

TANIS - LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles actuelles dans le Thèbes du 19^e siècle. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

JEAN-MARC THÉBAUD. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

TREASORS DE BIBLIOTHEQUE. Musée du Petit-Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et s. mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DU MUSEUM ET TRÉASORS DES ARTS. Hôtel des Arts de France. Musée d'histoire naturelle, galerie de minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 5 F (chaque exposition). Jusqu'au 30 juillet.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Imetel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CENTRES CULTURELS

MICHAEL ANDREWS. Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Jusqu'au 20 juillet.

BOIS ET ARCHITECTURE. Centre culturel de l'Armenie, 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

JEAN-BAPTISTE BRUNAT, CLOSKY, MICHEL FRAPIER, FREDERIC GALIER. Hôtel Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 juin.

MICHEL CHARPENTIER, VLADIMIR VELICKOVIC, CHEN ZHEN. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-67). T.J. et s. mar. de 13 h à 19 h. Journées portes ouvertes ven. 14 juin de 10 h à 23 h, sam. 15 juin de 10 h à 19 h. Du 14 juin au 22 juillet.

DUBUFFET LITHOGRAPHE (1944-1984). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.J. et s. mar. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 juillet.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.J. et s. mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 9 août.

LE FILM D'ANIMATION AUX PAYS-BAS. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-06-85-89). T.J. et s. mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin.

GRAVURES SUÉDOISES CONTEMPORAINES. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

MEMOIRE DES FACADES, MAISONS PEINTES DES PÉLERINS D'EGYPTE. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et s. mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

MERET OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et s. mar. et mer. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

RYANESSES. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et s. mar. et mer. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Walther-Brühl à Paris, Beaumond, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. et s. mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 8 septembre.

PUPIÈRES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'est à la donation 1957-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 août.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, 121, rue de la Harpe (47-30-11-11). T.J. et s. mar. de 13 h à 18 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleurs de la pub. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 juillet.

RENÉ-JACQUES, RETROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

ROIS AFRICAINS. PHOTOS DE DANIEL LAINE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.J. et s. mar. de 15 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-48). Mer. et s. mar. de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 juillet.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-48). Mer. et s. mar. de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 juillet.

TANIS - LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles actuelles dans le Thèbes du 19^e siècle. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

JEAN-MARC THÉBAUD. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-53). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

TREASORS DE BIBLIOTHEQUE. Musée du Petit-Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et s. mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

TREASORS DU MUSEUM ET TRÉASORS DES ARTS. Hôtel des Arts de France. Musée d'histoire naturelle, galerie de minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 5 F (chaque exposition). Jusqu'au 30 juillet.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Imetel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.

GALERIES

VITO ACCONCI. Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 14 juillet.

JEFF ADAMS. Galerie Johanna Vermeulen, 16, rue de Polignac (42-78-10-52). Du 13 juin au 13 juillet.

ALECHINSKY. Galerie Ariane Bomsel, 40, rue de Vauvray (42-61-00-68). Jusqu'au 22 juin.

ARCHITECTURES D'ARTISTES. Galerie d'Art, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 13 juillet.

AO-DELA DU LIVRE : ARTISTES ET POÈTES DES ANNÉES 30. Galerie Zabrizki, 37, rue Quincampoix (42-72-65-47). Jusqu'au 22 juillet.

CÉCILE BART. Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 13 juillet.

DIDIER BAY. Galerie Langer Fein, 14, rue Debilly (42-72-09-17). Jusqu'au 22 juillet.

JEAN BAZAINE. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 13 juillet.

LARRY BELL, ALAIN CLÉMENT, JEAN CHABRIER. Galerie Montanari, 31, rue Mazurine (43-54-56-30). Jusqu'au 22 juin.

FABRICE BERGER-REMOND. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 22 juillet.

JEAN BONNARD. Galerie Claude Barne, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 20 juillet.

HENRI BOUCHARD (1875-1960). Galerie Pierre M. Dumontell, 38, rue de l'Université (42-61-23-38). Jusqu'au 30 juin.

PETER BRANDES. Galerie Ariel, 140, bd Hausmann (45-62-13-09). Jusqu'au 21 juin.

PIERRE BURARO. Galerie Jean Four, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 6 juillet.

NANCY BURSON. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 22 juin.

JOHN CHABRIER. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debilly (42-77-15-37). Jusqu'au 29 juillet.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Praz-Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-38-32-02). Jusqu'au 22 juin.

CHEVOLLAT. Galerie J.-P. Villain, 29, rue de Miromesnil (42-65-37-19). Jusqu'au 12 juillet.

THIBAUT D'AUCUNS. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Fillet (42-78-03-10). Jusqu'au 22 juillet.

FABIO DE SANCTIS, DU VOYAGE SCULPTURES RÉCENTES. Galerie du Dragon, 18, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 6 juillet.

JEAN DUBUFFET. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 12 juillet.

BERNARD DUFOUR. Galerie Jacques Barlier - Caroline Beltz, 7-8, rue Pecquery (40-27-84-16). Jusqu'au 22 juin.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Jusqu'au 12 juillet.

JEANNE DUNNING. Galerie Samia Scoume, 18, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 6 juillet.

CHRISTIANE DURAND. Galerie Darthez Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 30 juin.

JEAN EDELMANN. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-84-28-14). Jusqu'au 3 août.

DORTE EISSFELDT. Galerie Bouquet-Lebon, 88, rue de Turenne (40-27-92-21). Jusqu'au 13 juillet.

FRANZ ERHARD WALTHER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

ETEROVIC. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 22 juillet.

GÉRARD GASIOROWSKI. Galerie Maeght, hôtel La Rebours - 12, rue

Saint-Marri (42-78-43-44). Jusqu'au 29 juin.

OSCAR GAUTHIER. Galerie Arnoux, 27, rue Guénégaud (46-33-04-66). Jusqu'au 30 juin.

LE GENTIL GODJO. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 12 juillet.

JOCHEN GERZ. Galerie Crouzet-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 18 juin.

PIERO GILARDI. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 13 juillet.

GILLOU. Galerie Dina Vianey, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 20 juillet.

MICHEL HAAS, ROLF ISELI, ZORAN MUSIC, ERIK ROSDAHL. Gravures et lithographies originales. Galerie Philip, 14, rue Saint-Anastase (46-04-58-22). Jusqu'au 22 juin.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 20 juillet.

HOMMAGE À ANITA DE CARO ET ROGER VIELLARD. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-28-99-73). Jusqu'au 22 juin.

REBECCA HORN. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

JOL HUBAUT. Galerie Lara Vincz, 47, rue de Seine (43-28-72-51). Jusqu'au 6 juillet.

JEAN HUCLEUX. Galerie Montaigne, 35, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 juillet.

JIMÉNEZ-BALAGUER. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 13 juillet.

KJINO. Galerie Patricia Tignino, 4 bis, rue des Vignes-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 20 juillet.

KISLING. Centenaire. Galerie Daniel Maline, 26, av. Matignon (42-86-60-33). Jusqu'au 12 juillet 1992.

GEORGES LACOMBE. Galerie Charles et André Bally, 25, quai Voltaire (42-60-36-47). Jusqu'au 26 juillet.

PASCAL LAMBERT. Galerie Christine Marquet de Vasselot, 18, rue Charlot (47-26-30-11). Du 15 juin au 14 juillet.

DAVID LEAPMAN, HYUNSOO CHOI. Galerie Guthrie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 13 juillet.

JEAN-JACQUES LEBEL. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 22 juillet.

JEAN LEPPIN. Galerie Franka Ramet Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 29 juin.

SOL LEWITT. Galerie Yvon Lambert, 109, rue Villedu-Temple (42-71-05-47). Jusqu'au 29 juin.

JOHN LICHTENSTEIN. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 22 juillet.

LE LIVRE SURREALISTE. Galerie Zabrizki, 37, rue Quincampoix (42-72-65-47). Jusqu'au 22 juillet.

WILLIAM MACKENDREE. Galerie Vidal - Saint Phallie, 10, rue du Trécor (42-76-06-0

LIVRES • IDÉES

Devenir bouddha

Un classique de la littérature chinoise qui conte le voyage initiatique et fantasmagorique d'un moine, d'un cochon et d'un singe

LA PÉGRINATION VERS L'OUEST (XI you ji)

de Wu Cheng'en.
Texte traduit, présenté et annoté par André Lévy.
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », deux tomes sous coffret 1 160 p. et 1 192 p., 365 F le volume (335 F jusqu'au 31 juillet 1991)

André Lévy est un des meilleurs spécialistes mondiaux de la littérature chinoise médiévale et moderne. Il nous avait ravi il y a six ans avec *Fleur en fiote d'or* (voir *Le Monde* du 31 mai 1985). Il récidive aujourd'hui en nous offrant une nouvelle version intégrale de la *Pérégrination vers l'Ouest* (*Xi you ji*), fondée sur la plus ancienne édition chinoise connue en cent chapitres, celle de 1592.

Il existait bien déjà une adaptation française du *Xi you ji* par Louis Avenol (Seuil, 1957) sous le titre *Le Voyage en Occident*, mais elle était incomplète et surtout « approximative », comme l'avait jugé le sinologue Paul Demiéville, qui souhaitait donc qu'elle « soit reprise dans un avenir plus ou moins proche ». C'est désormais chose faite et de manière magistrale.

Une introduction de quatre-vingts pages, à la fois didactique et érudite, précède le roman. Le traducteur analyse les différents états du manuscrit (1), discute les nombreux commentaires qu'il a suscités ainsi que la paternité de l'ouvrage, attribué généralement à Wu Cheng'en (1506-1582).

Le thème central du livre est la pérégrination du moine bouddhiste Xuanzang, connu aussi sous le nom de Tripitaka, chargé par l'empereur des Tang, T'ai-zong, d'aller jusqu'aux Indes à la recherche des Écritures des sutras du Grand Véhicule. Mais la réalité historique importe peu ensuite à l'auteur, qui a voulu créer une œuvre fantastique où quatre personnages principaux sont mis en scène : Tripitaka et ses trois compagnons, un singe (Singe), un cochon (Porcet) et un monstre aquatique plutôt anodin et effiné (Sablet), tous pourvus de pouvoirs surnaturels, et notamment capables de se transformer à souhait.

Singe est le véritable héros du roman. Incomparablement plus doué que les autres, il figure le génie inventif et l'imagination capricieuse, mais il est aussi le symbole de la condition humaine et, comme Faust, il est sans cesse partagé entre le bien et les maléfices. D'une vitalité et d'une énergie indomptables, il est



Illustration pour « La Pérégrination vers l'Ouest » : « Bon Auguste jeta le bâton magique qui se transforma aussitôt en dragon doré. »

souvent agacé par la nonchalance de ses amis, y compris de Tripitaka à qui il rappelle maintes fois l'importance du pèlerinage et la révélation du *Sutra du cœur*. Porcet, balourd et hâbleux, est le contraire et le complément de Singe. Il est aussi mais que l'autre est malicieux. Pourtant, à l'instar du Sancho Pança de *Don Quichotte*, il reflète le bon sens commun, avec ses limites, il exprime la force physique, les instincts, le goût d'une vie sensuelle dénuée de tout mysticisme religieux.

Les quatre pèlerins vont subir quatre-vingt épreuves tout au long des quatorze années que dure leur périple, avant de devenir naturellement bouddhas. L'auteur a ainsi développé son œuvre autour d'épisodes indépendants les uns des autres. Certes, la structure des différents récits est invariablement la même : il

s'agit toujours de rencontres de monstres qui enlèvent Tripitaka et de la lutte que mènent ses compagnons pour le délivrer. Mais la narration est vraiment rhapsodique ; elle évoque le roman picaresque occidental où des morceaux itératifs et mobiles sont simplement juxtaposés. Cette mosaïque explique les nombreuses adaptations partielles du roman, notamment dans l'opéra de Pékin, qui a immortalisé les cabrioles du singe, ou dans les recueils de littérature enfantine en vogue dans tout l'Extrême-Orient. Elle permet aussi à chacun des épisodes de constituer en lui-même un court conte magique ou allégorique et de multiplier ainsi les thèmes du roman.

Il est impossible ici de rendre compte dans le détail de cette richesse. Signalons toutefois quelques-unes de ces aventures insolites qu'on

connait les pèlerins. Au royaume de Char-Tard, Singe est amené à libérer des moines bouddhistes que des prêtres taoïstes félons et retors torturent (chapitre 44). Plus loin (chapitre 53), Tripitaka et Porcet, souffrant d'une terrible grosseur démoniaque pour avoir malencontreusement bu l'eau de la Source-de-la-conception, sont sauvés par Singe qui parvient à se procurer l'antidote de la Source-des-avortements, jalousement gardée par un immortel taoïste encore malveillant. Au chapitre 64, enfin, Tripitaka se laisse aller, pendant toute une nuit, à des discussions singulières sur le zen et à des joutes poétiques avec quatre syvains (un pin, un cyprès, un genévrier et un bambou).

Mais ce sont surtout les goules qui menacent les héros, comme ces araignées muées en beautés qui ont le pouvoir de tirer de leur nombril d'immenses cordes de soie géantes pour ligoter leurs captifs (chapitre 72). Après avoir capturé Tripitaka, les démons se jouent de Porcet qui, changé en poisson, tentait de se faufiler entre leurs cuisses lorsqu'elles se baignaient nues dans la rivière.

Le *Xi you ji* a donné lieu en Chine, depuis le dix-septième siècle, à des centaines de commentaires et d'interprétations, bouddhistes, taoïstes, confucéistes, et même marxistes, puis que la critique officielle des années 50 stigmatisait le « nihilisme national dérivant au peuple toute créativité » de ceux qui voyaient dans le singe-guerrier Hanuman du *Râmâyana* (dixième siècle) l'origine même de Singe. D'autres, en Occident, ont voulu comparer l'œuvre de Wu Cheng'en à celles de Cervantes, bien sûr, mais aussi de Rabelais ou même de Chaucer. Hu Shi avait certainement raison de tenir les choses claires pour « les plus ennemies du *Xi you ji* ». De même, il est sans doute vain de tenter des rapprochements pour le moins hasardeux entre cette merveilleuse fantasmagorie bouddhique qu'est la *Pérégrination vers l'Ouest* et *Don Quichotte* ou *Panagruel*.

On prend simplement un plaisir immense, grâce à la merveilleuse traduction d'André Lévy, à se laisser envahir par l'atmosphère onirique qui baigne tout le roman, et à « lire sans chercher quelque chose » comme le suggère le poète des Song Su Dongpo, dès lors qu'on a affaire à une grande œuvre littéraire.

Alain Peyraube

(1) En annexe, et pour la première fois dans une langue occidentale, on trouve aussi une traduction de la *Chanéfiabilité de la quête des sutras par Tripitaka des Grands Tang*, écrit au dixième siècle environ dont l'intrigue a été reprise dans la *Pérégrination vers l'Ouest*.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

De la bonne lecture du monde

Quatre cents pages de folie bien tamperée d'un cousin danois de Steven Millhauser et du comte Potocki : Svend Age Madsen, et un petit chef-d'œuvre bouleversant venu de Corée : l'Autre Côté du souvenir des choses, de Yi Kyunyang.

Page 20

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

Lévinas ou l'obsession de l'autre

Un numéro des *Cahiers de l'Hermès* consacré à Emmanuel Lévinas et un recueil d'essais du philosophe permettent de mieux comprendre une pensée difficile, qui est l'une des plus importantes de ce siècle. Peut-on encore philosopher aujourd'hui après « deux guerres mondiales, les totalitarismes de droite et de gauche, Hiroshima » ? La réponse de Lévinas est sans ambiguïté. La philosophie doit scruter l'insondable : l'horreur, la souffrance, le visage des autres, qu'ils soient victimes ou bourreaux.

Page 22

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le souffle espagnol

Après l'Italie, l'Espagne devient à la mode. Les traductions se multiplient dans un désordre qu'explique le silence dans lequel ont été tenus, en France, les écrivains espagnols, pendant le franquisme. En même temps que des auteurs plus jeunes, comme Javier Marías ou Adelaida García Morales, on découvre, tardivement, les « pères » du roman moderne espagnol que sont Gonzalo Torrente Ballester, Juan Benet ou Alvaro Cunqueiro.

Pages 25 et 26

Les avant-gardes et après

Comment finirent les avant-gardes artistiques du début du siècle ? Réponse en deux livres pertinents et cruellement actuels

VERS LE RETOUR À L'ORDRE L'avant-garde parisienne et la première guerre mondiale, 1914-1925

de Kenneth E. Silver.
Traduit de l'anglais par Dennis Collins.
Flammarion, 392 p., 251 ill., 320 F.

L'ART TOTALITAIRE Union soviétique, III^e Reich, Italie fasciste, Chine d'Igor Golomstock. Traduit de l'anglais par Michèle Levy-Bram.
Editions Carré, 348 p., 340 ill., 295 F.

Signe des des temps : alors que l'art contemporain divague dans un écartisme qui n'aspire qu'au spectacle, alors que l'on entend dire dans les ateliers « Nous, artistes de la post-modernité... », deux livres, l'un américain, l'autre russe, étudient le déclin et la chute des avant-gardes esthétiques du début du vingtième siècle. Jusqu'ici, le sujet ne tentait guère les historiens, plus attirés par les légendes dorées et la belle histoire du progrès dans l'art racontées aux foules illuminées. Ce qui donnait à peu près, par exemple chez William Rubin :

Cézanne a engendré le cubisme qui a engendré l'abstraction, horizon indépassable de l'esthétique. Que l'entre-deux-guerres ait été cependant rebelle à cet impératif logique, que l'on y ait vu plus de révolutions et de refus du modernisme que de conversions exaltées au suprématisme ou au néoplasticisme, il était de mauvais goût de le suggérer.

Ni Silver ni Golomstock n'ont de ces pudeurs. Le premier traite du « retour à l'ordre », autrement dit, du mouvement qui a conduit les ex-cubistes français à se réclamer de Raphaël et à réhabiliter adroitement ce qu'ils avaient par rejeté jusque-là. Le second se donne un champ plus vaste et un thème plus tragique : le totalitarisme stalinien, nazi, fasciste et maoïste dans l'art.

Autant le dire sans détour : le livre de Kenneth Silver est de premier ordre. Il étudie avec ce qu'il faut d'éléments méconnus, de textes oubliés, d'articles jamais réimprimés, l'une des périodes décisives du siècle. Admirablement informé, clairement construit, traduit avec sobriété, il doit figurer dans la brève liste des ouvrages nécessaires à l'intelligence de l'art de ce siècle. Son point de départ est simple : à l'été 1914, alors que le cubisme et l'abstraction apparaissent comme des révolutions déci-

sives de la peinture, une révolution d'une autre espèce, infiniment plus grave et universelle celle-là, la guerre contre les « empires centraux », vide les ateliers et les galeries.

Antigermanisme, nationalisme hystérique qui condamne le « kubisme » inventé par les « Boches », mauvaise conscience des « planqués » espagnols Picasso et Gris, propagandes, appels au patriotisme des artistes et aux valeurs de la « France éternelle » : plus question alors de s'interroger sur la logique des papiers collés de Braque et les harmonies simultanées de Delaunay. Faut-il peindre pendant et malgré la guerre ? Il n'est plus d'autre doute qui se puisse avouer sans honte. Commence, pour les modernes, l'ère du soupçon.

Selon Silver, elle a duré non seulement les quatre années de guerre, mais jusque dans les années 20, avant que le surréalisme ne fasse, à bon droit ou abusivement, figure de nouvelle avant-garde. Dans l'évolution de Matisse autant que dans celle de Léger, dans la vogue néoclassique qui porte Ingres au pinacle et décide que Cézanne et Seurat ont hérité de Poussin plus que de l'impressionnisme, Silver reconnaît les conséquences de cette suspicion. Les artistes

seraient de mauvais Français ? Ils s'évertuent à mériter leur certificat de nationalité à coup d'homages au Grand Siècle et d'images des combats et du malheur des temps. L'un loge des drapeaux dans ses natures mortes, un autre représente casemates et fantassins, et tous tempèrent leurs inventions. Ils se hâtent de revenir vers un art moins hermétique, dessins élé-

gants, illusion de volumes, ton local, trompe-l'œil. Plutôt français que moderne, tel est leur slogan.

L'analyse, quelquefois, pêche par excès de système. Des interprétations de Silver, il en est qui poussent si avant la logique de l'explication par la politique qu'elles tournent au décryptage forcé.

Philippe Dagen
Lire la suite page 23

LOUIS NUCÉRA Le ruban rouge

roman

« Avec Louis Nucéra tout est affaire de couleur... il montre, il charme, suggère, renvoie toujours à une autre saveur... c'est ce qu'on appelle la grâce ».
François Cérésa, *Le Nouvel Observateur*

« Un modèle de tendresse, de lucidité et d'un comique de bienveillance dont Nucéra a le secret ».
Eric Deschodt, *Le Figaro Magazine*



Grasset

METTONS QUE LE MONDE EXISTE

de Svend Age Madsen.
Traduit du danois par Monique Christiansen.
Gallimard, 423 p., 150 F.

L'AUTRE CÔTÉ D'UN SOUVENIR OBSCUR

de Yi Kyungyong.
Traduit du coréen par Patrick Maurus et Ch'oe Yun.
Actes Sud, 104 p., 79 F.

DÈS le prologue, intitulé « Une vie reliée en maroquin », du premier roman de Svend Age Madsen traduit en France, un personnage, Garion, se promène dans les rues de la ville de Vers, d'humeur très philosophique et, apercevant un jeune homme de sa connaissance, Lev, en train de lire, s'étonne : il ne le savait pas intéressé par la lecture. Si, répond Lev, notre destin est écrit dans les livres. Vraiment ? Et que lit-il ? Un ouvrage sur la peinture, il n'aime pas les romans, qui sont trop mensongers, pleins de trahisons et de drames, contrairement à la vie qui est si paisible, ici, à Vers, notamment.

Garion réfléchit : il ne pourrait y avoir de romans sans meurtres, fonctionnaire véreux, brigands ? Ce ne serait pas un roman, dit Lev. Un roman où l'on ne croiserait que des menuisiers aimables et souriants, comme il le sont dans notre entourage immédiat (à Vers, toujours), ferait périr d'ennui. Garion estime que le jeune homme est optimiste et nourrit beaucoup d'illusions sur son prochain. Lui se fait fort de trouver des trahisons à la douzaine, et se rend chez Jeroni, un collectionneur de livres, se procurer un roman plein de péripéties. « Il poursuit donc lentement sa marche, oppressé comme si le monde entier reposait sur ses épaules, ce qui est peut-être le cas, d'ailleurs. »

Et pourtant ce monde — car il est toujours d'humeur à discuter en arrivant chez Jeroni, le vieux libraire encore plus philosophe que lui — ne devrait pas peser grand-chose : le monde n'est plus ce qu'il était. Jeroni a fait des expériences et est parvenu à des conclusions définitives et désabusées. Tout n'est qu'illusion et apparence. Les âtres et les objets tels que nous les percevons ne sont que des simulacres d'une réalité plus intense, d'une vraie vie qui, on le sait, est toujours ailleurs, des spectres qui n'existent en nous que par un phénomène de persistance rétinienne : « Nous avons participé autrefois à une vie véritable, que nous avons vécue avec une intensité inimaginable. A présent, nous recréons un pâle reflet de ces sensations fortes et nous appelons cela une vie. » Notre vie n'est que le souvenir affadi, délavé, d'une existence antérieure, et Jeroni ajoute une formule qui devrait plaire aux situationnistes : « Tu fabriques une réalité fautive, artificielle, parce que tu as cessé de vivre la réalité véritable, originelle. »

Garion se lève, s'approche d'une autre bibliothèque et ses doigts glissent précautionneusement sur le dos de tous ces livres, en choisissent un. Il l'ouvre et lit les premières lignes, pâlit d'effroi : « Il s'approche d'une autre bibliothèque et ses

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Madsen, cousin danois de Milhauser et de Potocki.

De la bonne lecture du monde

doigts glissent précautionneusement... etc. » Le livre est tout simplement celui de sa vie, il n'a plus qu'à le lire et le vivre jusqu'au bout. On le voit par ce début magique, qui fait appel au vieux procédé de la mise en abyme infinie, comme les couvercles de camembert, Madsen est un auteur plutôt vertigineux. Dès le chapitre suivant on découvre dans un train quatre personnages qui se rendent à Vers et dont trois répondent à la petite annonce de Garion demandant des scolarisés pour apporter un intérêt et un sens à sa vie.

Suivent quatre cents pages de folie bien tempérée où les péripéties en effet ne manqueront pas, ni les crimes, sans toujours avoir assez de consistance pour émouvoir, ce ne sont que des illusions d'événements transmises par des fantômes de personnages, ce qui illustre logiquement la théorie du vieux libraire qui pense que nous ne faisons qu'ajouter des mots au grand livre-

monde qui nous contient, nous raconte et nous enveloppe. Madsen, à cinquante-deux ans, a déjà écrit une trentaine d'ouvrages. A en juger par ce roman ambitieux et d'une grande érudition narrative, ce cousin danois de Steven Millhauser et du comte Potocki devrait apporter une certaine gaieté dans une tradition de l'absurde fort ancienne et fournir bien des exemples et des sujets de réflexion aux amateurs de romans comme aux théoriciens de la littérature.

CELUX de nos lecteurs qu'un froid et brillant délire n'enthousiasme pas se précipiteront impérieusement sur un tout petit livre bouleversant qui nous vient de Corée. Le nom de l'auteur est imprononçable, le titre se retient de travers une fois sur deux, mais c'est un chef-d'œuvre. Pas de digressions, de descriptions ni d'hypothèses sur la puissance de l'imagination. Au contraire, la démonstration toute simple, la preuve par l'imaginaire. Un homme se réveille un matin avec une terrible gueule de bois, dans un hôtel louche d'un quartier de Séoul qui n'est pas le sien. Il se souvient d'avoir bu la veille en compagnie d'un employé de banque, Shin, pas mal de soju (inconnu au bistro de la rue Falguière, il manque une note en bas de page, mais ça se fait mal), beaucoup de bière ensuite et après du whisky, sans compter. Il a dû se battre avec le chauffeur de taxi, il a le nez abîmé. Et soudain, sa serviette, il a perdu sa serviette avec les papiers que lui avait remis Shin, si importants pour son avenir.

Il se met aussitôt à la recherche du chauffeur de taxi, ou plutôt à la recherche de son *Moi de la veille*, reconstituant pas à pas, morceau par morceau, son emploi du temps de la veille, et finalement l'emploi de sa vie. « Il pouvait sentir en lui plusieurs vies dont il ne soupçonnait pas l'existence. Il n'y a pas une vie, une hypothèse, une conclusion unique. A cause de sa serviette, ce n'était que ce jour-là qu'il se trouvait confronté à l'une de ses multiples existences. » Le taxi retrouvé n'a pas la serviette, mais lui donne un indice : quand il l'a viré de sa voiture, hier, à l'heure du couvre-feu, il était complètement hère, mais pas seul. Il était en compagnie d'une gentille femme. La patronne de l'hôtel le confirme, la femme était belle et prévenante plus qu'on ne l'est d'habitude avec un client dans son état, c'est même elle qui a réglé la note. Il téléphone à Shin : où, ils ont fait plusieurs bars avec des filles, mais pour se rappeler lequel...

L'homme en repère un qui paraît le plus probable et une jolie fille de compagnie qui le met sur la piste d'un secret bien plus important que tous les papiers perdus : elle lui répète les mots qu'il a balbutiés avant de sombrer dans le sommeil, quelques syllabes incompréhensibles qu'il tire pour en déchiffrer le sens caché, son « Rosebud » à lui. Un secret triste et soitaire qu'il a partagé avec cette fille sans doute et qui remonte à l'enfance, à l'histoire de la Corée, divisée depuis 1945 en deux Corées qui s'affrontent depuis 1950 et dont la frontière est close depuis 1953. Yi Kyungyong est né en 1951, il n'a pas connu la guerre, dira-t-on. C'est bien la preuve qu'une frontière, c'est d'abord un peu d'encre sur une carte, des signes écrits, une chose mentale comme disait Vinci de la peinture ; et qu'on ne lit plus dans sa vie quand on ne lit plus dans la mémoire.

SCÈNES DE CONVERSATION

de Lytton Strachey.
Traduit de l'anglais
par Bernard Turle.
Le Promeneur, 104 p., 65 F.

PARCE qu'il aimait les bizarreries de l'existence et de la société, Lytton Strachey était un maître dans l'art du portrait. Il eut beaucoup de succès en 1918, avec ses *Victoriens éminents* (1). Fils d'un général, il avait passé sa jeunesse à Cambridge. Il vécut ensuite de ses rentes et s'occupa de rechercher les « petits faits vrais ». Né en 1880, il prit congé assez tôt de l'Angleterre et de la planète. Atteint d'un cancer de l'estomac, il disparut au début de l'année 1932. Dorothy Carrington, l'artiste-peintre avec laquelle il partageait sa demeure, se donna le plus petit peu de temps après. Elle avait mis pour l'occasion la robe de chambre de Strachey.

Il était aussi l'ami de Virginia Woolf. Dans son *Journal* (2), la romancière évoque le désarroi qu'elle éprouva cette année-là. Elle se sentit très « appauvrie » par la disparition de Lytton. Il incarnait, en effet, « l'esprit de finesse », et le monde n'est pas encombré de cette sorte d'esprit. Francophile comme un Anglais — je veux dire qu'il mettait dans sa francophilie le même excès que certains de ses compatriotes dans leur francophobie — Lytton Strachey fit des « portraits en miniature » de Julie Jeanne Eléonore de Lespinasse et de la marquise du Deffand. D'une certaine manière, il rendait la politesse à la seconde de ces Françaises, laquelle eut des rapports très intimes avec l'Angleterre, puisque vers la fin de son existence, et devenue aveugle, elle aimait Horace Walpole de la façon la moins raisonnable. En retour, celui-ci ne donna à la marquise que des motifs de se désespérer davantage. C'est du

moins l'avis de Lytton Strachey.

Il nous apprend que la première édition française de la correspondance entre Walpole et la marquise eut un censeur qui s'appela Napoléon. Partant pour la campagne de Russie, l'empereur emporta les épreuves dans ses bagages. Il trouva le temps de les lire entre Paris et Mayence. Pourquoi Napoléon s'intéressait-il à ce point aux sentiments d'une vieille aristocrate, qui était morte en 1780 ? Peut-être jugeait-il scandaleuse la passion tardive de M^{me} du Deffand.

Selon Lytton Strachey, Walpole avait au les mêmes réticences devant la « dévotion » dont il était l'objet. Il craignait que le bruit de cette affaire ne se répandît et ne le tournât en ridicule. Agé de quarante-neuf ans lorsqu'il séduisit la vieille dame, cet homme avait moins le souci des femmes que celui de sa réputation. Et Lytton Strachey ne montre à son égard aucune « solidarité nationale ni masculine ».

DANS sa jeunesse, M^{me} du Deffand avait mené une « carrière libertine ». Elle avait couché, « pendant une quinzaine », avec le Régent. Vers 1720, c'était un record de longévité. Par la suite, la marquise s'établissait rue Saint-Dominique, et son salon deviendrait l'un des plus brillants de la capitale. A l'époque, la vie de société revêtait les apparences d'une étrange religion à laquelle il convenait de sacrifier le reste de son existence : les amours, la politique ou la littérature.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les malheurs de Julie



Lytton Strachey.

Seuls comptaient l'agrément de la conversation et l'esprit que l'on y mettait. La seule règle, c'était d'avoir de la civilité.

Mais la marquise était détachée de tout, car elle jugeait tout dérisoire. Le « banquet » de l'existence lui semblait insipide, sans qu'elle eût « la force » de le quitter. Elle s'enuyait avec elle-même encore plus qu'avec les autres. Souffrant d'insomnie, elle détestait rejoindre son lit. Elle redoutait

les pensées qu'elle pourrait avoir. Elle voulait supprimer de sa vie ces heures pitoyables que l'on passe à attendre.

Alors, après les soupers, elle demandait à son cocher de la promener sur les boulevards jusqu'à l'aube. Noctambule par désespoir...

Lytton Strachey s'étonne de la « conversion » que subit « l'après vieille dame » après qu'elle eut rencontré Walpole. Fort éloignée des sentiments,

quise les plus chers amis de celle-ci, d'Alembert notamment. Cette niece, qui répugnait à tenir « les seconds rôles », serait congédiée pour toujours en 1764. Elle ouvrirait alors son propre salon, dans lequel se réunirait le parti de la philosophie et du progrès. On y verrait bien sûr d'Alembert, et Condorcet (3).

Toutefois, Lytton Strachey se préoccupe moins de la carrière mondaine de Julie que de cette « flamme intérieure » qui entraînera la ruine de la jeune femme. Vers la fin des années 1760, elle s'abandonna à la passion qu'elle avait ressentie pour le marquis de Mora. Mais celui-ci était malade des poudres. Il dut rentrer en Espagne, afin de se soigner. Et M^{me} de Lespinasse tenta de se consoler... en tombant amoureux du comte de Glibert. Quand Mora vint à mourir, elle éprouva à la fois le remords d'avoir trahi celui-ci et le chagrin d'être délaissée par son successeur.

Lytton Strachey se dit effrayé par la correspondance de cette héroïne racinienne qui refusait les demi-sentiments et les détresses modérées. Julie s'éteignit avant son tour, le 22 mai 1776. En guise d'oraison funèbre, M^{me} du Deffand écrivit ce mot terrible : « Elle aurait bien dû mourir quinze ans plus tôt ; je n'aurais pas perdu d'Alembert. (4). » Il faut reconnaître que, de son côté, M^{me} de Lespinasse ne s'était pas privée d'être féroce envers son ancienne protectrice. Lytton Strachey fait une peinture très subtile de ces femmes trop érudites qui ne se pardonnaient pas l'une à l'autre l'attraction qu'elles avaient eue l'une pour l'autre.

(1) Gallimard, 1980.
(2) Tome V, Stock, 1986.
(3) L'année dernière, on a réédité les *Lettres de Julie de Lespinasse à Condorcet*, aux Ed. Desjonquères.
(4) Cité par Benedetta Craveri : *Madame du Deffand et son monde*, Seuil, 1987.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Les enfances perpétuelles

Henri Thomas, Manz'ie : deux écrivains exigeants, deux portraits d'enfants exclus

AI-JE UNE PATRIE ?
d'Henri Thomas.
Gallimard, 106 p., 68 F.
EN BAS DE LA MER
de Manz'ie.
Célibat, 450 p., 159 F.



Henri Thomas, écrivain réaliste habité par le rêve.

L'un se demande : « Ai-je une patrie ? ». L'autre : « Les enfants ont-ils vraiment des parents ? ». L'un cite Rimbaud sans le nommer. L'autre poursuit un saxophoniste chanteur-poète de bar en boîte, de quai de métro surpeuplé en port désert au clair de lune. Tous deux sont des enfants perdus, mal aimés et dévorants d'amour, émerveillés et merveilleux : chassés de leurs familles ou confiés à des institutions, foyers d'adoption, de substitution où ils refusent d'apprendre à sortir de l'enfance. Tous deux, surtout, si différents que soient leurs carrières, leurs chemins, leurs âges, sont des écrivains exemplaires d'exigence envers leurs lecteurs et envers eux-mêmes.

Henri Thomas nous offre chaque année un petit récit poétique, surgi d'une image, d'un visage, d'une phrase, d'une réminiscence qu'un souffle réveille. Ici, en cent pages éblouissantes, il restitue la voix de l'enfant qu'il fut. On est toujours ému de constater qu'un écrivain parvenu à sa maturité fait bénéficier son enfance de la densité, du dépouillement, de l'exactitude qui sont les marques de l'expérience littéraire. L'œuvre tout entière paraît alors destinée à cet hommage que l'auteur, sans forfanterie ni complaisance, mais avec une sorte de respect, rend à

l'enfance qui est la source et peut-être même l'objet de son talent.

L'enfant Henri Thomas était-il déjà poète ? L'auteur ne présente pas ainsi les choses. Il ne s'agit pas de faire de soi un lecteur précoce, un prodige, un être à la sensibilité exacerbée. On le sait, l'enfant voué à la littérature découvre négativement son destin : par une exclusion. « J'avais une autre vie dans mon silence, que je ne préférais pas à celle des grandes personnes, peut-être, mais qui m'occupait totalement, qui ne m'a pas quitté, qui était mienne, sans langage. »

Les scènes d'exclusion qu'a retenues sa mémoire éduquée par tant de livres depuis lors écrits sont des suspensions du temps : un camarade entrevu dans son

sommeil « magique » qui préserve sa mort, une « fuite dans les blés » avec une petite fille défilée et initiée et surtout, bien sûr, les indices déchirants des premiers troubles de l'amour. Il suffit de se souvenir de pas qui résonnaient sur une route de campagne et de battements de cœur, pour revivre la violence de cette chose nouvelle qu'est le désir et surtout pour comprendre, a posteriori, la source logique des sentiments plus tard venus.

Enchantement et souillure

Mais surtout, ce qui résume cette enfance, c'est le contraste d'une histoire très pure, où, par un jour de neige, l'enfant approche enfin celle qui n'est encore qu'une fillette, et de la culpabilité que les adultes veulent faire naître en lui sur son intérêt candide pour le sexe. Aimer, est-ce donc « être sale » ? Pour avoir été le confident solitaire d'une adolescente violée et blessée, « Riquet » est accusé d'avoir commis un crime. L'enchantement devient souillure : qui n'a ressenti l'injustice de cette calomnie, si révélatrice sur ceux qui la profèrent ?

Comme toujours chez Henri Thomas, les scènes fortes qui donnent tout leur sens au livre sont dotées d'une réalité hallucinatoire. Habité par le rêve, Henri Thomas n'est pourtant pas un

écrivain onirique : il est réaliste. Ses dialogues rares, ses descriptions parcimonieuses, chargent alors le climat évanescent du roman d'une énergie inattendue.

Tout autre est le tempérament de Manz'ie : toutefois son enfant narrateur est animé de la même rage de recuser les structures de la société, les carcans de l'identité, les normes de la santé psychique et de célébrer la vertu salvatrice des mots. « Enfant psychotique », surnommé l'Asiate, le Monol, le petit héros vient d'une famille éclatée « en bas de la mer », c'est-à-dire peut-être sous la Méditerranée, en Afrique du Nord. Cellule sociale insolite, dominée par la grand-mère, Victoire, une républicaine espagnole, rebaptisée Serène, et essentiellement féminine : les tantes, Fausta, Zulma, ont des personnalités éclatantes et surtout, grâce à l'invention du langage de Manz'ie, une façon, où la douceur maternelle se mêle à l'agressivité révoltée.

Il y a, dans ce livre complexe, riche, presque constamment survolté, plusieurs récits : celui de la dérive d'un enfant avec un couple d'hommes, Adam Cohen, dit Saxophone-Sax, et Lubin-David Levy ; la mise en scène politico-familiale d'un petit groupe cosmopolite en Afrique du Nord ; et, enfin, une longue, profonde, rigoureuse réflexion sur l'enfance, l'identité, la sexualité.

Voilà maintenant près de vingt ans que Manz'ie promène son œuvre d'écrivain en éditeur, suivi par des directeurs de collection « pointus », fervents de véritable littérature, celle où le style, la perception du monde, la définition d'une langue originale prennent sur le divertissement. Ce souci n'implique pas l'ennui et n'exclut pas la drôlerie, la vivacité, la diversité de tons.

Le don de la formule bien balancée comme on les apprécie dans les chansons (« Une mère devrait vous aimer pour le goût qui vous restera d'elle ! ») ajoute une légèreté vivevolante à ce livre, que termine une pénétration à travers les bistrots de Paris, ponctuée de ces petits poèmes en prose, typiques des promeneurs noctambules.

René de Ceccaty

Pour l'amour de Rochelle

ROCHELLE
d'Eric Fottorino.
Fayard, 278 p., 91 F.

Notre collaborateur Eric Fottorino vient de publier son premier roman. Nous avons demandé à Jean-Noël Pancrazi, prix Médicis pour les *Quartiers d'hiver* (Gallimard), d'en rendre compte.

On peut aimer une ville autant qu'une personne, chercher en elle une vérité qui redonne sens à sa vie. C'est le désir du narrateur du premier roman d'Eric Fottorino. Paul Dupaty veut retrouver l'âme de sa ville d'adoption : La Rochelle. Il se livre ainsi à une enquête, mi-poétique, mi-critique. En des phrases vives, qui crépitent de colère triste, il s'indigne de la facilité avec laquelle Rochelle s'est rendue. En recouvrant les murs d'anciens quartiers d'une blancheur éblouissante, la patine des siècles et effaçant le tracé des ruelles qui parcouraient les pierres de jadis « comme autant de vaisseaux », la ville « évacue » peu à peu son passé.

Mais ce réajustement trompeur masque à peine le déclin d'une cité qui « se détache par petits morceaux », sans résistance, comme les pattes d'une vieille langoustine. Au cours d'une filière sur le port, dont la mélancolie adoucit le rythme du livre, Paul déplore le nombre de bateaux désarmés, la ruine des chaudiers au rebut « qui finissent leur existence dans un bain de rouille, oublié de l'oubli ». Rochelle, oubliée des navigateurs, a perdu sa vocation maritime. La mer recule de ballée en ballée et s'éteint au pied des tours : elle laisse la ville en rade, « lève le siège ». Les flots arides ne montrent, dans leur couleur sable, qu'une « résignation à l'exode ».

Rochelle, dépouillée de son climat trouble de « fronde et de fraude », risque de devenir une « île perdue, au milieu du néant ». Seule la volonté des Rochellais de rendre la foi à l'Océan pourrait — puisqu'il est son miroir — redonner à la ville son orgueil

éclatant, son intransigeance combative et son esprit ancestral de résistance. Eric Fottorino rappelle — vigoureusement, dans un style impulsif, une ferveur d'exhortation qui stimule, à son tour, le lecteur — la ville à son devoir de splendeur.

Mais si le narrateur montre une telle persévérance à exhumier le cœur envasé d'une cité orpheline de ses légendes, c'est parce qu'il veut aussi reconquérir son propre passé, élucider le « sentiment d'abandon » qui, souvent, remonte en lui. Enfant naturel, auquel Étienne, le marchand de cannes à pêche, a assuré un foyer quand il avait dix ans, Paul veut connaître l'identité de son père. En se décidant enfin à interroger sa mère, Lina, il découvre qu'il s'agit de Simon Monclaf : un avocat juif qui aimait — dit-on — appeler Rochelle « la Jérusalem de l'Atlantique ». Mais la rencontre avec ce père de sang se solde par une déception.

Désir d'éternité

Ce ne sont pas les rivalités religieuses, les violences idéologiques qui — comme il s'est plu à l'imaginer — ont jadis interrompu la liaison de Simon et de Lina, mais simplement le manque d'intensité de leur sentiment. « Il n'y avait pas eu d'amour, pas eu de guerre », constate-t-il avec la désillusion émuve d'un éternel enfant qui s'obstine à croire dans la flamboyance des pierres et des passions humaines.

Impuissant à conférer à sa naissance une aura légendaire, à restaurer le caractère mythique de Rochelle, Paul voit dans le rêve le seul moyen de préserver son désir d'éternité. Dans une vision finale au lyrisme pacifié, il imagine une fête célébrant, sur les quais illuminés, le retour de la mer qui « viendrait le chercher pour mettre fin à ses anxiétés ». Le flux romanesque culmine dans cette scène d'hallucination radieuse et, grâce au talent limpide et frais d'Eric Fottorino, la tentation de l'amertume se métamorphose en espoir d'une résurrection.

Jean-Noël Pancrazi

Né à la place d'un autre

Mai 68 comme dette d'une génération aux morts de la Résistance

LE PÈRE
d'Annie Mignard.
Seghers, coll. « Mots »,
268 p., 120 F.

Auteur de la *Vie sauve* (1) et de *Sept histoires d'amour* (2), Annie Mignard a choisi de se sauver (comme on dit sauver un texte, éviter qu'il ne s'efface) en misant tout sur la mise en mots de la vie comme elle la sent, la pense, en jouit et en souffre, la déplore et la célèbre. Cela n'a rien à voir avec l'autobiographie, cette mise en mots de soi. Son premier roman aurait mérité le titre magnifique de *Godard Sauve qui peut (la vie)*. C'était une élogie optimiste, une « exploration voyageuse » d'un monde : Paris ; et un regard aigu sur la passion (3). Dans *Le Père*, tenant le programme qu'elle assigne à la littérature qui compte pour elle, Annie Mignard se livre à une méditation historique à travers le roman d'un soixante-huitard qui frôle la folie et la sublime dans l'art auquel il s'est donné, la mise en scène de théâtre (il monte le *Roi Lear*, une histoire de père).

Ce pourrait être, sous la plume d'un psychanalyste, une histoire de cas. Serge a reçu ce prénom parce que c'était celui de son oncle, mort en héros de la Résistance. C'est la grand-mère, femme hyperboliquement mère, source étouffante de vie comme un lait trop abondant, qui le lui a donné, en imposant sa volonté à sa fille et à son gendre, géniteurs dociles d'un enfant qu'elle a voulu pour remplacer le sien.

Cette culpabilité, être né à la place d'un autre qui a donné sa vie pour une cause qui était la vie même, la liberté, Serge la vit comme un amour filial : son père d'élection dont il sent à son côté sans cesse la présence comme une force magnétique, c'est l'autre Serge, le premier, le seul, dont il porte le prénom si écrasant que son patronyme en est oublié. Pour que cette force devienne positive, il faudra que Serge tue en lui le cadavre putréfié qui croissait sous sa peau comme une faute irrémédiable : celle de lui avoir pris sa place sur terre. Il faudra qu'il paie sa dette pour conquérir sa propre vie, sa vie non de répétition, mais de créa-

tion. Ce thème de la dette aux morts, de la présence des morts dans notre vie, de notre dialogue passionné avec eux, prend forme au cœur du roman. Jamais sans doute n'aurait été évoqué aussi justement le moment historique de 68 au Quartier latin comme une dette payée par une génération aux morts de la Résistance, dans une sorte d'extase de l'imaginaire et de la culpabilité.

Annie Mignard paraît savoir que le Père, on le tue toujours trop ou trop peu, alors qu'il importe de faire sa paix avec lui, en lui donnant une place vivante non pas à l'intérieur de soi, où il ne peut que vous vampiriser, mais à côté, comme un compagnon de cet exil qui rend créateur. Son optimisme d'écrivain est d'y croire, en insufflant presque dire cette foi littéraire, qui va jusqu'à la jubilation, peut-être parce qu'elle est femme et qu'elle rêve les hommes à son image ; son art, enfin, est de nous y faire croire, de nous rendre cette réconciliation filiale si désirable.

Le Père comptera beaucoup pour tous ceux qui ont été touchés par l'aile d'un autre vie, autour de 68. Ceux qui n'étaient pas nés alors pourraient trouver dans les passages les plus prenants de ce roman un état d'esprit, tantôt torturé, tantôt animé d'une sorte de gaieté farouche, qui les a forcément atteints par leurs parents, ces survivants d'une défaite qui ne s'y sont pas résignés parce que, dans l'instant, elle fut une victoire de la poésie sur la terne prose des bilans du siècle. *Le Père* est une belle victoire pour la littérature.

Michel Contat

(1) *Gressat*, 1981.
(2) *Ramsay*, 1987.
(3) Annie Mignard avait réalisé en 1985 pour *Autrement* une entreprise audacieuse, sous le titre « Écrire aujourd'hui » : susciter et rassembler des « autoportraits » d'écrivains sur fond de siècle. Observant le tout, elle concluait : « Des thèmes naissent ou reviennent après une longue absence : la méditation historique, l'aventure et l'exploration voyageuse du monde, la passion, le romanesque ». C'était bien vu, pour la fiction ; mais c'était aussi un peu qui n'a pas été entièrement réalisé, si l'on considère la place de plus en plus envahissante que prend la littérature autobiographique.



LES ÉCRIVAINS D'ESPAGNE

Ce dossier consacré aux écrivains d'Espagne, de la fin du siècle dernier à nos jours, prend place dans l'ensemble bibliographique des littératures étrangères entrepris depuis plusieurs années par le groupement de libraires L'Oeil de la lettre.

Il n'est ni une histoire de la littérature, ni un bilan critique mais seulement un inventaire, sous forme d'un dictionnaire bibliographique, des auteurs espagnols d'expression castillane, catalane, galicienne ou basque dont au moins une œuvre a été traduite en français (disponible, épuisée ou à paraître prochainement). Pour mémoire, nous avons également signalé les écrivains qui, comme Jorge Semprun ont publié l'essentiel de leur œuvre directement dans notre langue.

Ce répertoire qui recense 230 auteurs et près de 700 titres, est illustré dans une partie magazine par des extraits d'œuvres des écrivains les plus significatifs de ces cinquante dernières années : Félix de Azúa, Juan Benet, Camilo José Cela, Mario Delibes, Salvador Espriu, Josep Vicenç Foix, Juan Goytisolo, José María Guelbenzu, Julio Llamazares, Javier Marías, Juan Marsé, Luis Martín Santos, Eduardo Mendoza, Quim Monzó, Antonio Muñoz Molina, Sergi Pàmies, Álvaro Pombo, Soledad Puértolas, Mercè Rodoreda, Rafael Sánchez Ferlosio, Ramon Sender, Javier Tomeo, Gonzalo Torrente Ballester, José Angel Valente, Manuel Vázquez Montalbán.

Les libraires de L'Oeil vous l'offriront
lors de votre prochain achat

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix-Rey • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 18 rue Bonnetrie • BASTIA, L'ÎLE AUX LIVRES, 33 rue César-Campinchi • BESANÇON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • BRUXELLES, TROPISMES, 11 galerie des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • ÈVREUX, LES MOTS TORDUS, 10 rue Borville-Dupuis • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 35 rue du Pavillon • METZ, Dupuis Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Geronimo, 31 rue du Pont-de-Morts • MONTREUIL, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4*, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5*, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8*, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12*, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14*, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulevard • PARIS 15*, LA 25* HEURE, 8 place du Général-Beuret • PÉRIGNAN, TORCATTIS, 10 rue Mailly • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Chanzy • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

Julie

EMMANUEL LÉVINAS

ouvrage collectif dirigé par Catherine Chalier et Miguel Abensour. Cahier de l'Herne, 520 p., 300 F.

ENTRE NOUS

essais sur le penser-à-l'autre, d'Emmanuel Lévinas. Grasset, coll. « Figures », 272 p., 125 F.

PEUT-ON encore philosopher aujourd'hui ? Un siècle qui « a connu deux guerres mondiales, les totalitarismes de droite et de gauche, le nazisme et le stalinisme, Hiroshima, le goulag, les génocides d'Auschwitz et du Cambodge », un siècle qui s'achève, ajoute Emmanuel Lévinas, « dans la hantise du retour de tout ce que ces noms barbares signifient », est-ce un temps où la pensée puisse bâtir ? Laisse-t-il encore place à la recherche d'un sens ? Permet-il toujours l'élaboration patiente et fidèle d'une paix qui ne soit ni vain songe ni vœu pieux ?

Oui. Justement. Toute l'œuvre d'Emmanuel Lévinas s'inscrit comme réponse affirmative à ces questions, là où tant d'autres n'ont que la dérision ou le désarroi pour réplique. Sa démarche repose en effet sur une double exigence. D'une part, ne pas abandonner la philosophie, ne pas céder à ceux qui la proclament morte, impossible ou paralysée. D'autre part, scruter l'insondable : l'horreur inutile et multiple, la souffrance insensée des martyrs en masse, l'absolue faiblesse de la nudité des hommes, le visage des autres, qu'ils soient victimes ou bourreaux.

Tenir ensemble la patience inaccoutlée de la méditation et l'attention au pire présent l'a conduit à fonder la philosophie sur la morale, la morale sur la priorité d'autrui, et à situer la parole de Dieu dans la face-à-face entre nous. Considérable par sa portée comme par son étendue, l'œuvre de Lévinas, au fil d'un large demi-siècle et d'une vingtaine d'ouvrages, a fait cohabiter les analyses philosophiques les plus escarpées et les phrases à la limpidité cristalline.

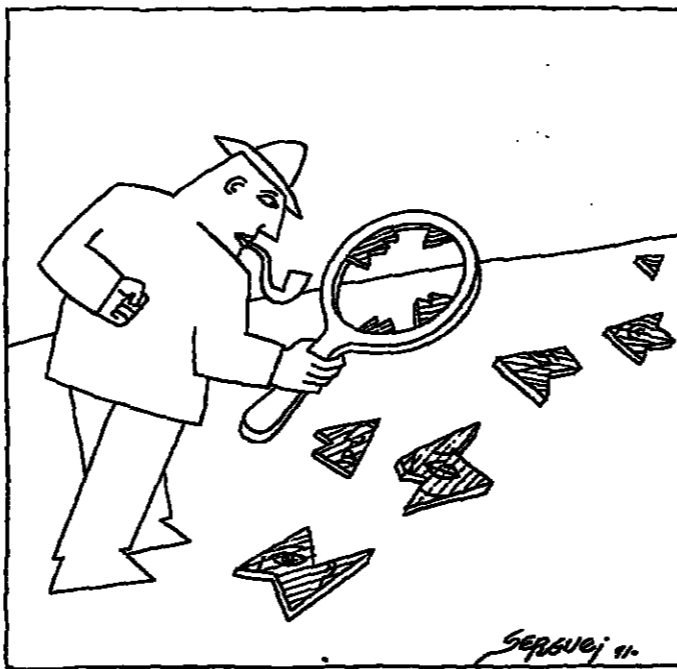
Longtemps réputée difficile d'accès, et non sans raison, sa pensée a fait l'objet, ces dernières années, de nombreuses études et de diverses présentations (1). Ces publications diverses rendent moins abrupt l'abord d'une philosophie dont la visée ultime est de pratiquer « l'indiscrétion » à l'égard de l'indiscrétion.

Elles commencent surtout à prendre mesure d'un fait devenu lentement évident : la pensée de Lévinas est l'une des grandes de ce siècle, et peut-être du suivant. La parution simultanée d'un Cahier de l'Herne, dirigé par Catherine Chalier et Miguel Abensour, et d'*Entre nous*, un éclairant recueil d'articles du philosophe, aide à comprendre pourquoi.

On y retrouve les traces des rencontres d'une vie — non pas les méandres d'une biographie, mais les traits qui comptent pour l'œuvre. Par exemple : naître en 1906 en Lituanie, dans une librairie tenue par une famille juive ; lire d'abord la Bible en hébreu, puis en russe Pouchkine, Dostoevski ou Tolstoï ; à partir de 1923, étudier la philosophie à Strasbourg en apprenant le français, admirer Bergson et se lier d'une amitié indéfectible avec Maurice Blanchot ; écrire, à vingt-quatre ans, une thèse sur la *Théorie de l'intentionnalité* dans la phénoménologie de Husserl, qui oriente Sartre ; suivre à Fribourg, en 1928-1929, l'enseignement de Heidegger, en donnant des leçons de français à M. Husserl ; voir de France monter l'hitlérisme ; être prisonnier dans un camp d'officiers ; fréquenter après la guerre un extraordinaire talmudiste, donner ensuite des leçons talmudiques ; diriger de longues années l'Ecole normale israélienne orientale ; être professeur à l'université de Poitiers, puis à Nanterre, à la Sorbonne enfin, trois ans avant la retraite ; avoir depuis lors le temps de poursuivre l'œuvre.

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit



L'obsession de l'autre

S'ils ne disent presque rien de sa démarche, ces brefs repères en suggèrent quelques directions d'ensemble. Lévinas est fidèle à la phénoménologie comme à la philosophie. S'il prend en compte la question de l'être telle que Heidegger l'a redonnée pour tâche à la pensée, c'est pour en montrer les limites et la porter au-delà d'elle-même, du côté de l'humain où, dans la société des hommes, le

divin se tient. Tentons d'indiquer, au plus simple, quelques-uns des points autour desquels se déploient ses analyses.

La primauté du savoir qui caractérise toute la métaphysique de Lévinas substitue le primat de l'éthique. La condition de la pensée est à ses yeux la conscience morale, qui n'est elle-même ni le simple résultat d'une éducation ni l'imposition d'une norme à une sauvagerie préhumaine. L'exigence éthique la plus absolue se donne, universellement, dans le face-à-face des humains entre eux, lequel ouvre une dimension qui n'est ni celle du monde des choses ni celle du monde des concepts.

L'autre homme n'est pas une chose. Je possède les choses, mais jamais ne voudrais les tuer. Elles sont devant moi, jamais « en face » : elles n'ont pas de visage. Le visage d'autrui est pour l'humain cette étrangeté qui lui fait face, où une identité impossible à posséder se donne sans concept. C'est là que s'inscrit, pour Lévinas, le fondement de l'éthique. Le visage, si je ne m'en détourne pas, dit : « Tu ne tueras point ». Mais cette

éthique n'est pas faite seulement d'interdit, ni même d'égalité ou de réciprocité. Au contraire. L'asymétrie est ici la règle. L'autre avant moi, comme une priorité absolue, sans réciprocité ni calcul. Si la relation de l'humain à l'humain fait advenir dans l'être un bouleversement inouï, c'est que chacun est « ordonné » par l'autre, qu'il n'est plus jamais le même. Chacun de nous

tous nous répond d'autrui, et se trouve sommé d'en être totalement responsable. A ceux qui trouveraient irréaliste cette vision de l'éthique, que répondrait le philosophe ? Probablement qu'il sait bien que les hommes ne sont pas des saints, ce que chaque heure confirme. Mais qu'il lui suffit que la sainteté soit possible, et reconnue, pour espérer que s'ouvre un autre siècle.

Cette obsession de l'autre n'est pas l'amour, « mot usé et frelaté ». Aimer est une affaire entre deux êtres seulement, une société close. Cela ne suffit pas. C'est pourquoi Lévinas insiste sur le fait que l'autre n'est jamais seul, qu'il y a toujours un prochain du prochain, un tiers, une société. Ainsi s'explique la nécessité de prendre en compte, dans toute réflexion sur la justice, la dimension spécifiquement sociale des relations économiques.

Le monumental ensemble que publient les Cahiers de l'Herne huit textes inédits du philosophe, une vingtaine d'études — aborde pratiquement tous les aspects de cette œuvre majeure, sans ignorer les perplexités qu'elle peut susciter. Plus accessible, le recueil publié par Grasset sous le titre *Entre nous* rassemble une vingtaine d'articles, conférences et entretiens publiés par Lévinas entre 1951 et 1990. C'est une excellente idée de les avoir rassemblés, dans la mesure où la plupart des thèmes majeurs de sa pensée y sont présents. Mais pourquoi l'éditeur — qui présente ce ensemble comme « le livre des livres », ce qui n'est déjà pas du meilleur goût — omet-il d'indiquer, au dos de l'ouvrage, qu'il s'agit d'un recueil ? Le lecteur pressé va croire que « cet ouvrage singulier dans l'œuvre d'Emmanuel Lévinas » est véritablement un texte nouveau, inédit, composé pour éclairer les autres. Ça, ce n'est pas bien.

(1) Notamment le *Vérité nue*, introduction à Emmanuel Lévinas, de Sébastien Perrotin et Jacques Rolland (La Découverte, 1984). Emmanuel Lévinas, qui *des-vient*, de François Poiré (La Manufacture, 1987). Une bibliographie sélective figure dans le Cahier de l'Herne. Une bibliographie exhaustive des publications de et sur Lévinas, due à Roger Burggraeve, a fait l'objet d'une deuxième édition mise à jour (1989-1990) chez Presses Universitaires de Louvain-la-Neuve. Signalons aussi, pour les premières éditions, que la revue *Études phénoménologiques* consacre un numéro spécial à Emmanuel Lévinas (n° 12, 1990, Ed. Ousia, 144 p., 100 F.), et que Roger Laporte lui dédie une de ses *Études* (P.O.L., 346 p., 150 F.).

AU FIL DES LECTURES

par Christian Delacampagne

La science

LA CONNAISSANCE OBJECTIVE

de Karl Popper. Traduit de l'anglais par Jean-Jacques Rosat. Aubier, 582 p., 180 F.

LE RÉALISME ET LA SCIENCE

de Karl Popper. Traduit de l'anglais par Alain Boyer et Daniel Andler. Hermann, 432 p., 156 F.

Voici deux ouvrages consacrés pour l'essentiel à des problèmes d'épistémologie, qui viennent utilement enrichir le corpus des œuvres de Popper disponibles en français. De la *Connaissance objective*, une traduction partielle avait été publiée en 1972 par les éditions Complexe. Près des deux tiers du texte demeurent inédits. Cette traduction nouvelle et intégrale due à Jean-Jacques Rosat, permet donc de découvrir enfin un ensemble d'écrits rédigés pour la plupart entre 1965 et 1971. Quant au *Réalisme et la science*, il constitue en fait le premier volume d'un long « post-scriptum » que Popper envisage, dans les années 60, d'ajouter à sa célèbre *Logique de la découverte scientifique* (1934), post-scriptum dont le deuxième volume est déjà disponible en français (*L'univers irrésolu*, Hermann, 1984) mais dont le troisième reste à traduire.

La vie

LE SPERMATOZOÏDE HORS LA LOI

de Franck Magnard et Nicolas Tenzler. Calmann-Lévy, 224 p., 110 F.

Depuis la création, en 1983, du Comité consultatif national d'éthique, la société française semble avoir pris conscience de la nécessité de donner aux multiples techniques de procréation artificielle, un cadre juridique et administratif strict comme il en existe déjà dans d'autres pays. Le législateur doit toutefois prendre son temps avant de se prononcer, non seulement parce que l'opinion publique est partagée, mais parce que le fond du problème est d'une redoutable complexité — que ce petit livre, clair et précis, donne parfaitement à sentir. Impératifs religieux, philosophiques, médicaux, mais aussi contingences psychologiques, sociologiques, économiques doivent être pris en compte. En attendant, nous disons Magnard et Tenzler, le spermatozoïde s'insinue : il ne voudrait pas qu'on oublie que la vie est l'affaire de tous et qu'elle doit devenir la préoccupation de chacun.

L'Etat

THÉORIE DE LA MODERNITÉ

de Jacques Bidet. PUF, 320 p., 172 F.

LE MAÎTRE ET LA MULTITUDE

de Gérard Mairet. Ed. du Félin, 286 p., 150 F.

Voici deux livres qui tentent de penser, d'un point de vue philosophique, l'avenir d'un monde sans Marx. Professeur à l'université Paris-X, Jacques Bidet s'efforce de proposer, du capitalisme contemporain, une analyse qui intègre certaines thèses « marxistes » à un cadre de pensée plus moderne, où l'on retrouve Habermas et John Rawls. Spécialiste d'histoire des idées politiques, Gérard Mairet a réuni en un ouvrage diverses études où il s'attache à définir le concept de souveraineté, fondement de l'Etat. Ses analyses débouchent sur un problème bien actuel : celui de l'avenir politique de la Communauté européenne.

Sublimes pensées

De Longin à Lyotard, variations sur un concept philosophique singulier

DU SUBLIME EN POLITIQUE

de Marc Richir. Payot, 486 p., 195 F.

LEÇONS SUR L'ANALYTIQUE DU SUBLIME

de Jean-François Lyotard. Grasset, 304 p., 185 F.

DU SUBLIME

de Longin. Traduit du grec par Jackie Pigeaud. Rivages, 160 p., 55 F.

Au milieu de la crise qui affecte actuellement la plupart des courants philosophiques, la tentative de Marc Richir a le mérite de l'optimisme. Cet héritier de Husserl entend tirer, de la phénoménologie, une politique originale. Au cœur de cette réflexion : le passage de l'état de nature à l'état civil, c'est-à-dire l'expérience fondatrice de la communauté sociale. Comme Hobbes, Marc Richir pense que la violence a été la marque de cette expérience originelle. Et, comme Michelet, il voit dans la Révolution française, dans sa tentative pour casser en deux l'Histoire et reconstruire le monde, une sorte de répétition du drame des origines. Une répétition suffisamment riche pour constituer le pivot de sa méditation.

Revenant donc au siècle finissant, observant la façon dont les hommes de 1789 affrontent le risque de la mort pour fonder une loi juste, un Etat rationnel conforme aux aspirations des peuples, Marc Richir lit, dans cet épisode, l'émergence du sublime dans l'Histoire. Cette lecture le conduit vers Kant. Le philosophe allemand n'est-il pas à la fois l'un des premiers intellectuels européens à s'être enthousiasmé pour la Révolution, et l'un des premiers à avoir proposé, dans sa *Critique de la faculté de juger* (1790), une analyse du sublime demeurée justement célèbre ? Puis, Richir passe à l'idéalisme allemand, qu'il réinterprète entièrement à la lumière de la politique. L'essentiel du livre est ainsi consacré à un commentaire, personnel et savant, de l'attitude de Fichte face à la Terreur, de la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, de la philosophie schellingienne de la liberté, de la notion heideggerienne d'*être-pour-la-mort*. En conclusion, une réflexion sur le « nihilisme » contemporain, la

transcendance et « l'abîme » moderne de la fondation politique.

L'originalité de cette approche tient surtout à sa façon d'utiliser une grille traditionnelle esthétique comme clef pour déchiffrer l'Histoire. Le sublime serait-il à la mode ? On serait tenté de le penser, à en juger par la parution simultanée d'un autre ouvrage, intitulé *Leçons sur l'analytique du sublime*, dans lequel Jean-François Lyotard nous offre un commentaire littéral de quelques pages de Kant consacrées à cette notion. Le sublime, selon Lyotard, c'est l'irreprésentable par excellence. Son interruption dans la philosophie classique fondée sur la clôture de la représentation annoncerait donc la mort de celle-ci et l'avènement prochain de la modernité — ce qui expliquerait l'intérêt dont, soudain, on l'entoure.

Longin, ce rhéteur grec du début de notre ère qui rédigea l'un des premiers traités sur le sublime, ne se doutait pas de la postérité que les philosophes européens donneraient à ce singulier concept. Raison de plus pour relire son ouvrage avec des yeux neufs : soit dans la version classique de Boileau, soit dans la traduction plus exacte de Jackie Pigeaud.

Ch. D.

Le chien de Schopenhauer

LE NÉANT DE L'EXISTENCE

d'Arthur Schopenhauer, traduit de l'allemand par J. Bourdeau, A. Dietrich et G. Fillon. Ed. Le Passager, Nantes, 93 p., 72 F.

Arthur Schopenhauer se délectait de la lecture du *Times* ; il y puisait des anecdotes et appréciait tout particulièrement celle de ce lord anglais qui avait eu le bras arraché par son chien qu'il tenait attaché à une chaîne. Le philosophe approuvait le molosse d'avoir mordu son maître et lui prêtait la réflexion suivante : « Tu n'es pas mon maître, tu es un diable qui fait de ma brève existence un enfer. » Il ajoutait : « Puissent tous ceux qui enchaînent un chien connaître la même sort ! »

Pour Schopenhauer, le souffrance d'un animal était plus scandaleuse encore que celle des humains qui, eux au moins,

peuvent s'affranchir, ne serait-ce que par le suicide, de la malédiction d'être nés. Sur le suicide justement, tout comme sur l'affirmation et la négation de la volonté de vivre, on ne se lasse pas de méditer les fortes pages de Schopenhauer extraites des *Parerga* et par ailleurs déjà traduites en français par Jean Bourdeau (1880), puis par Auguste Dietrich (1906) et révisées maintenant par Guy Fillon.

Et peut-être, au terme de la lecture de ces essais roboratifs, entreverrons-nous mieux comment briser les chaînes de l'apparence et nous délier du tourment de l'existence... R. J.

★ A signaler également : ILS CORROMPENT NOS TÊTES, un pamphlet contre la philosophie universalitaire publié pour la première fois en 1851 dans les *Parerga* et par ailleurs (trad. de l'allemand par Auguste Dietrich, Ed. Circé, 96 p., 62 F.).

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESNE 20



RAISON D'ÉTAT
RAISON DE DIEU
POLITIQUE ET MYSTIQUE

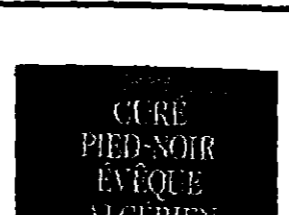
CHEZ
JEANNE DE FRANCE
par
JEAN-FRANÇOIS DRÈZE

PRÉFACE DE FRANCIS RAPP
de l'Université de Strasbourg

336 pages 195 FV

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS



Jean Scotto

Cure pied-noir,
évêque algérien

Souvenirs recueillis
par Charles Ehlinger
Préface d'André Mandouze

« Il faut souhaiter que beaucoup, comme nous les journalistes il y a trente ans, aillent, à travers ce livre, voir Scotto. »

Jacques Duquesne, *La Croix*
Collection - Le Temps d'une vie

123 F

DESCLEE DE BROUWER

مكتبة الشارقة

Genèse d'un chef-d'œuvre

La création mouvementée et chaotique du « grand roman » de Bernanos : Monsieur Ouine

CAHIERS DE MONSIEUR OUINE

de Georges Bernanos
rassemblés et présentés
par Daniel Pezeril.
Seuil, coll. « Le don des langues »,
780 p., 280 F.

Juin 1945. Bernanos quitte le Brésil. « Gardez ça, si vous voulez bien. Je ne peux pas le transporter en Europe, c'est trop encombrant. » Et Pedro Octavio Carneiro da Cunha, l'ami brésilien, garde « ça », un paquet dont il pense le contenu sans importance. Il dira plus tard : « C'est ce qu'on pouvait déduire de la façon détachée qui revêtait le propos, le geste de Bernanos. » Mais, quelques années ayant passé, Bernanos étant mort, Da Cunha ouvre le paquet, y trouve des cahiers d'écolier, des copies d'articles, des inédits.

Une partie est confiée à Hubert Sarrazin, une partie est remise à Albert Béguin, qui découvre des pages inédites de *Monsieur Ouine* et d'autres, qui lui servent à la correction et au redressement du texte pour la publication qu'il fera du roman en 1955. Après vingt-quatre années de tribulations, le chef-d'œuvre de Bernanos nous était enfin accessible dans sa totalité. Nous pouvions prendre la

définitive mesure d'un écrivain dont Jean-Louis Curtis a donné une des meilleures définitions : « Quelle distance entre lui et la plupart des autres ! Non qu'il soit « plus grand » — qu'est-ce que cela veut dire ? Il est parmi les grands, mais absolument à part, différent. »

A part, différent aussi, ce *Monsieur Ouine* commencé à Toulon en février 1931, interrompu la même année, repris fin 1932. Jusqu'à l'été 1934, avec des alternances de doute, d'enthousiasme, d'incidents — un cahier se perd, envolé de la sacoche de la moto dont Bernanos aimait la vitesse, — la rédaction se poursuit. « Je mijote des heures au fond des cafés ténébreux... Mon livre me dégoûte... Je travaille huit heures par jour... Ce que j'ai fait de mieux de plus complet... Mon fameux roman est un lugubre urinoir... L'achèverai-je jamais ? » Mais le travail avance. Plon prévoit la publication pour 1935. Les dernières pages lui parviendront en mai 1940 !

Entre-temps, s'ajoutant aux angoisses de l'écrivain devant un sujet qu'il sait devoir être son œuvre capitale, il y eut les aléas de la vie (déménagements, second accident de moto, départ pour le Paraguay, installation au Brésil dans une fazenda au très bernanosiennement lieu-dit « La Croix-des-Ames ») ; il y eut *Un crime*, *Journal d'un curé de campagne* (né de *Monsieur Ouine*, que Bernanos interrompit pour *Journal*, dont il dira, lui, peu enclin à s'admirer : « J'aime ce livre comme s'il n'était pas de moi. »), *Nouvelle Histoire de Mouchette* ; il y eut les écrits de combat, les *Grands Cimetiers sous la lune*, *Nous autres Français*, les *Enfants humiliés*. Et ce qu'il appelle son « grand roman » ne sera pas édité par Plon, mais, en 1943, par Charles Orla, éditeur suisse installé à Rio-de-Janeiro.

Et il faut rendre hommage à la critique brésilienne ; précisément à Jorge de Lima et à Antonio Candido, qui aperçurent la richesse de l'œuvre, ce qu'elle a d'unique dans la littérature, et cela malgré une édition comportant bien des erreurs et privée d'une quinzaine de pages qu'on pourrait dire des plus importantes. Trop préoccupé par sa *Lettre aux Anglais* et ses articles envoyés à Londres et à Alger, Bernanos n'a guère prêté attention à la correction des épreuves. Il n'en prête pas davantage quand, en 1946, le roman paraît enfin chez Plon.

La critique est des plus réticentes. Seule Claude-Edmonde Magny vit que le roman comptait



Bernanos : « Mon livre me dégoûte. »

moins par les histoires qu'il amorce sans forcément les conclure que par ceci, que le romancier a su « montrer le mal en lui laissant son essence de mystère, faire paraître ce qui n'est pas ; et en même temps auster la réalité du surnaturel avec les seuls moyens que mettait à sa disposition la nature, sans recourir à l'intervention expresse du merveilleux ».

Mélodrame et métaphysique

Steeny, quinze-seize ans, orphelin de père. Sa mère et sa gouvernante, celle-ci dominant celle-là à la tête et des sens. Un châtelain ivrogne à l'agonie. M. Ouine, professeur retraité amateur d'adolescentes. Une châtelaine folle hystérique dans un cimetière. Un bûcheron ancien de la Légion se suicide. Un jeune valet de ferme est assassiné.

Un maire troussé de filles est affligé d'obsessions olfactives. Un cadavre parle deux heures après le décès. Un curé malade jusqu'à dire ce qu'il faut dire... Que de mélodrames ! Et que d'impasses ! Qui a tué le valet ? La châtelaine est-elle la maîtresse de Ouine qui serait le père de Steeny ? Le maire s'est-il suicidé ? Qu'importe ! Le mélodrame est le support d'une métaphysique nullement absconce, et le lecteur sent très vite que la réponse aux énigmes est moins essentielle que la parabole qu'elles induisent.

Monsieur Ouine est de ces œuvres inclassables que l'histoire littéraire retient comme à la fois une sorte de pépite unique et ce

que l'on peut appeler un livre-charnière : « Si l'on ne considérait que les recherches formelles qui le caractérisent, dit Michel Estève, Monsieur Ouine pourrait apparaître comme le premier « nouveau roman » français. »

Quant à l'onirisme que Bernanos reconnaissait à son roman, il est d'un autre domaine que le fantastique ou le merveilleux — la présence du Mal ne recourt plus à une

apparition du diable comme dans *Sous le soleil de Satan* ; les événements qui agitent le village de Fenouille (crime, lettres anonymes, enquête...) et qui révèlent ce Mal sont des événements de tous les jours. Mais derrière le fait-divers est la vision que le romancier a du monde, une espèce de prodigieux condensé des craintes et espoirs présents dans les autres romans et écrits polémiques.

Si *Monsieur Ouine* est une œuvre exceptionnelle, c'est par ses qualités littéraires, aussi par son actualité. Le sermon prononcé à l'enterrement de l'enfant assassiné résume à lui seul ce qu'il est convenu d'appeler « les problèmes de notre temps ». Depuis les drames dus à la drogue jusqu'au suicide de jeunes gens désespérés, la confrontation de Steeny et de Ouine est une puissante évocation des échecs d'une génération qui décline et des espérances de celle qui lui succède.

« Un cœur qui bat hors du corps »

Fenouille n'est pas seulement un village d'Artois. Ainsi que l'énonce l'autre titre auquel avait pensé Bernanos, *la Paroisse morte*, c'est l'image d'une civilisation qui, ses repères de valeurs perdus, est à l'instar du prêtre, comme « un cœur qui bat hors du corps ». Et le prêtre d'ajouter : « Moi, je bats

tant que je peux, seulement le sang ne vient plus, le cœur n'aspire et ne refuse que du vent. » Ce vent de mort que M. Ouine souffle sur le village et auquel Steeny — l'apocalypse — l'avenir — échappe peut-être ; contrairement à Mouchette, sa sœur en littérature, l'adolescent du dernier roman de Bernanos ne se suicide pas.

D'une telle œuvre dont nous avons dit les péripéties matérielles de la création, il n'est pas indifférent de connaître les états successifs. A partir des cahiers retrouvés au Brésil et qu'Albert Béguin lui a remis, Daniel Pezeril en a mis en forme la « genèse à la fois narrative et stylistique ». Par son travail, on suit mot à mot les modifications d'expressions ou d'intrigues, on assiste, en même temps qu'à des scènes que Bernanos n'a pas retenues, à la naissance d'un roman dont on n'a pas toujours vu l'accomplissement ni la plénitude.

« Je considère Monsieur Ouine comme son œuvre la plus achevée », disait justement Philippe Soupault. La publication de ces *Cahiers* offre un précieux matériel à l'érudition. Mais au-delà, et plus encore, elle éclaire un peu le mystère de la création romanesque quand, sans la négliger, elle fait de l'anecdote le support d'une forte pensée, quand le personnage devient mythe, quand les drames d'un village traduisent l'angoisse et l'espérance universelles.

Pierre-Robert Leclercq

ARTS

Les avant-gardes et après ?

Suite de la page 19

Que la *Leçon de piano* de Matisse réponde à la volonté à demi consciente de représenter un enfant captif d'un espace gris et clos, on a peine à l'admettre. Il n'empêche : pour l'essentiel, la démonstration convainc — et d'autant mieux qu'elle rompt avec l'une des pires habitudes de l'histoire de l'art telle qu'elle se pratique désormais : le dédain de toute considération politique, le complet mépris de toute histoire, histoire des idées autant qu'histoire du quotidien. Des toiles, des sculptures, il n'importerait, à en croire les épigones fatigués du formalisme, que de considérer les structures et les matériaux.

Silver, qui enseigne à New-York University, œuvre à l'inverse. Il cherche à comprendre dans son ensemble la période qu'il se

donne pour territoire, il n'en exclut ni les généraux, ni les couturiers, ni les journalistes, ni l'opinion publique. Son talent tient à cette méthode, qui a l'ampleur pour premier principe.

Même pratique de la synthèse chez Golomstock, ex-universitaire moscovite exilé depuis vingt ans. Des discours officiels, des rapports de police, des archives du Reich et de celles, ténébreuses, du Kremlin, il a tiré les éléments d'une description accablante des procédés qui ont asservi peintres et sculpteurs. Remarquable, l'analyse de l'alliance entre futuristes italiens et fascistes, suprématistes russes et léninistes. A Rome, elle tourne à la bouffonnerie académique. A Moscou, elle finit très mal, par l'exclusion de tous ceux qui avaient cru que la révolution d'Octobre avait besoin de la révo-

lution abstraite, et oublié que l'ordre politique, quel qu'il soit, préfère naturellement les artistes anodins et conventionnels. Kandinsky et Chagall exilés, Malevitch étouffé, le réalisme socialiste prospère et s'exporte à merveille.

Les parallèles que l'auteur établit sans cesse entre stalinisme et nazisme sont si réussis qu'à la longue on ne sait à quel régime attribuer tel groupe d'athlètes musculeux, tel laboureur michelangelesque, telle nourrice colossale. Les comparaisons entre théoriciens glissent au sacrilège tranquille. Lukacs pensait à peu près comme Goebbels ? Les textes le démontrent, gênants et irréfutables. Pas de doute : il faut lire Silver et Golomstock, ces blasphémateurs savants.

Philippe Dagea

FRUTTERO & LUCENTINI



Qui a tué Dickens ? Fruttero et Lucentini convoquent le ban et l'arrière-ban de la littérature policière pour élucider « le Mystère d'Edwin Drood ».

Claire Devarieux / Libération

Le résultat sera à la mesure des fameux limiers et du tandem italien qu'on retrouve au mieux de sa forme. Jean-René Van der Plaetsen / Le Figaro

Editions du Seuil

HISTOIRE

Israël, de gauche à droite

Marius Schattner retrace l'origine d'un mouvement qui a conquis le pouvoir en 1977

HISTOIRE DE LA DROITE ISRAËLIENNE
de Marius Schattner.
Ed. Complexe, coll. « Questions au XX^e siècle », 400 p., 69 F.

Quand « ils » sont arrivés au pouvoir, au lendemain des élections de mai 1977, toute l'intelligentsia de gauche, israélienne et européenne, a conclu à « l'accident historique ». Pour la première fois dans l'histoire du sionisme, pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, en 1948, la droite — les « révisionnistes » — accédait aux commandes. Le choc avait des allures de traumatisme. C'est que le mouvement sioniste puis l'Etat israélien avaient toujours été gouvernés par la gauche — ces travaillistes qui domina longtemps la personnalité de David Ben Gourion. Cette équipe-là se confondait avec l'Etat, au point de « délégitimer » à l'avance toute prétention de la droite à venir aux affaires.

Et, de fait, la droite nationaliste, celle qui anima les mouvements les plus durs et les plus douteux — Irgoun, groupe Stern — fut, des années durant, tenue pour « dissidente » et quasi illégitime. Sa victoire de 1977, l'arrivée de Menahem Begin à la tête du gouvernement, ne pouvait donc être qu'une parenthèse, une erreur de parcours de l'Histoire, que l'électorat se devait de rapidement corriger. Quatorze années plus tard, la droite est toujours

au pouvoir. Le parti qui regroupe l'essentiel de ses forces, le Likoud, se porte bien; la gauche travailliste, elle, donne des signes d'épuisement. Pareil renversement méritait qu'on se penchât d'un peu plus près sur ces mystérieux « révisionnistes ». Mal connus sans doute parce que mal aimés, peu fréquentés parce que craints, mal compris donc caricaturés, ce sont pourtant eux qui, depuis plus de dix ans, façonnent l'image, le profil et la politique d'Israël. Presque sans partage. Correspondant au bureau de l'AFP à Jérusalem, Marius Schattner raconte l'histoire des « révisionnistes ».

Tout commence avec un personnage hors du commun, le père fondateur, Vladimir Zeev Jabotinsky, une sorte de Garibaldi sioniste, tour à tour libéral et tenté par la dictature, qui, de sa prison de Saint-Jean-d'Acre, où les Britanniques l'ont un moment interné, traduit en hébreu la *Divine Comédie* de Dante et les œuvres de Conan Doyle, afin, disait-il, de « donner le goût de l'aventure à la jeunesse juive autrement que par la lecture de la Bible ». Après nombre de batailles au sein de l'Organisation sioniste, « Jabot » — dont le portrait trône dans le bureau du premier ministre Itzhak Shamir — va fonder son parti, l'Union mondiale des sionistes révisionnistes, le 25 avril 1925. A Paris, au Quartier latin, au Café du Panthéon.

Les « révisionnistes » ont pour credo « l'indivisibilité d'une

terre » qui s'étend de la Méditerranée au désert (au moins jusqu'au Jourdain), en hébreu *Eretz Israël*, « le pays d'Israël ». Ils s'appellent « révisionnistes » parce qu'ils entendent « réviser » non pas le sionisme, mais la politique, à leurs yeux trop pragmatique, trop portée au compromis, de l'Organisation sioniste majoritaire. Là réside une des clés de l'analyse de Schattner : il relativise la profondeur du différend entre la gauche et les révisionnistes. Après la guerre de 1967, l'occupation de la Cisjordanie, explique-t-il, va même quelque peu effacer la ligne de fracture entre les deux branches ennemies du sionisme.

Ce sont les travaillistes, alors au pouvoir, qui vont amorcer la colonisation des territoires occupés. « Cette politique est celle de la droite, même si la droite l'annonce de façon différente, en mettant plus l'accent sur l'illégitimité que sur la sécurité »; autrement dit, poursuit l'auteur, « il n'y a plus grand-chose pour séparer » les deux grandes tendances du sionisme. « Sur le plan des idées, les héritiers de Jabotinsky ont gagné », et cette évolution préparait la victoire de 1977.

Il faudra la guerre du Liban, l'Intifada, une certaine évolution du mouvement national palestinien, de l'OLP, pour qu'une partie de la gauche sioniste commencent, laborieusement, à se redéfinir sur le thème du « compromis territorial ». Mais c'est là une autre histoire.

Alain Frachon

Les « Craignant-Dieu »

ISRAËL, LES HOMMES EN NOIR
d'Ilan Greitssamer.
Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 285 p., 152 F.

Au lendemain des dernières élections israéliennes, en novembre 1988, la presse occidentale affichait volontiers des titres dramatiques : Israël était menacé par les partis intégristes juifs; une vague « fondamentaliste » submergerait le pays; les rabbins ultra-orthodoxes allaient s'assurer de formidables positions dans l'appareil d'Etat, etc. Que s'était-il passé ? Treize sièges sur cent vingt revenaient à trois formations orthodoxes, qui s'assuraient un rôle pivot dans la formation du gouvernement puisque aucun des deux grands partis — Likoud et travaillistes — n'était en mesure de former une majorité sans les rabbins.

Mars 1990 : même écho alarmiste dans les médias à l'occasion d'une grave crise gouvernementale. Deux grands rabbins, non élus, ne disposant d'aucune fonction publique, au moins nonagénéralistes et parlant mieux le yiddish que l'hébreu, faisaient pencher les partis religieux du côté de la droite; ils empêchaient ainsi le chef travailliste, M. Shimon Pérès, de revenir au pouvoir et brisaient sans doute une possible relance d'un processus de paix... Pour prix de leur soutien à la droite, les « hommes en noir », les « Craignant-Dieu », comme on appelle les orthodoxes, obtiennent quelques ministères, la présidence de la commission des finances, nombre de subventions et des promesses de renforcement de la législation religieuse.

La presse s'interrogeait à nouveau. L'Etat créé par une génération de sionistes athées était-il en passe de se muer en théocratie ? Y avait-il une version juive de l'intégrisme islamique — les deux fondamentalismes se répondant l'un l'autre ? Le schéma était séduisant et, une bonne dose de paranoïa intellectuelle aidant, conduisait à des clichés faciles, tenant lieu d'analyse, sur les « ayatollahs du judaïsme ». Professeur de sciences politiques, Ilan Greitssamer remet les choses en place, dressant un portrait beaucoup plus subtil de ces « Craignant-Dieu » et soulignant la singularité d'un phénomène in-



ductible à quelques lieux communs médiatiques (1).

Non, l'Etat hébreu, explique-t-il, n'évolue pas vers la théocratie. D'abord parce que ces fameux partis orthodoxes, héritiers d'un monde englouti dans la Shoah, sont beaucoup moins versés dans le prosélytisme qu'ils ne sont attachés à défendre les intérêts de leurs fidèles. Leur sphère d'intervention est limitée : ils sont plus occupés à faire vivre leur réseau d'écoles et d'instituts d'études talmudiques — grâce au budget de l'Etat — qu'à promouvoir un renforcement de la législation religieuse. Deux des trois partis orthodoxes sont passablement hostiles à toute idée de « coercition religieuse ».

Tout correspondant installé depuis quelque temps en Israël peut en témoigner : ces dernières années, qui virent la montée des partis religieux, sont aussi celles où le respect du shabbat, par exemple, n'a cessé d'être battu en brèche à Jérusalem. Du nord au sud de la côte méditerranéenne du pays, là où vivent près des deux tiers des Israéliens, le « modèle culturel dominant », si l'on peut dire, emprunte plus au « Club-Med » qu'au monde des yeshivot (écoles talmudiques)...

De fait, le succès des partis religieux, dit Greitssamer, tiendrait moins à une soudaine évolution de l'électorat vers l'orthodoxie qu'à une série de facteurs conjoncturels — désaffection d'une partie des électeurs séfarades du Likoud — et aux aberrations politiques dues au mode de scrutin (la proportionnelle intégrale). A l'avenir, lesdits partis sont menacés par les projets de réforme institutionnelle et par l'arrivée d'un électorat juif d'origine soviétique massivement laïc, quand il n'ignore pas tout du judaïsme.

Ce sont là quelques-unes des conclusions fortes distillées au fil d'un ouvrage qui est aussi un étonnant reportage sur ce monde des ultra-orthodoxes, une galerie de portraits soulignant la diversité des « Craignant-Dieu » : non, ils ne sont pas uniformément « faucons » en politique étrangère, pas plus qu'on ne peut continuer à qualifier d'a-sionistes (ou d'anti-sionistes) des partis qui se fondent sans cesse davantage dans l'appareil d'Etat.

AL F.

(1) Le même auteur, également aux Presses de la FNSP, avait publié en 1978 un très solide ouvrage sur les Communistes israéliens.

ACTUALITÉS

Hugo Pratt, Celte de Venise

Visite au père de Corto Maltese

Hugo Pratt est l'invité unique de l'émission « Caractères », vendredi 14 juin sur Antenne 2. Il sera le troisième invité, après Henri Troyat et Georges Steiner, auquel Bernard Rapp consacre l'intégralité de son émission. Une manière de mettre à l'honneur la bande dessinée et l'un de ses héros les plus prestigieux. Et de célébrer avec un jour d'avance l'anniversaire d'Hugo Pratt, né le 15 juin 1927...

Hugo Pratt est un mythe. Comme Hergé, il est à la fois le scénariste et le dessinateur, unique et jaloux, des aventures de Corto Maltese. Son héros est né en 1967. « Ce prénom signifie « court », « vif », en argot espagnol, explique son créateur. Par extension, il veut dire aussi « voleur ». Corto Maltese est un voleur de sentiments. Son nom est dû à sa naissance, à Malte, et bien sûr se réfère au Faucon maltais. » 1967, c'est l'année de la mort de « Che ». Guevara, auquel Hugo Pratt a prêté son nom, a écrit un livre. Mais c'est aussi un an avant l'explosion de mai 1968. « Corto Maltese est un romantique, un aventurier, mais c'est aussi un rebelle ».

Le matin à la boucle d'oreille, qui de la *Ballade de la mer salée* aux *Hébréiques* parcourt les mers et le monde en croisant au hasard de ses aventures des personnages aussi emblématiques que Kipling, Rospotz, Rimbaud, Diaghilev, etc., à fait de son « père » un auteur de « littérature destinée » (termes qu'il revendique hautement) dont la notoriété est aujourd'hui internationale. Trois millions d'exemplaires des neuf albums parus de Corto Maltese (Editions Casterman) ont été vendus de par le monde, dans quatorze langues différentes.

Pratt a aussi imaginé les aventures

de Jésus-Jos — dont un film réalisé par Olivier Austen vient d'être tiré mais reste en panne faute de distributeur audacieux, — d'Ernie Pike ou de l'équipée des *Scorpions du désert*.

Hugo Pratt est un amateur de livres, de voyages et de gastronomie exotique. Il a posé son sac à Lussan, dans une grande villa qui domine le lac Léman. Une maison solide et carrée comme son propriétaire. Hugo Pratt l'a achetée après que d'autres acquéreurs potentiels s'en furent détournés, effrayés par la légende d'un meurtre qui en aurait souillé l'âme. Au sous-sol, l'auteur a installé son atelier, que surmonte un scaphandrier énigmatique. « Il est beau, sourient ses yeux bleus, mais de lourdes lunettes, il correspond à un souvenir : la première complicité avec mon père, c'est le dessin d'un scaphandrier qu'il crayonnait, alors que j'avais quatre ou cinq ans et qu'il m'obligeait à lire Jules Verne tout en suivant sur un atlas géographique les longitudes et les parallèles. » Le regard vide du scaphandrier courbe des tables montées sur tréteaux qui supportent des bocaux de pinceaux, des croquis, un fax, et des livres.

Femmes et fables

Des dizaines de livres de tous les genres (des récits de cow-boys ou de voyages, des histoires de costume militaire, des essais, des bandes dessinées des années 50) et d'origines diverses : Hugo Pratt use indifféremment de six langues — l'italien, l'allemand, l'anglais, le français, le portugais et l'espagnol — lit le vieux vénitien, ce qui lui permet de déchiffrer cartes et portulans anciens. Il maîtrise aussi des dialectes de la corne de l'Afrique, vestiges de son adolescence passée en Éthiopie pendant les années 30, dans le sillage de son père, dessinateur militaire du Bureau de contrôle de la population nomade et indigène en Abyssinie.

alors sous domination fasciste. Les livres sont sans doute le dernier amour et le dernier refuge d'Hugo Pratt. Sa bibliothèque, riche de plus de trente mille volumes, inonde sa maison. « Je ne les ai pas tous lus, mais je les ai tous feuilletés, avoue le bibliomane. Je tombe parfois amoureux d'un titre, même si le contenu du livre n'en tient pas les promesses. Les livres donnent les clefs des portes que l'on veut toujours traverser. La lecture, c'est la quête du plaisir et de la connaissance ».

Ports d'attache, ces livres qu'Hugo Pratt se reproche de « garder jalousement » alors qu'il finirait le livre circuler » n'empêchent pas cet aventurier impénitent de poursuivre sa quête. Que ce soit à Paris, où il est fidèlement domicilié dans un petit hôtel du Quartier latin dont le nom — L'Esmeralda — lui semble dédié. Ou en Argentine, pays dans lequel il a passé dix-huit ans. Ou encore à Venise, où il est légalement né il y a soixante-quatre ans, alors que sa mère avait accouché de lui à Rimini. Deux lieux pour une seule naissance, qu'il a volontairement brouillés afin d'alimenter son propre mythe de personnage double.

Car Hugo Pratt le Vénitien est aussi un peu celte. Vint dans les discussions sur la Kabbale ou la parapsychologie, lecteur attentif de Wolfgang Iser et d'autres grands auteurs mystiques, admirateur des frères Grimm, cet artisan de la plume et du pinceau devient poète quand il évoque le cycle breton, les légendes de la forêt de Pinpoint, Merlin l'enchanteur et la Reine Morgane. Petit garçon, il évoluait dans un univers peuplé de fées et de fables, « toutes belles et intelligentes ». Hugo Pratt n'a pas oublié le vert paradis des contes et des légendes enfantines : « Plus on avance, plus on découvre que les mythes sont vrais. Pourquoi refuser les rêves dorés ? »

Yves-Marie Labé

Les héritiers d'Antonin Artaud demandent le retrait de vente de la revue « L'Infini »

La revue trimestrielle *L'Infini*, que publie Gallimard, ouvre son N° 34 sur de longs extraits de la fameuse « Conférence au Vieux-Colombier » qu'Antonin Artaud avait donné le 13 janvier 1947. Face à une salle comble et fascinée, Artaud délivra la des textes d'une telle intensité qu'ils apparurent à la limite du supportable pour le public; et Artaud lui-même interrompit sa communication au bout de deux heures survoltées. Tous les connaisseurs et les amoureux d'Artaud seront ici comblés de découvrir un document capital, non seulement pour ce qu'il apporte de révélations autobiographiques telles que son expérience de l'internement à Rodez — « Je suis mort à

Rodez sous un électrochoc » — mais aussi par la violence poétique qui l'anime. Dénonciation de l'endocrinisme et de toutes les formes d'aliénation individuelle ou collective, apologie du corps libre, acte d'accusation virulent et lucide de la société, ce texte devait être publié et devrait être publié intégralement.

Or, la « Conférence au Vieux-Colombier » fait partie des textes qui composent le 26^e volume des *Œuvres complètes* d'Antonin Artaud en cours de publication aux éditions Gallimard, et dont les héritiers d'Artaud ont exigé la suspension (« le Monde des livres », des 8 février et 1^{er} mars). Les héritiers d'Antonin Artaud ont donc demandé en référé, au tribunal de

Paris que le N° 34 de *L'Infini* soit retiré de la vente. L'audience devait avoir lieu jeudi 13 juin à 14 heures devant Mme Hugnet Le Foyer de Costil, premier vice-président du tribunal de Paris. « Quelle que soit la nature du conflit qui oppose les héritiers aux éditeurs des Œuvres complètes d'Artaud, cette revue d'écrivains qu'est *L'Infini* a jugé et manifesté qu'un écrivain ne pouvait et ne saurait être interdit », nous a déclaré Marcelin Pleyne, secrétaire de rédaction de *L'Infini*, qui dirige Philippe Sollers.

Valérie Cadet

► *L'Infini* N° 34, Gallimard, 128 p., 78 F.

L'Europe de l'édition singulière

La marge est étroite entre une saine et féconde culture de ses singularités et un individualisme stérile, jaloux autant qu'aveugle. La vingtaine d'éditeurs français « singuliers » venus du sud de la France à Florence rencontrer, du 3 au 5 juin, leurs homologues grecs, portugais, yougoslaves et espagnols ont pu, à l'écoute d'autrui, mesurer cette marge. Organisées conjointement par le très actif Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon, animé par Anne Potié et Gil Jouanard, et l'Institut français de Florence, dirigé par Noëlle Châtelet, sous l'égide des conseils régionaux du Languedoc et de la Toscane, ces journées ont permis de dégager, et de confronter, différences et points communs.

En France, le rôle moteur du secteur de la petite — encore faudrait-il s'entendre sur cet adjectif et les situations fort diverses qu'il recouvre — édition, que soulignent à nouveau M^{me} Evelyn Pissier, directeur du livre et de la lecture, venue à Florence, n'est pas à démontrer. Il est en

revanche à réaffirmer et à défendre, face à des menaces que la mauvaise situation générale de l'édition française ne peut entièrement expliquer.

L'intérêt de cette rencontre des éditeurs « singuliers » d'Europe du Sud fut, au-delà des discussions sur l'information, la traduction ou la distribution, au-delà de la confrontation des expériences, de définir quelques projets d'actions communes : création d'une association regroupant des représentants de chaque pays, afin notamment de faciliter l'accès des éditeurs concernés à des manifestations internationales comme celle de Francfort; banque de données rassemblant les informations sur l'état des droits de traduction dans les différentes langues; inventaire des grandes traductions réciproques à entreprendre; contact avec France-Edition, office récemment créé pour promouvoir le livre français à l'étranger... La rencontre prévue à Rhodes en 1992 permettra d'apprécier le chemin parcouru.

P. K.

Prix littéraires

Le prix Relais H du roman d'évasion a été attribué à William Boyd pour *Brazzaville Plage* (Seuil). Le prix Europalia a été décerné à Vergilio Ferreira pour l'ensemble de son œuvre. Le prix Tristan Tzara est allé au poète belge André Schmitz pour les *Prologues de l'ordinaire* (L'Age d'Homme). Les *Lettres de la littérature française* ont été remis à l'hôtel Lutetia à Henry Gidel pour *Feydeau* (Flammarion), Raoul Girardet et Pierre Assolonne pour *Singulièrement libre* (Actes Sud) et Eric Ollivier pour la *Loi d'exil* (Grasset). Rémi à Lourmarin, le jury du prix Albert Camus a attribué sa récompense annuelle au livre de Marcel Moussy *Un parfum d'absinthe* (Albin Michel). Attribué à un premier roman, le prix littéraire Girondins a été donné à la comédienne Agnès Gattegno pour son livre *Souvenirs de la chambre bleue* (Julliard). Le 22^e grand prix littéraire des lectrices de *Elle* a été attribué, dans la catégorie « roman », à Claire Bonafé pour le *Guetteur immobile* (Balland), et dans la catégorie « document » aux *Saisons de Moscou*, de Lila Louguina (Plon). Le prix Wizo a été attribué à Serge Kostor pour *Trou de mémoire* (Corti) et à Meïr Shalev pour *Que la terre se souvienne* (Albin Michel). François Furet a reçu le prix Alexis de Tocqueville pour l'ensemble de son œuvre.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La Ligne Saint-Nazaire - Montevideo - Buenos-Aires

L'ATLANTIQUE est, on ne le sait pas assez, une mer intérieure qui réunit le Rio de la Plata et l'estuaire de la Loire. Pendant trois jours, en effet, du 7 au 10 juin, des écrivains d'Argentine, d'Uruguay, du sud du Brésil, se sont réunis à Saint-Nazaire, transformant ce lieu mythique qu'est l'Hôtel de la plage découvert par Jacques Tati dans *Les vacances de M. Hulot* pour des Rencontres internationales sur la littérature du Rio de la Plata à l'invitation de la Maison des écrivains et des traducteurs étrangers (MEET), et de l'éditeur nazairien Christian Bouthemy, qui dirige les éditions Arcane 17.

Reconstruit deux fois en moins d'un siècle, ce port, où subsiste, comme un pachyderme, indestructible paraît-il, le béton de la base sous-marine construite par les Allemands, fut la grande voie de communication créée par le Second Empire essentiellement à destination de l'Amérique du Sud (mais aussi vers les États-Unis ; c'est de Saint-Nazaire que Maïakovski s'embarqua pour New-York...).

Depuis deux ans, grâce au soutien de la ville et du maître socialiste Joël Bateau, existe là une maison remarquable qui reçoit, pour un mois ou deux, des écrivains d'ailleurs, venus travailler, s'isoler, découvrir le pays bas-breton. Et eux-mêmes. La «Maison», c'est, en réalité, un appartement moderne, entre ciel et mer, entre les plages et le port, au-dessus du quartier du Petit Maroc et du pont ouvrant qui laisse passer de gros navires sous les fenêtres, au dernier étage d'un immeuble que les Nazairiens appellent toujours, «le Building», souvenir du long stationnement de l'armée américaine après la guerre.

Quelques dizaines d'écrivains et traducteurs, en majorité originaires du Rio de la Plata, mais aussi de Chine, d'Espagne, d'Italie, du Danemark ou d'Australie, ont donc résidé là, tous frais payés - transports urbains, bibliothèque et cinéma compris - disponibles pour découvrir Segalen, Nathalie Sarraute, Pierre Herbart, Marcel Schwob, ou pour relire Proust, au gré des découvertes suggérées par l'attentif Christian Bouthemy. Avec pour seule obligation, à la fin, de rendre un texte de dix pages au minimum, publié ensuite dans la collection «MEET» en édition bilingue (1).

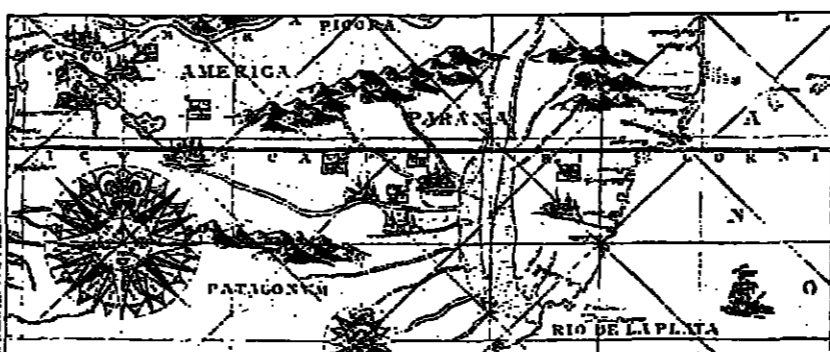
«Rio de la Plata. Centre ou périphérie?» Sur ce thème, contestable et contesté par l'ensemble des participants (ne sommes-nous pas tous des périphériques ?...), les écrivains, en quête de géométries improba-

bles, semblaient s'opposer tout en marquant leur appartenance à une spirale animée par l'Argentin Borges et l'Uruguayen Onetti, l'Argentin Cortázar et l'Uruguayen Felisberto Hernández, le Polonais Gombrowicz et le Béarno-Uruguayen Supervielle. Tous s'avouant meilleurs connaisseurs de la littérature européenne que de la littérature latino-américaine... Venu de contrées diminuées par une situation politique et économique alarmante, un «centre» des crises de notre temps, les participants nous donnaient fort heureusement l'occasion de considérer le sud d'un continent culturellement mal connu.

Un Sud - distinct du monde caribéen - cosmopolite et maniériste, fluide et brumeux, qui, curieusement, s'est fait le champion d'une écriture «moderniste», faite de virtuosité et de références culturelles, refusant délibérément le quotidien tout comme l'exotisme, le baroque comme le politique. Et qui serait resté encore longtemps inconnu de l'Europe sans la volonté conjugée de Victoria Ocampo la magnifique et de Roger Caillois à une époque où Buenos-Aires était devenue un «centre» pour les exilés de l'Europe. Pourtant la collection «La Croix du Sud» publia les grands Uruguays qu'étaient déjà Onetti (et *La Vie brève*, «Folio» Gallimard) ou Felisberto Hernández (et *les Hortenses*, épuisé chez Denoël), ou encore celui que Borges appelait son «maître», Macedonio Fernández (2)... Et qui se souvient que l'Uruguay est le pays natal de Lautréamont, Jules Laforgue et Jules Supervielle ?

FRANCE confrontation d'écrivains qui ne se connaissent pas forcément, qui ne se seraient peut-être pas parlés ailleurs qu'à Saint-Nazaire (les Argentins plutôt méprisants à l'égard des Uruguays) et qui, malgré des différences, se reconnaissent dans la volonté de faire de la narration une œuvre d'art. Écrivains-architectes - si différents des Caribéens baroques et réalistes, - pour qui «il ne s'agit pas, comme l'expliquait si bien la traductrice Laure Bataillon à propos de Juan José Saer, d'écrire comme on respire mais d'ordonner un matériau aussi rigoureusement que les villas palladiennes ou les concertos de Bartók».

Une littérature essentiellement préoccupée par la rigueur de l'écriture, qui se cherche dans un fantastique qui se dérobe dans le demi-rêve. Des personnages qui semblent ne pas savoir où ils vont, d'où ils viennent et dont les auteurs, même à l'épo-



Le Rio de la Plata (fragment d'une carte espagnole de 1582).

que de la grande richesse économique de l'Argentine grâce au cuir et à la laine, regardaient toujours vers l'Europe, paradoxalement plus attirés par Paris que par Madrid. Comme si «aller à Paris était l'unique accomplissement d'une existence de porteno», comme l'écrit Alicia Dujovne Ortiz dans son essai sur Buenos-Aires (Champ Vallon, 1984). «Ne dit-on pas à Buenos-Aires que la cigogne apporte des bébés... de Paris?»

Mais, qu'ils l'admettent ou non, tous émules de Borges. Tel son complice des *Chroniques de Bustos Domecq* (Denoël), «Lettres nouvelles», 1970), Adolfo Bioy Casares, prix Cervantes 1990, dont les Editions Robert Laffont publient régulièrement l'œuvre depuis quarante ans (dix titres parus depuis *l'Invention de Morel*, 1952) et qui, avec *Une poupée russe* (Laffont, 144 p., 80 F), se signale une fois encore par l'art distingué et efficace avec lequel le narrateur, omniprésent entre Paris, Buenos-Aires, le lac du Bourget, ballotté entre l'idéalisme d'une jeune héritière écologiste et le pragmatisme de la patronne d'un grand hôtel, se divertit à intriguer le lecteur, relatant un aller-retour en bateau vers l'Europe avec une femme interchangeable aux prénoms multiples qui est peut-être une autre, peut-être la même; ou bien exposant froidement les risques du métier d'acteur pour qui le comble de l'art serait de mourir sur scène. Ou encore, dans *Un photographe à la Plata* (Bourgois, 220 p., 110 F), un roman lisse comme la pampa, créant une ambiance fantastique dans une quotidienneté qui n'a rien de fantastique, à travers l'objectif du photographe débutant qui vient de sa province;

et qui repart avec un kaléidoscope. Telle Silvina Ocampo, dont reparait dans la nouvelle collection de poche de Gallimard «L'Etrangère», *Fais divers de la terre et du ciel*, des nouvelles écrites, comme le note Calvino avec «une férocité qui ne se sépare jamais de l'innocence». De Silvina Ocampo, la sœur cadette de Victoria, et de son mari Bioy Casares, il nous restera encore à traduire le seul roman que le couple ait écrit ensemble en 1946, *Ceux qui aiment haïssent* (Les que aman odian, Tusquets Editores, Barcelone, 1989).

La jeune génération, celle qui forme la majorité des invités de la Maison des écrivains et des traducteurs, était présente aux Rencontres, publiée par la collection «MEET» ou par Arcane 17. Avec Alan Pauls (né en 1958), romancier, scénariste, critique littéraire de Buenos-Aires qui, dans *la Pudeur du pornographe* (Arcane 17, 136 p., 89 F), revendique une littérature «ni tango, ni Borges, ni pampa» dans un roman épistolaire à la Klossowski. Avec l'Argentin Cesar Aira (né en 1949), publié par Maurice Nadeau en 1988 (voir «le Monde des livres» du 2 septembre 1988), auteur de deux remarquables longues nouvelles - *la Robe rose* et *les Brebis*. Aira ne devrait pas longtemps rester un inconnu. D'autant plus que «La Nouvelle Croix du Sud» publiera son roman *Canto castrato* chez Gallimard. Comme l'annonçait sarcastiquement, tristement, son premier éditeur français : «150 exemplaires de presse. Article : néant. Ventes avril : 20 exemplaires. Mai : 10 exemplaires. Bonne nuit les petits. A dans dix ans!»

Dans *Nouvelles impressions du Petit Maroc*, son texte écrit à Saint-Nazaire, Aira se montre polémique sur le «bien écrire» et n'hésite pas à prêter le flanc à la critique en disant qu'il s'ennuie avec les fastosités de «l'abominable Julien Gracq, la quinquiescence de l'écrivain de qualité...» Et précise : «J'ai horreur d'être forcé de lire ces interminables études de belle prose pour atteindre le roman... et de devoir supporter la qualité avant d'appréhender la littérature.» Il va jusqu'à remettre en question la traduction «dont les Français font si grand cas» et se demande «comment un Français pourrait comprendre un roman argentin sans lire les autres argentin», ayant poussé lui-même le paradoxe jusqu'à écrire en français le texte de ces *Dernières nouvelles du Petit Maroc*; à le transcrire en espagnol avant de le confier à son traducteur Christophe Joss qui le restitue en français! Il n'a pas encore confronté le résultat.

«C'est à Saint-Nazaire que j'ai compris pour la première fois de ma vie que je suis un écrivain : parce que j'ai été reçu et que j'ai reçu comme tel. Pendant trois mois en France, je n'ai été qu'un écrivain. Cela laissera des traces...», dit aussi l'Uruguayen Miguel Angel Campodónico, qui est venu à Saint-Nazaire avec sa mère et a raconté dans *Homme sans mots*, une drôle de révolte contre l'obsession de son lointain pays, qui le rend muet, l'empêche de «trouver la fenêtre par laquelle passer dans la réalité de Saint-Nazaire, de la Bretagne...», inventant une folle aventure qui soulevait Saint-Nazaire comme Montevideo et le conduisait jusqu'à un asile psychiatrique de l'autre côté de la Loire. Écrivain insaisissable, les mêmes lignes pour répéter qu'il n'est pas écrivain.

Décidément, cette Maison des écrivains est une pléiade (3). Les imitations ne sont pas interdites.

(1) Dix volumes parus : Giuseppe Conte, Miguel de Francisco, Harry Lams, Ricardo Piglia, Jens Sauerup Sorensen, Reinaldo Armas, Luis Goytiso, Mark Henshaw, Miguel Angel Campodónico, Cesar Aira. Édition bilingue avec entrées de présentation par Bernard Besson. Collection «MEET» Arcane 17, 49 à 89 F.

(2) «La Nouvelle Croix du Sud», qui dirige Severo Sarduy chez Gallimard, qui commencent à paraître à l'automne, publiera *Museo de la novela de la Argentina* de Macedonio Fernández, traduits par les Editions José Corti, après Elena Bellonci et autres textes poursuivra la publication des œuvres de cet auteur avec *Papeles de Recienvenido* («Papiers de Nouveau Veni») dans la traduction de Silvia Barón Supervielle.

(3) MEET, Rencontres, 10, rue d'Ypres, Saint-Nazaire, Loire-Atlantique.

Histoires d'une aube incertaine

Deux écrivains espagnols qui se situent aux franges de la réalité et de l'insolite, de l'amusement et de la peur

BAALBEC, UNE TACHE

de Juan Benet.
Traduit de l'espagnol par Claude Murcia.

Editions de Minuit, 318 p., 148 F.

DANS LA PÉNOMBRE

de Juan Benet.
Traduit de l'espagnol par Claude Murcia.

Editions de Minuit, 256 p., 130 F.

CE QUE DIT LE MAJORDOME

de Javier Marías.
Traduit de l'espagnol par Anne-Marie et Alain Kérouzart.

Editions Rivages, 176 p., 89 F.

comme Miguel Delibes, José Manuel Caballero Bonald, Gonzalo Torrente Ballester ou Carlos Rojas soient reconnus ici comme ils devraient l'être : à l'égale de Camilo José Cela que le prix Nobel a projeté sur l'avant de la scène.

Juan Benet appartient, lui aussi, à ce petit groupe des «pères» du roman espagnol contemporain. Né à Madrid en 1927, ingénieur des Ponts et Chaussées, Benet a publié en 1961, à compte d'auteur, un recueil de nouvelles, *Nunca llegaras a nada*, puis un volume d'essais, *la Inspiración y el Estilo*, avant de connaître un succès critique avec un roman, *Tu viendras a Región* (traduit en France aux éditions de Minuit).

Faulkner,
Proust...

Dans ce livre-manifeste, Benet rompt de manière spectaculaire avec la tradition du roman social, avec l'engagement politique, avec la description critique, réaliste ou lyrique de la société espagnole, pour situer l'action de son livre dans une sorte de «non-lieu», Región, qui est à l'Espagne ce que le comté de Yoknapatawpha créé par Faulkner est au sud des États-Unis. Región, c'est une image de l'Espagne, mais c'est aussi un

espace purement littéraire dans lequel l'écriture de Benet installe sa propre logique.

La référence à Faulkner est constante chez Benet - et avec elle, la volonté de faire échapper le roman espagnol à l'auto-enfermement national, à une esthétique de la plaine hispanique sombrement et obstinément grise. S'y ajoute dans les premières nouvelles aujourd'hui traduites sous le titre *Baalbec, une tache*, une référence non moins appuyée à Proust, à une recherche anxieuse du temps perdu. Mais là où Benet diverge d'avec Proust, c'est qu'au lieu de reconstruire un espace uni, cohérent, le travail d'écriture et de narration ne débouche que sur des ruines.

Retrouvant après des dizaines d'années d'absence la maison de son enfance, le narrateur de *Baalbec*, dans une de ces longues phrases labyrinthiques qu'affectionne Benet, ne peut que faire le constat amer et ironique de ses illusions : «J'ai vécu entre la façade et l'allée d'ormeau, sans savoir laquelle était la plus haute ; maintenant que les ormes ont disparu et que la maison était entourée d'une plaine bruneuse, réduite à de modestes dimensions, je comprenais à quel point les gloires familiales, tout ce passé défilant répété de bouche en bouche par des générations inconscientes, ne sont que la transposition d'un récit outré au royaume de l'enfance. Pendant des années nous avions vécu à l'ombre de ce passé familial, exalté et célébré par les femmes à l'heure du coucher ; mais lorsque la ruine menace une famille, elle perd rarement l'occasion de la tourner en ridicule, tout

en lui arrachant ses hommes d'un coup de griffe, la laissant réduite à un cheur d'aïeules creuses et de tantes creuses et de filles qui se creusent peu à peu glapissantes à force de champs paroissiaux sur les sables calvaires, et prétendent justifier leur nature sigilante en distillant dans les oreilles d'enfants étonnés les grandes d'une histoire familiale plus vaste que celle de Rome ; le faubourg temporel d'un aïeul plus robuste qu'un Scipion, sa cohorte de pères et de proconsuls, domestiques et palefreniers ; les chasses d'antan, les équipages d'un fils aussi rebelle qu'un Catalina, aussi élégant, riche, généreux et séduisant qu'un Antoine, banni, exilé et héroïquement disparu comme un Régulus.»

Mais derrière ces récits magnifiques, exaltés, dramatiques, il n'y a guère, dans les nouvelles de Benet comme dans son dernier roman, *Dans la pénombre*, que des existences misérables et étiées, des intrigues sordides, des passions amères ou honteuses, des malheurs flétris et rouillés. Théâtre grandiloquent et pitoyable où s'agitent des alcooliques, des demi-fous, des demeurés, des vierges exaltées.

La narration même que fait Benet de ces histoires qui paraissent se dérouler dans une aube incertaine ou dans la pénombre d'un salon est comme minée, ruinée : lambeaux de dialogues, personnages dont l'identité est brouillée, mensonges non élucidés, chronologies mêlées en écheveaux, blessures multiples dont les cicatrices se confondent ; le tout dans un lieu, Región, qui est tout à la fois une métaphore de l'Espagne et une métaphore de la vie : un paysage fantôme, une terre qui ne fait

que le malheur de ceux qui espèrent la cultiver, un amoncellement terne et gris de pierres et de boue sous un ciel éternellement bas et muet.

Une esthétique de l'indécis

Benet cultive le sybillin, les jeux de dédoublement et de reflet, l'ambiguïté, les transferts de sens par contamination, l'allusif, l'imprécis, le velléitaire, le dérisoire. Il développe une esthétique de l'indécis, du brumeux, du faux-fuyant. Ses textes sont comme des puzzles dont, pour corser la difficulté, les pièces seraient de forme mouvante. Pourtant, si *Baalbec, une tache* ni *Dans la pénombre* ne sont des livres difficiles, il faut simplement accepter d'attendre toujours quelques pages de plus pour comprendre. Moyennant cette ascèse, on voit peu à peu se dresser devant soi, par l'énigme d'une écriture protéiforme qui va de l'éclat au lyrisme le plus crépusculaire, l'une des constructions les plus achevées - et systématiquement démolies comme il se doit - du nihilisme contemporain.

Javier Marías a dédié l'une des nouvelles qui composent *Ce que dit le majordome*, «La démission de Santiesteban», «à Juan Benet, avec quinze ans de retard». En fait, comme Marías n'a que quarante ans et que la nouvelle en question a été écrite en 1975, la dédicace ne peut avoir qu'un sens : dire ce que la nouvelle génération de nouvelles espagnols - et Marías en particulier - doit au coup de force opéré par Benet dans la thématique et dans le ton de la narration espagnole.

Marías, né à Madrid, fils d'un des grands intellectuels de la tradition hispanique, appartient pleinement à cette génération d'écrivains qui désirent rattacher la littérature de leur pays à l'Europe, en tournant délibérément la page du passé. Longtemps enseignant à Oxford, traducteur du *Tristram Shandy* de Sterne en espagnol, Marías puise davantage son inspiration chez les ironistes anglais, chez Nabokov ou chez Borges que chez les romanciers d'une «âme espagnole» qui lui paraît appartenir à un fantasme lointain.

Une écriture sèche, rapide, brillante, à mi-chemin de la gravité et du sourire, des personnages qui paraissent surgir de la réalité plutôt que d'en faire partie, qui font un petit tour, racontent deux ou trois choses étranges et puis disparaissent comme ils étaient venus : cela suffit à Marías pour piéger délicieusement le lecteur, le faire voyager tout au bord de l'abîme, lui laisser entrevoir des gouffres d'horreur, de cruauté et de misère, et l'abandonner ainsi, hésitant, incertain, pas tout à fait incrédule, pas tout à fait rassuré, aux franges de la réalité et de l'insolite, de l'amusement et de la peur, du quotidien et de l'inattendu. Et c'est peut-être par ce lien que, au-delà des différences de génération et de style, Benet et Marías se rapprochent : dans leur volonté obstinée de saper tout élément de stabilité, de crever toute bouée à laquelle se raccrocher, de dire le règne des frontières incertaines et des vérités minées.

Pierre Lepape

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue Richelieu, Paris (2^e). Tél. : 47-03-81-10.

DON JUAN

Galeries Mansart et Mazarine

Tous les jours

de 10 h à 20 h.

du 24 avril

au 5 juillet.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

مكتبة الأميل

23 Le financement des PME
Bulva reprendra les discussions avec NEC

29 Renforcement de la sécurité des cars-fermes
30 Coproduction

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Quel «grand dessein» pour la Sécurité sociale?

Accusé de verser dans la facilité en réduisant la cotisation d'assurance-maladie des salariés et le forfait hospitalier, tout en repoussant à l'année prochaine les efforts de maîtrise de l'activité des professions de santé, le gouvernement de M^{me} Edith Cresson va désormais devoir apporter la preuve qu'il dispose d'un «grand dessein» pour la Sécurité sociale. A peine son plan de redressement rendu public, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, s'est attelé à la tâche difficile qui consiste à expliquer que derrière des mesures d'urgence, plutôt traditionnelles, se trouvent des projets plus novateurs, à moyen et long termes.

Une fois les comptes de l'assurance-maladie consolidés (les mesures prévues rapporteront plus de 30 milliards de francs en 1991 et 1992), le ministre compte parvenir, dès l'année prochaine, à ébaucher un système de maîtrise des dépenses «à la française».

Aux professions de santé, il proposera des accords permettant de leur garantir, en échange d'un engagement sur leur volume d'activité, une sécurité tarifaire. Ce qui laisse penser que la consultation tant attendue ne prendra la forme que d'une prime de résultat. A plus longue échéance, le ministre souhaite développer la médecine scolaire et la prévention, ce qui permettrait d'éviter nombre de praticiens hors du secteur libéral, mais nécessite dans un premier temps des investissements publics fort onéreux. A l'industrie pharmaceutique, qui devra procéder à des baisses de prix, on imposera une modification du conditionnement des médicaments, mais on négociera aussi des conventions pour développer la recherche.

Quant aux assurés sociaux, M. Bianco leur offre du «qualitatif»: mieux surveiller l'alimentation, les services de restauration collective ou réduire la paperasserie en développant par exemple les supports magnétiques. Mais, en attendant que ces objectifs se concrétisent dans leur environnement quotidien, les Français risquent surtout de ne retenir que la hausse de leur cotisation-maladie et le passage de 33 à 50 francs (vraisemblablement dès le 1^{er} juillet) du forfait hospitalier.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le relèvement de la cotisation d'assurance-maladie

Les syndicats dénoncent une aggravation des inégalités

Pour la CFDT, la hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie, décidée le 12 juin au conseil des ministres (nos dernières éditions du 13 mai), constitue «une potion amère pour les salariés» et «une solution de facilité, contre la justice sociale, l'efficacité économique et médicale». «Le couple augmentation des cotisations/pénalisation des malades a pourtant fait la preuve, depuis quinze ans, de son inefficacité à maîtriser les dépenses de santé», ajoute la CFDT. FO déplore «l'affaiblissement du pouvoir d'achat» des salariés, alors que l'Etat «refuse de payer sa dette de 9 milliards à la Sécurité sociale» et elle redoute «des mesures de restrictions de la couverture sociale des assurés».

«Mme Cresson est en train de boucher le trou de la Sécurité sociale avec des chèques supplémentaires. Il lui faudra donc trouver des moyens pour boucher de nouveaux déficits», commente la CFE-CGC, alors que la FEN comme la FNATH (Fédération nationale des accidents du tra-

Le combinat est-allemand Carl Zeiss Jena va être réuni et privatisé

Après des mois de tractations et d'incertitude, la Treuhandschaft a annoncé, mercredi 12 juin à Berlin, qu'un compromis avait finalement été trouvé entre le Land de Thuringe et celui de Bade-Wurtemberg, pour l'assainissement et la privatisation de l'ancien combinat VEB Carl Zeiss Jena.

FRANCFORT
correspondance

Carl Zeiss Jena, le fabricant de matériel d'optique et de précision est-allemand, héritier d'une entreprise plus que centenaire, avait pendant longtemps joué un rôle de vitrine industrielle pour le régime communiste. Depuis le début de l'année, il était en plein marasme, en raison de la perte de ses débouchés dans les pays de l'Est, notamment en URSS. La solution de compromis a d'abord porté sur la question de la Fondation, un vieux contentieux qui oppose, depuis la deuxième guerre mondiale, les usines de l'Est et de l'Ouest, pour savoir qui détient la légitimité du nom Carl Zeiss. Une seule Fondation Ernst Abbe, du nom du fondateur de la première Carl Zeiss Stiftung à Jena en 1888, va remplacer les deux fondations existant actuellement, l'une avec son siège à Jena et l'autre à Heidenheim, dans le Bade-Wurtemberg. A terme, c'est-à-

Après des mois de tractations

dire pas avant 1997, cette fondation qui conserve les deux sièges à l'Est et à l'Ouest, récupérera la propriété des usines de l'Est, quand celles-ci seront devenues viables économiquement.

En ce qui concerne la restructuration de la société Jenoptik Carl Zeiss Jena, qui, depuis la réunification entre les deux Allemagnes, était détenue à 80 % par la Treuhandschaft et à 20 % par la Zeiss Stiftung de Jena, son propriétaire d'origine, c'est la solution préconisée par l'ancien ministre-président de Bade-Wurtemberg, M. Lothar Späth, qui l'a emporté. A la suite d'accusations selon lesquelles il aurait abusé de voyages personnels gracieusement financés par des entreprises de son Land, M. Späth a été obligé de démissionner de son poste, en janvier. Depuis avril, il est devenu conseiller personnel du ministre-président de Thuringe, M. Josef Dutschak, un chrétien-démocrate comme lui, pour Carl Zeiss.

Refonte
des tâches

Sur le modèle de ce qui a été décidé pour les deux sociétés verre et céramique de Zeiss, avec une prise de participation majoritaire de Schott Glaswerke (Est) dans Jenast Glaswerk (Est) à compter du 1^{er} juillet, M. Späth s'est fait l'ardent défenseur d'une refonte des tâches entre l'Est et l'Ouest visant avant tout à attirer les investisseurs privés à Jena et à faire de la région

un pôle de développement technologique.

Dans ce but, l'actuel Jenoptik Carl Zeiss Jena GmbH, qui emploie encore 25 000 personnes, est scindé en deux sociétés distinctes: d'une part, Jenoptik GmbH, dévoué à 100 % par le Land de Thuringe et dont M. Späth devient le président du directoire; d'autre part, Carl Zeiss Jena GmbH, qui garde l'activité de base pour les microscopes et les instruments de précision, et dont Carl Zeiss Oberkochen (Ouest) prend la direction, ainsi que la majorité avec 51 % contre 49 % pour le nouveau Jenoptik.

La Treuhandschaft n'a pas précisé combien d'emplois pourraient être sauvés avec cette solution, mais, selon un porte-parole de Zeiss Oberkochen dans le Bade-Wurtemberg, «environ 7 000 personnes pourraient être employées par Jenoptik et 3 800 par Carl Zeiss Jena». C'est moins que le seuil minimal de 10 200 emplois qui avait été initialement promis en avril, mais «Josef Dutschak a donné son accord», a précisé ce porte-parole.

Par ailleurs, la Treuhandschaft a accepté de prendre à sa charge la plus grande partie des anciennes dettes de Carl Zeiss Jena, ainsi que l'arrière des pensions. Sur les 3,6 milliards de deutschemarks qui doivent permettre aux deux nouvelles sociétés de démarrer, la Treuhandschaft va déboursier 2,7 milliards et le Land de Thuringe 850 millions de DM.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

La visite de M. Jacques Attali aux Pays-Bas

Des recommandations de la BERD sur l'URSS seront discutées au sommet des pays industrialisés de Londres

LA HAYE

de notre correspondant

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de l'Europe de l'Est n'est pas seulement une institution financière, mais aussi, et peut-être surtout, une agence-conseil en développement économique et un pôle d'assistance technique. Telle est la substance des déclarations faites, mercredi 12 juin, par son président, M. Jacques Attali, de passage à La Haye pour des entretiens préparatoires au prochain sommet, à la mi-juillet, à Londres, des sept pays les plus industrialisés.

Rappelant qu'il avait invité M. Gorbatchev à lui rendre visite à Londres, mais sans préciser dans quelles conditions le président soviétique assisterait éventuellement au G7, M. Attali a confirmé

que la BERD avait établi un document «exposant une stratégie et des recommandations» pour l'économie de l'URSS. Ce document, «qui circule dans plusieurs capitales», serait, dit-on, discuté par le groupe des sept. M. Attali s'en entretiendra samedi, à Moscou, avec M. Gorbatchev et lundi, à Washington, avec M. Michel Camdessus, directeur du Fonds monétaire international, ainsi qu'avec M. James Brady, secrétaire d'Etat américain aux finances.

Le président de la BERD ne considère pas comme «une question vitale» la levée du plafond des prêts que l'institution est autorisée à consentir à l'URSS. Il souhaite bien voir que cette limitation, qui doit venir à échéance en 1994, soit supprimée «aussi vite que possible», mais il estime qu'elle ne constitue pas un obstacle. «Nous pouvons accorder autant d'assis-

tance technique que nous le souhaitons», M. Attali a cité en exemple l'accord signé, le 12 juin, avec les responsables de la banque d'affaires soviétique que les experts de la BERD vont aider «à créer une banque d'investissement».

Pour M. Attali, «il est absolument nécessaire» que l'Union soviétique puisse renouer des relations commerciales normales avec ses anciens pays satellites. Il juge «bonne» l'idée, parfois évoquée, de la création d'une union de paiement à l'Est et celle, émise mardi par le vice-président de la Commission européenne, de désaffecter les prêts accordés par les pays de la CEE à Moscou, qui devrait aussi pouvoir utiliser ces devises en se fournissant chez ses voisins. La BERD «travaille concrètement» sur cette question.

CHRISTIAN CHARTIER

Les Etats-Unis souhaitent l'association de l'Union soviétique au FMI

Les Etats-Unis souhaitent que l'URSS puisse bénéficier, d'ici quelques semaines, d'un statut d'associé spécial au Fonds monétaire international (FMI), a déclaré, mercredi 12 juin, le secrétaire adjoint au Trésor, M. David Mulford. Cette déclaration intervient au lendemain de l'octroi par les Etats-Unis d'un crédit de 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) à l'URSS, qui devra être consacré à l'achat de céréales américaines.

Au cours d'une conférence de presse, le 12 juin, à l'université américaine Harvard, les économistes Graham Allison et Grigori Javlinski ont présenté un plan d'aide aux réformes en URSS, qu'ils souhaitent proposer aux chefs d'Etat du groupe des Sept.

Le programme prévoit une libéralisation rapide de l'économie, assortie de l'octroi d'un statut d'associé au FMI et à la Banque mondiale. Il serait accompagné d'une assistance financière massive, comprise entre 20 et 35 milliards de dollars par an.

Déposé par le clan familial

M. Raul Gardini quitte la présidence de Ferruzzi

Battu. Battu par trois contre un et renvoyé comme un valet par ceux-là mêmes dont il avait réussi, en moins de dix ans, à décupler la fortune. Plus qu'un divorce à l'italienne, l'imprévisible rupture qui s'est produite dans la soirée du mardi 11 juin entre M. Raul Gardini et la famille Ferruzzi, qui contrôle l'empire du même nom, s'apparente, pour la presse transalpine, à un véritable drame shakespearien. L'homme qui était parvenu à transformer un petit royaume agroalimentaire familial, prospère mais provincial et ronronnant, en un puissant conglomérat multinational, présent dans l'assurance et l'agriculture, l'édition et la chimie, l'alimentaire et l'énergie, cet homme-là n'est plus rien. Ou presque.

ROME

de notre correspondant

C'est son propre beau-frère, M. Arturo Ferruzzi, avec ses cinquante et un ans, son doctorat en sciences agraires et sa bonne bouille de notaire, qui a jeté M. Raul Gardini dehors et qui préside désormais aux destinées du second groupe privé d'Italie. A quel titre? Le plus fort et le moins discuté du capitalisme à l'italienne: celui du sang. Et de l'argent. A la mort de son père, Serafino Ferruzzi, fondateur de la dynastie, disparu tragiquement il y a

une dizaine d'années dans un accident d'avion, Arturo avait hérité de 31 % du capital de la holding familiale, dénommée, comme il se doit, «Serafino Ferruzzi». Frances, Alessandra et Idina, ses trois sœurs, avaient reçu, pour leur part, 23 % chacune du capital. Ce sont des femmes, et l'histoire se passe en Italie...

Peu importe que M. Raul Gardini ait épousé Idina il y a trente-quatre ans, qu'il lui ait fait des enfants et qu'il ait été choisi, avant sa mort, par le patriarche lui-même pour diriger l'entreprise et la développer. «Il contadini» - «le paysan», comme on l'appelle en Italie, apparaît toujours comme une pièce rapportée du clan familial. Le 11 juin, quand le modeste Arturo a proposé le licenciement pur et simple de son flamboyant beau-frère, les 23 % d'Idina n'ont pas fait le poids. Trois contre un, Frances et Alessandra se sont solidarisées avec l'héritier légal. M. Raul Gardini a perdu la présidence de la «Serafino», le véritable cockpit de l'empire.

Un bref communiqué était publié mercredi par le nouveau patron du groupe. «J'ai assumé hier la présidence de la Serafino Ferruzzi, rappelle Arturo, pour assurer la stabilité de l'actionnariat du groupe et pour garantir la future transition vers les nouvelles générations, sans trousser et sans fragmentation du capital.» Pour le reste, pas de changement. Tous les hommes mis en place par M. Raul Gardini demeurent à leurs postes. La stratégie du groupe reste la même.

C'est donc bien la personne du «paysan» qui est rejetée, et nul autre. Pour comprendre ce qui est passé, il faut remonter au 11 décembre dernier, quand M. Raul Gardini fut chargé, à la demande, de présenter un plan de restructuration de l'actionnariat de la Serafino Ferruzzi de manière à «garantir la participation des nouvelles générations dans le patrimoine de la famille». Objectif affiché: penser à l'avenir, préparer la relève. A eux quatre, les parents Ferruzzi ont dix enfants, et «le paysan», qui, comme Arturo, en a trois à lui tout seul, propose de créer, à côté de la «Serafino», une fondation qui regrouperait leurs participations dans la holding.

Joueur
de poker

Tout la question est de savoir combien leur donner. On parle alors de la moitié, soit dix petits paquets de 5 %. Quelques semaines se passent, puis, nouveau coup de théâtre: M. Raul Gardini aurait l'intention d'ajouter à ces 30 % quelques points supplémentaires à offrir au mouvement «de manière à conférer plus de stabilité à la conduite du groupe». Les bénéficiaires: trois hommes, dont deux lui doivent beaucoup.

Les héritiers ont-ils pensé que l'homme qui avait un jour avoué avoir tout appris des affaires «en jouant des nuits entières au poker», était en train d'essayer de les piéger? C'est bien possible. La presse de mercredi rappelle, à juste titre, à quel point les relations entre l'ambitieux Raul et sa belle-famille s'étaient déjà tendues pendant les six derniers mois de la spectaculaire aventure ENIMONT.

L'audacieux rider avait conçu un plan génial, au terme duquel, après avoir fusionné les principaux intérêts chimiques de son groupe avec ceux du colosse public des hydrocarbures transalpins, l'ENI, il se retirerait à la tête de l'ensemble, démissionnant de facto une bonne part de l'industrie d'Etat. En fait, c'est exactement l'inverse qui devait se produire. Quand l'Etat italien a fini par lui mettre le marché en mains, deux ans après le mariage - «ou vous rachetez l'ensemble de l'ENIMONT, ou c'est nous qui le faisons», - la famille Ferruzzi a craqué.

Pas question de sortir les 14 milliards de francs demandés, a déclaré Arturo, soutenu par ses deux sœurs. Mieux vaut encaisser les 3 milliards de bénéfices en francs! Ce qui va rapporter la vente à l'Etat de sa quote-part dans la joint-venture. Fin d'un rêve industriel et début d'une ère de rance pour le joueur de poker. «Le paysan» annonce, le 22 novembre 1990, qu'il abandonne toutes ses activités personnelles en Italie (le Monde du 24 novembre). Il se retire en Californie, pour préparer son bateau pour l'America's Cup de 1992. Quarante-huit heures après son licenciement, l'ex-numéro deux de la célèbre et mythique troika transalpine de la grande industrie - entre Gianni Agnelli et Carlo De Benedetti - reste désespérément muet.

PATRICE CLAUDE

Inquiétude à Tokyo

L'excédent commercial du Japon avec l'Europe a augmenté de 80 % en mai

Voilà un chiffre qui va sûrement alimenter les querelles entre le Japon et l'Europe. Le ministère des finances nippon vient d'indiquer que l'excédent commercial japonais a augmenté de 35 % en mai par rapport au même mois de l'an passé. Il a atteint 4,2 milliards de dollars (25 milliards de francs). Le surplus dégagé avec les Etats-Unis a baissé de 20 % du fait de la récession américaine; celui dégagé avec la CEE a augmenté de... 80 %.

Le détail n'est pas sans intérêt, puisqu'il relève que cette dégradation de la position européenne provient d'une baisse des exportations des Européens au Japon, qui s'explique elle-même par le recul des ventes de viande, d'œuvres d'art et surtout de voitures (de 35 %). Dans l'autre sens, le Japon a vendu, en mai, 30 % de voitures supplémentaires, 40 % de matériels audiovisuels et 20 % d'informatique.

Ces statistiques embarrassent un gouvernement de Tokyo qui se sait très critiqué en Europe, notamment par M^{me} Cresson. Le premier ministre français trouvera de quoi nourrir ses déclarations sur les pratiques protectionnistes des Japonais. Ce qui inquiète aussi le gouvernement est l'inversion de tendance qui se dessine depuis le début de 1991 avec un regain de l'excédent global japonais. Les querelles risquent donc de ranimer avec tout le monde. Le surplus s'était réduit ces dernières années: 77 milliards de dollars en 1988, 65 en 1989, 52 en 1990. Si la reprise américaine se confirme, les exportations des firmes pourraient s'emballer et l'excédent avec les Etats-Unis repartir en flèche. Pour l'année fiscale (achevée en mars 1992), l'excédent commercial global du Japon dépasserait, selon la plupart des observateurs, 85 milliards de dollars.

É. L. B.

ÉCONOMIE

POINT DE VUE

Aider les PME sans que cela coûte

par Olivier Pastré

M^{me} EDITH CRESSON a raison. L'issue de la guerre économique dépend d'abord de l'infanterie des PME et PMI. Les petites entreprises représentent les trois-quarts des créations d'emplois. Elles densifient et humanisent les régions, les villes et les banlieues. Or leurs finances sont en mauvais état.

Les PME se sont désendettées depuis cinq ans, mais moins que les grandes entreprises et à un coût plus élevé. Leurs besoins de fonds propres sont criants, les comparaisons européennes montrent que la France est en queue de peloton à cet égard. Les nouveaux produits financiers, qui ont été utilisés avec brio par les grands groupes, ne sont pas faits pour les PME. Le différentiel de taux des crédits bancaires, déjà pénalisant, s'est encore accru récemment. Enfin subsiste l'énorme problème de la transmission. La génération des chefs d'entreprise de l'après-guerre arrive aujourd'hui à l'âge de la retraite et, dans la plupart des cas, a mal préparé son départ. On estime dès aujourd'hui que 10 % des dépôts de bilan ont pour origine une transmission mal opérée.

Que faire? Ce n'est pas à coups de cadeaux fiscaux que l'on consolide un tissu industriel. D'abord parce que les marges budgétaires se trouvent aujourd'hui singulièrement réduites. Mais, surtout, parce que ce dont ont besoin les PME,

c'est d'un environnement, pas de tuteurs. La loi Monory a certes favorisé la Bourse, mais, avant la création du second marché, ce sont les grandes entreprises qui en ont profité.

De même ce sont les grandes entreprises qui ont le mieux su se repérer dans la jungle des crédits bonifiés. Les CODEVI, créés explicitement pour retirer au Trésor ses prérogatives en matière de financement de l'industrie, n'ont-t-ils pas servi à financer des PME comme Peugeot par exemple?

Pour donner un coup de fouet à l'industrie française, il faut améliorer l'environnement financier des entreprises. Quatre réformes pourraient intervenir sous six mois pour peu que la volonté politique existe. Elles ne coûtent rien :

● Le second marché, qui a contribué de manière essentielle au renouveau industriel de la France au début des années 80, est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. Plus personne ne veut y investir faute de liquidités et de transparence. Des mesures concernant le « flottant » (part du capital non identifiée) ainsi que les méthodes d'introduction et de cotation pourraient inciter les investisseurs (y compris étrangers) à oxygéner ce marché.

● Les sociétés de capital-risque et autres FCPR (fonds communs de placement à risques) ont, eux aussi, beaucoup contribué à renforcer les fonds propres des PME.

Moins peut-être par les fonds injectés en direct que par l'impact pédagogique de leur intervention. Quatre milliards investis en 1990, c'est à la fois beaucoup et bien peu. Dans la logique de la loi de finances 1991, il faut tout faire pour les encourager.

● De même les organismes qui contribuent à sécuriser les investisseurs pourraient-ils être « dopés ». Je pense à la SOFARIS (organisme de mutualisation des risques financiers créé en 1982), qui exclut de son champ d'intervention une partie non négligeable des services productifs. Mais je pense surtout aux sociétés de caution mutuelle, qui constituent, dans de nombreux pays, d'excellents relais pour les pouvoirs publics aussi bien que pour les banques.

Les réserves des zinzins

● Enfin et surtout, les investisseurs institutionnels, les « zinzins » (caisses de retraites et compagnies d'assurances), devraient être mis à contribution. On reproche aux banques françaises leur « frilosité ». Pourtant elles ont beaucoup fait depuis une dizaine d'années, alors que pèsent sur elles des contraintes, comme le ratio Cooke, qui leur interdisent de prendre certains risques. Les « zinzins » n'ont pas les mêmes contraintes. Et pourtant il leur est interdit d'investir dans les fonds propres d'en-

prises non cotées au-delà d'un pourcentage infime (2 %) de leurs réserves techniques. A l'heure où l'on parle tellement de bancassurance, cela peut paraître paradoxal. Relâchons cette contrainte, et c'est presque immédiatement plusieurs milliards de francs qui seront injectés dans l'industrie.

Ces mesures ont le mérite de pouvoir être rapidement mises en œuvre et de ne rien coûter aux contribuables. Il en est une autre, qui est budgétairement plus lourde et concerne la création d'entreprises. Faire naître des entreprises reste le principal problème de la France malgré les multiples réformes juridiques récentes qui ont raccourci les délais administratifs. Toutes les banques se détournent, par prudence justifiée, du métier d'apporteur de fonds propres aux entreprises en création (le financement de start up).

L'Etat pourrait jouer un rôle de catalyseur. La loi du 5 janvier 1988 et ses amendements, qui instaurent une réduction d'impôt pour les apports à des entreprises en création, est trop peu connue et d'application peut-être trop restrictive. Voilà un domaine dans lequel une incertitude budgétaire pourrait être envisagée : on serait sûr que les fonds publics ne seraient pas détournés, dans ce cas, au profit des grandes entreprises.

► Olivier Pastré est professeur à l'université Paris-VIII.

ENTREPRISES

Président du directoire de Volkswagen

M. Daniel Gœudevert exhorte les constructeurs européens d'automobiles à mieux coopérer

Dans le club des constructeurs d'automobiles européens, Volkswagen passe plutôt pour un constructeur peu coopératif. Ses deux principaux partenaires sont le japonais Toyota et l'américain Ford. Mais d'européen point. A l'occasion des Rencontres organisées par le magazine *L'Action automobile*, M. Daniel Gœudevert, président du directoire de la marque Volkswagen, a pourtant exhorté les constructeurs européens à coopérer davantage. « Il va falloir nous réorganiser. Aucun constructeur européen ne peut être satisfait de la rentabilité de son activité. Je ne parle pas de fusion, mais il nous faut mieux travailler ensemble », a-t-il déclaré.

Ce Français, qui démarra sa carrière chez Citroën, puis chez Renault, a également lancé un appel pour accroître les investissements dans l'ex-Allemagne de l'Est. Certes, il ne faut pas attendre de ces pays « la même rentabilité à moyen terme qu'en Espagne ou au Portugal, mais il faut prendre en compte la composante morale et éthique... Il y a, dans cette partie du continent européen, une puissance d'immigration de 30 à 40 millions d'individus, et nous devons absolument investir sur

place si nous ne voulons pas que cette population vienne chercher du travail chez nous ». En outre « les pays de l'Est représentent un potentiel de 2 à 2,5 millions de véhicules », a-t-il affirmé. « Il faut aussi faire en sorte que les pays de l'Est puissent le plus vite possible adhérer à la Communauté européenne », a-t-il poursuivi.

Parlant des négociations en cours sur les importations de voitures japonaises en Europe, il s'est montré favorable à l'instauration d'une période transitoire pour limiter ces importations. Tout en insistant aussi sur la nécessité de coopérer avec les constructeurs nippons, ou avec leurs équipementiers. « Cette histoire japonaise (NDLR : l'accord entre Mitsubishi et Volvo et donc Renault, qui inquitte le président de PSA, M. Jacques Calvet) est délicate », a affirmé M. Daniel Gœudevert, qui a décidé de vivre à la vitesse maximum. « Réfléchir avant d'agir », conciliait le destinataire Christophe dans sa fameuse bande dessinée *Les Malices de Plick et Plock*. « Chaque fois que l'on réfléchit, on perd son temps si on n'agit pas en même temps », rétorque M. Gœudevert.

A. K.

« L'actionnaire principal » ayant donné son accord

Bull va reprendre les discussions avec NEC

Les discussions sur une entrée du japonais NEC dans le capital du constructeur informatique français Bull vont reprendre : au cours d'un conseil d'administration, mercredi 12 juin, le président de Bull, M. Laurent, a autorisé à l'initiative de NEC, à l'indiquer qu'il « avait mandat de l'actionnaire principal de la Compagnie des machines Bull » (CMB) — en d'autres termes, l'Etat — « pour rapidement (...) préciser avec NEC (...) les moyens de conduire sans aucune contrainte et au rythme prévu les restructurations nécessaires à l'intégration mondiale du groupe Bull », selon un communiqué publié par ce dernier.

Sachant que l'un des éléments de cette intégration mondiale prévue par le groupe était l'entrée du japonais dans le capital de la Compagnie des machines Bull (pour moins de 5 %), c'est bien un redémarrage des négociations entre le français et NEC qui se cache derrière cette formule hautement diplomatique.

Ce sujet avait donné lieu à une sévère controverse lors de l'arrivée à Matignon de M^{me} Edith Cresson, qui souhaitait une alliance européenne et non japonaise pour le champion tricolore de l'informatique. M. Laurent doit d'ailleurs « garantir (...) la préservation absolue de la liberté stratégique de Bull, de ses alliances et de son actionnaire... ». Cette formule constitue-t-elle un « bémol », laissant prévoir un habillage à l'entrée du japonais? Parmi les hypothèses envisagées la semaine dernière, la création d'une structure intermédiaire susceptible de recevoir ces participations (et d'autres) figurait

en bonne place. D'autre part, M. Laurent a été autorisé à procéder à un « coup d'accroche » sur le capital de la CMB, détenu à 76 % par l'Etat et 17 % par France Télécom (7 % étant cotés) : une première réduction sera effectuée par la baisse du nominal du titre de 120 francs à 28 francs permettant de nettoyer le bilan. Ensuite, la CMB est autorisée à augmenter de 5,5 milliards son capital.

EN BREF

■ Bull : manifestation à Belfort. — Plus de 800 personnes ont manifesté, le 12 juin à Belfort, en faveur du maintien du site de Bull-Périgord, qui appartient au groupe Bull, à l'appel des unions départementales CGT, CFDT, CGC, FEN et FO. En application de son plan de réduction d'effectifs, la direction a annoncé son intention de créer une « société autonome » avec d'autres partenaires et prévoit à terme la « reconversion de la main-d'œuvre » des 1450 personnes actuellement employées à Belfort.

■ Le centre de tri de Trappes en grève. — Depuis le 12 juin, le personnel du centre de tri postal de Trappes (Yvelines) est en grève, à l'appel des cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, SUD-Syndicat unifié et démocratique, FO, CFTC). Selon les syndicats, ce mouvement est largement suivi. Les postiers réclament des effectifs supplémentaires, pour faire face à l'augmentation du trafic postal dans la ville nouvelle de Saint-Quentin.

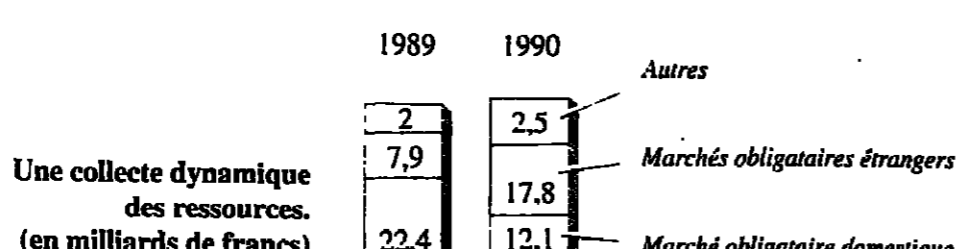
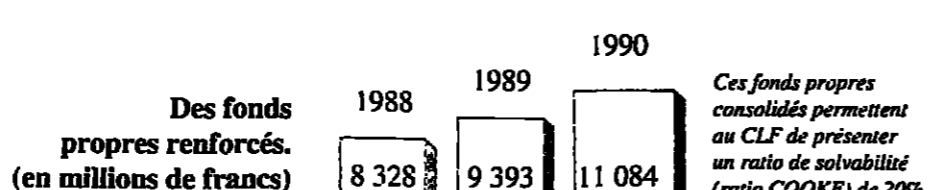
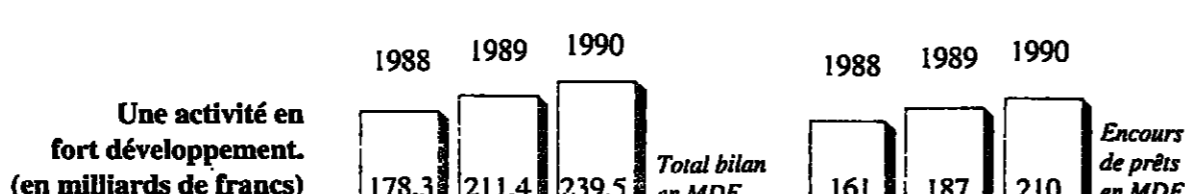
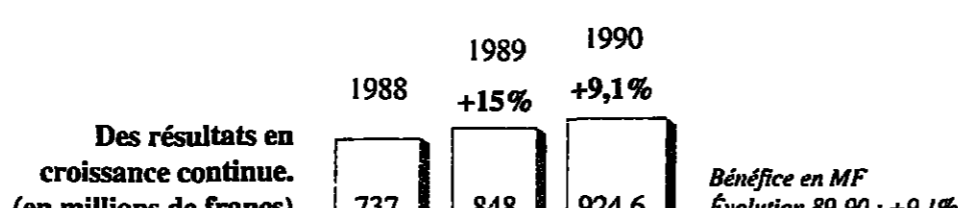
■ M. Alain Boublil entre chez Framatome. — Le groupe Framatome vient de se doter d'un nouveau directeur général, M. Dominique Dégot, et d'un nouveau directeur général adjoint, M. Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy (*Le Monde* du 8 juin). Ces nominations ont été annoncées au conseil d'administration du constructeur de chaudières nucléaires (14 365 personnes et 13,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), qui s'est réuni mercredi 12 juin, l'assemblée générale des actionnaires, précise le communiqué de Framatome. M. Boublil sera chargé de « la fonction nouvellement créée de directeur du développement industriel », ce qui recouvre à la fois des questions « de qualité, de stratégie et de technique ».

■ Air Inter primée pour la ponctualité de ses Airbus A-320. — La compagnie Air Inter, qui exploitera à la fin de l'année la plus importante flotte d'Airbus A-320 au monde avec vingt-huit appareils, a reçu du constructeur de cet avion le prix de la meilleure exploitation. Cette distinction lui a été attribuée parce que ses Airbus n'ont pas connu de retard de plus de quinze minutes pour des raisons techniques pour 98,9 % des vols programmés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

rédit local de France

A l'issue de son 3^{ème} exercice, le Crédit local de France confirme sa position de premier banquier des collectivités locales et sa solidité financière.



des résultats robustes... les ambitions locales... un banquier

مكتبة المجلد

ECUREUIL MONEPREMIERE

SICAV MONÉTAIRE DE 1^{re} CATÉGORIE
pour la gestion de votre trésorerie

CLÔTURE

DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990-1991

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 14 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Paul Jogna-Prat, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 mars 1991.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 25 juin 1991, de capitaliser la totalité du résultat de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN: + 9,82 %
du 30.03.90 au 28.03.91

Valeur de l'action au 28.03.91: 60 108,63 F

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de régularité et investie exclusivement en titres de 1^{re} catégorie, Ecureuil Monépremière est un instrument de gestion de trésorerie tout à fait adapté aux sociétés et organismes astreints par la réglementation à effectuer leurs placements en valeurs émises ou garanties par l'Etat.

Durant son dernier exercice, la Sicav a bénéficié d'une évolution globalement favorable des taux courts et de la réduction de l'écart de rendement entre les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables.

Caisse d'Epargne Ecureuil
L'Ami Financier

Société gérée par Ecureuil Gestion - filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

GUIDE DE L'ANGLAIS
MODERNE ÉCRIT
Christiane Tricoit

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél.: 40-60-05-01 Fax: 45-57-29-41

845 000
LECTEURS CADRES,
le Monde est
le premier titre
d'information
des cadres.
(IPSON 90)

COMMUNICATION

La polémique sur la gestion des chaînes publiques en 1990

Le CSA est sévère pour A 2, indulgent pour FR 3

La polémique sur la gestion d'Antenne 2 et de FR 3 par M. Philippe Guillaume et par ses deux directeurs généraux, M. Jean-Michel Gaillard et M. Dominique Alduy, n'en finit pas de rebondir. Après la publication de deux rapports de la Cour des comptes et d'un audit confié au cabinet Coopers & Lybrand (le Monde du 18 mai), c'est au tour du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de dresser un bilan de l'activité des deux chaînes publiques en 1990. Bilan contrasté puisque le Conseil oppose dans sa dernière lettre mensuelle « les difficultés considérables » d'A 2 aux « résultats encourageants » de FR 3.

Lors de sa nomination en août 1989, rappelle le CSA, le président commun s'était engagé à contrôler la gestion des deux chaînes et à mener une politique de conquête de l'audience. Pour Antenne 2, « aucun de ces deux objectifs n'a été atteint », jugeant avec sévérité les « sages ». Si les difficultés financières de la chaîne l'an dernier sont largement consécutives à une gestion des recettes publicitaires par les pouvoirs publics, elles sont aussi dues, souligne le document, à un dépassement des dépenses prévues, « constituant d'une faute de gestion ». « Ce dépassement de 301,7 millions de francs, souligne la lettre, s'explique en majeure partie par des achats et des commandes de programmes ainsi que

par des dépenses de fonctionnement général, en particulier de personnel. »

Faute de projet d'entreprise et d'une définition claire de son identité, Antenne 2, déplore le CSA, a connu une nouvelle érosion de son audience. Son « contrat d'objectifs fixés pour l'année 1990, un minimum de 42 minutes de durée d'écoute individuelle des plus de six ans, se situe au niveau atteint par la chaîne en 1989. Le résultat obtenu par Antenne 2 en 1990 (40,7 minutes) est inférieur à cet objectif. »

Pour la production, en revanche, les « sages » se font plus compréhensifs. S'ils déplorent le léger recul des commandes de production (15,9 % du chiffre d'affaires en 1990 contre 19,6 % en 1989), ils relèvent avec insistance les incohérences réglementaires dont est victime la chaîne en ce domaine. Ses obligations de commandes à l'égard des producteurs indépendants sont contradictoires avec celles dues à la SFP dont elle est actionnaire. Enfin, la lettre du CSA souligne avec force le respect par la chaîne de ses quotas de diffusion, de programmation d'œuvres originales françaises ainsi que l'excellente diversité de ses émissions.

Les programmes de FR 3 ne reçoivent aussi que des éloges. La grille, estime la lettre, « a gagné en clarté et en cohérence »; l'audience

progressive de façon « limitée mais continue » sans rien sacrifier de la qualité. Respectant son contrat d'objectifs, la chaîne a développé sa politique de décrochages locaux et de magazines transfrontaliers. L'antenne nationale fait une part plus large aux programmes réalisés en région.

Bref, avec des magazines tels que « Continentales », « Océaniques », « Faut pas rêver », « La marche du siècle » ou « l'Infini », l'image de FR 3 - chaîne de service public s'est « affirmée ». Enfin, le CSA souligne le respect par la chaîne de la plupart de ses quotas.

Deux ombres au tableau, toutefois : « une situation légèrement déficitaire » et une politique de production insuffisante. Côté finances, les « sages » estiment que « le solde négatif de l'exercice n'est qu'en partie imputable à la chaîne » (le Monde du 12 juin) mais demande à la société de « mieux maîtriser l'évolution de ses dépenses de personnel, pour ne pas se laisser entraîner dans une spirale déficitaire ». Le Conseil se montre également « préoccupé » par le recul des investissements de FR 3 dans la production audiovisuelle et cinématographique. Dans ces deux cas, constate-t-il, elle n'atteint pas les quotas réglementaires.

P.-A. G.

Selon M. François d'Aubert

Les prêts du Crédit lyonnais à M. Parretti seraient convertis par des comptes bancaires occultes

AMSTERDAM

de notre correspondant

Dans un entretien publié mercredi 12 juin par le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, auteur de plusieurs propositions d'enquête sur l'implication du Crédit lyonnais dans le financement des activités cinématographiques (Cannon, puis Pathé, puis MGM) du duo italien Fiorini-Parretti, affirme que « le Crédit lyonnais a soutenu le Parti socialiste avec de grosses sommes d'argent ». M. d'Aubert ne cite pas de montant, mais il établit un rapport entre, d'un côté, les liens de M. Parretti avec les socialistes italiens et le PS français et, de l'autre côté, le blocage de sa proposition de création d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle exact de la banque nationalisée et de sa filiale néerlandaise (CLBN) dans les affaires de M. Parretti.

M. d'Aubert souhaite que l'Etat, principal actionnaire du Crédit lyonnais, ouvre une enquête sur la valeur comptable réelle de la Metro Goldwyn Mayer, sur laquelle sont garantis les prêts (737 millions de dollars) consentis aux sociétés cinématographiques de l'homme d'affaires italien. « Peut-être y a-t-il, quelque part, d'importants comptes bancaires qui servent de sûretés », dit-il. Le Crédit lyonnais serait ainsi assuré de ne courir aucun risque à l'occasion des importants prêts consentis par sa filiale de Rotterdam. « A qui appartient cet argent ? » se demande M. d'Aubert.

CHRISTIAN CHARTIER

A Radio-France

Jean-Albert Cartier remplace Charlotte Latigat à la Délégation des programmes musicaux

M. Charlotte Latigat a appris, mercredi 12 juin, de la bouche de M. Jean Izard, directeur général de Radio-France, que son contrat ne serait pas renouvelé à la Délégation des programmes musicaux de la société. Nommée le 1^{er} janvier 1990, peu après l'arrivée de M. Claude Samuel à la Direction des orchestres et des programmes musicaux, cette ancienne productrice tous terrains s'était vu confier, à la faveur de cette délégation, les postes complés de directeur de France Musique, directeur du programme musical de France Culture, responsable de la chaîne par satellite « Hector » (préfiguration d'un programme européen) et d'un atelier musical, chargé de l'« habillage d'antenne ».

M. Charlotte Latigat sera remplacée par M. Jean-Albert Cartier, ancien administrateur général du palais Garnier, licencié pour « absence » le 25 avril dernier.

« Ce non-renouvellement de contrat », notifié douze jours après la date légale, cache un licenciement, justifié véritablement par une « incompatibilité d'homme » entre M. Claude Samuel et M. Charlotte Latigat. Après vingt ans de maison, celle-ci considère qu'elle est victime d'un préjudice et entend porter l'affaire devant la justice. Après dix-huit mois de collaboration difficile, il semblait finalement que M. Charlotte Latigat et M. Claude Samuel n'avaient pas la même conception d'une radio de service public. - A. B.J.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5541

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Décident de leur affectation. - II. Sont à la botte de certaines personnes. - III. Approche un monde meilleur. Sont toujours en vacances. - IV. Quelqu'un qui peut sucrer les fraises. - V. Sont bien placés. Évolue grâce à ceux qui ont un but à atteindre. - VI. Homme de guerre. Pronom. Porte-claf. - VII. Mauvais père. Pas pour tout le monde. - VIII. Lieu de formation. L'air de poète. - IX. Antique émigrant. Compagne de roi. - X. Commence de nombreuses phrases. Loin de l'oreille. - XI. Source d'énergie.

VERTICALEMENT

1. Travaille au « noir ». - 2. Prêt à céder sa place. Une femme qui voyait loin. - 3. Donne des corrections. - 4. Belles bêtes. Auteur italien. - 5. Premier degré. On peut la gagner après s'être perdu. Vincent, François, Paul et les autres. - 6. Donne la formule. Fibre allure. - 7. Sources de scènes régulières. Belle des champs. Tira sur la corde. - 8. Arrive à nos oreilles. - 9. Endroit où l'on tape.

Solution du problème n° 5540

Horizontalement
I. Préambule. - II. Lente. Nul. - III. Acte. Rita. - IV. Outilles. - V. Claf. Pé. - VI. Echenillé. - VII. Tuerie. - VIII. Ti. Sudio. - IX. Eté. Irone. - X. Séuf. Met. - XI. Sas. Pesa.

Verticalement
1. Plaquettes. - 2. Reçu. Cuites. - 3. Enclenché. Éa. - 4. Ateliers. Is. - 5. Ma. Lénuif. - 6. Releur. - 7. Unis. Dône. - 8. Lun. Pleines. - 9. Elevée. Oza.

GUY BROUTY



Servir le ciel, c'est d'abord être à l'écoute de ses usagers. C'est se soucier de leur sécurité, de leur bien-être. Plus de 150 compagnies aériennes et une quarantaine de forces aériennes dans le monde utilisent nos moteurs. Pourquoi ? Parce qu'à la SNECMA, on ne conçoit pas seulement un produit, on fabrique aussi un service.

Cela nous oblige à rester proches de nos clients, et à anticiper leurs attentes, parfois avec plusieurs années d'avance.

Servir le ciel, c'est donner la priorité à un plus grand respect de l'environnement, c'est être le garant d'une propulsion toujours plus sûre, plus économique et plus performante.

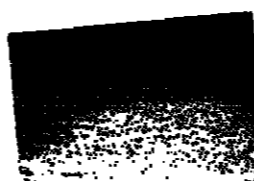


Toutes les 15 secondes, un avion motorisé par la SNECMA décolle dans le monde. Pour honorer nos engagements vis-à-vis d'un nombre de plus en plus important de compagnies aériennes, nous avons renforcé nos équipes, nos moyens sur tous nos marchés.

La radiographie, l'endoscope font partie des méthodes qui garantissent l'intégrité des pièces contrôlées et permettent d'en accroître la fiabilité. Fiabilité telle que chaque moteur peut rester jusqu'à 18000 heures sous l'aile (600 en 1960).

La chambre de combustion à double foyer, en développement à la SNECMA, réduit d'un tiers les émissions d'oxyde et préserve l'environnement.

Relevant les défis du ciel du XXI^e siècle, la SNECMA développe ses alliances, ses coopérations et en crée de nouvelles dans le monde entier.

SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

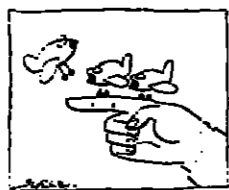
مكتبة القاهرة

Aérop

Airbus-bis

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

SALON DU BOURGET



«QUATRE années durant, nous avons été quasiment seuls en lice. Aujourd'hui, il s'agit de continuer à rester les plus efficaces et les plus crédibles. Charles Bigot ne se berce pas de mots. Mieux que quiconque, le PDG d'Arianespace sait ce que concurrence veut dire. Mieux que quiconque, il sait les difficultés de tenir son rang lorsque l'on est le numéro un des lanceurs de satellites avec 50 % du marché.

Loin de vouloir refaire l'histoire et de se satisfaire des bonnes fortunes qui, comme la décision aberrante des Américains de confier tous leurs lanceurs de satellites à la seule navette spatiale, ont contribué à leur succès, les dirigeants d'Arianespace scrutent l'avenir. Point n'est besoin de jouer les Nostradamus pour le dessiner. Ses grandes lignes sont assez claires.

Plus d'une centaine de satellites civils et militaires sont lancés chaque année. Plus des trois quarts sont d'origine soviétique (1), et si l'on y ajoute les quelques satellites militaires américains (grosso modo entre trois et huit par an), on constate que le marché commercial des satellites à lancer oscille entre quinze et vingt par an à partir de 1996. La capacité du centre spatial guyanais de Kourou étant aujourd'hui de neuf tirs par an, on mesure mieux les enjeux des batailles à venir et les faibles marges de manœuvre des concurrents en lice.

A l'Ouest, ils ne sont désormais plus que deux : General Dynamics, avec son lanceur Atlas, et McDonnell Douglas, avec son Delta. Martin Marietta, avec ses Titan, a jeté l'éponge, plus soucieux, semble-t-il, de satisfaire les besoins militaires américains que de se battre sur le terrain plus difficile des lanceurs commerciaux. Il n'en reste pas moins que General Dynamics et McDonnell Douglas sont très présents sur le marché. A la fin de 1990, le premier avait lancé quatre satellites à lancer (vingt-deux tirs par an) et le second neuf (dix-neuf tirs par an) pour la seule année 1991.

Des versions «turbo»

Les deux Américains sont d'autant plus présents qu'ils ont compris que la taille et la masse des engins à mettre en orbite allaient croissant, il fallait rapidement proposer des lanceurs améliorés pour s'adapter à la demande du marché. C'est ainsi qu'une version «turbo» du Delta, qui plafonnait à 1 450 kilos de charge utile, permet depuis janvier 1991 de lancer 360 kilos de plus (Delta-II 7925). De son côté, General Dynamics met la dernière main à un nouveau lanceur, l'Atlas-2AS, qui, en 1993, mais plus vraisemblablement en 1995, devrait être capable de mettre en orbite de transfert géostationnaire (2) des satellites de 3 250 kilos.

De tels efforts ne sont pas passés inaperçus des Européens. Depuis quelque temps déjà, ils travaillent à un projet de ce type qui permettrait au lanceur lourd européen Ariane-5 de mettre en orbite deux satellites de 3 250 kilos à la fin du siècle, soit un gain de 700 kilos par rapport aux performances actuellement affichées du lanceur. En attendant, le lanceur Ariane-4, commandé à plus de soixante-dix exemplaires, joue parfaitement son rôle de vedette sur le marché des lanceurs commerciaux.

Depuis décembre 1979, quarante-trois exemplaires d'Ariane ont en effet été lancés. Quinze étaient des Ariane-4 et le seizième est en attente d'un feu vert des ingénieurs en raison de la découverte, lors de vols précédents, de pics de pression anormaux pendant le démarrage du moteur du troisième étage. Nul ne sait encore quand Ariane repartira vers le ciel. Ni le Centre national d'études spatiales, pas plus que les

(1) Ce fort taux de lancement s'explique par trois raisons : le choix fréquent de l'orbite basse qui diminue la durée de vie des satellites par rapport aux satellites géostationnaires ; l'obligation, du fait de ce choix, de lancer un plus grand nombre de satellites pour un même service opérationnel ; la capacité inférieure des satellites soviétiques comparée à celle de leurs confrères occidentaux.

(2) Performances équivalentes à celles qu'aurait le lanceur américain si il était lancé depuis Kourou.

(3) Les satellites coûtent désormais trop cher pour que l'on prenne le moindre risque, ce qui explique qu'Ariane-5 ait une fiabilité avérée (99,6 %) par rapport à sa petite sœur Ariane-4 (98 %).

(4) Air et cosmos du 27 mai.

constructeurs du lanceur ou que les dirigeants d'Arianespace ne souhaitent en effet essayer le moindre échec (3).

Quoi qu'il en soit, les dirigeants d'Arianespace ne boudent pas leur plaisir et ne manquent pas une occasion de rappeler que, depuis 1981, ils ont enregistré les commandes de trente et un opérateurs pour la mise en orbite de quatre-vingt-trois satellites. Et d'ajouter qu'en quarante-trois tirs Ariane a lancé avec succès soixante-dix satellites. Quant à l'avenir, il se présente sous de relativement bons auspices si l'on en juge par les 15,4 milliards de francs de commandes que représentent les trente-cinq satellites (dix-huit euro-

lanceurs sont encore limités. Mais les Chinois, comme leurs homologues américains et européens, songent à des versions poussées, en particulier avec le Longue Marche-3A (CZ-3A) qui, en 1992, devrait être à même de mettre en orbite des charges utiles de 2,2 tonnes, ou le Longue Marche-3E, capable d'emporter 4,5 tonnes. Le « danger chinois » est donc réel et leur panoplie de lanceurs à tout faire bien fournie. Cependant, il serait absurde de trop le surestimer, car, si l'on en croit les experts, Pékin, dont le champ de tir souffre d'être très éloigné de l'équateur, ne pourrait au mieux effectuer que trois ou quatre lancements commerciaux par an. Mais la situation pourrait bien changer rapidement.

cryogénique LE-7 qui doit équiper son premier étage.

Le créneau des mini-satellites

Bref, les lanceurs de satellites ne vont pas vraiment manquer. Reste à espérer pour eux, et surtout pour les Européens, que les conséquences de la guerre du Golfe leur ouvrent de nouveaux marchés dans le domaine des satellites militaires. Mais il n'est pas certain que les engins à lancer pour l'observation au sol, les écoutes ou la détection avancée soient tous des satellites de forte taille analogues, par exemple, au satellite de reconnaissance photographique

Hélios que les industriels préparent pour les militaires français.

Depuis quelque temps se dessine en effet outre-Atlantique un marché pour des satellites de 300 à 600 kilos. Satellites de télécommunications petits et pas chers. Satellites scientifiques pour faire de la technologie et mettre en orbite trois ou quatre expériences. Satellites enfin pour des opérations de localisation ou de repérage de véhicules en détresse. Bref, de quoi susciter l'intérêt du constructeur américain Orbital Science Corp (OSC) qui a développé une petite fusée à poudre de 19 tonnes, Pegasus, largée en plein ciel depuis un bombardier B-52.

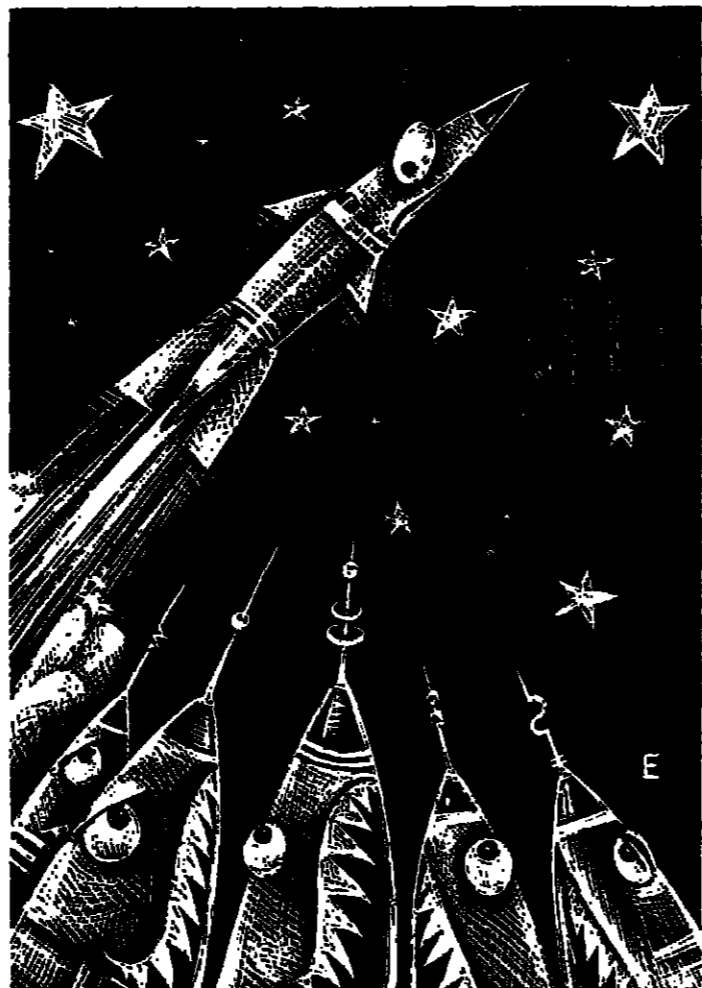
Le premier vol, qui a eu lieu avec

succès le 5 avril 1990, a permis la mise en orbite polaire d'un satellite de 192 kilos. Le prochain, imminente, devrait donner lieu au lancement de sept mini-satellites de 23 kilos. A 10 millions de dollars le lancement, contre 120 millions de dollars pour une Ariane-4, on peut trouver des clients comme le procureur du département de la Défense, qui a signé pour quinze tirs fermes et quarante-deux options (4). Ce marché en partance n'a d'ailleurs pas échappé à Arianespace, qui s'est portée représentante d'OSC en Europe et a écarté par l'éventualité d'une amélioration de Pegasus pour des charges utiles plus importantes.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Ariane sous le feu de la concurrence

Malgré ses 50 % de parts de marché, Arianespace s'attend à une rude compétition. Les trente-cinq satellites encore à lancer lui assurent 15,4 milliards de francs de commandes



La bataille du ciel

Si le marché mondial des lanceurs est le théâtre d'une lutte sans merci, celui des satellites civils ne lui cède en rien. A une différence près : aucun constructeur européen n'a réussi une percée comparable à celle de la société Arianespace, chargée de commercialiser le lanceur européen. Les firmes du Vieux Continent n'ont pu conquérir que 10 % du marché, alors que Hughes et GE-Astro, leurs deux principaux concurrents américains, s'en adjoint chacun 30 %.

Comme pour les lanceurs, cette situation s'explique par des raisons historiques. L'une d'elles, la règle du « juste retour géographique », qui veut qu'un pays européen reçoive des contrats pour un montant correspondant à sa participation à un programme de l'Agence spatiale européenne (ESA), n'a pas eu que des vertus. Car elle a permis à l'industrie européenne d'exister, mais elle ne l'a guère aidée à former des groupes puissants.

Restructurations européennes

Résultat : l'industrie spatiale européenne est morcelée. On compte neuf constructeurs de satellites aux Etats-Unis, trois au Japon et un au Canada. En Europe, il n'existe pas moins de sept sociétés ayant les capacités nécessaires pour assurer la maîtrise d'œuvre pour la fabrication d'un satellite. Mais, contrairement à leurs concurrents américains, aucune n'est capable de le réaliser seule. Cela peut aboutir à des situations caricaturales comme, en 1988, le combat fratricide des trois firmes françaises Aérospatiale, Matra, et Alcatel, chacune associée à un Américain, pour l'attribution du contrat des

satellites de télécommunications Intelsat-7.

Or, « en Europe, il n'y a pas de place pour deux groupes », estime un expert. Un jugement largement confirmé par les regroupements qui ont eu lieu ces dix-huit derniers mois autour d'Aérospatiale et d'Alcatel d'une part, et de Matra d'autre part. Déjà liées depuis novembre 1989, les firmes françaises Aérospatiale et Alcatel ont signé, en mars dernier, un accord tripartite portant sur une « coopération technique, industrielle et commerciale » dans le domaine des satellites avec l'italien Alenia. Le 23 avril, les trois firmes complétaient cette entente en achetant pour 171,5 millions de dollars à la firme américaine Loral, 49 % des parts de Space Systems, l'ancienne division spatiale de Ford. L'allemand DASA devrait rejoindre sous peu ce nouveau pôle.

De son côté, Matra s'est associée, en décembre 1988, au britannique Marconi Space Systems, filiale de la General Electric Company. La même année, le groupe de Jean-Luc Lagardère a racheté la firme américaine Fairchild. Aujourd'hui, la société française poursuit des négociations pour un rapprochement avec la firme ANT Space, filiale du groupe allemand Bosch.

Tous ces regroupements visent à donner enfin aux industriels européens la « taille critique » et l'éventail de compétences indispensables qui leur permettront de se mesurer à armes un peu moins inégales aux géants américains. Alors que le chiffre d'affaires d'Aérospatiale dans le domaine des satellites représentait 1,57 milliard de francs (19,6 % des activités de sa division « systèmes stratégiques et spatiaux »), le pôle dont elle fait partie

regroupe 7 800 salariés pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 9 milliards de francs. Matra Espace et Marconi Space Systems alignent, pour leur part, 3 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs (plus 2 milliards de francs pour Fairchild).

Coopération ou absorption

La stratégie des deux frères ennemis de l'espace européen est pourtant, en dépit des apparences, radicalement différente. Aérospatiale, Alcatel et Alenia ont opté pour la souplesse. « Le pôle » n'est qu'un accord de coopération entre quatre sociétés qui gardent leur personnalité propre », indique-t-on à l'Aérospatiale. Matra Espace et Marconi Space Systems ont, en revanche, préféré la « fusion des ressources industrielles », et leur groupe n'est destiné à s'agrandir « que par l'intégration, l'absorption de sociétés ».

L'avenir déterminera laquelle de ces deux options est la meilleure. En attendant, une seule chose est certaine : la partie est loin d'être gagnée. Car, grâce à ces regroupements, l'Europe réussira – peut-être – à préserver sa position, ou même à grappiller quelques parts du marché. Reste que les Etats-Unis consacrent au spatial militaire une somme équivalente quatre fois le marché des satellites civils du monde occidental. Un énorme pactole réservé, évidemment, aux constructeurs américains, et qui leur fournit une assise financière et technique que n'auront jamais les petits Européens même s'ils ont les dents longues...

J.-P. D.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41
142, Champs-Élysées F. dim.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, SAUMON mariné à l'aust. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

DJEP à l'Opéra 47-42-31-58 et 94-47
28, rue Louis-le-Grand (2^e). T.L.J.

Ses « MENUS EXPRESS » au déjeuner en semaine : 72 F et 88 F. Sous sa coupole, salle à manger circulaire, compartimentée et divisible de 350 places. Cadre somptueux, comme à Hong-Kong. Dîners à la carte. Vivier de langoustes. Service assuré jusqu'à minuit.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mnl.) F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

مكتبة الأمل

Retour à la

UN GROUPE E

Observateur

ENTREPRISES

TELECOMMUNICATIONS

dossier spécial

LE BUREAU INTELLIGENT

40 pages sur les nouveaux outils de performance du cadre.

AVANT-PREMIERE

Le premier portable Radio communiquant.

AU MEME SOMMAIRE

- NOUVEAU le fax comme moyen de gestion
- Demain, la communication mobile personnelle
- EUTELSAT cherche ingénieur désespérément
- ENTRETIEN avec le PDG de CANON France

EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX POINTS DE VENTE

AFFAIRES

Retour à la case départ pour les clients de Tuffier

Un an après le dépôt de bilan de la société de Bourse Tuffier et neuf mois après sa reprise, la situation des 5 800 déposants n'a pas bougé d'un iota

« L'ny aura pas de dépôt de bilan du groupe Tuffier et, d'ailleurs, la Caisse centrale des banques populaires est là pour nous soutenir. » Nous sommes le 10 juillet 1990. Cette déclaration, faite dans le but de mettre un terme aux rumeurs de plus en plus insistantes concernant la santé financière de la société de Bourse, émane de Thierry Tuffier, son président.

Huit jours plus tard, après une suspension temporaire d'activité de trois mois décidée par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), le conseil d'administration du groupe décide, en l'absence de reprenneur, le dépôt de bilan. Il comptait sur le soutien actif des Banques populaires, qui sans être l'actionnaire de référence, avaient été utilisées comme une caution morale par l'entreprise. Ce soutien fit défaut. La conséquence immédiate est le gel des comptes de la clientèle. A cette date, les quelque 5 800 déposants sont loin d'imaginer qu'un an plus tard leur situation, au gré des péripéties juridiques, n'aura pas varié d'un iota.

Le règlement des suspens de négociations

Pourtant, à cette époque, ils sont persuadés que leurs ennemis ne sont que temporaires. Le Fonds de garantie de la clientèle des sociétés de Bourse n'est-il pas là, précisément, pour palier ce genre de sinistre ? C'est du moins la conviction qu'en a son président, Jean-Pierre Pinatton. Très rapidement, Jean-Pierre Pinatton, administrateur judiciaire, annonce la réouverture des comptes-titres pour le lundi 13 août 1990.

Tout paraissait encore simple. Les clients allaient recevoir un arrêté de leur compte à la date la plus proche du redressement judiciaire, ils devraient ensuite déclarer leurs créances théoriques et faire leur demande d'indemnisation auprès de la Société des Bourses Françaises (SBF). La rapidité d'intervention du Fonds ne pouvait que les rassurer d'autant

plus qu'avec la crise du Golfe, les places financières accusaient déjà sérieusement le coup. Mais rien ne vint et les déposants, impuissants, furent condamnés à regarder fondre leurs économies sans pouvoir « sortir » du marché.

Ce souci de retirer au plus vite leur pécule d'un marché baissier n'était pas le seul. Comment allaient-ils pouvoir être dédommages de leurs comptes en espèces ? A la différence de l'ancienne garantie solidaire des agents de change, le Fonds de garantie, dont c'est la première intervention, ne pro-

pose pas d'indemnisation illimitée. Les moyens dont il dispose sont plus réduits : 200 millions de francs par sinistre et par société de Bourse.

Le choix, en septembre 1990, d'un reprenneur par le tribunal de commerce de Paris, en l'occurrence le tandem formé de la Cogepar de Francis Lagarde et d'Alus Finance, filiale du Crédit lyonnais, ravivait l'espoir. De plus, la présence de la banque du boulevard des Italiens parmi les reprenneurs rassurait. En résumé, ce duo était le seul à proposer une solution globale de reprise de Tuffier pour

156 millions de francs, assorti d'une enveloppe de 135 millions de francs pour les sommes qui pourraient être dues après l'indemnisation du Fonds de garantie. Le tribunal leur demandait de « faire leur affaire du règlement des suspens de négociations », ces opérations boursières non dénouées qui n'ont pas trouvé d'acheteur ou de vendeur.

« Faire leur affaire du règlement des suspens de négociations », l'interprétation que l'on peut faire de ces quelques mots constitue le point litigieux qui bloque le dossier Tuffier

depuis septembre car les enjeux financiers sont différents pour les reprenneurs, selon qu'ils se considèrent ou non comme responsables de leur apurement. Les profits peuvent être considérables pour la Cogepar, si elle n'a pas la charge des suspens, et plus réduits si elle les prend en compte. Les reprenneurs affirment donc haut et fort que la totalité des suspens n'est pas de leur ressort, même si le tribunal de commerce de Paris en a décidé autrement à plusieurs reprises.

Les animateurs de la Cogepar se déclarent prêts à aller en appel et, s'ils

perdent, à poursuivre la bataille jusqu'en cassation. Autant de procédures qui ne feront que ralentir le règlement des clients. Mais le malheur des uns fait souvent le bonheur des autres. Car depuis février, les 200 millions alloués par le Fonds de garantie ainsi que les 135 millions octroyés en complément par Cogepar et Alus Finance sont sur un compte de fiducie à la Caisse des Dépôts et rapportent des intérêts, certes, au Fonds de garantie, mais aussi... aux reprenneurs.

F. Bn.

Un entretien avec Colette Neuville

« Une affaire révélatrice des lacunes de la législation sur la protection de l'épargne » nous déclare la présidente de l'Association pour la défense des clients de Tuffier

n'ont pas touché un seul centime. Et ce malgré leur rattachement au Crédit lyonnais, associé à la reprise, puisque étant actionnaire majoritaire de l'un des deux reprenneurs. Leur cas est sans nul doute dramatique. Mais au-delà, c'est le problème de la protection de l'épargne qui est posé.

Des états généraux ?

« L'affaire » Tuffier a, en effet, servi de révélateur aux lacunes de la législation en vigueur. On s'est aperçu que les réformes qui ont permis aux marchés financiers de passer en quelques années de l'archaïsme à la modernité ont eu pour contrepartie d'exposer les clients à des risques accrus. Alors que, dans le même temps, leur protection était réduite et pratiquement impossible à mettre en œuvre.

« Les clients des sociétés de Bourse sont-ils les seuls à faire preuve de vulnérabilité ?

« Il est vrai que l'insécurité ne menace pas seulement la clientèle des sociétés de Bourse. Elle guette aussi les capitaux considérables qui affluent vers les SICAV et les fonds communs, dont les règles prudentielles viennent d'être considérablement assouplies, nonobstant la réglementation européenne. C'est un recul en matière de sécurité des OPCVM et de l'indépendance de leurs gestionnaires.

En dépit de la solide tutelle de la Banque de France, les clients des banques ne sont peut-être pas à l'abri, eux non plus, de mauvaises surprises. La garantie bancaire est plafonnée à 400 000 francs par compte et le maintien de « l'actionnaire de référence » a été récemment remis en cause. C'est une tra-

dition qui pourrait bien subir quelques entorses à l'occasion des restructurations de la profession que laissent prévoir la réduction de marges et l'ouverture à la concurrence européenne.

« L'avenir des épargnants s'assombrirait-il ?

« Certes non, s'ils savent mettre à profit leurs deux atouts majeurs : d'abord l'épargne qu'ils détiennent est un bien rare, et ensuite, la place grandissante qu'ils vont tenir dans nos économies et dans la vie politique à mesure que la vie s'allonge et que les revenus s'élèvent. La prise de conscience de ce fait de société devrait amener tous les intéressés à en tirer les conséquences. Notamment, les épargnants devront apprendre à s'unir pour défendre leurs intérêts face aux entreprises en quête de capitaux, face au pouvoir des banques, face à la pression

des Etats qui prélèvent près de la moitié des revenus nationaux.

« Alors que faire dans l'immédiat ?

« Dans l'immédiat, on est en droit d'espérer qu'il soit rapidement mis fin au scandale qui fait des clients de Tuffier les seules victimes de la place de Paris. Après la BNP, le Crédit national et la Société générale, au Crédit lyonnais maintenant de montrer qu'il saura mettre fin à l'attente de clients dont, fin septembre déjà, le ministre de tutelle, M. Bérégovoy, annonçait l'indemnisation prochaine.

Parallèlement, et surtout, il faut préparer et mettre en œuvre les réformes qui permettront à la place de Paris de retrouver la confiance des épargnants, français et étrangers. Le moment ne serait-il pas venu de réunir des états généraux de l'épargne ? »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UN GROUPE EN MARCHÉ.

Alors qu'en 1989, le chiffre d'affaires du groupe Framatome avait atteint un sommet avec 19,9 milliards de francs, grâce à la facturation exceptionnelle de plus de 8 milliards de Superphénix, celui réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1990 s'élève à 13,6 milliards de francs ce qui est plus représentatif du niveau actuel d'activité du Groupe.

Le bénéfice net consolidé de 1990 proche d'un milliard de francs (984 millions) est en croissance sensible par rapport à 1989, malgré la diminution du chiffre d'affaires, confirmant la bonne rentabilité globale de nos activités.

La guerre du Golfe a illustré à nouveau les risques d'instabilité de l'approvisionnement énergétique. Le nucléaire, plus que jamais, demeure un facteur de stabilité et d'indépendance.

Les centrales nucléaires des pays de l'Ouest ont fonctionné avec des taux de disponibilité très élevés, démontrant ainsi leur fiabilité. Ceci implique un très bon entretien qui a tout naturellement eu des conséquences positives sur notre activité de services et celle de notre filiale américaine BWNS.

Nous avons également enregistré en France la commande de CIVAUX 1, unité de 1450 MWe, qui vient démontrer que l'engagement nucléaire de notre pays ne se dément pas. La commande de 18 générateurs de vapeur de remplacement permet de penser que la société est bien placée pour participer à de nouvelles opérations de changement de générateurs de vapeur analogues à celle qui a eu lieu à DAMPIERRE en 1990 et qui a été marquée par une réussite exceptionnelle, tant au plan du délai que de la dosimétrie.

Dans les pays de l'Est, y compris l'URSS, la situation suscite toute notre attention : nous nous tenons prêts à apporter notre concours aussi bien à l'amélioration des unités existantes, lorsqu'elle est possible, qu'à la réalisation d'unités modernes, tout ceci en coopération étroite avec les industries locales.

En Asie, où nous sommes très présents, les perspectives des marchés nucléaires semblent plus favorables. En Chine, nous continuons la construction des deux tranches nucléaires de Daya Bay.

Une des bases de notre politique en matière nucléaire est l'association avec SIEMENS au sein de NPL. Les efforts déployés à l'exportation par cette société dans le monde entier n'ont pas encore abouti à un succès commercial, mais on dénote une évolution positive des esprits.

Au plan des activités non nucléaires qui représentent désormais 37% du chiffre d'affaires consolidé, l'exercice 1990 qui avait commencé sous des auspices favorables, a vu la conjoncture se dégrader à partir de l'invasion du Koweït. Ceci a été particulièrement sensible pour les activités de mécanique et de connectique. Dans ce dernier secteur, les difficultés ont été accentuées par la mauvaise conjoncture économique s'installant aux USA et en Europe et frappant tout particulièrement les industries électrique, automobile, électronique et informatique. La baisse de 15% du dollar par rapport à 1990 affecte fortement le chiffre d'affaires de la connectique.

L'exercice 1990 ne se ressent pas trop de cette conjoncture maussade. L'exercice 1991, en revanche, pourrait connaître une dégradation de nos résultats si une reprise significative n'intervenait pas à la mi-année au plus tard.

On peut conclure que l'exercice 1990 a été pour Framatome globalement favorable. La politique de développement du Groupe commence à porter ses fruits grâce à un élargissement de nos domaines d'activités et de nos implantations géographiques, nous permettant ainsi d'être moins vulnérables que dans le passé à la conjoncture d'un seul métier, le nucléaire, dans un seul pays, la France.

Jean-Claude Leny
Président-Directeur Général

CHIFFRES-CLÉS CONSOLIDÉS

I - ACTIVITÉ DU GROUPE	1990	1989
Chiffre d'affaires consolidé total (HT) (en millions de F)	13571	19958
dont : - NUCLEAIRE	8602	14972
- construction de chaudières REP	4916	3969
- combustible et services	3686	2745
- surgénateur (Superphénix)	-	8258
- CONNECTIQUE	3407	3657
- MECANIQUE ET INGENIERIE DIVERSIFIEE	1562	1329

II - RESULTAT NET DU GROUPE ET DISTRIBUTION	1990	1989
Résultat net - part du Groupe (en millions de F)	984	741
En % par rapport au chiffre d'affaires	7,2%	3,7%
Nombre d'actions	10 000 000	10 000 000
Résultat net - part du Groupe, par action (en F)	98,4	74,1
Dividende attribué à chaque action (en F)	44,00	29,00

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS 90/91

Février 90	• Mise en service du CEMO (Centre d'Entretien des Matériels et Outillages).
Mars à mai 90	• Remplacement des générateurs de vapeur à Dampierre.
Mai 90	• Acquisition de Packinox.
	• Démontage de l'usine FCI de Taiwan.
Juillet 90	• Livraison des cuves et générateurs de vapeur de Guangdong 2.
Sept/Oct 90	• Mise en service de Penly 1 et Golfech 1.
Octobre 90	• Nouvel actionariat : CEA Industries / EDF : 45,98% - Alcatel-Alsthom : 44,12% ; - Groupe Crédit Lyonnais : 5,00% - Personnel de Framatome : 4,90%.
	• Accords de licence tunneliers Mitsubishi.
Novembre 90	• Livraison des cuves et générateurs de vapeur de Golfech 2.
Décembre 90	• Commande d'un télescope complet pour la Corée.
	• Livraison de la cuve de Sizewell B 1.
	• Livraison par Cistral de 2 extrudeurs bi-vis pour la nouvelle ligne "pâte à papier" de la Banque de France.
	• Commande de 18 générateurs de vapeur de remplacement.
	• Livraison par Framatome de 2060 assemblages combustibles au cours de l'année 1990.
Janvier 91	• Accords avec le japonais NFI pour les services nucléaires.
	• Fusion des filiales de Souriau et de Burmy aux Etats-Unis et en France.
Avril 91	• Désinvestissement de Teclamat par FCI.
	• Commandes de tunneliers pour Milan et Lyon.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

EUROF

MARCHÉS FINANCIERS

S'associant à une banque commerciale chinoise

La Société générale inaugure à Shanghai la première compagnie financière à capitaux mixtes

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

La Société générale a inauguré mercredi 12 juin, à Shanghai, la première société financière à capitaux mixtes sino-étrangers fondée en Chine populaire par une banque française, en vue de s'implanter sur le marché financier qui cherche à recréer le régime communiste dans l'ancienne métropole capitaliste chinoise. La Shanghai Associated Finance Co (SAFCO), au capital de 20 millions de dollars, a été fondée avec la People's Construction Bank of China, première banque commerciale domestique chinoise, et la SITCO, société financière de la ville de Shanghai, très en pointe dans la réanimation du capitalisme sous enseigne socialiste.

La Société générale détient, à elle seule, la moitié du capital, une part égale à celle prise par deux concurrents asiatiques, la Sanwa Bank japonaise et l'East Asian Bank de Hongkong. Dans une autre firme de même nature fondée, il y a quelques semaines, avec d'autres partenaires chinois, la SIFCO, également à Shanghai, le gouvernement chinois avait adopté, en septembre dernier, une réglementation nouvelle autorisant les banques étrangères à s'implanter de cette manière sur le continent, avec certaines contraintes, en particulier celle de ne prêter qu'en devises. L'objectif de la SAFCO, ont indiqué ses responsables, est de participer à des prêts syndiqués, de rechercher des montages financiers sur des projets liés notamment au développement de la zone industrielle de Pudong, dernière née des zones privilégiées où le régime communiste veut laisser se développer une économie

capitaliste. S'il n'est pas encore question pour une banque étrangère de prêter de l'argent en monnaie chinoise à des firmes de la République populaire, la Société générale pense obtenir un accès indirect à de tels financements par le biais de ses deux partenaires dans la nouvelle joint-venture. Un autre objectif, plus lointain, sera la participation de la banque à des opérations boursières, lorsque la Bourse de Shanghai, réouverte récemment, émettra des actions en devises.

Un « bon risque »

Malgré la crise de 1989, qui a retardé la mise sur pied du projet, la Chine, a estimé M. Jean-Marie Weydier, directeur de la division internationale de la Société générale, reste un « bon risque » pour une banque, en raison notamment de son faible endettement international et d'une politique « soucieuse de maintenir la qualité de la signature chinoise » dans ses opérations avec des partenaires étrangers. La banque française espérait à l'origine voir la Bank of Tokyo se joindre à elle, mais cette dernière est devenue *non grata* en Chine populaire, en raison de sa décision, après 1989, d'engager des opérations à Taïwan. Petit paradoxe de la politique chinoise, puisque la Société générale travaille aussi avec l'île nationaliste, sans en pâtir sur le continent. Avec ou sans les Nippons, la Société générale juge « indispensable » de prendre pied dès maintenant sur le continent, appelé à ses yeux à devenir « un partenaire important » sur le marché financier international.

FRANCIS DERON

Tout en jugeant le législateur habilité à demander une réforme

M. Lion estime que la décentralisation de la Caisse des dépôts ne doit pas signifier son « éclatement »

Sa décentralisation ne doit pas signifier l'éclatement de la Caisse des dépôts, ni de son bilan, ni de ses structures, a déclaré M. Robert Lion, directeur général de l'établissement, le 12 juin, en présentant à la presse les résultats pour 1990 (*Le Monde* du 15 février). En affirmant que le législateur est habilité à demander une réforme de la Caisse, il a répondu par avance au projet présenté en ce sens, notamment par le Sénat, que cette réforme a été conduite tout au long des années 80 d'une manière « permanente et non frénétique » : au départ, un établissement monolithique, centralisé, administratif, peu porté à l'ouverture ; aujourd'hui, un groupe d'entreprises. « C'est le jour et la nuit par rapport à l'époque, il y a six ou sept ans, où les commanditaires collaboraient comme autruches ».

Effectivement, les activités, longtemps exercées par les services relevant en ligne hiérarchique de la direction générale, sont maintenant prises en charge par des entreprises ayant leurs demandes propres, celles de leurs marchés, et rendant compte à des organismes sociaux, dont la Caisse des dépôts n'est souvent qu'un actionnaire parmi d'autres. Ainsi, la Caisse est devenue minoritaire (majoritaire, tout de même, avec l'Etat) dans le capital du Crédit local de France (ex-CAECL, 40 % des crédits aux collectivités locales).

Le « tuteur » devient « partenaire »

La Caisse de prévoyance, numéro deux de l'assurance-vie en France, va devenir une société anonyme de droit commun, ouverte à d'autres actionnaires. Ce sera le cas, dans plusieurs années, de la Caisse des dépôts-développement (CDD), encore déficitaire dans le tourisme (station de ski des Arves), l'informatique, mais bénéficiaire désormais dans le secteur immobilier, avec un profit de 300 millions de francs pour la SCIC, qui va collaborer avec la Mutualité française.

A la demande récente de la commission de surveillance de la Caisse, dont « le contrôle est plus détaillé, plus complet et plus pertinent que celui de bien des conseils

d'administration », a assuré M. Lion, la structure des activités financières des fonds d'épargne fait désormais l'objet d'orientations nouvelles, dont le suivi trimestriel est assuré par la commission. Bref, toujours selon M. Lion, la Caisse des dépôts, « de tuteur, est devenue partenaire ».

Au-delà des performances qu'elle a enregistrées en 1990, avec notamment 13,9 % de parts du marché pour les sicav (15,3 % fin avril 1991) et 25 % des plans d'épargne populaire (PEP) souscrits en 1990, la Caisse, a comme beaucoup d'établissements de crédit, été affectée par la conjoncture.

Son bénéfice a diminué de 25,5 %, revenant de 4,6 milliards de francs à 3,42 milliards de francs, à la suite du rachat de la Caisse de la région parisienne, partiellement dépendante du marché monétaire, et du fait de l'augmentation des provisions pour dépréciation de son portefeuille de valeurs mobilières et pour la couverture de ses risques opérationnels (plus de 2 milliards de francs).

D'autre part, la régression de sa collecte nette sur les livrets A des caisses d'épargne (excédents des retraits sur les dépôts), déjà très forte en 1990, avec un recul de 50,6 milliards de francs, s'est poursuivie sur les cinq premiers mois de 1991, mais à un rythme moins rapide : 23 milliards de francs de « décollectes » au 31 mai dernier contre 34 milliards de francs tout de même pour l'année 1990.

Selon M. Lion, ce phénomène traduit un retour à un rythme de régression plus normal, surtout avec l'assagissement des souscriptions de PEP, en plein boom l'an dernier. Cela n'empêche pas la Caisse de rencontrer des difficultés croissantes pour financer le logement social sur des dépôts de livrets A en diminution régulière, au profit notamment de sicav monétaires, abondamment offertes par toutes les caisses d'épargne et gérées, naturellement, par la Caisse des dépôts elle-même.

FRANÇOIS RENARD

NEW-YORK, 12 juin ↓

Le plongeon évité de justesse

Le plongeon a été évité de justesse mercredi à Wall Street. Après une ouverture pour le moins très hésitante, la tendance s'est effacée, fortement alourdie sur le marché américain, au point qu'à mi-journée l'indice Dow Jones avait perdu 48,52 points. Une reprise devait néanmoins se produire, permettant à l'indice Dow Jones de limiter ses pertes à 23,53 points (-0,80 %) pour s'établir à la cote 2 961,93. Le bilan de la journée n'est pas moins très mauvais, puisque sur 2 053 valeurs traitées, 1 242 ont baissé, alors que 355 seulement parvenaient à progresser. Dans le nombre, 459 n'ont pas varié.

La hausse du dollar et les signes de reprise économique excluent, selon les spécialistes, toute baisse des taux d'intérêt dans un proche avenir. La Banque centrale des Etats-Unis voulant privilégier la lutte contre l'inflation. Réduisant les obligations ont baissé et leur rendement a monté, provoquant un regain d'attention sur ce type de placement. Ce transfert s'est bien sûr fait au détriment des actions.

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 12 juin
Alcoa	67	65 7/8
AT&T	38 3/4	38 1/2
Banque	48 1/4	48 1/2
Chemical Bank	30 3/4	30 1/2
Du Pont de Nemours	41 1/4	40 1/2
Eastman Kodak	41 1/2	41 1/4
Exxon	59 1/2	57 3/4
Ford	36 1/8	36 1/4
General Electric	32 3/8	32 1/4
General Motors	32 3/8	32 1/4
Goodyear	32 3/8	32 1/4
IBM	102 1/2	102 1/4
ITT	60 7/8	60 5/8
Johnson & Johnson	65 3/8	64 1/2
McDonald's	81 1/8	81 3/8
Merck	63 7/8	63 3/4
Union Carbide	30 1/4	29 3/4
US Steel	29 1/8	28 3/4
Verizon	53 1/4	54

LONDRES, 12 juin ↓

Net repli

La Bourse de Londres a clôturé en net repli mercredi. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 22,5 points, soit 0,8 % à 2 520,2. Le volume d'actions s'est contracté, passant de 581 millions mardi à 462,6 millions.

Le marché avait ouvert en nette baisse sur des prises de bénéfices qui ont fait suite aux gains de la veille. L'élargissement plus important que prévu du déficit de la balance des paiements courants au premier trimestre contribue, dans une certaine mesure, à assombrir la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

Les Nouvelles Galeries chronométrées par l'OPA des Galeries Lafayette. Les dirigeants des Nouvelles Galeries sont demeurés, mercredi 12 juin, très circonspects sur l'OPA lancée par le groupe de la Galeries Lafayette, soulignant notamment que ces derniers n'ont pas pris d'engagement sur le maintien en exploitation de tous les magasins du groupe. Au cours de l'assemblée générale, M. Maurice Lauré, président des Nouvelles Galeries, a renvoyé tout ceux qui le questionnaient sur l'OPA à une longue note d'information sur le sujet reprenant des positions connues. Pour les Nouvelles Galeries, le succès de l'OPA aurait vraisemblablement entraîné la vente de la filiale de la cote officielle, ce qui susciterait au sein du conseil d'administration une « appréhension pour l'intégrité et la pérennité du groupe », à laquelle il ajoute la crainte que l'offre faite « risque de léser les actionnaires minoritaires même s'ils y souscrivent ».

EMC : les bénéfices presque vides de sens. Les dirigeants de l'Entreprise minière et chimique (EMC), Pour l'exercice 1990, la firme de la rue Jeanne-d'Arc annonce une chute de 92 % de son résultat net consolidé, dont le montant revient de 263 millions de francs à seulement 20,6 millions. Pour la première fois depuis six ans, le résultat net consolidé est négatif de 23 millions de francs. Autrement dit, sans des plus-values de cessions, l'EMC aurait été déficitaire. Les raisons de cet effondrement ? Le chiffre d'affaires (15,62 milliards de francs) a relativement peu baissé (-6 %). La direction de l'EMC attribue l'effondrement de ses marges, d'abord à la baisse du dollar, ensuite et surtout au « dumping » pratiqué par les exportateurs soviétiques sur le marché de la potasse. Ainsi, sa filiale MDDA (Mines de potasse d'Alsace) a subi une perte de 387,9 millions de francs. Le problème est que si l'EMC ne remonte pas très vite la pente, elle pourrait se voir contrainte de renoncer à son indépendance pour rejoindre un autre groupe, tel qu'Elf Aquitaine.

Sanofi et Sterling Drug autorisés par la CEE à s'associer. La Commission européenne a officiellement autorisé la Sanofi (groupe EBO, deuxième fabricant français de médicaments) et la firme pharmaceutique américaine Sterling Drug (groupe Kodak) à s'associer, en mettant la plupart de leur production en commun. Elle estime que cette concentration « ne crée ni ne renforce une position dominante » des deux sociétés dans le marché commun. Les activités de Sanofi et de Sterling Drug sont « pour l'essentiel complémentaires », même si leurs parts de

PARIS, 13 juin ↓

Incertaine

Après la baisse de la veille (-1,37 %), la Bourse de Paris tentait de se reprendre un peu jeudi matin dans un marché calme et irrégulier en attendant la publication, dans l'après-midi, de statistiques économiques américaines. Mais ses efforts furent vains. En baisse de 0,26 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure après une hausse symbolique de 0,02 %. Vers midi, il revint dans la rouge pour s'établir à -0,38 % vers 14 heures.

L'évolution des taux continuait à préoccuper les milieux financiers. Le Bundesbank annonçait jeudi qu'il laissait en l'état sa politique monétaire. Le taux d'escompte allemand resta fixé à 6,5 % et le taux lombard à 9 %, leur valeur depuis le 1^{er} février dernier. Les opérateurs attendaient par ailleurs la publication de l'indice des ventes de détail américain et les prix à la production en mai. Ces deux indicateurs sur une hausse respective de 0,4 % et de 0,3 %.

TOKYO, 13 juin ↑

Redressement

Renversement de tendance jeudi au Kabuto-cho. Après avoir de nouveau baissé durant la première partie de la séance, le marché japonais s'est redressé, si bien redressé même qu'à la clôture l'indice Nikkei enregistrerait une avance de 1,32 % (à 3 254,48 points) pour s'établir à la cote 24 808,17. A mi-journée, son retard dépassait 0,4 %.

D'après les professionnels, ce redressement, qui intervient durant la dernière heure de cotation, a été essentiellement dû au facteur technique. Manifestement impressionnés par la rapide dépréciation des valeurs mobilières ces derniers temps, les Fonds d'investissement et des maisons de titres sont parvenus à la chasse aux bonnes affaires.

VALEURS	Cours de 12 juin	Cours de 13 juin
Alcoa	1 150	1 240
AT&T	1 080	1 090
Banque	1 080	1 090
Chemical Bank	2 880	2 700
Du Pont de Nemours	1 480	1 480
Eastman Kodak	1 480	1 480
Exxon	720	721
Ford	810	830
General Electric	1 700	1 720

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	3850	3651	IDA	335	327
Amstel Assoc.	289	280	Maroc	145 80	146
A.S.	145 50		Maroc (Hollande)	825	828
Banque	855	830	LP.B.M.	105	102
Banque (Ly)	359	358	Locamex	258 50	259 80
Banque (Ly)	220	215	Locamex	82 80	80 80
Banque (Ly)	1038	1020	Nova Comm.	118 80	117 80
Calson	400	415	Motex	164	
Cardi	652	652	Presbourg	85	
CEGEF	180	164 80	Publi-Pac	388	380 10
C.F.P.	278	278	Racal	638	635
C.N.I.M.	989	989	Rhone-Alp. (Ly)	314	314
Codeur	289	289	Sh. H. Mangon	174 50	174
Conform	1121	1126	Selact Invest (Ly)	97 80	100
Crest	231	230 10	S.M.T.	440	443 80
Daphin	385	405	S.M.T. Genp.	130	115
Démas	1134	1228	Sopex	295	287
Démithy Worms Co.	480	474	T.P.	328	335
Démithy	1070	1070	Thomson H. (Ly)	282	278 80
Démithy	386		Unilog	218	214
Démithy	121	116 20	Val et Co	95	95
Edison Bell	211		V. S. Laurent Group.	702	705
Europ. Propriété	310	310			
Financ	127 40	128			
Financ	141 50	141 50			
Financ	285	284			
Financ	305	378 80			
Financ	218				
Financ	785	789			
Financ	980				
Financ	240	242			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 12 juin 1991

Nombre de contrats : 115 436

COURS

Echéances

Options sur notional

Prix d'exercice

Options d'achat

Options de vente

CAC 40 A TERME

Volume : 8 445

Cours

Dernier

Précédent

CHANGES

Dollar : 6,1185 F ↑

Le dollar a clôturé nettement en hausse jeudi 13 juin, atteignant ses plus hauts niveaux de l'année à Paris comme à Francfort. Sur le marché parisien, la devise verte a clôturé à 6,1185 F contre 6,0420 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs tablent sur la publication de nouvelles statistiques indiquant une reprise de l'économie américaine.

FRANCFORT

Dollars (en DM)

TOKYO

Dollars (en yen)

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 juin)

New-York (12 juin)

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)

Industrielles

Londres (indice Financial Times)

100 valeurs

30 valeurs

Mines d'or

Fonds d'Etat

FRANCFORT

Dollars

TOKYO

Nikkei Dow Jones

Indice global

Le marché interbancaire des devises

Cours du jour

Un mois

Deux mois

Six mois

Taux des euromonnaies

S.E.U.

DM

Finis

FR (100)

FS

L (1 000)

Finis

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 13 juin

Vendredi 14 juin

PGD de la holding Ambitrol

PGD du groupe Auchan

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 JUIN

Cours précédents à 15 h 45

Règlement mensuel

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation
4085 GLE 3%	4035	4040	4031	- 0 10	Compensation	4085 GLE 3%	4035	4040	4031	- 0 10	Compensation	4085 GLE 3%	4035	4040	4031	- 0 10	Compensation	4085 GLE 3%	4035	4040	4031	- 0 10	Compensation
885 B.N.P. T.P.	885	880	880	+ 0 08	Compensation	885 B.N.P. T.P.	885	880	880	+ 0 08	Compensation	885 B.N.P. T.P.	885	880	880	+ 0 08	Compensation	885 B.N.P. T.P.	885	880	880	+ 0 08	Compensation
915 C. Lyonn. T.P.	915	920	915	- 0 12	Compensation	915 C. Lyonn. T.P.	915	920	915	- 0 12	Compensation	915 C. Lyonn. T.P.	915	920	915	- 0 12	Compensation	915 C. Lyonn. T.P.	915	920	915	- 0 12	Compensation
1671 Renault T.P.	1280	1280	1280	0 00	Compensation	1671 Renault T.P.	1280	1280	1280	0 00	Compensation	1671 Renault T.P.	1280	1280	1280	0 00	Compensation	1671 Renault T.P.	1280	1280	1280	0 00	Compensation
1710 Rhône-P. T.P.	1140	1150	1150	+ 0 08	Compensation	1710 Rhône-P. T.P.	1140	1150	1150	+ 0 08	Compensation	1710 Rhône-P. T.P.	1140	1150	1150	+ 0 08	Compensation	1710 Rhône-P. T.P.	1140	1150	1150	+ 0 08	Compensation
716 A.C. Lyonn.	970	970	970	0 00	Compensation	716 A.C. Lyonn.	970	970	970	0 00	Compensation	716 A.C. Lyonn.	970	970	970	0 00	Compensation	716 A.C. Lyonn.	970	970	970	0 00	Compensation
770 A.L. Lyonn.	678	678	678	0 00	Compensation	770 A.L. Lyonn.	678	678	678	0 00	Compensation	770 A.L. Lyonn.	678	678	678	0 00	Compensation	770 A.L. Lyonn.	678	678	678	0 00	Compensation
1000 Alcatel-Alcatel	586	586	586	0 00	Compensation	1000 Alcatel-Alcatel	586	586	586	0 00	Compensation	1000 Alcatel-Alcatel	586	586	586	0 00	Compensation	1000 Alcatel-Alcatel	586	586	586	0 00	Compensation
200 A.I.P.	1150	1155	1155	+ 0 04	Compensation	200 A.I.P.	1150	1155	1155	+ 0 04	Compensation	200 A.I.P.	1150	1155	1155	+ 0 04	Compensation	200 A.I.P.	1150	1155	1155	+ 0 04	Compensation
3190 Arjom, P. P.	2184	2122	2110	- 0 30	Compensation	3190 Arjom, P. P.	2184	2122	2110	- 0 30	Compensation	3190 Arjom, P. P.	2184	2122	2110	- 0 30	Compensation	3190 Arjom, P. P.	2184	2122	2110	- 0 30	Compensation
335 A.F. S. T. P.	510	510	510	0 00	Compensation	335 A.F. S. T. P.	510	510	510	0 00	Compensation	335 A.F. S. T. P.	510	510	510	0 00	Compensation	335 A.F. S. T. P.	510	510	510	0 00	Compensation
120 Avenir H. Média	108	108	108	0 00	Compensation	120 Avenir H. Média	108	108	108	0 00	Compensation	120 Avenir H. Média	108	108	108	0 00	Compensation	120 Avenir H. Média	108	108	108	0 00	Compensation
1040 A. B. C. Média	1042	1039	1040	+ 0 02	Compensation	1040 A. B. C. Média	1042	1039	1040	+ 0 02	Compensation	1040 A. B. C. Média	1042	1039	1040	+ 0 02	Compensation	1040 A. B. C. Média	1042	1039	1040	+ 0 02	Compensation
130 A. M. Média	266	266	266	0 00	Compensation	130 A. M. Média	266	266	266	0 00	Compensation	130 A. M. Média	266	266	266	0 00	Compensation	130 A. M. Média	266	266	266	0 00	Compensation
180 B. A. Média	132	131	130	- 0 07	Compensation	180 B. A. Média	132	131	130	- 0 07	Compensation	180 B. A. Média	132	131	130	- 0 07	Compensation	180 B. A. Média	132	131	130	- 0 07	Compensation
300 B. A. Média	180	180	180	0 00	Compensation	300 B. A. Média	180	180	180	0 00	Compensation	300 B. A. Média	180	180	180	0 00	Compensation	300 B. A. Média	180	180	180	0 00	Compensation
160 B. A. Média	800	800	800	0 00	Compensation	160 B. A. Média	800	800	800	0 00	Compensation	160 B. A. Média	800	800	800	0 00	Compensation	160 B. A. Média	800	800	800	0 00	Compensation
400 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	400 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	400 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	400 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation
720 B. A. Média	700	700	700	0 00	Compensation	720 B. A. Média	700	700	700	0 00	Compensation	720 B. A. Média	700	700	700	0 00	Compensation	720 B. A. Média	700	700	700	0 00	Compensation
1140 B. A. Média	1119	1119	1119	0 00	Compensation	1140 B. A. Média	1119	1119	1119	0 00	Compensation	1140 B. A. Média	1119	1119	1119	0 00	Compensation	1140 B. A. Média	1119	1119	1119	0 00	Compensation
360 B. A. Média	350	350	350	0 00	Compensation	360 B. A. Média	350	350	350	0 00	Compensation	360 B. A. Média	350	350	350	0 00	Compensation	360 B. A. Média	350	350	350	0 00	Compensation
920 B.I.P.	920	915	915	- 0 05	Compensation	920 B.I.P.	920	915	915	- 0 05	Compensation	920 B.I.P.	920	915	915	- 0 05	Compensation	920 B.I.P.	920	915	915	- 0 05	Compensation
360 B.N.F. P.	294	290	292	+ 0 02	Compensation	360 B.N.F. P.	294	290	292	+ 0 02	Compensation	360 B.N.F. P.	294	290	292	+ 0 02	Compensation	360 B.N.F. P.	294	290	292	+ 0 02	Compensation
2540 B. A. Média Tech.	885	882	882	- 0 03	Compensation	2540 B. A. Média Tech.	885	882	882	- 0 03	Compensation	2540 B. A. Média Tech.	885	882	882	- 0 03	Compensation	2540 B. A. Média Tech.	885	882	882	- 0 03	Compensation
424 B. A. Média	2438	2438	2438	0 00	Compensation	424 B. A. Média	2438	2438	2438	0 00	Compensation	424 B. A. Média	2438	2438	2438	0 00	Compensation	424 B. A. Média	2438	2438	2438	0 00	Compensation
824 B. A. Média	885	870	885	+ 0 01	Compensation	824 B. A. Média	885	870	885	+ 0 01	Compensation	824 B. A. Média	885	870	885	+ 0 01	Compensation	824 B. A. Média	885	870	885	+ 0 01	Compensation
1000 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	1000 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	1000 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation	1000 B. A. Média	500	500	500	0 00	Compensation
1050 A. M. Média	1012	1005	989	- 0 16	Compensation	1050 A. M. Média	1012	1005	989	- 0 16	Compensation	1050 A. M. Média	1012	1005	989	- 0 16	Compensation	1050 A. M. Média	1012	1005	989	- 0 16	Compensation
300 Cap Gen. S.	354	348	348	- 0 14	Compensation	300 Cap Gen. S.	354	348	348	- 0 14	Compensation	300 Cap Gen. S.	354	348	348	- 0 14	Compensation	300 Cap Gen. S.	354	348	348	- 0 14	Compensation
1370 Cap Gen. S.	2140	2088	2088	- 0 22	Compensation	1370 Cap Gen. S.	2140	2088	2088	- 0 22	Compensation	1370 Cap Gen. S.	2140	2088	2088	- 0 22	Compensation	1370 Cap Gen. S.	2140	2088	2088	- 0 22	Compensation
50 Cap Gen. S.	129	129	129	0 00	Compensation	50 Cap Gen. S.	129	129	129	0 00	Compensation	50 Cap Gen. S.	129	129	129	0 00	Compensation	50 Cap Gen. S.	129	129	129	0 00	Compensation
95 Cap Gen. S.	86	85	85	- 0 08	Compensation	95 Cap Gen. S.	86	85	85	- 0 08	Compensation	95 Cap Gen. S.	86	85	85	- 0 08	Compensation	95 Cap Gen. S.	86	85	85	- 0 08	Compensation
1270 Cap Gen. S.	1301	1301	1301	0 00	Compensation	1270 Cap Gen. S.	1301	1301	1301	0 00	Compensation	1270 Cap Gen. S.	1301	1301	1301	0 00	Compensation	1270 Cap Gen. S.	1301	1301	1301	0 00	Compensation
35 C. M. L.	154	153	153	- 0 09	Compensation	35 C. M. L.	154	153	153	- 0 09	Compensation	35 C. M. L.	154	153	153	- 0 09	Compensation	35 C. M. L.	154	153	153	- 0 09	Compensation
60 C. M. L.	87	87	87	0 00	Compensation	60 C. M. L.	87	87	87	0 00	Compensation	60 C. M. L.	87	87	87	0 00	Compensation	60 C. M. L.	87	87	87	0 00	Compensation
33 C. M. L.	309	306	306	- 0 09	Compensation	33 C. M. L.	309	306	306	- 0 09	Compensation	33 C. M. L.	309	306	306	- 0 09	Compensation	33 C. M. L.	309	306	306	- 0 09	Compensation
230 C. E. L.	297	290	296	+ 0 07	Compensation	230 C. E. L.	297	290	296	+ 0 07	Compensation	230 C. E. L.	297	290	296	+ 0 07	Compensation	230 C. E. L.	297	290	296	+ 0 07	Compensation
230 C. E. L. (P. P.)	240	238	238	- 0 08	Compensation	230 C. E. L. (P. P.)	240	238	238	- 0 08	Compensation	230 C. E. L. (P. P.)	240	238	238	- 0 08	Compensation	230 C. E. L. (P. P.)	240	238	238	- 0 08	Compensation
140 C. E. L. (P. P.)	448	448	448	0 00	Compensation	140 C. E. L. (P. P.)	448	448	448	0 00	Compensation	140 C. E. L. (P. P.)	448	448	448	0 00	Compensation	140 C. E. L. (P. P.)	448	448	448	0 00	Compensation
124 C. M. L.	135	130	133	+ 0 07	Compensation	124 C. M. L.	135	130	133	+ 0 07	Compensation	124 C. M. L.	135	130	133	+ 0 07	Compensation	124 C. M. L.	135	130	133	+ 0 07	Compensation
140 C. M. L.	884	876	880	+ 0 04	Compensation	140 C. M. L.	884	876	880	+ 0 04	Compensation	140 C. M. L.	884	876	880	+ 0 04	Compensation	140 C. M. L.	884	876	880	+ 0 04	Compensation
320 C. M. L.	368	367	368	+ 0 03	Compensation	320 C. M. L.	368	367	368	+ 0 03	Compensation	320 C. M. L.	368	367	368	+ 0 03	Compensation	320 C. M. L.	368	367	368	+ 0 03	Compensation
1000 C. G. I. P.	1070	1077	+ 0 06	14	Compensation	1000 C. G. I. P.	1070	1077	+ 0 06	14	Compensation	1000 C. G. I. P.	1070	1077	+ 0 06	14	Compensation	1000 C. G. I. P.	1070	1077	+ 0 06	14	Compensation
350 C. G. I. P.	398	398	398	0 00	Compensation	350 C. G. I. P.	398	398	398	0 00	Compensation	350 C. G. I. P.	398	398	398	0 00	Compensation	350 C. G. I. P.	398	398	398	0 00	Compensation
710 C. G. I. P.	795	795	795	0 00	Compensation	710 C. G. I. P.	795	795	795	0 00	Compensation	710 C. G. I. P.	795	795	795	0 00	Compensation	710 C. G. I. P.	795	795	795	0 00	Compensation
510 C. G. I. P.	586	586	586	0 00	Compensation	510 C. G. I. P.	586	586	586	0 00	Compensation	510 C. G. I. P.	586	586	586	0 00	Compensation	510 C. G. I. P.	586	586	586	0 00	Compensation
435 C. M. L.	345	345	345	0 00	Compensation	435 C. M. L.	345	345	345	0 00	Compensation	435 C. M. L.	345	345	345	0 00	Compensation	435 C. M. L.	345	345	345	0 00	Compensation
435 C. M. L.	485	480	481	+ 0 05	Compensation	435 C. M. L.	485	480	481	+ 0 05	Compensation	435 C. M. L.	485	480	481	+ 0 05	Compensation	435 C. M. L.	485	480	481	+ 0 05	Compensation
430 C. M. L.	152	153	157	+ 0 25	Compensation	430 C. M. L.	152	153	157	+ 0 25	Compensation	430 C. M. L.	152	153	157	+ 0 25	Compensation	430 C. M. L.	152	153	157	+ 0 25	Compensation
160 C. M. L.	165	165	165	0 00	Compensation	160 C. M. L.	165	165	165	0 00	Compensation	160 C. M. L.	165	165	165	0 00	Compensation	160 C. M. L.	165	165	165	0 00	Compensation
580 C. M. L.	585	582	581	- 0 05	Compensation	580 C. M. L.	585	582	581	- 0 05	Compensation	580 C. M. L.	585	582	581	- 0 05	Compensation	580 C. M. L.	585	582	581	- 0 05	Compensation

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernière cours	VALEURS	Cours princ.	Dernière cours
Obligations								
Arg. 2004 8,957%	126 46	0 80	C.I.T.R.A.M. (R)	970	870	Magnan	750	750
Arg. 2005 9,957%	100 77	0 02	Colfin	200	.....	Midi Déployé	587	587
Arg. 2005 10,954%	102 80	8 34	Colfinco	258	371 20	Mors	117 20	118 10
Arg. 2005 13,494%	106 90	6 36	Comptex	558	551	Navigant Pilé	206	206
Arg. 2005 12,26 1/4	103 28	8 28	Cop Lyon Almond	4386	4386	Orléans	307 80	310
Arg. 2006 11% 85	109 14	3 37	Coracore	798	785	Orléans D'Orléans	233	301
10,25% mars 86	103 81	2 80	Costa Méd. Prov.	38 40	37 10	Palais Montclair	1089	1086
DAT 10% 5/2000	104 91	0 46	Crédit Gén. Ind.	312	303	Palais Montclair	1089	1089
DAT 9,9% 12/1987	109 78	4 83	Cr. Universel (C)	630	640	Palmarès	175	178 30
DAT 9,9% 1/1985	109 43	4 39	Darby	128	128	Palmarès (CP)	650	648
DAT 10,25% 1985	700 50	.....	Darby	700	.....	Palmarès	262	255
FTT 11,2% 85	105 05	5 62	Degremont	1790	1790	Palmarès	275	269 80
CF 10,25% 86	100 93	3 65	Degremont	1670	1625	Palmarès	158	162
CF 10,25% nov 80	103 25	2 82	Degremont	3800	.....	Palmarès	1700	.....
DIA 10% 10 1979	102	2 81	Degremont	1987	1987	Palmarès	680	590
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	2825	2815	Palmarès	1105	.....
CMB Bague 5000F	99 80	4 57	Degremont	1015	1015	Palmarès	800	797
CMB Bague 5000F	100 48	4 57	Degremont	282	.....	Palmarès	104 10	105
CMB Bague 5000F	101 50	4 57	Degremont	774	.....	Palmarès	272	275
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	333	324	Palmarès	455	465
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3600	3600	S.A.C.E.R.	258	258
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.T.A.J.A.	220 10	220
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	122 80	123
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	880	871
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	158	160
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	910	907
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	420	412 50
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	147	147
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	254	255
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	301	301
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	290	290
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	546	546
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	421	421
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	1342	1320
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	1591	1591
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	420	423
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	154	.....
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	826	820
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	352	350
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	688	.....
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	370	370
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	3346	3330
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	750	750
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	258	258
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	1086	1086
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	2220	.....
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	336	400
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	2236	2210
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	145	140
CMB Bague 5000F	99 70	4 57	Degremont	3800	3800	S.A.U.C. Alen.	217 80	.....

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.G.	680	670	A.A.A.	1057 98	1032 08	Frustheim	855 22	844 12	Powr Genies	80037 90	80027 90
Alcan Inc Ssn.	382		Aggron	228 82	222 70	Frustheim	26 78		Primaria Oil	10617 89	10607 38
Alcan Alumin.	122		Applique	787 77	763 42	Frustheim	11475 03	11305 46	Privity, Esqual	109 40	108 32
American Can	130 10	130 10	Arm-gp	7580 85	7278 80	Frustheim	4873 94		Prv Associations	28971 06	28971 06
Arco	683		Amplifica	637 42	618 85	Frustheim	311 65	1279 66	Prv Assoc	1080 85	1054 29
Arcochem	154 80		Arbronges Court T	6559 48	6577 32	Gratford	18252 94	13462 63	Quercz	132 80	129 96
Asarco Mines	150 80		Ashland	1165 85	1165 85	Grp Associations	855 22		Rakelco	837 25	837 25
Banco Popular Esp.	180		Asph Tps	368 78	368 78	Gratford	132 83	1192 07	Rakelco	160 86	158 96
Bell Helicopters Inc	34000		Astec	1403 32	1382 45	Hill Munkins	12722 88	12722 88	Revere Trmstr	5310 85	5259 27
Cal-Pac-Pulp	100		Avenir Alzais	1682 34	1640 35	Interpco	110343 13	107134 11	Revere-Trm	1143 81	1126 51
Cayster Corp.	89		Avenir Ctl	110 12	107 30	Interpco	13335 69	12842 01	S&W Bldg-At	942 06	899 34
C.I.R.	12 60	13	Avon Capital	156 26	149 63	Interpco	536 04	520 43	St Honoré Bms de TL	10306 21	10254 84
Comcast	662		Avon Court Term	7230 35	7230 35	Japco	174 83	189 74	St Honoré Gbl	230 40	222 82
De Beers (Imp)	137		Avon Exports	125 41	125 41	Japco	265 89	265 89	St Honoré Gbl	724 18	724 18
Dow Chemical	325		Avon Exports	123 35	119 93	Latifex	242 92	232 03	St Honoré Mac Pnc	198 28	198 28
Dow Chem	27 10		Avon INFL	117 81	112 74	Latifex Exports	256 46	246	St Honoré P&E	619 31	591 23
Eni (Brux Lamb)	610		Avon Precious	106 96	106 93	Latifex Exports	253 32	242 98	St Honoré P&E	529 58	505 57
Eni	910		Avon Values P&E	124 87	119 49	Latifex Exports	310 60	287 94	St Honoré P&E	13507 83	13583 22
Exxon Holdings Ltd.	124		Cajonville	5789 24	5783 46	Latifex Immobil.	233 29	223 78	St Honoré Services	509 30	499 71
Goodyear Tm	190		Cayphix	582 52	5835	Latifex Japan	431 42	421 14	St Honoré S&P	1923 82	1903 82
Goodyear Inc	200		Cayphix	1180 65		Latifex Japan	137 47	131 82	St-Honr Gbl	12853 16	12801 14
Goodyear Inc	200		Cayphix	31 30	30 24	Latifex Japan	171 1	166 77	St-Honr Gbl	1277 28	1277 28
Goodyear Inc	200		Cayphix	1219 02	1189 29	Latifex Tokyo	384 07	376	St-Honr Gbl	656 14	656 14
Goodyear Inc	200		Cayphix	3212 10	3209 29	Latifex	2088 54	2085 44	St-Honr Gbl	1699 71	1695 17
Goodyear Inc	200		Commertron	389 04	373 12	Latifex	11540 57	11540 57	St-Honr Gbl	821 41	801 95
Goodyear Inc	200		Cruiser	459 02	478 66	Latifex	6506 95	6317 49	St-Honr Gbl	1099 71	1099 71
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1180 21	1180 21	Latifex	1126 21	1126 21	St-Honr Gbl	410 83	407 62
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144 71	Latifex	531 1	525 34	St-Honr Gbl	453 98	451 47
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	1220 18	1180 52	Latifex	28971 24	28992 98	St-Honr Gbl	1478 78	1412 23
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	861 28	814 72	Latifex	881 96	874 97	St-Honr Gbl	673 87	659 83
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	2800 28	985 91	Latifex	2085 56	2074 81	St-Honr Gbl	426 56	415 14
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	252 40	241 53	Latifex	24175 88	24175 88	St-Honr Gbl	259 28	219 88
Goodyear Inc	200		Draft Metall Capital	151 22	144						

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/6	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/6
Etats-Unis (1 USD)	6 042	6 118	5 750	6 250		
Sw.	6 088	6 182	.....	.....
Allemagne (100 DM)	339 180	339 090	328	348	Or fin (50 en barre).....	71400
Australie (100 A\$)	16 486	16 477	16	17	Or fin (en lingot).....	71300
France (100 F)	301 076	300 920	320	310	Napoléon (20).....	408
Italy (1000 lire)	4 562	4 581	4 300	4 800	Pièce Fr. (10 F.)	390
Grèce (1000 drachmes)	88 120	88 090	84	92	Pièces Suisses (20 F.)	408
Canada (100 C\$)	9 893	.....	9 900	3 600	Pièces Latines (20 F.)	404
Grèce (1000 drachmes)	3 105	.....	3 108	404	Souverains	508
Belgique (100 B\$)	369 620	364	.....	88	Pièces 20 dollars.....	2200
Suède (100 k)	84 290	.....	85	99	Pièces 10 dollars.....	1050
Norvège (100 k)	48 418	.....	48 700	49 700	Pièces 5 dollars.....	650
Autriche (100 sch)	5 491	.....	5 200	5 750	Pièces 50 pesos.....	2680
Espagne (100 pes)	3 822	.....	3 600	4 300	Pièces 10 florins.....	420
Portugal (100 esc)	5 281	.....	5 120	4 320		
Canada (15 can)	4 177	4 168	.....	.....
Japon (1000 yens)						

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements
46-62-72-67

CARNET DU Monde

Naissances

Claude Vachère,
Pascal Trillat,
Antoine et Guillaume,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Thibault,
le mardi 11 juin 1991.
Paris-7.

Mariages

Jacqueline LARRIEU
et
professeur Malcolm ANDERSON,
doyen de la faculté des sciences sociales
à l'université d'Edimbourg,
sont heureux d'annoncer leur mariage,
célébré à Edimbourg, le 1^{er} juin 1991.
28, rue Fondary,
75013 Paris.

Annette et Jean-Claude GUÉRIN
ont le plaisir d'annoncer que
Marie BONNAFFE
a choisi
Serge GUÉRIN
pour compagnon d'aventure.

M. et M^{me} Georges MOQUET,
M. et M^{me} Robert GRIS
sont heureux de faire part du mariage
de leurs enfants
Pascale et Philippe,
qui sera célébré le samedi 15 juin 1991,
à 15 heures, en l'église Saint-André,
123, rue Royale, Lille (Nord).

Décès

Le directeur, le corps professoral
et le personnel administratif de
l'Institut d'administration des entre-
prises (IAE) de l'université d'Aix-
Marseille-III
ont la grande tristesse de faire part
de la disparition de leur collègue et ami,
Philippe DELMAS,
fondateur et directeur
du service informatique pédagogique
de l'IAE.

décédé le 8 juin 1991, dans sa trentième
anniversaire.

Il a été inhumé au cimetière paysager
du Grand-Saint-Jean, à Puycricard, le
11 juin, à 15 heures.

Marc et Denise
Jacob de Cordemoy,
leurs enfants Sonia, Olivier, Gaëlle
et Aymeric,
la famille Jacob de Cordemoy,
ont la douleur de faire part du décès de
Camille
JACOB DE CORDEMOY,
survenu le 29 mai 1991, à Nogent-sur-
Marne.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale, le 4 juin,
BP 13,
78740 Vaux-sur-Seine.

M^{me} Patrice Malterre-Barthes,
son épouse,
M^{me} Anne-Charlotte Malterre-
Barthes,
sa fille,
M. et M^{me} André-Auguste Gourmil,
ses oncles et tante,
M. et M^{me} André Gourmil,
M. et M^{me} Rodolphe Eysette-Barthes,
M. et M^{me} Jean-Louis Vidal,
M. et M^{me} Maurice Ferrie,
M. et M^{me} René Past,
M. et M^{me} Francis Pages,
M. et M^{me} Pierre Fargues,
M. et M^{me} Ginette Charpentier-Fargues,
Le docteur Henri Roy et M^{me},
ses cousins,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Patrice MALTERRE,
ingénieur INSETT,
secrétaire général
de l'Office de coordination des
transports de Marseille
(OCOTRAM),
administrateur de la Régie
des transports de Marseille,

survenu en son domicile, le 26 mai
1991, à l'âge de cinquante-sept ans.

Selon sa volonté, le service religieux
a été célébré par les abbés Jacques
Cabanes et Marc Fournier, ses amis.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité familiale, à Saint-Nazaire-d'Aude.

La famille exprime ses remercie-
ments aux professeurs Pierre Tourni-
gand, du CHU de la Timone; Jean-
Louis Misset, du CHU Paul-Brousse de
Villejuif, et William Pellet pour leur
dévouement.

184, boulevard Baillie,
13005 Marseille.

Hervé Chaine, directeur de la
société Métram,
et ses collaborateurs
ont le regret de faire part du décès de
leur ami, cofondateur et gérant,
Patrice MALTERRE,
ingénieur INSETT,
secrétaire général de l'OCOTRAM,
administrateur
de la Régie des transports de Marseille,
survenu le 26 mai 1991, à l'âge de
cinquante-sept ans.

25, cours Emilio-Zola,
69623 Villeurbanne Cedex.

Les présidents du comité
technique, directeurs honoraires,
Henri Bochet et Georges Lacroix,
Les présidents du comité technique
directeur et du conseil d'administration
de la Régie des transports,
M. et M^{me} les administrateurs,
Ses collaborateurs,
Et tout le personnel,
ont le regret de faire part du décès de
M. Patrice MALTERRE,
ingénieur INSETT,
secrétaire général
de la Régie des transports de Marseille,
chargé de mission Transcet.

OCOTRAM,
271, corniche Kennedy,
13233 Marseille Cedex 1.

Le grand maître du Grand-Orient
de France, Jean-Robert Ragsché,
Et le conseil de l'Ordre,
ont la douleur de faire part du passage
à l'Orient éternel du très illustre frère
Jacques MITTERRAND,
officier de la Légion d'honneur,
titulaire de la croix de guerre,
titulaire de la médaille
de la Résistance,
officier de l'Ordre
de l'Empire britannique,
ancien grand maître
du Grand-Orient de France,
membre des loges
« La Justice », à Paris,
« Les Evénements du travail »,
à Montargis,

survenu le 5 juin 1991, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi
15 juin, à 10 h 15, au cimetière du
Père-Lachaise (entrée place Gambetta,
Paris-20^e).

(L'« Monde » daté 9-10 juin.)

Paris, Miliana.

M. et M^{me} Emile Moatti,
M. et M^{me} Gérard Saurel,
M. et M^{me} Georges-Alain Moatti,
Gilles, Corinne, Éric, Sophie,
Charlotte et Romain Moatti,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère et grand-mère,
M^{me} Raoul MOATTI,
née Mireille Moatti,

survenue dans sa quatre-vingt-unième
année.

L'inhumation a eu lieu, le jeudi
13 juin 1991, au cimetière du Mont-
parnasse.

27, rue Bouliard,
75014 Paris.

M. et M^{me} Bernard Momméja,
leurs enfants et petite-fille,
M. et M^{me} Patrick Momméja,
leurs enfants et petite-fille,
M. et M^{me} Eric de Luce,
M. et M^{me} Roger-W. Cargill
et leur fils,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,

M^{me} Henri Momméja,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques-Louis Le Brun
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Suzanne Momméja,
M^{me} Amélie Saut,
M^{me} Jenny Jugon,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Edouard MOMMÉJA,
née Geneviève Le Brun,

survenue le mardi 11 juin 1991 dans sa
quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 14 juin, à 14 heures, en
l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue
Roquépine, Paris-8.

Ni fleurs ni couronnes. Don à la
Fondation John Bost, 24130 La Force.

« L'Éternel est mon berger, je ne
manque de rien. » Psaume 23.

M. Michel Philippart,
M. et M^{me} Alain Philippart
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Marie Philippart
et leurs enfants,
M. François Philippart,
sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès
accidentel de
Michel PHILIPPART,
survenu le 11 juin 1991, à l'âge de
soixante-huit ans.

Les obsèques auront lieu vendredi
14 juin, à 15 h 45, en l'église Saint-
Jean-Baptiste de Sceaux, sa paroisse,
où l'on se réunira.

27, allée de Tréville,
92330 Sceaux.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52
MINITEL par le 11

Le docteur et M^{me} Jean-Louis
Thibault,
M^{me} Anne Thibault,
Le colonel et M^{me} Jean-Bernard
Poswiat et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel du
docteur Isabelle POSWIAT,
leur fille, sœur et parente,
survenue en son domicile à l'âge de
trente et un ans.

Une bénédiction sera donnée le ven-
dredi 14 juin 1991, à 14 h 30, en
l'église Sainte-Marie des Batignolles,
place du Docteur-Félix-Lobigeois, à
Paris-17.

Une messe sera célébrée le samedi
15 juin, à 9 heures, en l'église Saint-
Bruno à Bordeaux, suivie de l'inhuma-
tion au cimetière de la Chartreuse,
dans le caveau de famille.

Famille Thibault,
La Norandière,
17620 Echillais-Saint-Agnant.

M^{me} Annie Visbecq,
sa femme,
Arnaud et Romain,
ses enfants,
M^{me} Marguerite Visbecq,
sa mère,
M. et M^{me} Michel Dujon,
ses beaux-parents,
Ses nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel VISBECQ,
survenu le 10 juin 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 14 juin, en l'église Notre-
Dame-du-Perpetuel-Secours, 31, rue
Albert-I^{er}, à Asnières, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Soutenances de thèses

Université Paris-VII, le jeudi
13 juin 1991, à 14 h 30, salle des
Thèses, RDC tour 25, 2, place Jussieu,
75251 Paris Cedex 05, M^{me} Elisabeth
Rousselle : « Études d'histoire du
freudisme : origines, inventions doctri-
nales, mouvements institutionnels et
implications dans la culture occiden-
tale ».

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est
réuni mercredi 12 juin au palais
de l'Élysée, sous la présidence
de M. François Mitterrand. Au
terme de ses travaux un commu-
iqué a été publié, dont voici
les principaux extraits :

Protection sociale
des sapeurs-pompiers
volontaires

Le ministre de l'intérieur a pré-
senté au conseil des ministres un
projet de loi relatif à la protection
sociale des sapeurs-pompiers volon-
taires en cas d'accident survenu ou
de maladie contractée en service.

Conformément au programme
d'action arrêté par le gouvernement
en décembre 1990 en concertation
avec les sapeurs-pompiers, le projet
de loi est la première étape de la
mise au point du statut des sapeurs-
pompiers volontaires.

En cas d'accident survenu ou de
maladie contractée en service, le
sapeur-pompier volontaire, qui béné-
ficie déjà de la gratuité des soins,
n'aura plus à faire l'avance des frais
qui seront désormais directement
réglés par le service départemental
d'incendie et de secours.

En cas d'incapacité temporaire, le
sapeur-pompier volontaire, qui est
aujourd'hui indemnisé de façon for-
faitaire, bénéficiera de la compen-
sation intégrale de la perte de ses reve-
nus.

Le service départemental d'incen-
die et de secours devient l'interlocu-
teur unique du sapeur-pompier
volontaire. Ce service se chargera
d'obtenir lui-même la prise en
charge par les tiers, notamment par
les caisses d'assurance-maladie, des
dépenses qui leur incombent.

Recours applicables
à la passation
de certains contrats
de fournitures
et de travaux

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

Le ministre délégué à la justice a
présenté un projet de loi relatif aux
recours applicables à la passation de
certains contrats de fournitures et
de travaux.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le projet de loi transpose en droit
interne une directive du 21 décem-
bre 1989 qui prescrit aux États
membres de garantir l'application
effective des règles communautaires
de publicité et de concurrence,
notamment en organisant des
recours efficaces à l'encontre des
actes de procédure faits en violation
de ces règles.

Avant même que le contrat soit
conclu, toute personne ayant voca-
tion à y être partie pourra saisir le
juge administratif ou judiciaire
selon le cas. Ce dernier, statuant
comme en matière de référé, pourra
suspendre ou annuler la procédure
engagée si elle s'est déroulée en
méconnaissance des règles commu-
nautaires applicables à la préparation
de ce contrat. Il statuera en premier
et dernier ressort.

La modernisation
de la justice
(Lire page 12)

Le financement
de la Sécurité sociale
(Lire page 27)

Les départements
et territoires d'outre-mer
et la Communauté
européenne

Le ministre des départements et
territoires d'outre-mer a présenté une
communication sur les relations
entre les départements et territoires
d'outre-mer et la Communauté euro-
péenne.

1) Les départements d'outre-mer
font partie du territoire de la Com-
munauté européenne. Celle-ci partici-
pe à leur promotion économique et
sociale par d'importants concours
financiers qui s'élèvent à plus de
6 milliards de francs entre 1988
et 1993.

Bien que le « programme d'opé-
rations spécifiques à l'éloignement et à
l'insularité des départements d'outre-
mer », mis en place en 1989, doive
prochainement être complété en
faveur de la diversification des pro-
ductions agricoles, les productions
traditionnelles des départements
d'outre-mer continueront d'être à la
base de leur agriculture.

Le gouvernement entend donc
obtenir, dans la perspective du mar-
ché unique de 1993, que des
mesures communautaires garantis-

sent les débouchés exemptés de la
production bananière des Antilles et
que l'harmonisation fiscale ne
remette pas en cause l'existence d'un
régime particulier en faveur des
bananes.

Conformément à une décision
communautaire du 22 décembre
1989, le régime fiscal particulier
applicable à l'outre-mer des antilles
des, comme sous le nom d'outre-mer,
pourra être maintenu intégralement
certaines adaptations. Le projet
de loi nécessaire donnera aux
régions d'outre-mer des moyens
financiers pour assurer leur dévelop-
pement économique et social. Le projet
est actuellement soumis à la
consultation des assemblées locales.

2) Les territoires et les autres col-
lectivités d'outre-mer, qui ne font
pas partie du territoire de la Com-
munauté, sont liés à elle par une
décision d'association prévoyant
un renouveau. Une nouvelle
décision d'association doit prendre
effet en juillet prochain; les élus
d'outre-mer sont associés à sa prépa-
ration.

Cette nouvelle décision continuera
de garantir l'autonomie fiscale et la
liberté tarifaire des territoires d'outre-
mer ainsi que la liberté d'accès
de leurs productions au marché com-
munautaire.

Les négociations en cours portent
notamment sur l'importance des
contributions du fonds européen de
développement aux actions de dé-
veloppement dans les territoires d'outre-
mer et sur l'aménagement du
régime commercial de droit com-
mun en faveur de certains terri-
toires. Le gouvernement veillera à ce
qu'aucune mesure ne défavorise les
collectivités françaises.

Le gouvernement entend que les
négociations engagées aboutissent
d'ici à la fin du mois.

Mesures
individuelles

Le conseil des ministres a
adopté les mesures indivi-
duelles suivantes.

Sur proposition de garde
des sceaux, ministre de la jus-
tice :

M. Jean-Claude Piat,
maître des requêtes, est
nommé conseiller d'État et
maintenu en position de dé-
tachement de longue durée.

M. Christian Schrick,
maître des requêtes, est
nommé conseiller d'État et
maintenu en position de dé-
tachement de longue durée.

M. Armand Casin d'Ho-
ninethun, maître des
requêtes, est nommé conseil-
ler d'État.

M. Jean-Pierre Rostaix,
maître des requêtes, est
nommé conseiller d'État.

M. Philippe Bouchet est
nommé conseiller d'État (lire
page 8).

Sur proposition du ministre
de l'intérieur :

M. Gérard Belorgey,
préfet hors cadre, directeur
des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'ou-
tre-mer, est admis, sur sa
demande, au bénéfice du
congé spécial.

Sur proposition du ministre
des départements et territoires
d'outre-mer, le conseil des
ministres a prononcé la dis-
solution du conseil municipal de
la commune de Poun (Nou-
velle-Calédonie).

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le projet de loi transpose en droit
interne une directive du 21 décem-
bre 1989 qui prescrit aux États
membres de garantir l'application
effective des règles communautaires
de publicité et de concurrence,
notamment en organisant des
recours efficaces à l'encontre des
actes de procédure faits en violation
de ces règles.

Avant même que le contrat soit
conclu, toute personne ayant voca-
tion à y être partie pourra saisir le
juge administratif ou judiciaire
selon le cas. Ce dernier, statuant
comme en matière de référé, pourra
suspendre ou annuler la procédure
engagée si elle s'est déroulée en
méconnaissance des règles commu-
nautaires applicables à la préparation
de ce contrat. Il statuera en premier
et dernier ressort.

La modernisation
de la justice
(Lire page 12)

Le financement
de la Sécurité sociale
(Lire page 27)

Les départements
et territoires d'outre-mer
et la Communauté
européenne

Le ministre des départements et
territoires d'outre-mer a présenté une
communication sur les relations
entre les départements et territoires
d'outre-mer et la Communauté euro-
péenne.

1) Les départements d'outre-mer
font partie du territoire de la Com-
munauté européenne. Celle-ci partici-
pe à leur promotion économique et
sociale par d'importants concours
financiers qui s'élèvent à plus de
6 milliards de francs entre 1988
et 1993.

Bien que le « programme d'opé-
rations spécifiques à l'éloignement et à
l'insularité des départements d'outre-
mer », mis en place en 1989, doive
prochainement être complété en
faveur de la diversification des pro-
ductions agricoles, les productions
traditionnelles des départements
d'outre-mer continueront d'être à la
base de leur agriculture.

Le gouvernement entend donc
obtenir, dans la perspective du mar-
ché unique de 1993, que des
mesures communautaires garantis-

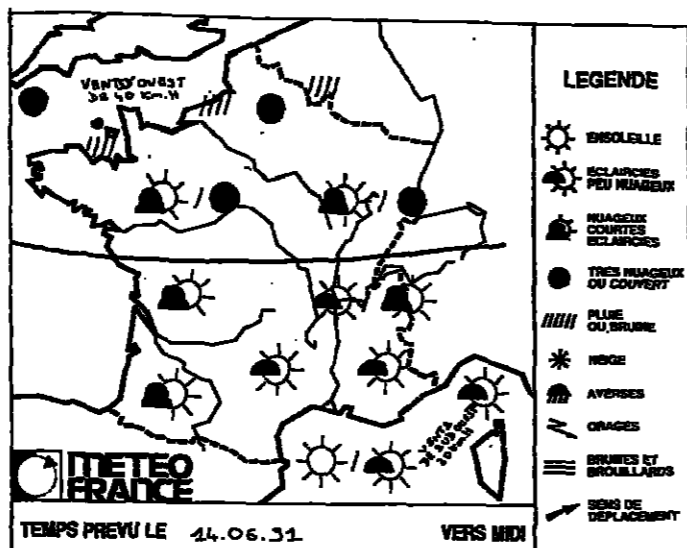
sent les débouchés exemptés de la
production bananière des Antilles et
que l'harmonisation fiscale ne
remette pas en cause l'existence d'un
régime particulier en faveur des
bananes.

Conformément à une décision
communautaire du 22 décembre
1989, le régime fiscal particulier
applicable à l'outre-mer des antilles
des, comme sous le nom d'outre-mer,
pourra être maintenu intégralement
certaines adaptations. Le projet
de loi nécessaire donnera aux
régions d'outre-mer des moyens
financiers pour assurer leur dévelop-
pement économique et social. Le projet
est actuellement soumis à la
consultation des assemblées locales.

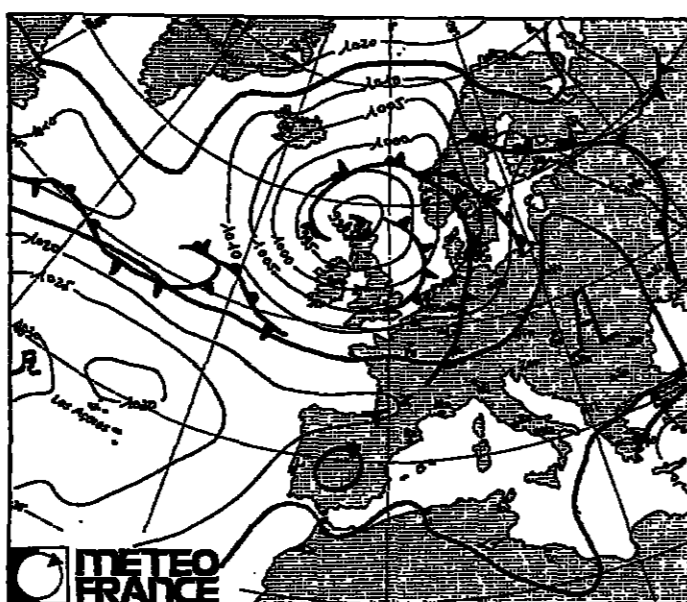
2) Les territoires et les autres col-
lectivités d'outre-

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 14 juin 1991
Souvent gris au Nord avec quelques petites bruines.
Soleil au Sud.



SITUATION LE 13 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



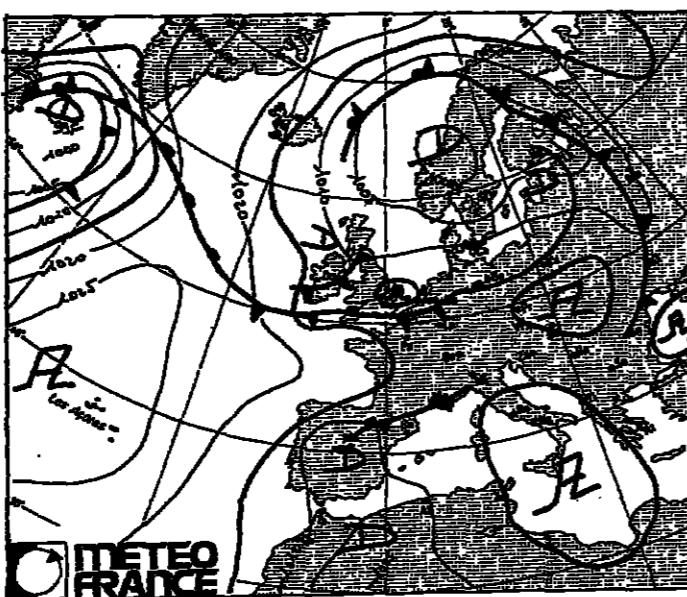
Samedi 15 juin : averse au Nord, orages au Sud et à l'Est. Sur toute la région d'Alsace du Bassin parisien et des Pyrénées aux Vosges et au Jura, le ciel restera toute la journée très nuageux. Des averse orageuses se produiront essentiellement sur les massifs montagneux. Sur les Pyrénées, les Cévennes et les Alpes, des orages forts sont à craindre. Le pourtour méditerranéen verra des passages nuageux alternant avec de belles éclaircies.

Sur toutes les régions du Nord-Ouest, le temps sera très changeant avec une alternance d'averses et d'éclaircies. Les averse seront plus fréquentes et plus fortes près de la Manche et au nord de la Seine. Les éclaircies plus généreuses dans l'Ouest en fin de journée.

Au lever du jour les températures seront généralement comprises entre 8 et 11 degrés. Sur les régions méditerranéennes elles ne descendront pas au-dessous de 13 à 17 degrés du nord au sud.

L'après-midi, les températures atteindront 17 à 21 degrés sur la moitié nord-ouest, ailleurs 21 à 27 degrés du nord au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 15 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 12-6-1991 à 18 heures TU et le 13-6-1991 à 6 heures TU											
le 13-6-91											
FRANCE											
ALGER	23	12	D	TOULOUSE	22	11	C	LUXEMBOURG	21	11	C
ANGERS	20	10	D	TOURS	20	11	C	MADRID	22	14	D
BORDEAUX	21	11	D	POURCE-APPEL	22	11	C	MARRAKECH	26	16	D
BRESC	22	10	C					MEXICO	22	13	C
CANN	20	11	C	ALGER	26	16	D	MILAN	27	14	C
CHERBOURG	17	12	C	AMSTERDAM	17	12	C	MONTREAL	23	14	A
CLERMONT-F	25	14	D	ATHENS	31	26	D	MOSCOW	22	15	C
COCOT	22	13	C	BANGKOK	31	26	D	NAIROBI	23	16	C
DAKAR	29	14	D	BARCELONE	23	14	D	NEW DELHI	26	26	D
GENÈVE	22	14	D	BERGAMO	24	12	D	NEW YORK	26	26	D
LILLE	16	9	C	BERLIN	24	16	C	OSLO	16	7	N
LIMOGES	20	10	C	BIRKENHEAD	19	11	P	PALM-SPAIN	24	10	D
LYON	20	10	C	COPENHAGUE	14	11	N	PARIS	22	20	N
MARSEILLE	22	14	C	DAKAR	38	22	D	ROME	25	17	D
NANCY	22	14	C	DJIBOUTI	26	18	D	SINGAPOUR	26	26	P
NANTES	19	11	C	GENÈVE	26	18	N	STOCKHOLM	16	10	P
NICE	22	16	D	HONGKONG	32	27	C	SYDNEY	20	14	D
PARIS-MONT	21	12	C	ISLAND	27	18	N	TOKYO	29	19	D
PAU	25	14	N	JERUSALEM	26	16	D	TUNIS	29	19	D
PERPIGNAN	24	16	D	LE CAIRE	31	19	D	TURIN	26	17	D
RENNES	20	12	C	LESBONNE	29	16	D	VENISE	26	17	D
STRASBOURG	24	14	N	LONDRES	20	11	C	VIENTIANE	24	14	C
STRASBOURG	24	14	N	LOS ANGELES	20	16	C				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Valy, saisi par la variété

L'AURENT FABUS a fini par faire une grosse colère. L'opposition, depuis un moment déjà, vociférait, claquait les pupilles, forçait le premier ministre à prendre une voix trop haut perchée. Et puis certains élus, tout fiers de leur travail, se mirent, comme autant d'arbitres des élégances, à agiter des petits cartons rouges. Ils entendaient signifier à Edith Cresson son expulsion du terrain pour jeu dur envers Jacques Chirac, capitaine de l'équipe adverse.

Faudra-t-il, aussi, doter l'Assemblée nationale d'un équipement sportif d'urgence, d'un terrain de football, pour parer aux rodéos électoral-banlieu-

sards? En tout cas, au travers des images transmises par FR3, ce n'est plus guère douteux : le mal des banlieues a frappé la représentation nationale de plein fouet. Comme si, dopés par la présence des caméras, ces tréteaux à distance, les orateurs se croyaient déjà en campagne législative.

Au moins Valéry Giscard d'Estaing a-t-il de l'image un usage adéquat. L'ancien président est venu à « Sacré soirée ». Toute chose étant égale, cela pouvait apparaître comme une incongruité, une escapade de page au Crazy Horse Saloon. La fonction présidentielle, passée et présente, reste sacrée en France.

Et nul doute que dans les têtes politiques, dans les états-majors, l'annonce d'une semblable initiative, Valy, saisi par la variété, a dû provoquer ricanements et commiseration.

Si tel fut le cas, c'était une erreur. Pas, une faute politique. VGE s'est, si l'on permet l'expression, baladé. Il s'est offert un magistral contre-emploi, prenant tout son monde à rebrousse-poil. De ses défauts, il sut faire des travers presque attendrissants ; et de ses qualités, notamment l'humour, des armes de séduction, de reconquête de l'opinion. Le risque était redoutable pourtant. Rien ne lui fut épargné. Raconter

l'histoire du singe président. Entendra l'ancien personnel de l'Elysée troucher un compliment de château au châtelaïn. Grimper sur un char, son char, au milieu d'un équipage bedonnant. Amener la dernière portée de labradors. Jouer, à l'accordéon, Je cherche fortune. Et même s'imiter, plus chuintant que nature.

Le ridicule édit tué n'importe qui d'autre. Pas lui. Pas cet homme, réglant ainsi son compte à l'image vaguement réfrigérante, déshumanisée, qu'il avait oubliée. Mais Valéry Giscard d'Estaing a toujours été une bête de télévision.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu 13 juin

- TF 1**
- 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages. (2^e épisode).
- 22.30 Magazine : Le Point sur la table. Thème : « Va-t-on jeter le bac aux oris ? » Avec Lionel Jospin.
- 0.00 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Spécial Coluche. La Traversée du périple, de Jean-Jacques Dufour et Pascal Stalletti : témoignages de Romain Bouteille, Rufus, Maryse, Thierry Lhermitte, Louis Pauwels, Valéry Giscard d'Estaing.
- 22.00 Cinéma : Un été d'orages. ■ Film français de Charlotte Brandström (1988). Avec Judith Godrèche, Stanislas Carré de Malberg, Murray Head.
- 23.40 Journal et Météo.
- 0.00 Documentaire : La Culture en chantiers. 5. D'après de Frédéric Compaan.
- 0.25 Série : Le Saint (rediff.).
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Pain et chocolat. ■■ Film italien de Franco Brusati (1974). Avec Nino Manfredi, Anna Karina, Johnny Dorelli.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.00 Cinéma : Mort à Venise. ■■■ Film italien de Luchino Visconti (1971).

- Avec Dirk Bogarde, Silvana Mangano, Björn Andresen.
- 1.05 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : La Fillette chinoise. ◻ Film franco-chinois d'André Koob (1989). Avec Bruce Lee, Bepe Chierici, Fanny Aubertin.
- 21.45 Flash d'informations.
- 21.55 Cinéma : Clara's Heart. ■■ Film américain de Robert Mulligan (1988). Avec Whoopi Goldberg, Michael Ontkean, Kathleen Quinlan (v.o.).
- 23.40 Sport : Handball. France-URSS, match amical, en différé du stade Pierre-de-Coubertin.
- 1.10 Sport : Golf. Première journée de l'US Open.
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Merveilleuse Angélique. ◻ Film français de Bernard Borderie (1985).
- 22.35 Magazine : Conséquences. Thème : « Le temps qu'il fait ».
- 23.30 Journal de la nuit.
- 23.55 Demain se décide aujourd'hui.
- 0.00 Le Club du Télé-achat.
- 0.30 Rediffusions.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Shalako. ■

- Film américain d'Edward Dmytryk (1958). Avec Sean Connery, Brigitte Bardot.
- 22.30 Cinéma : Bidasse Academy. ◻ Film français de Max Pécas (1978). Avec Sylvain Green, Michel Vocoret.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 22.50 Cinéma d'animation : Images.
- 23.05 Une leçon particulière de musique avec José Van Dam.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Hélène, d'après Yannis Ritsos (rediff.).
- 21.30 Profils perdus. André Leroi-Gourhan (1^{re} partie).
- 22.40 Les nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de l'Eglise Saint-Louis des Invalides) : Trois motets pour voix de femmes à cappella op. 38, Symphonie n° 2 pour chœur et orchestre op. 52, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Alexander Gibson.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 14 juin

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
- 15.25 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête (rediff.).
- 16.20 Club Dorothée.
- 17.30 Série : Chips (rediff.).
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 19.20 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.55).
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.

avec l'hebdo

Investir

BONS ANONYMES COMMENT EVITER LES PIÈGES

en vente dès samedi

- 22.45 Magazine : Grands reportages. Le sanctuaire d'Aldabra.
- 23.45 Magazine : Spécial sport. Boxe : championnat d'Europe des super-plumes, Daniel Londres (France)-Jacobin Yoma (France), à Reims.
- 1.00 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
- 14.28 Téléfilm : Un royaume pour Mrs Simpson (rediff.).
- 16.08 Série : Arsène Lupin.
- 17.00 Magazine : Gipsy.
- 18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 Série : Alf (rediff.).
- 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Divertissement : La Télé des Inconnus.
- 22.05 Magazine : Caractères. Spécial Hugo Pratt.
- 23.20 Journal et Météo.

- 23.35 Cinéma : Visages de femmes. ■■ Film iranien de Daryush Forouz (1985). Avec Sidiqi Bakaba, Eugénie Cissé-Roland, Albertine Guessan (v.o.).
- 2.00 Magnétophone : Escrime. Championnat du monde (120 min.).
- FR3**
- 14.30 Magazine : Regards de femme. Invitée : Marie-Louise Roubaud, journaliste.
- 15.05 Magazine : Faut pas rêver (rediff.).
- 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Amuse 3.
- 18.10 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa. En direct de Dublin, à l'occasion de l'Open des Communautés européennes. Panier de crabes.
- 21.40 Traverses. Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle, 3 et fin. L'Antarctique, un continent pour la science.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Traverses. Opération Barbarossa.
- 23.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL +**
- 13.30 Cinéma : Dangereusement vôtre. ■ Film américain de John Glen (1985). Avec Roger Moore, Tanya Roberts, Grace Jones.
- 15.40 La Bourgeoisie des Guignols.
- 16.15 Cinéma : Les Voisins. ■■ Film américain de John G. Avildsen (1981). Avec John Belushi, Dan Aykroyd, Kathryn Walker.
- 18.05 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Ça cartoon.
- 19.50 Top albums.
- 20.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Téléfilm : On a tué mes enfants. (2^e partie).
- 22.00 ► Documentaire : Maasailits.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Working Girl. ■ Film américain de Mike Nichols (1988). Avec Melanie Griffith, Harrison Ford, Sigourney Weaver.
- 0.50 Sport : Golf. Deuxième journée de l'US Open, deuxième épreuve du grand chelem, en différé de Hazeltine (Minnesota).
- LA 5**
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Meurtre à Atlantic City.

- 22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (9^e épisode, rediff.).
- 0.00 Journal de la nuit.
- M6**
- 17.15 Série : L'Homme de fer.
- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Météo 6.
- 20.40 Téléfilm : L'Engrenage.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.10 Magazine : Vénus.
- 23.40 Capital.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Série : Destination danger.
- 0.45 Concert : Live. Hubert-Félix Thiéfaine.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 15.45 Théâtre : Le Conte d'hiver. Pièce de William Shakespeare, mise en scène de Luc Bondy, avec Michel Piccoli, Bernard Ballet, Nada Strancar.
- 19.00 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse.
- 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.20).
- 20.00 Documentaire : Tropicaire.
- 21.00 Cinéma : La Voisine. ■ Film bulgare d'Adela Pavea (1988).
- 22.30 Téléfilm : Liberté, liberté (2^e partie).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Jacques Vilon par Marcel Duchamp.
- 21.30 Musique : Black and blue. Le club du jazz.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Rock père et fils.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 10 mars à Francfort) : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck et la Singakademie de Francfort, dir. Kazimierz Kord; sol : Svatka Kravtsova, soprano, Jari Van Nes, mezzo-soprano, Keith Lewis, ténor, Robert Holl, basse.
- 23.07 Poussières d'étoiles. New Age : Poissons d'or : Kurt Wall. Poissons d'or du passé : Symphonie n° 4, d'Ives.

Les irrégularités dans la gestion des académies

Quatre anciens membres du personnel de l'Institut sont inculpés

M. Frédéric Gérard, ancien conseiller technique auprès du chancelier de l'Institut de France, M. Edouard Bonnefous, a été inculpé de détournement de fonds publics, recel et corruption de fonctionnaire par M. Jacques Clavière-Schleier, juge d'instruction au tribunal de Paris, et placé sous mandat de dépôt, en compagnie de M. Michel Thibaut, ancien responsable de la sécurité de l'Institut, inculpé lui aussi. M. Colette Le Deul, collaboratrice de M. Gérard, et Mme Denise Barthélemy, receveur comptable, également inculpés, ont été laissés en liberté.

C'est un rapport de la Cour des comptes qui a mis le feu aux poudres (voir le Monde du 12 et du 13 avril 1991). Les magistrats enquêteurs relevaient en effet de

graves irrégularités dans la gestion de l'Institut. Sur la sellette, l'ex-conseiller technique auprès du chancelier, M. Frédéric Gérard, quarante ans, débarqué en juin 1990 avec son entourage, après avoir passé plus de dix ans dans les « soutes » du quai Conti. Recruté à la fin des années 70 pour s'occuper du « suivi des travaux », il était rapidement devenu l'homme à tout faire de l'Institut, en dépit de l'existence d'un directeur des services administratifs, M. Brissaud, puis M. Oster.

M. Frédéric Gérard avait fait entrer en 1985 M. Michel Thibaut au palais Mazarin. Ce dernier avait la haute main sur les vigiles et les systèmes de sécurité sophistiqués dont furent dotés les locaux. Un certain nombre de sociétés furent chargées d'élaborer ce programme (Motec, Aprotex, Gemo), pour des sommes dépassant 5 millions de francs en deux ans. Certaines appointaient M. Thibaut par ailleurs. Toutes étaient coiffées par un holding, Efic, en partie contrôlé par M. Gérard et Thibaut.

Il est reproché, en outre, à M. Gérard d'avoir utilisé des sociétés, plus ou moins fantômes pour réaliser des « expertises »

diverses – notamment auprès du musée Jacquemart-André – qui ne furent suivies d'aucun rapport. Enfin, le conseiller technique a participé de très près à toutes les négociations entamées lors de la vente d'éléments du patrimoine immobilier de l'Institut. A-t-il outrepassé ses fonctions ?

En 1985, il semble bien qu'un compte rendu de délibération de la commission administrative centrale (qui représente les cinq académies), réuni à l'occasion de la vente de l'immeuble de la Fondation Thiery (place du Chancelier-Adenauer, dans le seizième arrondissement), ait été falsifié pour permettre à M. Gérard de s'occuper de cette transaction. Transaction dont les mécanismes douteux ont retenu l'attention de la Cour des comptes.

Le chancelier Bonnefous, qui a longtemps accordé une confiance sans limite à M. Frédéric Gérard, a pour le moins été imprudent. Mais ces irrégularités ont été facilitées par la complexité et l'imprécision administrative qui règnent au quai Conti.

Cet après-midi les académies devraient mettre en chantier une réforme. L'Institut serait doté à terme de structures administratives

nouvelles et de gestionnaires dont le recrutement serait calqué sur celui des grands corps de l'Etat. Certains académiciens se demandent même si la fonction de chancelier, née en 1953 d'une obscure péripétie de la IV^e République, doit être maintenue.

Il faudra, en tout cas, trouver une personnalité au-dessus de tous soupçons pour gérer le patrimoine très riche mais souvent coûteux et fort embrouillé de la « vieille dame » du quai Conti. Il faudra mettre fin à des rentes de situation détenues par des personnalités glorieuses et naguère éminentes, mais dont l'âge a raboté l'acuité.

Il faudra aussi régler le cas du musée Jacquemart-André, dont la Cour des comptes avait épinglé la gestion cafoilleuse ; tirer au clair le rôle de M. Jean-Paul Scarpitta, « ingénieur culturel » qui serait intervenu à plusieurs reprises dans la location des espaces du musée pour diverses manifestations ; et vérifier l'inventaire des collections. Des opérations délicates et douloureuses.

EMMANUEL DE ROUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le premier taudis de France

VOUS savez quoi, c'est un taudis, l'Elysée ! Si, si, je vous jure. J'y suis allée déjeuner avant-hier avec papy Legatte, l'admirable médiateur de la République. Vous pouvez pas imaginer dans quel état ils sont, les salons du rez-de-chaussée. Moches, crades, maculés, avec d'énormes lézardes grimpaient sur des murs pissieux, entre les consoles en bois doré, les tableaux, et les pendules Empire jusqu'aux plafonds décorés d'œuvres d'art lustrées poussières.

Une énorme tache, le tapis couleur caca qui recouvrait la table du conseil des ministres. Moi j'aurais pas posé mes coudes. Et celui de l'escalier menant à la salle à manger des chargés de mission est tellement élimé qu'il faut se cramponner à la rampe pour pas déraper. Fianchement, c'est effarant. Enfin, mon Mimi, à quel tu penses ? Tu peux pas la laisser dans cet état, la Maison France. Surtout que tu reçois beaucoup. Et pas n'importe qui. Je les entends ricaner d'ici, les Bongo, les Mobutu, les Houphouët, les rois Fahd et les émirats Jaber. Si c'est ça

la République, merci bien ! Oui, je sais, t'es jamais que locataire et ces travaux seraient à ma charge, mais le proprio. Mais bon, tant qu'à rénover les banlieues et réparer les HLM au Val-Fourré, je peux bien t'envoyer une équipe repeindre les escaliers Faubourg-Saint-Honoré.

Et viens pas me dire que c'est pas le moment, vu qu'on a plus le sou. Combien c'est déjà qu'il va falloir économiser sur le budget de l'Etat ? 16 milliards ? Ça, c'est tout ? Tu me reproches le trou de la Sécu, je vais encore y être de ma poche pour le boucher. Et tu fais semblant d'oublier celui qu'il va falloir creuser pour les quatre tours inutilisables de la grotesque Bibliothèque pour y installer nos millions de bouquins. Sans parler des grands chantiers ouverts à la gloire, l'Arche de la Défense, l'histoire de faire la nique à Napoléon et l'Opéra-Bastille, cette sinistre passerelle qui nous coûte la peau des fesses. Tiens, tu sais où tu devrais aller l'installer pendant qu'on fera le ménage au château ? Dans le perron du Louvre. Au moins, là, on sera assurés de la transparence du pouvoir.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Banlieues : « Relancer le défi », par Marie-France Marquès ; « Les limites de l'évangélisation civique », par Gérard Chevalier... 2

Les violences entre palestiniens dans les territoires occupés
400 morts en deux ans... 5

L'apprentissage de la paix en Angola
Luanda se prépare aux échéances électorales... 7

Journal d'un amateur
« 271 », par Philippe Bouchet... 8

La nouvelle accord PC-PS
M. Mauroy veut rassembler la gauche... 9

Les travaux parlementaires
M. Cresson a engagé la responsabilité de son gouvernement sur les économies budgétaires... 10

Justice
Un projet gouvernemental de modernisation... 12

Education
Les lauréats du concours général... 15

L'Afrique à La Villette
Les Pygmées de Centrafrique ouvrent la quatrième édition du festival Afrique Musique... 16

SECTION B

LIVRES • IDÉES

• Devenir bouddha • Les avant-gardes et après • La genèse de Monsieur Quine, de Bernanos • Lévinas et l'obsession de l'autre • Lettres étrangères : le souffle espagnol • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoire littéraire, par François Bitt • La chronique de Nicole Zand... 19 à 26

SECTION C

M. Gardini quitte la présidence de Ferruzzi... 27
La Société générale en Chine... 34

AFFAIRES

• Salon du Bourget : l'Aérospatiale cherche à préserver son identité ; Ariane sous le feu de la concurrence... 31 à 33

Services

Abonnements... 36
Annonces classées... 29
Carnet... 36
Loto... 36
Marchés financiers... 34-35
Météorologie... 37
Mots croisés... 30
Radio-Télévision... 37
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1991 a été tiré à 490 660 exemplaires.

A l'Assemblée nationale : les questions au gouvernement

En direct du studio...

Les questions au gouvernement du mercredi sont télévisées et c'est l'essentiel. Le premier ministre, M. Edith Cresson, sait que de son fauteuil de télé-spectateur on n'entend pas, ou à peine, les pupitres claqués, les députés vociférer ou siffler. L'hémicycle du Palais-Bourbon n'a donc été pour elle, mercredi 12 juin, qu'un décor comme un autre, fond rouge et or et bande sonore mal réglée, pour expliquer en direct aux milliers de télé-spectateurs présents, que le gouvernement tout entier est « mobilisé » pour lutter contre l'été chaud tant annoncé dans les banlieues et présenter ainsi la longue liste des mesures arrêtées le matin même, au cours du comité interministériel consacré à la ville (lire page 12 l'article de Marc-Ambroise Rendu).

L'occasion lui en a été donnée très vite par M. Jacques Chirac. Le président du RPR, s'adressant lui aussi davantage aux électeurs qu'aux élus, a déclenché mécaniquement l'enthousiasme de ses troupes, aux seuls mots de « maîtriser le flot des immigrés », « rechercher et expulser les clandestins », « réduire le droit d'asile », « ouvrir le débat pour savoir si les étrangers ont le même droit que les Français aux prestations sociales lorsqu'ils ne sont pas la contrepartie d'une cotisation ». L'occasion était belle, M. Cresson n'allait pas laisser passer la

sienne : « J'ai eu le sentiment d'entendre non pas Jacques Chirac, mais Jean-Marie Le Pen. » Puis le premier ministre a commencé sa litane de propositions, indifférente aux protestations des députés contre la longueur de sa réponse, et à leurs exclamations : « Vos mesures, c'est Vichy ! », « On finit par regretter Rocard ! », « Mensonges ! ». Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a tout de même dû intervenir, lorsque des députés ont brandi des « cartons rouges » pour leur rappeler que « l'Assemblée n'est pas un stade de football ». Tout juste un studio de télévision qui, comme l'a indiqué M. Cresson, lui permet d'être entendue « par les Français, même si la droite hurle ».

« Éclairer l'opinion »

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, puis M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, ont à leur tour martelé le message gouvernemental : « Lutter contre l'exclusion est notre objectif principal. » Répondant à une question de M. Louis Poma (PC, Seine-Saint-Denis), M. Delebarre a rappelé les grandes lignes de sa loi sur la ville, adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale il y a quinze jours, et vanté les

actions de ses collègues ministres, sur l'emploi des jeunes, la formation professionnelle, la volonté politique industrielle, tout en prenant un soin particulier à évoquer sa propre expérience de maire de ville difficile.

Chargé de donner la version « sécuritaire » de la gestion de la crise des banlieues, après celle de la « générosité » attribuée à M. Delebarre, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand a achevé le dispositif de communication gouvernementale, en assurant des dizaines de chrétiens à une opposition déjà fatiguée, sur le nombre d'élus et de policiers auxiliaires qui seront mobilisés cet été. Répondant à M. Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne) et Jean Auroux (PS, Loire), M. Marchand a indiqué que, pour augmenter le nombre des policiers auxiliaires, ceux qui effectuent leur service national, pourront s'ils le souhaitent, prolonger leur service jusqu'à une durée totale de dix-huit mois.

Les consignes présidentielles, exprimées au cours du conseil des ministres, dans la matinée du mercredi, appelant les membres du gouvernement à « éclairer l'opinion des Français avec vigueur, clarté et simplicité », avaient été bien entendues et partiellement respectées.

PASCAL ROBERT-DIARD
► Lire page 37 la chronique de Pierre Georges.

En raison d'une grève du syndicat du Livre

Les quotidiens parisiens ne paraîtront pas vendredi

Les quotidiens parisiens ne paraîtront pas vendredi 14 juin, en raison d'une grève du syndicat du Livre CGT. Cela interdira la sortie du Monde daté samedi 15 et nous obligeront à reporter d'une semaine notre supplément Sans vis.

Les salariés du Livre CGT devaient défilé vendredi matin à Paris, du siège du Monde, rue Falguère, jusqu'au ministère de la communication.

HORS SERIE
SCIENCE & VIE

AVIATION 1991
APRÈS LA GUERRE DU GOLFE
LA NOUVELLE DONNE

Pour l'aéronautique, les dernières années de ce siècle sont celles d'une remise en cause fondamentale. Toutes les certitudes sur lesquelles elle reposait depuis des décennies, parfois même depuis son origine, vacillent ou s'effondrent. Ce numéro hors série de SCIENCE & VIE fait le point précis sur une aviation civile en mutation, des avions de guerre new look et une stratégie militaire à revoir, une industrie aux dimensions planétaires... 168 pages en couleur pour tout savoir.

AVIATION 1991
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE

C'est la crise,

Costumes
SUPER 100'S 5500^f 1790^f
valeur

VESTES EN LAINE
OU LIN 3500^f 990^f

Robes en soie 4900^f 1590^f
valeur

ROBES ET ENSEMBLES à 790^f
JUPES ET CHEMISIERS à 190^f
et des milliers d'autres articles en solde

Profitez-en : 3 JOURS REMARQUABLES,
le Vendredi 14, le Samedi 15 et le Dimanche 16
de 10h à 18h

DAVID SHIFF

Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)

مكتبة الأمل